

LA CONTREBANDE SUR LE RHIN

AU TEMPS DU PREMIER EMPIRE

La question de la contrebande sous l'Empire pose un problème d'un passionnant intérêt. Il est d'autant plus regrettable qu'elle n'ait pas encore été traitée dans son ensemble. Elle exige, il est vrai, de minutieuses et amples recherches, comme le montre, par exemple, l'ouvrage que M. Eug. Tarlé a consacré au royaume d'Italie et au blocus continental.

Nous n'avons pas la prétention de présenter ici le tableau complet que nous souhaitons. Encore moins aborderons-nous les conséquences politiques et économiques de la contrebande. Notre propos est plus mince. Il s'agit purement et simplement de contrebande terrestre, et la région rhénane fournit un cadre à notre étude. Nous avons donné un aperçu sur l'évolution du régime douanier et sur l'organisation du service des douanes de 1790 à 1810, présenté les forces sur lesquelles s'appuie la contrebande, montré les aspects multiples de l'activité frauduleuse, étudié enfin les moyens dont disposait l'autorité en vue d'une répression qui fut loin de s'avérer toujours efficace. Grâce au dépouillement de liasses nombreuses dans les séries ou sous-séries F^{1c} III, F⁷, F¹², AF IV, BB III, BB¹⁸ des Archives nationales¹, à des sondages dans les archives du ministère de la Guerre², dans les fonds départementaux des régions frontalières³, dans les archives de la Chambre

1. F^{1c} III Bas-Rhin 6 et 7 ; Haut-Rhin 7 et 11 ; Meuse Inférieure 3. — F⁷ 1910, 6549, 6551, 6594, 7910, 7911, 7922, 8598, 8603, 8604, 8605, 8607, 8608. — F¹² 508, 535, 622, 1568, 1569, 1937, 1938, 1942, 1943, 1944, 1953, 2011. — AF IV 1060, 1062. — BB III 187. — BB¹⁸ 949.

2. Archives historiques et administratives.

3. Archives du Bas-Rhin, série M ; de la Meurthe-et-Moselle : fonds riche concernant la cour prévôtale des douanes de Nancy ; consulté les répertoires correctionnel et criminel.

Nous avons consulté également : le *Moniteur universel*, le *Bulletin des lois*, les Archives parlementaires (1^{re} série), l'*Almanach impérial*, l'*Almanach pour le département des Deux-Nèthes*, les *Annuaire*s du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Parmi les autres ouvrages en particulier :

Amé (L.), *Étude sur les tarifs de douane et sur les traités de commerce*. Paris, 1876, t. I.
Cérenville (B. de), *Le système continental et la Suisse, 1803-1813*. Lausanne, 1906.

de commerce de Strasbourg, nous avons dégagé des traits curieux qui valent pour l'ensemble de la question.

I. — L'ÉVOLUTION DU RÉGIME DOUANIER DE 1790 A 1810;
L'ORGANISATION DU SERVICE DES DOUANES

« Combien sont coupables ces vils spéculateurs qui, toujours disposés à sacrifier l'intérêt général à leur intérêt particulier, cherchent à introduire frauduleusement en France les produits des fabriques étrangères que la loi et les vastes conceptions de S. M. l'Empereur en ont repoussés. » Ainsi s'exprimait, dans un mouvement d'indignation tout administrative, Magnier-Grandprez, receveur principal des Douanes impériales à Strasbourg, dans la préface du *Code des douanes de l'Empire français*.

Le fait était patent. Depuis 1793, la contrebande sévissait sur les frontières maritimes et terrestres de la France. Elle n'avait fait que s'accroître dans les années suivantes. Elle coïncidait avec cette frénésie de prohibition qui s'était alors emparée du monde. Pendant vingt

Chaptal (J.-A.-Cl.), *De l'industrie française*. Paris, 1819, 2 vol.

Darmstaedter (P.), *Die Verwaltung des Unter-Elsass unter Napoleon I (1799-1814)*. Heidelberg, 1903.

Fischer (A.), *Napoléon et Anvers (1800-1811)*. Préface du vicomte Charles Terlinden. Anvers, 1933.

Hauterive (E. d'), *La police secrète du Premier Empire. Bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur*, t. I, II et III. Paris, 1908, 1913 et 1922.

Heckscher (Eli F.), *The continental system. An economic interpretation*. Oxford, 1922.

Lanzac de Laborie (L. de), *La domination française en Belgique. Directoire, Consulat, Empire (1795-1814)*, 2 volumes. Paris, 1895.

Levasseur (E.), *Histoire du commerce en France*. Paris, 1912, t. II.

Id., *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*, 2^e éd. Paris, 1903, t. I.

Lumbroso (A.), *Napoleone I e l'Inghilterra. Saggio sulle origini del blocco continentale*. Roma, 1897.

Magnien, *Dictionnaire de la législation des droits de douane*. Paris, 1807.

Id., *De l'influence que peuvent avoir les douanes sur la prospérité de la France*. Paris, 1801.

Magnier-Grandprez (J.-Ch.), *Code des douanes de l'Empire français*, 3 vol. Strasbourg, 1806.

Id., *Tarif des droits de douane*. Paris, 1811.

Id., *Recueil des lois sur les douanes de l'Empire français*. Strasbourg, 1813.

Mollien (F.-N., comte), *Mémoires d'un ministre du Trésor public (1780-1815)*, 3 vol. Paris, 1898.

Peuchet (J.) et Chanlaire (P.-G.), *Description topographique et statistique de la France*, 3 vol. Paris, 1810.

Schmidt (Ch.), *Le grand-duché de Berg (1806-1813)*. Paris, 1905.

Sée (H.), *Esquisse d'une histoire sociale et économique de la France*. Paris, 1929.

Verhagen (P.), *La Belgique sous la domination française, 1792-1814*. T. IV : *L'Empire*. Bruxelles-Paris, 1929.

ans, les États se firent une guerre de tarifs, d'autant plus désastreuse pour le commerce que son rythme en était plus saccadé et plus rompu. Les poussées offensives succédaient aux reculs prudents.

Le décret du 5 novembre 1790 avait supprimé les douanes intérieures en France. Au lendemain de sa publication, la lutte entre prohibitionnistes et libéraux se donna libre carrière. Les discussions dont MM. Goudard, député de Lyon et fabricant de soieries, et de Boislandry, député de Versailles et fabricant de mousselines, se firent les protagonistes au comité de commerce et d'agriculture de l'Assemblée constituante le montrent bien. « Moi aussi », s'écriait Goudard, rapporteur du premier projet de tarif général de douanes, « je viens vous demander la liberté ; elle est la devise du commerce et de toute industrie ; mais elle est incomplète sans la protection et la sûreté... Les droits servent à la sûreté des spéculations, parce qu'ils garantissent les manufactures qu'il ne sera rien introduit qui puisse soutenir la concurrence avec les productions nationales, sans laisser à celles-ci l'avantage... » « Un tarif prohibitif », répliquait Boislandry, « est un attentat contre le droit des gens ; c'est une déclaration de guerre qui nous expose à de funestes représailles... En adoptant un tarif de droits modérés, vous assurerez au Trésor public plusieurs millions qui, par les prohibitions, deviendraient la proie des contrebandiers. »

Le 1^{er} décembre 1790, tout en admettant certaines prohibitions, l'Assemblée fixa à vingt pour cent le taux maximum des droits sur les marchandises qui ne seraient pas admises en franchise. Le comité des contributions publiques et celui de commerce et d'agriculture furent chargés d'élaborer un nouveau projet de douanes. Une fois de plus, Goudard fut chargé de le rapporter devant l'Assemblée, le 31 janvier 1791. La discussion aboutit au vote d'un tarif très libéral le 15 mars : peu de prohibitions ; des droits variant de cinq à quinze pour cent. De nombreuses protestations l'accueillirent.

Mais la guerre, qui éclate le 20 avril 1792, modifie la conception économique des assemblées révolutionnaires. Elle entraîne l'élaboration de deux séries de mesures.

Pour les grains, l'exportation en fut interdite, sous peine de mort, par un décret du 5 décembre 1792, que confirma la loi du 19 thermidor an IV (6 août 1796). La loi du 26 ventôse an V (16 mars 1797) décida que « tout transport de grains ou farines, surpris de nuit ou sans passavant dans la distance de cinq kilomètres (une lieue) en deçà des frontières de terre et de vingt-cinq hectomètres (une demi-lieue) des côtes maritimes, serait confisqué avec les voitures, bêtes de somme,

bateaux ou navires servant au transport ». Étaient exemptés de la formalité du passavant les grains portés de jour au moulin et les farines en revenant dont le poids n'excédait pas cent vingt-trois livres et demie. Un arrêté du 17 prairial an VII (5 juin 1799) prohiba sévèrement tout entrepôt de grains et farines établi dans un rayon de cinq kilomètres des frontières de terre. Maires et adjoints étaient chargés de surveiller l'exportation des grains et de la défendre, sous leur responsabilité, en requérant au besoin la garde nationale sédentaire, les troupes de ligne et la gendarmerie. Les préposés des douanes ne délivraient de passavants pour le transport des grains dans les communes frontières, et surtout sur la rive du Rhin, que sur présentation d'une pièce délivrée par le maire, attestant que les grains étaient destinés à la consommation des habitants ou à l'ensemencement de leurs terres. Quant aux grains et farines embarqués sur le Rhin, ils devaient être mis en sacs et accompagnés d'acquits à caution du bureau d'embarquement pour le lieu de débarquement. Le déchargement ne pouvait se faire qu'en présence des préposés des douanes. Si les grains ne remplissaient pas ces conditions, ils étaient saisis, ainsi que les bateaux ayant servi à leur transport.

D'un autre côté, le 1^{er} mars 1793, la Convention annulait les traités de commerce qui liaient la France aux pays étrangers. Désormais, la guerre des tarifs commence. Tous articles de même nature que ceux fabriqués en Angleterre sont interdits. Seuls étaient admis les produits dont les certificats prouvaient la provenance de pays en paix avec la France. Peu après, un recul. Le 19 mai 1793, le certificat est supprimé pour les marchandises nécessaires à la consommation et à l'industrie françaises. Les droits d'entrée pour certains articles analogues sont réduits dans une forte proportion. Puis, nouvelle offensive. Le 15 août, la Convention prohibe la sortie des comestibles, du savon, de la soude, du charbon de terre, de l'acier, du papier, des draps, des étoffes, des armes, des cuivres, des fers, des résines. Le 21 septembre, l'acte de navigation accorde le monopole presque absolu du commerce par mer à la marine nationale. Le 9 octobre, toutes marchandises fabriquées ou manufacturées en Angleterre, en Écosse et en Irlande — étoffes de laine et de coton, bonneterie, ouvrages d'acier poli, faïences — étaient prosrites. Mesure d'ailleurs incomplètement appliquée, puisqu'un nouveau décret du 18 octobre accordait l'importation des denrées et marchandises des pays ennemis sous pavillon neutre ou français.

Les tarifs sont soumis à un régime de bascule qui n'est pas fait pour

donner la stabilité au commerce. Le décret du 31 janvier 1795 faisait fléchir, pour beaucoup d'articles et dans des proportions variées, les droits de 1791. Mais le Directoire reprend la guerre douanière inaugurée par la Convention. Un message du Conseil des Cinq-Cents du 16 octobre 1796 l'annonce. « Voulez-vous ranimer votre commerce, relever vos manufactures, rétablir vos ateliers? Voulez-vous priver nos ennemis de leur plus grande ressource pour nous faire la guerre? Voulez-vous forcer le gouvernement britannique à traiter sincèrement de la paix? Un des plus puissants moyens de parvenir à ce grand but de prospérité publique sera de prendre les précautions les plus efficaces pour proscrire jusqu'à la paix le débit et la consommation des marchandises anglaises dans toute l'étendue de la République. » La loi du 10 brumaire an V (31 octobre 1796) met en pratique les suggestions du message directorial. Les objets non réputés anglais doivent être munis de certificats d'origine. Le décret du 9 octobre 1793 se survivait. Mais, par la loi du 9 floréal an VII, les droits sur les sucres étrangers furent abaissés à 7 fr. 50; un droit de 40 francs par 100 kilos fut substitué à la prohibition pour les sucres raffinés.

Un temps d'arrêt. Avec la paix d'Amiens (1802) court le bruit d'un traité de commerce franco-anglais. Mais la guerre, qui reprend en 1803, ravive une politique à peine assoupie. Un nouveau tarif du 28 avril 1803 (8 floréal an XI), d'inspiration protectionniste, remplaça celui de 1791. Des droits très lourds s'abattent sur les denrées coloniales. Le régime des entrepôts est organisé dans treize ports. Strasbourg, par exemple, qui ne cessait de récriminer au nom de la liberté des échanges économiques, obtient cet avantage, sans que le commerce strasbourgeois en soit pour cela plus satisfait.

Avec l'année 1806, la guerre douanière connut comme une période d'exaltation. La loi du 30 avril établit un nouveau tarif. Des droits exorbitants pèsent sur les denrées coloniales : 200 francs par quintal sur le cacao, 150 sur le café, 100 sur le sucre. Le coton en laine, que le tarif de 1791 avait épargné, est fortement taxé. Les toiles de coton blanches et peintes, les toiles de fil et coton, les couvertures de coton sont prohibées, afin que l'Angleterre n'ait plus aucune porte ouverte.

Et voici que, le 16 mai de la même année, les Anglais décident l'établissement du blocus des côtes, des rivières et des ports depuis Brest jusqu'à l'Elbe. Blocus fictif au fond, car il n'est appuyé que de quelques vaisseaux de guerre. Napoléon ne tergiverse pas. Le 21 novembre, il lance de Berlin un décret qui déclare le blocus de la Grande-Bretagne.

Toute marchandise anglaise doit être confisquée ; tout navire qui aura touché l'Angleterre ne sera pas reçu dans un port français ; il sera saisi s'il y entre sur une fausse déclaration. Les Anglais ripostent par les ordres du Conseil du 11 novembre 1807 ; ils obligent tout navire de commerce neutre ou allié à toucher l'Angleterre et à payer à la douane anglaise un droit sur son chargement. Par un décret de Milan du 17 décembre 1807, l'Empereur annonce au monde que sera dénationalisé et déclaré de bonne prise tout navire qui aura souffert la visite des Anglais, touché l'Angleterre ou payé une contribution quelconque à ses douanes. Trois ans plus tard, un décret du 8 février 1810 doublait les droits sur les denrées coloniales. Ces taxes étaient encore augmentées les 5 août et 2 octobre suivants : 1,000 francs sur les cacaos, 800 sur les cotons du Brésil, 2,000 sur la muscade.

Telle a été la succession des tarifs de douanes en France de 1791 à 1810. Leur histoire est connue. Nous l'avons rappelée succinctement pour montrer que leur variation obéissait plus à des nécessités de politique extérieure qu'à une conception économique rationnelle. Il n'était pas superflu d'en faire ressortir l'excès pour mieux saisir sur le vif la poussée victorieuse de la contrebande.

* * *

Le service des douanes disposait de 19,000 hommes en 1790. Le chiffre était tombé à 13,284 en 1791, à 11,003 en 1793¹. Or, la ligne des douanes ne cessait de s'allonger. En l'an X, son circuit atteignait 2,000 lieues, ce qui faisait six hommes par lieue. En 1810, Mollien évaluait à plus de 20,000 le nombre des préposés de douanes². L'administration des douanes était solidement organisée dans ses cadres. Elle avait à sa tête un directeur général qui fut M. Collin, assisté de quatre

1. Magnien, dans *De l'influence que peuvent avoir les douanes sur la prospérité de la France*, p. 15-16, explique que les administrateurs des douanes avaient demandé, en 1790, un effectif de 15,000 hommes. La loi du 1^{er} mai 1791 leur en avait accordé 13,284. Mais le traitement de 400 francs fut jugé insuffisant ; on le releva d'un quart. Pour ne pas dépasser les crédits, l'effectif fut diminué de 2,281 unités et ramené ainsi à 11,003 hommes. Voir aussi le Rapport du directeur général des Douanes au ministère de l'Intérieur du 22 frimaire an X. Archives nationales, F¹³ 1943.

2. « Sur cette longue étendue de frontières que développait alors la France », écrit le comte Mollien dans le tome III des *Mémoires d'un ministre du Trésor public, 1780-1815*, p. 10, « plus de 20,000 douaniers, dont les postes étaient connus, avaient à défendre un cercle menacé dans tous ses points par plus de 100,000 contrebandiers en activité continuelle et plus favorisés qu'eux par les habitants du pays. Ainsi cette lutte laissait encore à l'introduction de la fraude quatre-vingts probabilités sur cent... »

administrateurs, ayant chacun le contrôle supérieur d'un groupe de directions départementales, et de quatre inspecteurs généraux. A l'administration centrale, le système comprenait, en 1803, deux directeurs de correspondance, un directeur du contentieux et deux directeurs de la comptabilité. En 1808, une sorte de concentration s'était opérée. Il y avait quatre directions : service actif, contentieux, comptabilité, entrepôts et correspondance avec les inspecteurs généraux.

En 1803, on comptait vingt-six directions départementales, auxquelles venaient s'ajouter deux inspections, Briançon et Corse ; trente en 1808. De la première division, placée sous les ordres de l'administrateur Magnien, dépendaient les directions d'Anvers, Clèves, Cologne, Mayence, Strasbourg et Besançon en 1803. En 1808 étaient venues s'y joindre les directions de Dunkerque et de Genève.

Les directions départementales comprenaient un personnel de cadres assez considérables, en dehors du directeur : agents des douanes, directeurs de correspondance, inspecteurs, receveurs principaux et particuliers, sous-inspecteurs, contrôleurs aux visites, contrôleurs de brigade, capitaines, lieutenants. Dans les bureaux de perception, plus spécialement, se tenaient le receveur, des visiteurs, des commis aux déclarations ou aux expéditions, des contrôleurs aux visites.

Le statut du personnel des douanes avait été fixé par une délibération de l'administration du 8 thermidor an IX (27 juillet 1801), approuvée par le ministre des Finances le 18. L'accès de la carrière n'était possible qu'aux candidats âgés de vingt ans au moins et de trente ans au plus. Dans le cas où le candidat avait accompli huit années de service militaire, la limite d'âge était reculée jusqu'à quarante ans. Des surnuméraires étaient admis dans les bureaux. Ils ne pouvaient avoir moins de dix-huit ans. Une belle écriture et beaucoup de facilité pour le calcul étaient exigées d'eux.

L'avancement était prévu de façon stricte. Ainsi, trois mois de service comme employé étaient exigés pour devenir sous-lieutenant, six mois de grade de sous-lieutenant pour être promu lieutenant. Les lieutenants d'ordre ou principaux étaient choisis parmi les lieutenants de brigade ayant deux ans de service en cette qualité, les receveurs ou visiteurs ayant un an de grade et ayant commandé une brigade pendant six mois. Les lieutenants d'ordre ou principaux qui avaient deux ans de grade pouvaient être promus contrôleurs de brigade. Les sous-inspecteurs se recrutaient parmi les contrôleurs de brigade ayant dix ans de service actif.

Les recettes étaient hiérarchisées. Celles de moins de 2,400 francs,

ainsi que les emplois de commis aux déclarations ou aux expéditions, étaient accordées, en particulier, aux contrôleurs de brigade ayant dix ans de service ; celles de 2,400 francs à 3,000 francs allaient aux inspecteurs ayant vingt ans de service et hors d'état de remplir pleinement leurs fonctions actives, aux sous-directeurs de correspondance, aux contrôleurs aux visites, aux receveurs d'une classe inférieure, aux premiers visiteurs ou aux premiers commis aux déclarations dans les bureaux de douanes de première classe. Celles de 4,000 francs et au-dessus étaient réservées aux receveurs de la classe précédente ayant au moins 3,000 francs, aux directeurs de correspondance et aux inspecteurs de première classe ayant treize ans de service.

Les sous-inspecteurs et contrôleurs de brigade, les commis principaux de navigation à plus de 2,400 francs, les premiers visiteurs à 2,000 francs, les receveurs principaux, les receveurs subordonnés à 1,800 francs, enfin les sous-chefs et premiers commis de correspondance ayant au moins quatre ans de service et ayant servi dans toutes les divisions pouvaient devenir contrôleurs aux visites. Les inspecteurs se recrutèrent parmi les sous-inspecteurs ayant deux ans de grade, les contrôleurs de visite en ayant quatre, les sous-directeurs du bureau central en ayant huit, dont deux dans le grade et un comme sous-inspecteur ou contrôleur de visite, les receveurs à 4,000 francs. Tout inspecteur ayant deux ans de grade et tout receveur ayant une recette à 4,000 francs ou plus pouvaient accéder à une inspection de première classe. Sur le Rhin, il y en avait deux : Bourg-Libre et Anvers. Les inspecteurs et les directeurs de correspondance remplissant certaines conditions de grade, les receveurs de première classe ayant rempli pendant deux ans les fonctions d'inspecteur pouvaient être nommés directeurs départementaux. Quelle que fût l'origine, quinze ans de service étaient exigés. Il y avait des directions de première classe auxquelles on n'accédait qu'en remplissant des conditions de fonction et de durée de service. Anvers et Strasbourg étaient du nombre.

Dans les Deux-Nèthes, l'administration disposait d'un personnel important¹. Le directeur était assisté d'un inspecteur principal, un inspecteur sédentaire, un sous-inspecteur, deux commis, trois contrôleurs de brigade (Anvers, Turnhout, Gierle). Le bureau principal d'Anvers comprenait un receveur principal, un commis principal de navigation, deux contrôleurs aux entrepôts, cinq receveurs aux déclarations, dix visiteurs, trois aide-visiteurs, neuf commis aux expéditions, deux com-

1. *Almanach pour le département des Deux-Nèthes pour 1806.*

mis de la recette. Trois bureaux étaient subordonnés à ce bureau principal. Les bureaux de Wustwesel et Turnhout comptaient chacun un receveur, un visiteur, un commis aux expéditions. Quatre bureaux subordonnés dépendaient du premier, neuf de l'autre.

Dans les deux départements du Haut et du Bas-Rhin, l'organisation était d'apparence aussi solide. Strasbourg en était le centre. Là résidait le directeur des douanes, M. Magnier, qui était assisté d'un agent des douanes, M. de Kentzinger. Sous ses ordres, cinq receveurs principaux résidant à Strasbourg, l'Île-de-Paille (Biesheim), Lauterbourg, Bourg-Libre et Délémont; trois inspecteurs, deux sous-inspecteurs contrôleurs aux visites, six contrôleurs de brigade, huit capitaines, seize lieutenants d'ordre, cinquante-trois receveurs particuliers. Avec cela, une double ligne de douanes; la première, suivant la rive du Rhin, était jalonnée par Germersheim, Sondernheim, Leimersheim, Woerth, Neubourg, Lauterbourg, Münchhausen, Seltz, Neuhausel, Reschwoog, Drusenheim, Gamsheim, la Wanzenau, le pont du Rhin, Strasbourg, Krafft, Rhinau, Schoenau, Marckolsheim; la seconde passait par Landau, Wissembourg, Soultz-sous-Forêt, Haguenau, Brumath, Wilgotheim, Marlenheim, Ergersheim, Altorf, Niedernai, Saint-Pierre, Sélestat.

Aux brigades de douaniers, l'autorité joignait des détachements de soldats, de la gendarmerie, des espions, enfin, qui battaient le pays pour surprendre la fraude.

II. — LA CONTREBANDE : SES FORCES, SES ALLIÉS

Contre cette double ligne fortifiée, la contrebande dispose d'une armée de bateliers, de guetteurs, de colporteurs juifs de Kembs, du Petit-Landau, de porteurs dévoués et de chefs d'une étonnante audace. Elle organise ses batteries de telle sorte que les prévisions les plus savantes de l'autorité sont souvent déjouées. Dans les départements nouvellement conquis de la rive gauche, des bandes armées se livraient sans vergogne au transit illicite. En l'an IX, le commissaire général de la République, Jollivet, en signalait deux dans le département de la Roër et une dans chacun des départements de Rhin-et-Moselle et de Mont-Tonnerre, qui se livraient, « chemin faisant, à tous les excès du vol, du brigandage et de l'assassinat ». En 1807, le préfet du Haut-Rhin, Félix Desportes, évaluait au delà de 2,000 le nombre d'individus employés dans son département à cet « odieux métier ». C'étaient, en géné-

ral, des cultivateurs, qui délaissaient volontiers leurs terres pour une rémunération plus fructueuse. La chose s'expliquait : « Vous ne serez sans doute pas surpris », écrivait le préfet du Bas-Rhin Shée au baron Pelet, conseiller d'État chargé du 2^e arrondissement de la police, le 17 décembre 1808, « qu'on puisse, par le moyen d'un homme du peuple, d'un ouvrier, d'un paysan qui travaillent toute la semaine pour gagner 12 francs, faire porter dans une nuit, à trois ou quatre lieues de distance, par des sentiers et chemins détournés, un paquet de marchandises anglaises pour un louis, qui fraude 500 ou 600 francs de droits enlevés au fisc et tout le produit du travail du porteur à la société... »

Pour les chefs, la question est plus délicate. Cela se conçoit aisément. Ceux qui font la fraude, écrivait le préfet du Haut-Rhin le 3 octobre 1807, « ne laissent après eux aucune correspondance, aucune trace matérielle de leurs manœuvres ; il est impossible de les surprendre, et ce ne sont jamais que leurs agents, que de simples colporteurs que l'on peut arrêter en flagrant délit¹... » Nous pouvons cependant, grâce à des dénonciations et à des rapports de police, en préciser les origines.

C'étaient en général des négociants, des commissionnaires, anciens commis marchands². Ils firent des fortunes rapides pour la plupart, « car ils traitaient les droits de douanes comme s'ils avaient été leur propriété ». Certains combinaient la contrebande des marchandises de fabrication anglaise avec l'exportation du numéraire. Mais, à côté d'eux, que d'individus ne tenant que de très loin au commerce ! Des maires, des cultivateurs, des magistrats comme le président du tribunal de Délémont³, des médecins et même des prêtres. Voituriers et auber-

1. Archives nationales, F⁷ 8604.

2. Dans un pamphlet contre Georges Humann, *L'art de parvenir aux honneurs et à la fortune pratiqué par un particulier très connu qui, du modeste tablier qu'il portait, est parvenu à le convertir en un manteau d'hermine* (Bibliothèque nationale, Ln²⁷ 9989), on peut lire au chapitre II « M. Humann, commissionnaire de roulage » : « Par l'accumulation de ce profit (sur la vente des épices), il se trouva dans la possibilité de traiter de l'acquisition qu'il fit d'une maison connue sous la dénomination de roulage *en transit*, située à Schlestadt, sur les bords du Rhin. Des malveillants — et il n'en manque pas, surtout parmi les employés du fisc ! — prétendaient et publiaient que cette dénomination était plus qu'équivoque et que la véritable qui lui convenait était celle de maison de contrebande ! en ce que (suivant eux) elle facilitait les introductions clandestines qui s'opéraient réciproquement des marchandises prohibées ou sujettes à de gros droits, de la France à l'étranger et *vice versa* ! Mais ils n'en avaient que des doutes et le flair ! tandis que l'ingénieur industriel, qui devenait considérable en ce que la prime d'assurance que lui payaient les exploitants de ces marchandises était subordonnée au diapason des malédictions que l'assureur exclaimait contre la surveillance continuelle des employés du fisc, et ce diapason était, comme on le pense bien, monté au plus haut ton. » Et la suite.

3. Un bulletin de police du 23 mai 1806 le désignait comme « l'organisateur des bandes »,

gistes tenaient une place éminente dans le groupe de la contrebande : les premiers parce qu'ils disposaient des moyens les plus pratiques pour évacuer les marchandises sur l'intérieur, les seconds parce que leur métier leur permettait de fréquenter beaucoup de gens. Le va-et-vient dont leurs auberges étaient habituellement le théâtre attirait moins aisément l'attention de l'autorité¹.

La contrebande n'aurait pas réussi aussi complètement si elle n'avait trouvé des appuis, non seulement dans la masse de la population, mais encore dans les milieux mêmes qui avaient reçu mission de la réprimer. Les soldats chargés de collaborer avec les douanes se livraient à la contrebande. Dans la Roër, on peut assister à cet incident qui en dit long sur la mentalité de cette époque : un détachement prend la tête d'une

« leur directeur et l'ingénieur géographe pour tracer leurs routes ». Hauterive (E. d'), *La police secrète du Premier Empire*, t. II, p. 366-367.

¹ Les rapports de police (Archives nationales, F⁷ 8604) nous ont conservé plusieurs noms de personnes ayant joué un rôle important dans la contrebande sur le Rhin. Les voici :

A Strasbourg : J. F. Turckheim et C^{ie}; Menet et Prost; V. F. Frank et C^{ie}; K. Humann et C^{ie}.

A Colmar : Traut, entrepreneur de diligence; Ortlieb, directeur de voitures publiques.

A Mulhouse : G. Dolfus, apothicaire; Blech frères et C^{ie}; Mannbeudel, Weiss, Baumgartner et C^{ie}, commissionnaires; Landerer fils, aubergiste à la *Demi-lune*.

A Altkirch : Rey, avocat; Meyer, greffier du tribunal; Keller, maître de la poste aux chevaux; Sengelin, aubergiste.

A Bourg-Libre : Freund, maire; Wittersbach, procureur; Wittersbach-Luissier; Croun, artiste vétérinaire; Munsch, commissionnaire et banquier; Fedelet, aubergiste; Schultz, ex-maire; la maison de commission Moïse.

A Huningue : Simon Dreux, courrier de la malle; Fr. Perret, propriétaire; Schwartz, procureur; Schoenbrück, « ci-devant » chasseur au 14^e régiment d'infanterie légère; Perret, ex-maître entrepreneur de dépêches à Colmar et à Strasbourg; Bonny, contrôleur de la poste aux lettres; Sartory, négociant et banquier; Ritter père, aubergiste au *Bauf*; Schultz, aubergiste au *Corbeau*; Valette, économe de l'hôpital militaire; Ritter, entrepreneur des fortifications; Tampier, médecin de l'hôpital militaire.

A Belfort : Richou, Cloutier et Klinck, commissionnaires.

A Hagenthal : Blum, négociant.

Au Village neuf : Grund fils, cultivateur; Moecker, maire.

A Muhlfeld : Ritter fils, cultivateur.

A Blotzheim : Hertzog, cultivateur; Detling, tanneur; Tannberger, procureur.

A Niederanspach : Runtzer, maire.

A la Chaussée-Neuve : Schmelting, maire.

A Hegenheim : Boite, propriétaire.

A Bartenheim : Schultz, roulier.

A Dagstorf : Kolb, aubergiste; Kolb, propriétaire; Roux, maire; Grund, cultivateur.

A Bâle : Billwiller, Klenck et C^{ie}; Wieland père et fils; Willig, Jammer, Zoeslin frères, commissionnaires; veuve Bourcard et fils, Mérian frères, banquiers; Landerer père, aubergiste à la *Corogne*; Gesmuller, aubergiste aux *Deux-Clefs*; Landerer fils, entrepreneur de diligences; Wagner, courtier; Braun fils, marchand; Rochette, sellier; Mieg, agent de change; Laroche, chirurgien de l'hôpital militaire de Huningue; Preisweng et Zimmerlin.

troupe de fraudeurs et n'hésite pas à engager le combat contre les douaniers qui s'étaient mis à leur poursuite¹. La gendarmerie de Werch, à une lieue d'Andernach, était, elle aussi, gagnée aux brigands. En l'an X, on vit le maire de Nivenheim délivrer, sous des noms supposés, des certificats de besoin pour favoriser l'exportation des grains². Des généraux furent compromis. De lourdes présomptions pesaient sur les généraux Callier et Hardy. Le Bas, en tournée sur la rive gauche en l'an X, dénonçait le général Jacobi, commandant des troupes de la Roër, pour avoir délivré de faux certificats de besoin. On citait encore le cas du chef d'escadron de gendarmerie Georgeon, qui cumulait ses fonctions répressives avec la direction du commerce des grains que sa belle-mère possédait à Cologne³.

Mais, comme le dit Jollivet dans une des nombreuses lettres qu'il écrivait en l'an IX-an X, la complicité des douaniers contribuait plus que n'importe quel autre fait à la propagation et au succès de la fraude. D'abord, les bandes armées de contrebandiers étaient dirigées par d'anciens douaniers révoqués. C'étaient les fraudeurs les plus dangereux. Ils organisaient des contre-brigades pour paralyser le service de surveillance. En 1809, un ancien sous-lieutenant des douanes à Mulhouse, Giroux, qui avait été destitué pour insubordination et excès graves envers un supérieur, entretenait des relations avec les fraudeurs et épiait, pour les faire avorter, les mouvements des préposés⁴. On le retrouve chef de bande en 1811. Avec d'anciens préposés et d'autres individus de sac et de corde, il rôde derrière la seconde ligne de douanes et exerce pour son compte une police assez curieuse : il saisit les mar-

1. Rapport du commissaire général Jollivet au ministre de l'Intérieur du 14 fructidor an IX. Archives nationales, F⁷ 7910.

2. Du même au ministre de la Police générale du 26 vendémiaire an X. Même source.

3. Le rapport de l'inspecteur général de la gendarmerie Radet sur Georgeon, à la date du 2 frimaire an X, est instructif : « Non seulement », écrivait-il, « la commission chargée de l'organisation de la gendarmerie n'avait point compris cet officier dans son travail, mais même elle s'était prononcée vivement pour repousser ses prétentions et neutraliser ses intrigues. Il a été nommé on ne sait comment et l'arrêté portant nomination aux places de chef d'escadron, qui donne à l'inspecteur le droit de déterminer la résidence de chaque officier, fait une exception en faveur de Georgeon. L'emploi, d'après son propre aveu, ne lui convenait qu'autant qu'il l'exercerait sur la rive gauche du Bas-Rhin ; il a déclaré que, quoiqu'en sa qualité de chef de brigade il pût prétendre au grade de chef de légion, il se contentait de celle de chef d'escadron ; qu'il demanderait, s'il ne pouvait l'obtenir, celle de capitaine ; que toute autre, quelque honorable qu'elle fût, n'aurait d'attrait pour lui qu'autant qu'elle ne l'obligerait pas à résider ailleurs que dans le département de la Roër, où il dirige effectivement, à Cologne, le commerce de grains de sa belle-mère. » Même source.

4. Archives nationales, F⁷ 8607.

chandises frauduleuses échappées à la vigilance de l'administration et transige ensuite avec les contrebandiers.

Le corps des douaniers lui-même était gangrené, depuis le plus modeste préposé jusqu'aux chefs. En l'an X, le receveur et le lieutenant de Niehl favorisaient l'exportation des grains. Un autre agent, Gravelotte, destitué à Mayence, réintégré à Cologne, acceptait volontiers une lettre de change et une pièce de vin de Bourgogne en récompense de ses complaisances. Tous les jours, d'après l'accusateur public près le tribunal criminel de la Roër, Keil, préposés et militaires buvaient et mangeaient avec les portefaix des fraudeurs¹. « L'esprit de rapine domine tous les préposés d'aujourd'hui », constatait le sous-préfet Robert, du 4^e arrondissement de l'Escaut, le 1^{er} vendémiaire an X. C'était aussi l'opinion du préfet du Bas-Rhin en 1808 : « Je ne me suis point aperçu que les nombreuses et fréquentes saisies des douaniers diminuassent le nombre des fraudeurs. Je ne sais si je me trompe, mais je crois en entrevoir la raison dans l'infidélité de l'administration des douanes. »

L'autorité administrative justifiait par la modicité des salaires l'immoralité du petit personnel des douanes. A son avis, il n'était qu'un moyen pour le réduire : une sorte de contre-corruption. Le témoignage du sous-préfet de l'arrondissement de Termonde à cet égard aurait mérité d'être longuement médité : « J'ai appris », écrivait-il le 3 vendémiaire an X², « que, pour empêcher l'exportation, les mesures prises jusqu'ici seraient assez suffisantes, si l'on pouvait prévenir la corruption des employés de douanes, et que, sans ce moyen, toutes celles qu'on emploiera seront vaines. On m'a assuré que le receveur d'Axel aurait dit qu'il ne pouvait vivre avec 800 francs et qu'il résultait de la modicité de ses appointements qu'il ne lui était pas défendu de faire quelque chose : aussi la fraude y est-elle de la plus grande aisance. Le receveur d'Hulst était au commencement très rigide, mais l'abondance des louis offerts mise en parallèle avec la modicité de ses appointements l'a fait succomber aussi. Quelqu'un m'a dit qu'il voulait faire un pari que, s'il y avait pour un million de marchandises à Flessingue, il les aurait en vingt-quatre heures de temps à trois lieues en deçà d'Anvers, moyennant un sacrifice de 5 à 600 louis. Je lui observai que cela ne pourrait pas avoir lieu s'il y avait une force armée ; il me répondit qu'elle ne le gênerait pas, puisqu'il s'en est trouvé parmi les hussards de Chambo-

1. Archives nationales, F⁷ 7910.

2. Même source, F⁷ 7912.

ran qui chassaient les douaniers qui voulaient s'opposer à la fraude et aidaient les contrebandiers à charger leurs voitures. » Et de conclure : « Ce n'est qu'à force d'argent qu'on est bien servi dans la police. »

En Alsace, le personnel supérieur des douanes se recrutait en particulier dans la famille Magnier. Des deux frères, l'un était directeur à Strasbourg, l'autre receveur principal à Bourg-Libre. Le receveur principal de Strasbourg, Magnier-Grandprez, était leur cousin. C'est de la famille Magnier que Durekheim-Montmartin écrit dans ses *Erinnerungen* : « Il y avait alors une riche famille Manier dont trois branches s'étaient permis trois surnoms aristocratiques : Manières (Magnier) de Maisonneuve, Manier de Grandpré et Manier de Magnier ; de ces trois frères, on disait ironiquement : il n'y a que trois manières pour faire la contrebande » (p. 31). Leur puissance était grande. Nous avons sur ce point des témoignages concordants. Parlant des deux frères, le préfet Félix Desportes écrivait le 16 mars 1806 : « Ces deux agens supérieurs des douanes exercent un empire absolu sur leurs subordonnés et même sur leurs collaborateurs par l'adresse qu'ils ont de faire croire à l'immensité de leur crédit auprès de leur administration et particulièrement auprès de M. Collin (directeur général des douanes) qui, *prétendent-ils, ne voient que par leurs yeux*. Assurément, je pourrais attester le contraire... Il est pourtant certain que tous les douaniers qui ont le malheur de leur déplaire ont été rapidement ou éliminés du tableau de la division ou relégués sur d'autres points de l'Empire. Quelques-unes de ces destitutions ou de ces mutations pouvaient être justes ; mais l'étaient-elles toutes?... Ils se sont formés une espèce de puissance sans contrepoids dans leur direction... ; tous les employés, et jusqu'aux inspecteurs, plient la tête sous le joug qu'ils leur imposent... ; ils distribuent à leur seul gré les punitions ou les grâces ; leur autorité est enracinée par l'habitude, et il sera bien difficile, pour ne pas dire impossible, d'amener les agens subalternes des douanes à des aveux défavorables contre deux hommes accrédités d'ancienne date, énormément riches, qui de longue main ont appris à faire un usage très habile de leur fortune, qui se disent soutenus par des mains redoutables et qui toujours, en effet, ont réussi à écraser leurs ennemis. La clameur publique s'est souvent élevée contre eux¹. »

« Il résulte de cette filiation un grand abus, notait un autre mémoire ; puisqu'il n'y a aucune surveillance mutuelle et que, d'ailleurs, tout tremble devant ces messieurs qui ont acquis d'immenses richesses,

1. Archives nationales, F⁷ 8604.

affichent un luxe révoltant, ont capté la confiance de M. le directeur général Collin, qu'ils trompent sans cesse, puisqu'ils font changer et révoquent à volonté ceux des employés qui veulent faire leur devoir ou qui s'opposent aux malversations sans nombre qui s'exercent dans cette direction... » Il citait des noms. En novembre 1810, un certain Mallard, agent secret, chargé par le ministère de la Police de saisir sur le vif le mécanisme de la contrebande sur le Rhin, rendait compte de son enquête¹ : « C'est là (à Germersheim) que j'ai entendu pour la première fois retentir à mes oreilles, mais en chœur, le nom de M. Mag-nier), celui qui est à Bourg-Libre. *Ah ! comme nous faisons bien nos affaires avec cet homme-là !* Ce sont leurs propres paroles ; je n'y ajoute rien. » Même son de cloche à Lichtenau et à Drusenheim, où il entendit « porter aux nuées les noms enlacés de Messieurs Mag., surtout celui de Bourg-Libre ; au reste, depuis la hauteur de Spire jusqu'au vieux Breisack... les bouches sont remplies des éloges de ces deux prosélytes du monopole ; ils sont bénis par tous ceux qui les regrettent ».

III. — L'ACTIVITÉ FRAUDULEUSE : CENTRES, DÉPÔTS, ROUTES, LIEUX DE PASSAGE, MOYENS VARIÉS MIS EN ACTION

Nous connaissons le personnel de la fraude, essayons d'en déterminer l'activité. Il est bien difficile de repérer les bureaux de fraude. An-vers paraît avoir joué un rôle capital. Dans ce port, en l'an X, se tient « la Société d'assurance vers laquelle tous les imprimeurs de coton de Gand et des environs députent leurs commis pour négocier la réception des toiles des Indes à 10 ou 12 francs au quintal au lieu de 50. C'est là qu'on assure également l'entrée des tabacs en fraude des droits. C'est là qu'on spéculé en grand pour l'exportation des bleds et qu'on séduit les surveillants²... » En Hollande, Rotterdam et Amsterdam étaient les grands dépôts de grains. Cologne pratiquait avec une égale activité — par la ruse, la corruption et même la force — l'exportation des grains et l'importation des marchandises prohibées³. Sur la rive droite du Rhin, les dépôts des marchandises prohibées les plus importants étaient Heildelberg, Francfort, Darmstadt, Rastadt, Offenbourg, Kehl,

1. Archives nationales, F⁷ 6549.

2. Rapport du préfet de l'Escaut au directeur général des Douanes du 9 vendémiaire an X. Même source, F⁷ 7912.

3. Rapport de Lebas, chargé de mission dans les pays rhénans, au ministre de la Police, du 22 brumaire an X. Même source, F⁷ 7910.

Lahr, Bâle. En Alsace, il y avait un dépôt frauduleux de tissus à Bischwiller, le centre textile par excellence. Outre-Rhin, les principales routes par lesquelles les produits arrivaient étaient la Bergstrasse, par la Forêt-Noire, vers Schaffhouse, la route de Heidelberg à Mannheim, Rastadt, Fribourg, Bâle ; enfin, la route de livraison et de passage, le long du fleuve, qui était approvisionnée par les deux autres et conduisait à Bâle.

Entre Spire et Bâle, tous les bourgs, villages et villes situés près du fleuve étaient des lieux de passage : Scherck, vis-à-vis de Germersheim, Illingen, Durmersheim, Steinmauern, Stollhofen, Hügelsheim, pour les produits venant de Francfort par Heilbronn, Pforzheim, Gernsbach et Baden ; plus au sud, Bischofsheim, Eckmühl, Bodersweier, Kehl, Miersheim, Mahlberg, Hausen, Fribourg, Steinstadt, Nimbourg, Emdingen, Bremgarten. En une semaine, par exemple, il était entré plus de deux millions de marchandises par Kehl et Bodersweier. En août 1810, on estimait que plus de 300 voitures chargées de sucres, de café, de coton passaient journellement par Fribourg. Sur la rive gauche du Rhin, les principaux passages étaient Fort-Libre, Rhinau, Schoenau. Plus au sud, Altkirch et Délémont. Les îles du Rhin servaient aussi de dépôts provisoires.

L'organisation de la fraude était parfaite, grâce à un accord entre les assureurs et les agents des douanes. Là, il faut distinguer¹ : certains assureurs faisaient mettre, outre-Rhin, les marchandises en petits ballots de 40 à 50 kilos ; ces colis passaient le Rhin sur des nacelles. Sur la rive opposée, des porteurs les attendaient. Alors les préposés des douanes entraient en jeu. Le lieutenant du ressort — écoutez bien — averti par l'assureur, postait des employés de manière à ne pas troubler l'opération. La première nuit, les marchandises étaient transportées entre les deux lignes de douanes ; la nuit suivante, elles étaient acheminées hors du rayon de la deuxième ligne ; là, elles étaient chargées sur des voitures de rouliers. Pour ajouter au cynisme, ajoutons que certains lieutenants de douanes étaient d'anciens émigrés qui n'avaient pas abandonné toutes relations avec leurs compatriotes restés à l'étranger ; parfois, ils touchaient encore des pensions de l'Angleterre.

Les assureurs-négociants et commissionnaires de Strasbourg, les J. F. Turckheim, les Menet et Prost, les Frank, les Humann, poussaient

1. D'après un mémoire intitulé : « Aperçu sur la manière dont se fait la contrebande à Strasbourg ». Archives nationales, F⁷ 6549.

plus loin l'audace. Ils travaillaient de connivence avec les principaux chefs des douanes d'Alsace. Les voitures chargées de marchandises venues de Francfort ou de Bâle étaient plombées par capacité au pont du Rhin et dirigées sur Strasbourg pour être déchargées dans l'entrepôt. La formalité de l'acquittement était simple. Un commis des assureurs se présentait, une déclaration en poche. Les douaniers visitaient quelques ballots désignés à l'avance et dont le contenu était conforme à la déclaration. Les marchandises étaient alors plombées indistinctement et dirigées sur l'intérieur.

Ces commissionnaires se chargeaient même de l'acquittement des marchandises permises, comme les toiles de coton, avec une diminution de 20 à 22 % sur les tarifs d'entrée. Les marchandises prohibées, basins peignés, mousselines anglaises, passaient comme les toiles de coton.

Les moyens mis en action par la contrebande étaient variés. La disposition géographique des lieux la favorisait parfois. La topographie s'y prêtait. Les bords du Rhin, avec les solitudes à demi inondées du Ried ; la Campine, la Meuse inférieure, avec d'immenses étendues de bruyères, coupées de sentiers et piquées çà et là de rares agglomérations, offraient un incomparable champ d'action. Ainsi, en l'an X, pour les grains, dans la partie de la Roër qui avoisinait les marais de Peel, la fraude était « favorisée par les localités et la situation des hameaux et villages qui, quoique à plus de cinq kilomètres de l'étranger, forment cependant le dernier cordon d'habitations jusqu'au marais de Peel et permet en conséquence de recevoir des entrepôts de grains sans qu'il soit possible d'y mettre obstacle ». Elle l'était encore du fait que les communes de la rive gauche du Rhin, en dessous de Mayence, tiraient leurs subsistances des communes plus élevées « à la faveur de la navigation descendante, qui les porte ensuite à l'ennemi par la Hollande ».

Pour les marchandises de fabrication anglaise, les procédés étaient nombreux. Voici deux cultivateurs qui, sur les bords du Rhin, à Auenheim, chargent des bottes d'herbe sur une voiture attelée de deux vaches. Les douaniers les interpellent, fouillent : ils trouvent dans l'herbe douze pièces de casimir et trois pièces de velours provenant de manufactures anglaises¹. Un autre cas : les douaniers arrêtent une voiture sur laquelle on a chargé sept tonneaux. Du chanvre, déclare le

1. Archives nationales, F¹⁹ 1953.

voiturier ; en fait, soixante-huit ballots de tissus masqués dans du chanvre : 2,691 pièces de mousseline et de percale, 32 pièces de toile de coton. Un autre encore : deux bateaux entrent par le canal du Rhin. Ils sont, en apparence, chargés de bois. Les douaniers se montrent curieux, font des sondages. Ils découvrent, au fond des bateaux, 600 kilos de café, 497 kilos de poivre, 26 pièces de nankin, 18 pièces de cravate de coton, 20 pièces de mouchoirs de toile peinte. Le même mois de septembre 1810, on introduit à Kehl deux meules de taillandier que l'on déclare. Les douaniers vérifient, donnent quelques coups de marteau sur l'une d'elles. Elle sonne creux. Ils la déchargent ; elle tombe et se brise. A l'intérieur, ils découvrent 20 pièces de toile de coton blanche, 47 pièces de mouchoirs de mousseline, 28 pièces de mousseline noire, 324 mouchoirs de toile peinte, 38 kilos de poivre. Vraiment un choix !

Il était d'autres procédés courants. A la faveur de faux acquits à caution et de faux plombs, des fraudeurs habiles faisaient pénétrer dans Strasbourg, par le Rhin ou l'Ill, comme venant de villes françaises de la rive gauche, des marchandises prohibées, sucres, poivres, clous de girofle, tabac en carotte, nankin, mousseline, velours de coton, peignés, etc., qui avaient été plombées et embarquées à Scherk et à Imlingen. Il était possible aussi aux négociants de se servir deux ou trois fois des mêmes acquits, en ayant soin de les faire expédier par la poste et de se procurer de faux plombs à Scheck et à Imlingen. Dans les deux cas précédents, les colis déposés dans le magasin commun de la douane de Strasbourg pouvaient être retirés sans formalités.

Parfois, des bateaux venant de la rive droite introduisaient des marchandises qui n'étaient portées sur aucune expédition. Ce système n'était pratiqué que dans le cas où il y avait dans les bateaux une assez grande quantité de produits accompagnés de vrais acquits. Par exemple, il arrivait cent colis à la Wantzenau. Cinquante étaient plombés avec acquits de Mayence ; sur les cinquante autres venant de l'étranger, quarante étaient déclarés et expédiés par acquit de la Wantzenau ; dix échappaient aux formalités et entraient, non déclarés, dans le magasin commun.

Le système de la tare n'était pas moins fructueux. Les négociants les moins aisés n'avaient pas d'autre tare que celle prévue par la loi ; les plus riches s'en faisaient accorder une, qui pouvait aller jusqu'à 50 et 60 % sur toutes les marchandises qu'ils acquittaient. On citait ce cas classique : un négociant achetait à l'étranger vingt tonneaux de café pesant 240 quintaux avec certificats d'origine ; il faisait ensuite un achat identique de café, mais sans pièces à l'appui. Il réunissait les deux

quantités dans vingt tonneaux de plus grande capacité et le tout passait pour les 240 quintaux énoncés sur les certificats.

L'imagination des fraudeurs était sans limites. En 1807, par exemple, la douane découvre quarante-huit pièces de coton dans quatre tonneaux déclarés comme contenant de la potasse. De fait, l'intérieur des tonneaux était tapissé d'une couche de potasse de huit pouces d'épaisseur. A cette profondeur se trouvaient des plateaux de craie blanche qui résistaient à la sonde. A l'intérieur, les ballots. A Mulhouse, en septembre 1807, on saisit plusieurs pièces de toile de coton découvertes dans une hotte de tonnelier, dont la partie supérieure était pleine d'eau.

Les voitures à double fond étaient artistement camouflées. Exemple digne d'attention : l'ingénieur Robin, cousin par alliance de l'ingénieur en chef Kastner, fait aussi de la contrebande. Ayant mangé sa fortune, pressé de besoins d'argent, entretenant des filles, il voit dans ce trafic illicite une ressource inespérée. Il introduit par la Wantzenau des marchandises venues d'outre-Rhin. En octobre 1808, sa voiture, dans laquelle avaient pris place sa femme, ses enfants et leur précepteur, est visitée. Les douaniers y découvrent 138 kilos de mousseline, de percale et de toile de coton. L'enquête révèle que les porteurs avaient 12 % sur le montant des bénéfices, le receveur de la Wantzenau 6 francs par balle pour frais de dépôt. M^{me} Robin et ses enfants allaient chercher la marchandise une ou deux fois la semaine. L'enquête apprit aussi que les chevaux et la voiture appartenaient au général Mallye, officier réformé, parent de Robin, et qui logeait chez lui. Robin fut arrêté ; la commission de la fraude examina son cas ; elle ne jugea pas les preuves suffisantes. Robin bénéficia du doute et fut simplement muté.

Le 25 février 1812, les employés des droits réunis à Colmar saisisaient une élégante voiture, trainée par trois chevaux de front. Ils découvraient dans le double fond 417 pièces entières de mousseline et de percale et trente autres en coupons. Trois personnes étaient prises sur le fait : le chanoine Bouat, du chapitre de Strasbourg ; M^{me} Bouat, née Thérèse Mainony, femme du négociant français émigré à Fribourg et belle-sœur de Magnier, receveur principal des douanes à Bourg-Libre ; Peltier, receveur principal des douanes à l'Isle-de-Paille¹.

La collusion des négociants et des chefs de la douane se manifeste d'autre manière encore. En 1811, le décret qui assujétissait les denrées coloniales existant en Suisse à un impôt extraordinaire est connu quarante-huit heures avant sa publication. Dans l'intervalle, les commis-

1. Archives nationales, BBm 187.

sionnaires ont fait entrer en France, par Bourg-Libre, la plus grande partie de ces denrées. C'était l'opinion des négociants bâlois : ils disaient à qui voulait les entendre que c'étaient nos bureaux de douanes qui avaient organisé « la contrebande sur des masses¹ ».

Les frères Magnier ne se contentaient pas de se faire les complices intéressés des commissionnaires ; ils firent de la fraude pour leur propre compte. A Strasbourg, « point saillant de cet infernal tripot » qu'était la ligne du Rhin, ils constituèrent une société, à laquelle adhérèrent le médecin accoucheur Ostertag et trois négociants, Hürstel, Niethammer et Schattenmann. Ce sont eux qui avaient imaginé le système de la fausse tare, permettant de n'acquitter les droits, par exemple, que sur 600 quintaux alors qu'on en introduisait 1,000. Schattenmann, s'étant rendu à Vienne, accapare tous les cotons disponibles destinés à la France. Il accorde une réduction importante sur les droits aux commissionnaires et propriétaires. Cette seule opération rapporte 400,000 francs à la société. On s'explique que, dans ces conditions, Magnier-Grandprez, qui était arrivé à Strasbourg avant 1789, son ballot d'effets sur le dos, soit devenu millionnaire sous l'Empire². On comprend mieux l'attitude de Magnier, receveur principal à Bourg-Libre, lorsque le préfet Desportes lui demanda sa collaboration pour réprimer les menées frauduleuses des négociants Munsch et Klenck. Sa réponse est bien curieuse : il couvre la douane tout en se refusant à une surveillance quelconque et sème le soupçon sur les autorités de Bâle : « Lorsque les marchandises prohibées aujourd'hui étaient admises au paiement des droits », écrit-il, « ces deux négociants qui déjà alors avaient des magasins à Basle, fesaient de fréquents acquittements dont la régularité était constatée par le contrôle le plus sévère. Leurs magasins subsistent encore, mais placés à Basle, sur un territoire étranger, vous apercevrez, Monsieur le Préfet, qu'il ne m'appartient pas d'y surveiller le mouvement de la direction des marchandises que ces magasins reçoivent et qui en sont réexpédiées : cette surveillance doit intéresser la sollicitude des magistrats de Basle, s'ils sont encore pénétrés de l'importance des mesures auxquelles ils s'étaient fixés en dernier lieu pour prévenir tout commerce frauduleux.

« Je ne me permettrai pas de décider si MM. Munsch et Klenck harsardent des introductions prohibées pour leur propre compte ou s'ils se

1. Voir les rapports de l'émissaire secret du ministre de l'Intérieur en Suisse et en Allemagne de juin et de juillet 1811. Archives nationales, F¹² 535.

2. D'après une note de février 1813. Archives nationales, F⁷ 6594.

bornent à vendre leurs marchandises à des Juifs et autres contrebandiers placés sur les bords du Rhin et qui ont l'habitude de ce commerce illicite. Ce sont ces Juifs, ce sont ces contrebandiers, ce seraient les agens immédiats de MM. Munsch et Klenck que le service des douanes pourrait atteindre, lorsqu'ils hasardent de franchir le détroit du rayon ; mais les manipulations de ces négocians dans Basle même sont étrangères à ce service ; elles peuvent être l'objet d'une police locale, que l'autorité étrangère avait permis d'exercer et qui ne peut appartenir qu'à elle. Le gouvernement de Basle avait pris des résolutions très sévères contre le commerce des marchandises prohibées en France ; il a même sévi contre des négocians qui s'étaient permis des infractions ; c'est donc à ce gouvernement qu'il appartiendrait de réprimer des spéculations illicites que MM. Munsch et Klenck pourraient se permettre, puisque les établissemens de ces Français de Basle les soumettent aux mêmes obligations que les habitants du pays dont ils partagent les prérogatives ¹... »

Magnier devait savoir à quoi s'en tenir sur le compte de ces négocians, avec lesquels il avait l'habitude de « travailler ». Le témoignage du préfet du Bas-Rhin, Lezay-Marnésia, me semble formel. Lui qui écrivait, avec un scepticisme tout aristocratique : « MM. Magnier de Strasbourg passent pour d'honnêtes gens ; mais, quand même ils favoriseraient la contrebande, il est reçu dans cette ville de marchands que l'on peut être en même temps contrebandier et honnête homme ², » n'ajoutait-il pas : « Quant à M. Magnier de Bourg-Libre, il est assez mal famé. » Dans la bouche d'un administrateur d'une nonchalance qui étonne un peu, ce jugement vaut accusation.

Les chefs contrebandiers avaient une habileté que tous les rapports

1. Rapport de Magnier, receveur des douanes de Bourg-Libre, au préfet du Haut-Rhin, à la date du 23 septembre 1807. Archives nationales, F⁷ 8604.

2. Rapport du 24 août 1810. Même source, F⁷ 6549. — Cette formule prometteuse, L. Lezay-Marnésia la complétait par cette déclaration de principe, réconfortante pour le commerce frauduleux, en octobre 1810 : « Sans doute, M. le Duc, il importe beaucoup d'exterminer la contrebande, mais pourvu que ce ne soit pas en exterminant le commerce ; et il pourrait bien arriver, si l'on n'y prenait garde et si l'on n'usait de la plus grande circonspection, que ce fût le commerce qui reçût les blessures adressées à la contrebande... Partout où il y a un grand commerce, il y a une grande contrebande, de même qu'il y a une grande mortalité partout où il y a une grande population. Plus j'y regarde, plus je crois voir que, s'il y a une contrebande, ce n'est pas faute de surveillance : mais il s'entend que centuplât-on les employés, la contrebande ne diminuerait pas, parce que les agents inférieurs des douanes seront éternellement exposés à des séductions si puissantes et leurs salaires sont si bornés qu'ils seront plus d'une fois les premiers instruments de la contrebande. » Même source, F⁷ 8603. — Dès lors, à quoi bon tenter de réprimer un mal nécessaire !

officiels se plaisaient à reconnaître. Ils poussèrent l'astuce jusqu'au cynisme éhonté. Ils prenaient toutes mesures de sécurité envers les porteurs de ballots. Ils confiaient à chacun d'eux une charge de 60 à 70 livres et chaque porteur devait signer une lettre de change pour la valeur des ballots, qui était ordinairement de 800 à 1,000 francs. Le plus souvent, les assureurs exigeaient la solidarité des porteurs en les faisant signer une seule et même lettre de change. Quiconque perdait son ballot était ruiné ; les poursuites des assureurs atteignaient tous ceux qui avaient signé l'effet. Ainsi, comme l'écrit l'avocat impérial Ritter, le 20 août 1807, « l'agent anglais joue à coup sûr son jeu honteux, et nos tribunaux de commerce, qui ne voient dans ces effets que des effets ordinaires de commerce, sanctionnent innocemment la fraude¹... » Il y avait plus déplorable encore : « Souvent même », écrit le directeur général des douanes Collin au conseiller d'État Pelet de la Lozère, le 28 juillet 1809, « l'expéditionnaire dénonce la fraude, fait saisir la marchandise, de la valeur de laquelle il reçoit le tiers comme dénonciateur et, attendu la saisie, il fait encore usage du blanc-seing... Les porteurs sont ruinés et les expéditionnaires retirent tous les avantages de leur spéculation². » Ici, la courbe de l'immoralité atteint son sommet.

IV. — L'ORGANISATION DE LA RÉPRESSION

Pour enrayer et annihiler la contrebande, l'autorité disposait de trois moyens :

Renforcer la surveillance douanière au moyen de forces militaires ;
Exciter le zèle des douaniers par l'appât de récompenses ;

Faire peser, enfin, sur les malintentionnés la menace de châtimens exemplaires.

Sur le premier point, l'arrêté consulaire du 16 frimaire an XI prévoyait l'organisation de détachements et de compagnies d'éclaireurs chargés de surveiller la contrebande sur l'extrême frontière. Ces troupes — empruntées aux demi-brigades d'infanterie et aux régiments de dragons, de hussards et de chasseurs à cheval des 5^e, 6^e, 7^e, 24^e, 25^e et 26^e divisions militaires — formaient un total de 1,300 hommes d'infanterie et de 220 de cavalerie.

Un article XIV du même arrêté fixait la répartition des marchandises

1. Archives nationales, F⁷ 8604.

2. Même source, F⁷ 8607.

saisies entre les douaniers ou les soldats qui avaient contribué à leur confiscation. Quand la saisie était opérée par les douaniers seuls, ceux-ci avaient droit à trois parts, les chefs des douanes à deux, la nation s'en voyait attribuer une. S'agissait-il de militaires seuls? Une part revenait toujours à la nation, deux étaient partagées entre les chefs de la douane et les officiers, les trois dernières allaient aux militaires saisis-sants. L'action de la douane se combinait-elle avec celle de l'armée? La nation recevait encore sa part, les saisisants s'en partageaient également les trois autres; sur les deux dernières restant, une somme égale au dixième du produit saisi était partagée entre le commandant du cantonnement et les commandants de compagnies. Le surplus allait aux préposés supérieurs des douanes.

Enfin, le crime ou le délit commis, la répression était sévèrement organisée. Les tribunaux jugeant correctionnellement en étaient chargés quand la fraude n'avait été accompagnée ni d'attroupement, ni de port d'armes. En Alsace, par exemple, ces tribunaux ont eu inégalement à faire. A Strasbourg, de fructidor an VI à juin 1807, quarante jugements furent prononcés; à Wissembourg, vingt-neuf, de l'an VI à l'an XII; à Colmar, le chiffre des affaires s'éleva à 131 de nivôse an VI à mars 1811.

D'autres juridictions furent chargées de s'attaquer au mal, quand les circonstances furent aggravantes. La fraude pouvait être commise par plusieurs personnes porteuses d'armes en évidence ou cachées, telles que fusils, pistolets, sabres, épées, massues, poignards. Dans ce cas, on faisait jouer la loi du 18 pluviôse an IX, qui avait créé des cours de justice criminelle spéciale. Chargées de juger les crimes et délits comportant peine afflictive et infamante, incendies, fausse monnaie, embauchage, assassinats préparés par des attroupements armés, etc., elles étaient composées du président, de deux juges du tribunal criminel, de trois militaires ayant au moins le grade de capitaine et de deux citoyens ayant qualité pour être juge, les uns et les autres désignés par l'Empereur. Dans les départements qui ne possédaient pas de tribunal de cet ordre fonctionnait, créée en vertu de la loi du 23 floréal an X, une autre cour spéciale, dont la mission était de juger les crimes de contrefaçon des effets publics et de faux en écriture. Elle était de six juges; quand il y avait une cour criminelle et un tribunal civil, chacun de ces organismes fournissait son président et deux juges; quand il n'y avait qu'une cour criminelle, le président, les juges et leurs suppléants s'adjoignaient un ou plusieurs hommes de loi pour faire le chiffre prévu.

Telles sont les deux cours qui connaissaient du crime de contrebande lorsqu'il s'était perpétré avec attroupement et port d'armes (art. 3, loi du 13 floréal an XI).

Un décret du 18 octobre 1810, enfin, organise deux sortes de tribunaux : les tribunaux de douanes et les cours prévôtales. Sur toutes les frontières occupées par les lignes de douanes, les *tribunaux de douanes* connaissent de toutes les affaires relatives à la fraude des droits de douanes, qui ne donnent lieu qu'à la confiscation, à l'amende et à de simples peines correctionnelles. Composé d'un président et de quatre assesseurs, d'un procureur impérial et d'un greffier, le tribunal de douanes instruit et juge les affaires de douanes selon les formes prescrites pour les délits correctionnels. Il y a trente-quatre tribunaux de douanes : Wesel, Utrecht, Groningue, Dunkerque, Boulogne, Abbeville, Rouen, Cherbourg, Saint-Malo, Brest, Lorient, Nantes, la Rochelle, Bordeaux, Bayonne, Saint-Gaudens, Perpignan, Cette, Marseille, Toulon, Nice, Alexandrie, Gênes, Voghère, Parme, Verceil, Genève, Besançon, Strasbourg, Mayence, Cologne, Livourne, Rome, Folligno.

Les *cours prévôtales de douanes*, composées chacune d'un grand prévôt président et de huit assesseurs, d'un procureur général et d'un greffier¹, prononcent en dernier ressort et connaissent, exclusivement à tous autres tribunaux, tant du crime de contrebande à main armée que du crime d'entreprise de contrebande, contre les chefs de bandes conducteurs ou directeurs de réunions de fraudeurs, contre les entrepreneurs de fraudes, les assureurs, les intéressés, leurs complices. Elles connaissent aussi des crimes et délits des employés de douanes dans l'exercice de leurs fonctions. Leurs arrêts, définitifs, ne sont pas sujets

1. Un décret impérial du 24 janvier 1812 fixe les traitements de la façon suivante :

	COURS PRÉVÔTALES		TRIBUNAUX DE DOUANES		
	Florence	autres	Bordeaux, Rome	Marseille	autres
Grand prévôt	20,000 fr.	15,000 fr.	Président	10,000 fr.	8,000 fr.
8 assesseurs à	6,000 fr.	5,000 fr.	4 assesseurs à	4,000 fr.	3,000 fr.
Procureur général	20,000 fr.	15,000 fr.	Procureur	10,000 fr.	8,000 fr.
1 greffier	6,000 fr.	5,000 fr.	Greffier	4,000 fr.	3,000 fr.
5 huissiers à	3,000 fr.	2,500 fr.	2 huissiers à	2,000 fr.	1,500 fr.
		(3, 4 ou 6 huissiers)	(3 à Cologne et Strasbourg)		

D'après un « État des traitements des membres des cours prévôtales et tribunaux des douanes fixés par D. I. du 24 janvier 1812 et des menues dépenses desdites cours et tribunaux, arrêtés par le grand juge, ministre de la Justice ». Archives nationales, F¹² 2011.

à cassation. Les sept chefs-lieux de cours prévôtales sont : Valenciennes, Rennes, Agen, Aix, Alexandrie, Nancy, Florence¹.

Le recrutement de ces deux sortes d'organismes judiciaires était varié. Ainsi, le tribunal ordinaire des douanes de Strasbourg était présidé par Betting, ancien administrateur des domaines du cardinal de Rohan. Les assesseurs étaient A. Chatelain, commissaire des guerres, remplacé en 1811 par Mengin fils, ancien officier ; J. Didier, ancien juge ; Frantz, ancien député au Corps législatif ; J. Revel, membre du collège électoral. Le procureur impérial, C. H. Kern, agent judiciaire du Trésor ; le greffier, C. A. Vigneron, greffier de la cour de justice criminelle du Bas-Rhin, complétaient le tribunal.

La cour prévôtale de Nancy avait pour grand prévôt Mengin, président de la cour de justice criminelle de la Meurthe ; pour assesseurs, Plassiard et Papigny, juges à la cour criminelle, le premier de la Meurthe, le second des Vosges ; Malriat, secrétaire général de préfecture ; Cuny, magistrat de sûreté à Lunéville ; Duparge de Bettoncourt, ancien conseiller à la Chambre des comptes ; Malfioly, juge de paix à Nancy ; de la Fleutrie, ancien substitut près la cour de justice criminelle de la Seine ; Gérard, greffier à la cour de justice criminelle de la Meurthe. Pour procureur général, P.-J. André, procureur général près la cour de justice criminelle de la Meurthe ; pour greffier, Goury, suppléant à la cour de justice criminelle de la Meurthe. La cour prévôtale de Nancy fut installée, le 8 mars 1811, par le conseiller à la Cour de cassation Vergès, commissaire de Sa Majesté, en présence des autorités civiles, militaires et religieuses. Le discours de Vergès traçait aux nouveaux magistrats les règles qui devaient les guider dans leurs délibérations : « Vous serez inflexibles par devoir, et vous appartenez exclusivement à la justice qui n'admet aucun principe de faiblesse. L'indulgence funeste, dont les affections locales ont quelquefois environné des crimes notoires, fera place à l'impartialité de la justice et à la noble énergie de votre caractère... Les plus grands intérêts, Messieurs, commandent votre inflexibilité dans cette circonstance mémorable, où la liberté de la navigation maritime est attaquée par un gouvernement qui viole tout ce que le droit naturel, le droit des gens et la raison ont de plus sacré. »

Et voici les sanctions. L'article 15 de la loi du 10 brumaire an V

1. Le décret du 24 janvier 1812 porta création d'une cour prévôtale à Hambourg et de deux tribunaux ordinaires des douanes, l'un à Hambourg, l'autre à Lunebourg. E. Ribes, *La cour impériale de Hambourg (1811-1814)*. Paris, 1908, p. 83 et sq.

prescrivait, en cas de fraude, la confiscation des marchandises et des voitures, chevaux, bateaux, etc., servant à leur transport. Le délinquant était, en outre, condamné à une amende triple de la valeur des objets saisis et à un emprisonnement de cinq jours à trois mois. Quant aux douaniers ou toutes personnes chargées de prêter main-forte au fraudeur, ils étaient punis de cinq à quinze ans de fer. L'arrêté consulaire du 16 frimaire an XI prévoit une action judiciaire, toute affaire cessante, contre « tout contrebandier qui, ayant fait résistance, aura tué ou blessé un militaire ou un préposé des douanes, tout individu saisi les armes à la main ou prévenu d'avoir à main armée importé ou exporté ou protégé l'importation ou l'exportation en fraude de denrées ou de marchandises : ensemble, les fauteurs, complices et adhérens et ceux qui auraient assuré les marchandises seront considérés comme ayant fait partie d'un rassemblement armé... ». Dans le cas d'atroupement et de port d'armes, contrebandiers et complices conscients de leur crime étaient punis de mort (loi du 13 floréal an XI). Enfin, devant les tribunaux ordinaires de douanes, la peine maxima était de quatre ans de travaux forcés. Sans compter les dommages-intérêts proportionnés aux bénéfices supposés, les coupables jugés par les cours prévôtales étaient passibles de dix ans de travaux forcés et de la marque V. D. Tous les produits des fabriques anglaises importés sur le continent étaient brûlés.

Les sondages que nous avons faits dans le fonds de la cour prévôtale des douanes de Nancy nous ont permis une double constatation : la sévérité des peines prononcées n'a d'égale que la témérité des contrebandiers. Quelques exemples pour l'illustrer. Le 22 août 1811, J. Lustig, brasseur à Obernai, aidé de son domestique, introduit en fraude 757 pièces et 47 coupons de mousselines, percales et mouchoirs. Un arrêt du 10 juillet 1812 le condamne à dix ans de travaux forcés, à la marque, à l'amende triple et aux frais et prononce la confiscation des marchandises, de la voiture et des chevaux. Le domestique, convaincu comme simple porteur, obtient six mois de prison et cinq ans sous la surveillance de la haute police.

Dans la nuit du 14 au 15 novembre 1811, J. Ziemer, maréchal ferant à Leimersheim, fait passer, avec le concours de dix individus, quarante sacs de graines de lin prohibées à la sortie, de son village au Rhin. S'étant heurtée aux douaniers, la bande en tue un et en laisse deux autres, grièvement blessés, sur le carreau. Le 15 octobre 1812, la cour se montre impitoyable. Ziemer est condamné à mort ; quatre complices

le sont à dix ans de travaux forcés ; six autres, simples porteurs, à un an de prison ; sans compter 500 francs d'amende, 1,900 francs pour tenir lieu de la confiscation des graines et des barques saisies ; 9,000 francs de dommages et intérêts à verser aux deux préposés blessés, et les dépens.

Les brûlements se multiplient. E. Levasseur les a évoqués dans l'*Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*, en même temps que les cris de joie poussés par les fabricants français. Voici un nouvel exemple, entre cent. Dans le Haut-Rhin, les receveurs et inspecteurs des postes de douanes de Bourg-Libre, Bienne et Biesheim procédèrent au brûlement de 300,000 francs de marchandises prohibées, les 30 novembre, 5 et 6 décembre 1810. Et le préfet, Félix Desportes, de commenter, à la date du 3 janvier 1811 : « Les fabricans du Haut-Rhin ont vivement senti le bienfait que S. M. a répandu sur l'industrie nationale par son décret du 18 octobre dernier et ils se sont empressés d'adresser à S. M. l'Empereur et Roi les expressions de leur reconnaissance pour la puissante protection qu'elle daigne leur accorder. »

CONCLUSION

Ces diverses mesures, si sévères fussent-elles, n'aboutirent pas aux résultats positifs escomptés. D'abord, assez souvent, les tribunaux favorisaient les fraudeurs. Lebas, qui enquêtait sur ce sujet en Rhénanie en l'an X, constatait, dans une lettre du 22 brumaire, datée de Cologne, que, dans les tribunaux, trop de fripons rendaient la justice. D'un autre côté, les autorités administratives départementales en étaient réduites à l'impuissance. A peine étaient-elles instruites des saisies qui s'opéraient, « et jamais autrement que par la voix publique¹ ».

1. Rapport du sous-préfet d'Altkirch au préfet du Haut-Rhin, à la date du 11 juillet 1807. Archives nationales, F⁷ 8604. — Sur ce point, un compte-rendu du préfet du Doubs au ministre de l'Intérieur, du 9 juin 1807, fournit un élément d'information intéressant. La contrebande des marchandises anglaises, constatait-il, « se fait avec une activité inquiétante et elle y obtient des succès capables d'enhardir ceux qui s'y livrent. Les négocians anglais, regorgeant de marchandises, font des sacrifices extraordinaires pour les faire introduire en France. Le pays de Vaud est l'entrepôt général de ces marchandises et les porteurs qui passent, quelquefois au nombre de cinquante à soixante, sont payés à 18 francs par jour. Dans cet état de choses, on est justement étonné que les saisies faites par les préposés des douanes soient aussi peu fréquentes ; on l'est encore davantage que leurs moyens propres pouvant être insuffisants dans beaucoup de circonstances, eu égard au nombre des fraudeurs, il ne leur arrive cependant jamais de recourir à l'autorité administrative pour en obtenir les secours nécessaires et se concerter avec elle sur les moyens les plus capables de réprimer l'abus.

De plus, en admettant même que tous les préposés des douanes eussent été parfaitement honnêtes, il est certain qu'ils n'avaient pas d'intérêt direct à arrêter les délinquants. Le but de leurs soins était atteint lorsqu'ils étaient parvenus à saisir les marchandises, qui, seules, leur assuraient une récompense. Il était rare que l'on vît arrêter un contrevenant responsable. Il semblait que l'on eût craint de tarir la source du mal en faisant supporter aux fraudeurs l'amende triple de la valeur des objets saisis et l'emprisonnement. Cette formule revient souvent sous la plume des administrateurs. « Je dirai plus », affirmait le préfet intérimaire du Haut-Rhin, le conseiller de préfecture Wachter, le 19 mai 1808 : « C'est que, dans l'état actuel des choses, *les douaniers ont un intérêt marqué à ne pas tarir la source d'un torrent qui devient le pactole pour eux...* » Même quand ils arrêtaient les porteurs, les véritables coupables leur glissent entre les doigts.

La liquidation des marchandises saisies se prêtait encore à toutes sortes de fraudes. Les douaniers substituaient volontiers à de riches saisies des marchandises de peu de valeur, qui, seules, étaient mises en vente¹. Pour les chefs, en particulier, il y avait là un moyen commode de s'enrichir. Autre constatation : « C'est un fait notoire, lit-on dans un rapport du préfet Shée au conseiller d'État Pelet, du 17 décembre 1808², que toutes les marchandises saisies en contrebande et vendues aux enchères publiques sous la condition de réexportation à l'étranger sont, en général, payées par les enchérisseurs 5 à 6 % plus chères que ces mêmes articles ne coûtent sur la rive droite du Rhin. Or, comment expliquer qu'un marchand achète à ce prix, s'il ne trouve des facilités d'éluder la condition de réexporter. Aussi trouve-t-on dans les boutiques, mais surtout chez les Juifs, beaucoup de marchandises prohibées qui, par mille petits canaux détournés, coulent à travers les deuxièmes lignes de douanes et parviennent, dans l'intérieur, jusqu'aux consommateurs. »

Tout un ensemble de réformes s'imposaient. Le préfet Desportes, dont le département était largement ouvert à toutes les fraudes, envi-

Deux motifs paraissent diriger à cet égard les chefs et employés subalternes du service des douanes et leur faire observer un isolement absolu. Le premier est le désir bien prouvé qu'ils ont d'envisager leur avantage particulier plutôt que le bien du service dans toutes leurs opérations ; le second est de s'affranchir de toute surveillance positive, en s'éloignant de ceux qui seuls pourraient l'exercer et leur cachant avec soin tout ce qui a trait à leur service. » Archives nationales, F^{1a} 543.

1. Archives nationales, F⁷ 8605.

2. Même source, F⁷ 8598.

sageait l'organisation de la douane sur un pied militaire. Ce serait comme une gendarmerie des frontières, dépendant de l'administration pour la question financière, des commandants des départements pour le côté militaire, des commissaires généraux de police pour la fraude. Il demandait l'épuration du corps des douaniers, qui devrait n'être accessible qu'aux anciens militaires pensionnés, moins sensibles à la corruption ; une plus grande mobilité des brigades ; de plus fréquentes mutations chez les receveurs, les inspecteurs, les contrôleurs ; une justice très sévère et même l'établissement de commissions spéciales.

La question des primes payées aux saisisants exigeait également une révision. En l'an VIII, le commissaire du gouvernement près le tribunal correctionnel de Strasbourg estimait que la confiscation des marchandises devait se faire au profit de la République et des saisisants, par moitié. Il devait en être de même pour l'amende ; mais celle-ci serait de la valeur simple — et non pas triple — des objets saisis, pour être sûr qu'elle pût être payée. C'était, à son avis, le seul moyen d'intéresser les douaniers à la capture des chefs et des agents principaux de la contrebande. C'est à un état d'esprit identique qu'obéissait le préfet du Haut-Rhin quand, à la date du 19 mai 1808, il préconisait la réduction des primes allouées aux douaniers sur les prises et la substitution de fortes primes pour les arrestations de contrebandiers pris en flagrant délit.

* * *

Le protectionnisme cahotique de la période révolutionnaire avait abouti à un prohibitionnisme outrancier. Ni l'un ni l'autre n'avait réussi à dresser contre l'entrée des matières étrangères la barrière impénétrable que le pouvoir avait souhaitée. La liberté est indispensable au développement économique normal des États. De la contrainte douanière sort une prospérité trompeuse, en fait, le désordre des affaires. Ainsi sont encouragées les habiletés malhonnêtes, stimulées les consciences prêtes aux compromissions.

Par là, la question de la contrebande n'est pas seulement d'ordre fiscal, mais bien plus encore d'ordre moral. Par son étendue, par les moyens qu'elle mit en action, afin d'échapper aux griffes de la justice, par les complicités qu'elle éveilla, la fraude douanière sous l'Empire fit éclater une crise de conscience très regrettable.

La vente des biens nationaux avait provoqué un déplacement des fortunes. La fraude continua l'œuvre largement amorcée dans la décade

précédente ; elle contribua, pour sa part, à former une classe imposante de nouveaux riches qui se sont lancés dans la mêlée politique sous la monarchie constitutionnelle et ont fourni des dirigeants au pays. Magnier-Grandprez sera député ; un Magnier de Maisonneuve deviendra député et directeur général des contributions directes. Mais Georges Humann les éclipsa tous par la magnifique carrière que son habileté financière lui permettra de remplir. Ce grand brasseur d'affaires sera député, président du Conseil général du Bas-Rhin, pair de France, ministre des Finances de Louis-Philippe. Ainsi, l'un soutenant l'autre, l'économique et le politique se rejoignent et se confondent. Le temps aidant, l'austérité hautaine des grands bourgeois de la monarchie de Juillet fait oublier les origines troublantes de leur fortune.

Félix PONTEIL,

Chargé de cours à l'Université de Dijon.

MÉLANGES

LICINUS, PROCURATEUR DES GAULES

L'HISTOIRE ET LA LÉGENDE

La colline de la Croix-Rousse, à Lyon, est appelée aussi, de temps immémorial, colline de Saint-Sébastien. Comme aucune église paroissiale, aucun sanctuaire n'y sont dédiés au martyr de ce nom, on croit généralement à une réminiscence du mot grec Σεβαστός, équivalent du latin *Augustus*, l'autel célèbre de Rome et d'Auguste ayant été édifié sur la déclivité de cette colline. Quoi qu'il en soit, bien que la fondation de la colonie romaine de Lugdunum remonte à quelques années avant l'avènement d'Octave au pouvoir suprême, c'est de cette dernière époque que datent son accroissement et sa grandeur. Et, pourtant, les débuts de l'administration impériale dans les Gaules furent marqués par des exigences fiscales et même par des prévarications de nature à faire maudire plutôt que bénir le nom du souverain. Un certain Licinus, procureur résidant à Lyon, et directement délégué par lui pour la perception des impôts et tributs dans toute la Gaule nouvellement conquise, se rendit particulièrement odieux par ses exactions. A la vérité, l'histoire en dit peu de chose. Mais des légendes, formées autour de son nom, se sont perpétuées jusqu'à nos jours ; et démêler le vrai du faux qui s'y est glissé peut paraître de quelque intérêt.

Le nom authentique du personnage semble bien être *Licinus* plutôt que *Licinius*, quoique Suétone, Sénèque, Macrobie et Dion Cassius le désignent ainsi¹. Le texte de ce dernier est le seul explicite. En voici la traduction :

Licinnius, Gaulois de naissance et prisonnier de guerre des Romains, avait d'abord été l'esclave de Jules César, qui l'avait affranchi. Auguste le fit procura-

1. Suét. (*Oct. Aug.*, 67), Sénèque (*Apocol.*, 6), Macr. (*Saturn.*, II, 4), Dion (LIV, 4), Δουκίνοϋς. — Mais, chez les poètes, on trouve : *Licinis* dat. pluriel, Juvénal (*Sat.*, I, 108) ; *Licini*, gén. sing., Perse, *Sat.*, II, 36 ; *id.*, Martial (*Epigr.*, VIII, 3) ; *Licinus*, Varron d'Atax (*Anthol.* de Burmann, I, 205) ; *Licinus* (*Prosopographia*, II, p. 288). — *Licinius* est peut-être une erreur des copistes, ce nom étant celui d'une gens romaine célèbre (*L. Macer*, *L. Stolon*, *L. Crassus*, *L. Calvus*, etc.) et qui se présente très souvent. Affranchi de Jules César, le per-

teur de Gaule. La haute considération du nom romain venant en aide à l'avidité du barbare, il eut pour système d'abattre tout ce qui apparaissait au-dessus de lui et d'anéantir toute force alors supérieure à la sienne. Il percevait d'abord les sommes considérables que son office le mettait en droit de recueillir, mais il extorquait avec cela un énorme supplément pour lui et les siens. Sa perversité en était venue à tel point que, certaines contributions étant exigibles mensuellement, il avait imaginé l'année de quatorze mois, en disant que décembre signifiait dixième; que, par suite, les Gaulois devaient tenir compte des deux autres, deux mois d'Auguste, le onzième et le douzième, disait-il, et payer l'impôt correspondant. Cette pratique faillit pourtant lui être funeste. Car les Gaulois en appelèrent à l'empereur, et avec de tels accents d'indignation que celui-ci en conçut une violente colère, mais tout en excusant, d'autre part, son agent. Il prétendit ignorer une partie des faits et feignit de ne pas croire à d'autres; il en tint secrets un certain nombre, couvert de honte à l'idée d'avoir pris un pareil procureur. Mais Licinius, usant d'un nouvel artifice, se joua parfaitement d'eux tous. Voyant les dispositions hostiles d'Auguste à son égard et prévoyant le châtimement, il le conduisit à son logis, et là, le mettant en présence de monceaux d'or, d'argent et d'objets précieux de toute sorte qu'il y avait entassés: « Maître, dit-il, c'est à dessein, pour toi et pour le peuple romain, que j'ai rassemblé tout cela, afin d'éviter que les Gaulois, forts d'une telle puissance pécuniaire, ne viennent à nous échapper. Aussi est-ce pour toi que j'ai tout gardé, et je te le donne. » Et voilà comment Licinius sauva sa tête en se donnant pour celui qui, au profit d'Auguste, avait énervé la force des Gaulois.

Licinus, en effet, ne fut pas mis à mort. Mais il est évident qu'il dut résigner son emploi et tomba quelque peu en disgrâce, bien que, d'après Sénèque¹, son règne ait duré de longues années. Il faut nécessairement compter celles-ci antérieurement à l'incident rappelé par Dion Cassius. Que devint-il par la suite, c'est-à-dire après l'an 15 avant J.-C., date où se termina le second séjour d'Auguste en Gaule, à Lyon, où il avait amené son beau-fils Tibère, qui prit le gouvernement général de la province? C'est seulement sous le règne de ce dernier, d'après le scholiaste de Juvénal, qu'il mourut, et en pleine fortune, demeurée légendaire. Suétone² dit un mot de son influence auprès du maître, sans faire allusion à sa chute; mais nul ne parle d'autres fonctions qui lui aient été depuis lors dévolues. Il l'avait échappé belle, car, avec un homme tel qu'Auguste, porté, dit le même Suétone, tantôt à la clémence, tantôt à une extrême sévérité, quel coupable se fût cru assuré d'impunité? Licinus pouvait se rappeler qu'après la prise de Pérouse, les habitants avaient eu affaire à un vainqueur inexorable. A tous ceux qui imploraient leur pardon ou tentaient de s'excuser, il avait fait une réponse aussi brève

sonnage en question devait s'appeler du gentilice *Julius* et ne pouvait porter, sans doute, comme prénom ou surnom le gentilice *Licinius*. Le surnom *Licinus* est plus probable. D'après Suétone (*loc. cit.*), il en avait un autre, *Enceladus*, son ancien nom d'esclave apparemment.

1. *Loc. cit.*

2. *Loc. cit.*

et uniforme qu'implacable : « *Moriendum est* ¹ ! » Si un jour il lui était arrivé de punir d'une simple raillerie un de ses serviteurs qui, à la chasse, l'avait poussé devant soi pour se garantir d'un sanglier fonçant sur eux, en revanche, une autre fois, il avait ordonné qu'on rompit les jambes à un de ses secrétaires qui, pour trahir la confiance d'une lettre, avait reçu 500 deniers ². Plus tard, le précepteur et les esclaves de son petit-fils Caius Agrippa ayant profité de la maladie et de la mort de celui-ci pour se livrer dans la province à la tyrannie et à la concussion, Auguste devait tous les faire jeter à l'eau avec une pierre au cou. Ainsi, ce caractère d'empereur offre beaucoup d'alternatives de dureté et de clémence, et l'on conçoit que le conflit des deux sentiments ait pu inspirer à Corneille le sujet de sa tragédie. Ici même, la colère, la honte, puis l'incertitude et même la faiblesse que signale le récit de Dion seraient tragiques si le personnage qui en fait l'objet n'était d'une impudence par trop vile et si, d'autre part, il ne pesait quelque soupçon sur le désintéressement de cette clémence. Macrobe ³ fait raconter par un des interlocuteurs de ses *Saturnales* qu'Auguste prit l'habitude ensuite d'emprunter à Licinus quand il avait besoin sur-le-champ d'une somme importante. Il est vrai que ce n'était pas pour ses plaisirs, mais pour les constructions qu'il faisait entreprendre. Un jour, un affranchi ayant mis à sa disposition un bon de dix millions de sesterces sur lequel la barre placée au-dessus des signes numériques dépassait la longueur d'alignement de ceux-ci de façon qu'au-dessous se présentait un espace vide, Auguste en profita pour remplir ce vide de chiffres additionnels, ce qui lui permit, étant donné la valeur multiplicative de la barre, d'ajouter dix autres millions aux premiers. Licinus paya sans faire mine de s'apercevoir du tour joué. Il se contenta, quelque temps après, l'empereur faisant de nouveau bâtir, de lui concéder un autre bon, ainsi conçu : « Je vous envoie, pour cette nouvelle entreprise, tout l'argent que vous jugerez nécessaire. » Il se montrait ainsi résigné, mais non pas dupe.

Quoi qu'il en soit de la véracité de cette anecdote, la fortune de ce concussionnaire demeura proverbiale. Juvénal ⁴ a accolé son nom à celui de Pallas, le fameux affranchi et ministre de Claude, pour faire de l'un comme de l'autre le type du parvenu effronté tout-puissant par son or. Licinus avait dans son logis, à Rome, tant de vases d'ambre, de statues, de meubles précieux que, craignant de voir périr toutes ces merveilles dans quelque incendie, il tenait sur pied toute la nuit des escouades d'esclaves prêts à puiser des tonnes d'eau dans des réservoirs creusés tout exprès pour parer à ce danger. Licinus s'était bien gardé de rester en Gaule ; c'est à Rome qu'il était revenu jouir du fruit de ses rapines.

1. Suét., *Aug.*, 15.

2. *Ibid.*, 67.

3. *Sat.*, II, 4.

4. *Loc. cit.*

Tel est le peu que l'histoire nous apprend de Licinus. Mais la matière prêtait aux développements et l'on ne s'en fit pas faute, du moins aux temps modernes. Il est même intéressant de saisir sur le vif par cet exemple la façon dont un auteur du xvii^e siècle, réputé sérieux cependant, le Père Ménestrier, auteur de l'*Histoire civile et consulaire de la ville de Lyon*, sut parfois prendre avec la vérité historique d'étranges libertés. Voici comment il remanie et embellit le récit de Dion Cassius. Ce petit roman demande à être commenté presque ligne par ligne. En voici le début :

Auguste fut à peine arrivé en cette ville (Lyon) qu'il trouva d'autres affaires à démêler. Il y reçut les plaintes des Lyonnais et de leurs voisins sur la conduite d'un nommé Licinius qu'il avait fait intendant dans ces provinces. C'était un homme venu de rien...

Jusque-là, il n'y a pas grand'chose à dire. Remarquons toutefois que Dion ne parle de réclamations que de la part des Gaulois. Les colons lyonnais, citoyens romains, étaient sans doute, comme tels, à l'abri des mesures arbitraires du personnage ; elles s'exerçaient dans la levée des impôts sur les indigènes. — Homme venu de rien, peut-être, et, en effet, un esclave n'était rien. Mais, avant d'être prisonnier des Romains et de devenir l'esclave de César, nous ne pouvons savoir s'il était de haute ou de basse condition¹. Continuons :

C'était un homme venu de rien, né au pied de la montagne de Tarare, qui, s'étant mis à servir les Romains, lesquels avaient leur camp à Tassin, ainsi nommé de la « station » qu'y firent ces troupes, entra au service de Jules César, qui l'affranchit.

La montagne de Tarare est ici pure invention. Aucun texte ancien n'indiquait le lieu de la Gaule d'où Licinus était originaire. Mais il paraissait naturel au Père Ménestrier que le théâtre des exploits de Licinus fût voisin de son lieu de naissance, non loin duquel il lui imagine, comme on verra plus loin, une somptueuse villa. D'autre part, on croyait généralement au xvii^e siècle que les *tourillons* de Craponne, ces deux piliers carrés qui se dressent encore près du village de ce nom et qui sont des ruines d'aqueducs, étaient jadis la porte d'un camp romain. Sans aucune preuve, on déclarait que ce camp était celui de César, établi au moment où il allait quitter la Gaule après la victoire, et que Marc-Antoine, son questeur, en avait reçu de

1. Horace (*Ad Pis.*, 304) fait allusion à un Licinus, barbier :

« Si tribus Anticyris caput insanabile nunquam
Tonsori Licino commiserit. »

D'après le scholiaste, ce Licinus aurait été fait sénateur par César. Il ne doit pas s'agir, cependant, de notre personnage, mais d'un autre Licinus, mentionné par Varron de l'Atax (*Anthologie* de Burmann, I, 205), et dont le somptueux tombeau offusquait les Romains, songeant à Pompée laissé sans sépulture. Varron de l'Atax, étant mort en l'an 37 av. J.-C., ne pouvait parler du tombeau d'un homme vivant à Lugdunum en l'an 15.

lui le commandement. Comme on imaginait aussi une marche stratégique du conquérant par la montagne de Tarare, le Père Ménestrier trouvait plausible également la coïncidence de cette marche avec la soumission du jeune homme, ἀλὸς ἐς τοὺς Ῥωμαίους, que l'auteur interprète par « s'étant mis au service des Romains ». Le camp aurait été situé ainsi près de Tassin, que l'auteur fait dériver du latin *Stationem*, à cause de la *station* qu'y firent les troupes. Inutile d'insister.

Suit un développement concernant la carrière rapide de Licinus, élevé à l'intendance « par la faveur de ses amis, qu'il gagnait par des présents ». Il est dépeint comme à la fois avare et intrigant, s'insinuant en particulier dans les bonnes grâces des officiers de l'armée, celle-ci pouvant lui être fort utile. Puis il se créa une fortune territoriale. Et c'est ici que l'imagination du bon Père se donne librement carrière.

Il acheta la plupart des possessions de ces collines fertiles qui s'étendent le long de la Saône, depuis Vaise jusqu'à Albigny et depuis le bord de cette rivière jusqu'à la montagne de Tarare. Il voulut que ce pays, qui avait été le lieu de sa naissance, portât son nom et fût appelé la montagne de Licinius.

Essayons de rechercher la source de cette assertion toute gratuite. Elle semble résider dans un titre extrait du cartulaire d'Ainay, datant du x^e siècle, auquel le Père Ménestrier se réfère, en effet, et dont voici la traduction en français :

A la sacro-sainte église de Dieu, qui est construite dans l'île appelée Athanasus, dédiée en l'honneur de saint Martin, et dont le gouvernement est entre les mains de Monseigneur Arnulphe, abbé — moi, Veranus, au nom de Dieu, ainsi que mon épouse Marie, donnons à Dieu et à saint Martin pour le salut de nos âmes tout ce qui nous vient de la plantation que nous avons faite dans la terre de Saint-Étienne, située dans le pays lyonnais (*De pago Lugdunensi*), au lieu appelé *mons Licinius*. Celui-ci est borné au matin, au soir et au Circius (*vent du Nord*) par la voie publique, au midi par la terre de Saint-Étienne, appartenant précisément au domaine...

Ménestrier n'a aucun doute. Ce *mons Licinius*, c'est le massif du Mont-d'Or. Or, dès le x^e siècle, ce massif s'appelait déjà, d'après divers autres documents, *mons Auriacensis*. L'auteur n'essaie nullement de justifier son identification. Il lui suffit que ce mont soit, en effet, bordé par une route antique et que, non loin de Chasselay, au pied du Mont-d'Or, deux localités, Mont-Luizin et Lissieu, paraissent à ses yeux irrécusablement dérivés du nom de Licinius. Même si tout cela était vrai, serait-on en droit d'affirmer que c'est de Licinius le prévaricateur qu'est provenue la dénomination de cette montagne? Nous l'avons rappelé, Licinius était un gentilice fort répandu et qu'ont pu porter des affranchis de plusieurs représentants de cette *gens*, ou tel ou tel même de ces représentants installé en Gaule dans la région de Lugdunum.

Notre auteur continue :

Il y avait là un palais rempli de richesses et de trésors qu'il tirait de tous côtés, car, depuis que les Gaules avaient été taxées à payer tous les mois aux Romains une certaine somme pour conserver leur liberté et pour jouir de leurs privilèges, cet homme insatiable..., etc.

Suit l'anecdote de Dion Cassius sur le mois de décembre considéré encore comme le dixième mois de l'année. Mais ce qui surprend ici, c'est l'allusion à la conservation de la liberté et des privilèges. Le paiement de lourds impôts n'était-il pas, au contraire, la marque de la sujétion et de l'absence de privilèges?

Ce qui suit ne s'écarte pas trop du récit de Dion, à part la fantaisiste conclusion :

L'empereur se servit de ces grandes sommes pour payer ses troupes et pour récompenser ses officiers, qui changèrent dès lors le nom de cette montagne, et, au lieu de *mont de Licinius*, ils le nommèrent le *Mont-d'Or*, parce qu'ils en tirèrent plus en peu de jours que les mines les plus abondantes n'en peuvent fournir en plusieurs années.

Mais le plus amusant c'est la justification de ce récit par le renvoi à des pièces authentiques contenues dans l'appendice de l'ouvrage :

Je dois cette histoire et cette dénomination du Mont-d'Or à Dion et à quelques titres du cartulaire d'Ainay que M. Néron m'a confiés, et je les rapporte, parmi les preuves de cette histoire, comme les témoignages certains de cette dénomination.

On se reporte donc à l'Appendice, et l'on n'y trouve que le récit de Dion, tel qu'il est transcrit ici plus haut, et la pièce du cartulaire d'Ainay ci-dessus, représentant à elle seule les *quelques* titres annoncés.

C'est évidemment là un petit tour de passe-passe auquel le bon Père ne voyait sans doute pas grand mal. Les récits de ce genre n'en faussent pas moins l'histoire, et il devient ensuite fort difficile de la redresser, car, provenant d'un érudit réputé tel que cet auteur, ils font foi pendant des générations. De plus, le lecteur sérieux ne peut plus lire un ouvrage semblable sans être pris de méfiance à chaque page, même quand l'auteur a dit la vérité.

L'amplification du Père Ménéstrier en a naturellement enfanté d'autres. Voici un spécimen d'une élucubration grandiloquente sur ce sujet, paru vers 1860¹. Le mont Luizin de Ménéstrier devient ici le mont Lucin :

Lorsqu'on suit la route de Lyon à Villefranche..., on remarque sur le côté droit un monticule dénommé mont Lucin, dépendant de la bourgade de Chasseley. Ce

1. Bolo, *Une description du Mont-d'Or lyonnais*.

nom a exercé depuis longtemps la sagacité des étymologistes, qui en recherchent encore l'origine. Ne peut-on penser qu'il signifie *Mons Licinius*?... Ce monticule était occupé par un antique palais ou château dont il existait encore quelques ruines au XVI^e siècle. Il portait alors le nom de Château-Vieux... C'est là qu'avait été construit avec une rare magnificence le palais de Licinius, qui pyramida au milieu d'un océan de feuillage, soutenu par une pente pittoresque. C'est là qu'à ce palais avait été joint par son agencement un parc si considérable qu'il devait embrasser dans sa circonférence les petites collines d'alentour. Le déprédateur des Gaulois, qui en faisait ses délices, pouvait découvrir, de l'endroit le plus élevé, toutes ses terres. Lorsqu'il y conduisait ses amis, il leur donnait sans doute les spectacles magnifiques de ces somptueux Romains de l'époque, les Lucullus et les Hortensius... On dit (?) qu'à un certain signal, un esclave, habillé en Orphée, sonnait du cor et rassemblait en un moment une grande quantité de cerfs, de sangliers et d'autre gibier, dont l'apparition subite et spontanée récréait les convives du maître de la maison.

Longtemps après la fin de Licinius, l'aspect de sa maison de plaisance, tombant en ruines, a dû affliger de son deuil et de son abandon le voyageur qui n'avait jamais eu le souvenir de ce qui s'y était passé. Pendant des siècles encore, cette riche campagne a dû demeurer veuve de ses habitants. Que dis-je? Je me trompe; les serpents et l'oiseau des funérailles en ont été encore longtemps les derniers hôtes.

Qu'on excuse la longue citation de ce ridicule pathos. Mais ne fallait-il pas faire voir jusqu'où peut conduire la fantaisie imaginative en histoire? — A Lyon, ces grossières altérations de la vérité sont encore vivaces, et il y en a sur Lugdunum toute une série, que des années de conférences, d'articles et de mémoires n'ont pu parvenir encore à déraciner de l'esprit d'une bonne partie du public lyonnais.

Il y a pourtant plusieurs renseignements utiles à retirer du texte de Dion Cassius, sans s'égarer dans le roman.

Comment se fait-il d'abord que, dès le début du régime impérial — plus tard, les affranchis purent parvenir à tout — mais que, dès cette époque, un ancien esclave, un barbare, prisonnier de guerre, ait pu être chargé, dans une nouvelle province, immense à organiser, d'une des fonctions les plus importantes de l'administration? Et cela au lendemain immédiat de l'époque républicaine, où, dans les provinces, la levée des impôts et les comptes s'y rapportant étaient l'affaire exclusive du questeur, magistrat de rang sénatorial opérant sous la surveillance du proconsul? A la veille aussi du moment où, dans celles qui relevaient désormais directement de l'empereur, en *Gallicia nova* notamment, les procurateurs fiscaux allaient être des fonctionnaires de carrière choisis dans la classe des chevaliers?

C'est que l'administration impériale ne s'est pas organisée tout d'un coup, avec tous ses rouages. Dès la fin du règne d'Auguste, c'est un système qui fonctionne comme un mécanisme de précision; mais il a fallu des essais suc-

cessifs, et au début, dans les quinze ou vingt premières années, on en est encore au provisoire. C'est pour surveiller les frontières et y entretenir les armées que le Sénat et le peuple romain ont délégué à l'*imperator* le gouvernement d'un certain nombre de provinces. Déjà, sous la République, si, dans celles dont la possession était ancienne, tout fonctionnait sous le contrôle du Sénat, avec impôts fixés par lui et dont le revenu rentrait à l'*acerarium Saturni*, au trésor public, il n'en était pas de même dans les pays nouvellement conquis, où le général conquérant établissait un impôt de guerre correspondant à l'argent qu'elle avait coûté. Il y avait là beaucoup d'arbitraire. La période des guerres civiles, où les chefs rivaux levaient des impôts pour leur compte et contre l'État même, fit qu'ils s'arrogèrent en cela un pouvoir discrétionnaire, même dans les provinces anciennes. « J'ai besoin d'argent », déclarait crûment Antoine à Éphèse, après la bataille de Philippes, et il s'y faisait verser en deux ans le revenu de neuf années, si bien que ce ne fut pas assez de réunir tout l'argent disponible : les familles durent livrer leur argenterie et leurs bijoux.

De là vint la création, pour chacun des triumvirs, d'une caisse particulière, d'un *fiscus*, destiné au paiement de ses troupes. Quand ils eurent fait entre eux le partage des provinces, le revenu de celles-ci alla à ce fisc, et c'est au moyen de ce revenu qu'ils les administrèrent. Chacun d'eux, d'ailleurs, avait pour la gestion de sa caisse, non pas un magistrat, mais un homme de confiance à lui, un intendant, *procurator*, terme qui s'employait pour tout homme d'affaires délégué d'un particulier. Après Actium, Antoine éliminé, quand une nouvelle répartition des provinces se fit entre le Sénat et Octave qui, en la même année 27, allait recevoir le nom d'*Auguste*, celui-ci agit d'après le même système. Il est possible que, les années précédentes, ce fussent les généraux commandant les légions cantonnées en Gaule qui levassent les tributs et fissent payer les divers impôts, et de la façon la plus arbitraire. Mais, une fois délivré des soucis absorbants de la lutte, ayant à administrer financièrement aussi bien que militairement cette grande province de Gaule nouvelle, qu'il subdivisa en trois, Lyonnaise, Aquitaine et Belgique, en attendant qu'un statut régulier fût donné à l'ensemble et à chaque subdivision, Auguste continua provisoirement d'avoir recours à un intendant particulier, un affranchi, pour recruter rapidement et sans méthode rigoureuse les sommes énormes que nécessitaient les travaux à entreprendre.

Pendant cette période où les opérations du cens, c'est-à-dire de la confection du cadastre, n'étaient pas encore terminées, on conçoit bien que, ne pouvant donner au sujet des rentrées fiscales des ordres méticuleux, voulant avoir la liberté de changer sans formalités les dispositions prises, l'empereur aimât mieux avoir pour collecteur un serviteur qu'un magistrat. Lici-nus avait la souplesse nécessaire et, en tant qu'indigène, il était plus capable que tout autre de connaître et d'accaparer les ressources du pays. Il le fit bien voir.

C'est alors, en l'an 15, que l'empereur établit comme gouverneur général des trois Gaules son beau-fils Tibère, qui, deux ans après, en 13, passa la main à Drusus, le second des deux frères adoptés. Lui-même fixa, pendant ces deux ans, sa résidence à Lyon et, sans doute, parcourut aussi tout le pays. L'assiette de l'impôt s'établit. Auguste, tout en gardant le choix exclusif de ses agents, jugea bon de leur donner une autorité morale supérieure en les choisissant dans l'ordre des chevaliers. Ses procurateurs fiscaux furent désormais des fonctionnaires revêtus du titre officiel de *procuratores Augusti*. Il y en eut deux pour les Gaules, dont l'un eut dans ses attributions la Lyonnaise et l'Aquitaine, l'autre la Belgique, à laquelle s'adjoignirent ultérieurement les deux Germanies.

César, à la fin de la guerre des Gaules, avait fixé le *Stipendium* ou tribut annuel de tout le pays à quarante millions de sesterces¹. De ce tribut étaient en principe exemptes les cités admises dans l'alliance de Rome (*civitates foederatae*)², au nombre de deux seulement, Éduens et Carnutes — et les cités libres (*civitates liberae*), au nombre de sept, parmi lesquelles les Éduens et les Ségusiaves. Mais, comme, en principe aussi, tout sol provincial, même celui des colonies, pouvait être soumis à une redevance, en tant qu'octroyé par le peuple romain à titre de simple possession, il est à peu près certain que l'impôt foncier dut être, avec des tempéraments pour les cités privilégiées, exigé partout. Dès lors, on se rend compte de la difficulté d'une répartition équitable au début. Licinus eût-il été un agent consciencieux, il eût tout de même commis quelques injustices et soulevé des colères. On peut juger de ce que furent celles-ci contre un prévaricateur. Mais les réserves qu'il avait accumulées purent peut-être faciliter à Auguste la modération des premières exigences fiscales qui suivirent. En tout cas, le prince sut conquérir dans les Gaules une popularité et une vénération qui se traduisirent par l'enthousiasme avec lequel, peu après, en l'an 10, fut inauguré l'autel que les Gaulois érigèrent dans la presqu'île en face de la colonie de Lugdunum, sur un territoire indépendant de celle-ci, déclaré territoire fédéral. Dédié à la double divinité de Rome et d'Auguste, cet autel devait chaque année réunir autour de lui les délégués des soixante cités de la Gaule, pour y discuter en commun de leurs intérêts et les confier, dans un solennel hommage, à l'autorité impériale, qui leur en garantissait la loyale administration.

C. GERMAIN DE MONTAUZAN,
Professeur honoraire à l'Université de Lyon.

1. C'était peu. « Auguste le doubla sans doute » (C. Jullian, *Hist. de la Gaule*, t. IV, chap. II, 6, p. 82).

D'UN « HUMANISME CHRÉTIEN » EN ITALIE A LA FIN DU XVI^e SIÈCLE¹

La Contre-Réforme est depuis longtemps jugée, peut-être trop sommairement. Activité inquiète de l'Église pour la défense de son dogme et de sa discipline, négociations diplomatiques pour assurer l'apologétique et faire triompher les décrets du Concile de Trente, développement des ordres religieux, efforts disciplinaires de réforme intérieure, c'est tout le meilleur de notre inventaire. La dialectique aidant, ne peut-on pas démontrer qu'on ne saurait attendre autre chose d'un mouvement de réaction, de « contre-réforme » et lui refuser ainsi toute valeur créatrice. C'est ce que n'hésitait pas à affirmer récemment, dans un livre d'une rare pénétration, un des maîtres de la philosophie italienne contemporaine : « Avec la Contre-Réforme », écrivait-il, « il ne s'agissait bien que de la défense d'une institution, l'Église catholique, l'Église de Rome ; grande institution sans doute, mais qui, en tant qu'institution, ne peut jamais avoir la grandeur, ou mieux l'infinité d'un moment éternel dans la vie spirituelle et morale. On aura beau chercher, l'on ne trouvera pas dans la Contre-Réforme une autre idée que celle-ci : l'Église catholique est une institution hautement utile au salut et bienfaisante ; il faut donc la conserver et la consolider². » Que M. Benedetto Croce nous permette de nous inscrire en faux contre cette condamnation trop rapide. Sans doute la Contre-Réforme n'est pas un moment éternel, vivant dans l'histoire et dans notre spiritualité ; elle n'exalte pas les puissances de l'homme comme la Renaissance, elle ne le livre pas tout entier aux mystères de la volonté de Dieu avec la Réforme. Elle reste un phénomène très contingent, historique, et, pour reprendre une expression toute moderne, mais assez exacte, « fin de siècle ». Elle ne s'entend que comme dernier épilogue des luttes souvent tragiques où le Cinquecento cherche son équilibre. Né avec toutes les satisfactions de vivre d'un humanisme parfaitement établi dans l'Église et dans les cours, soudainement secoué par l'hérésie protestante, tourmenté lui-même par un besoin de réforme qu'impose la sagesse pratique autant qu'une aspiration intérieure, il s'est abandonné, après quelques efforts isolés de conciliation, à une réaction farouche, brûlant tout ce qu'il avait adoré. Mais ces exaspérations durent peu : riche des diverses expériences du siècle, une génération de la Contre-Réforme, la seconde, cher-

1. Communication présentée au VII^e Congrès international des Sciences historiques, Varsovie, août 1933.

2. B. Croce, *Storia della età barocca*. Bari, 1929, p. 10.

chera à sauver quelques-uns des plaisirs de l'ancien humanisme, tout en satisfaisant aux exigences de la vie vraiment religieuse. On ne comprendrait pas les facilités du Seicento si l'on arrêta la Contre-Réforme à l'ascèse d'un saint Carlo Borromeo, d'un Paul IV ou d'un saint Andrea Avellino, ces deux frères théatins, aux condamnations impatientes d'un Sixte-Quint, comme au rigorisme théologique et quelquefois moral des premiers Jésuites. On la priverait d'un de ses plus grands saints, l'« apostolo di Roma », Filippo Neri, ou d'authentiques fils de son esprit comme un cardinal Federigo Borromeo. On établirait une opposition qui n'est pas dans l'histoire entre le rétablissement de l'orthodoxie romaine et sa conséquence naturelle, pour l'Italie du moins, les audaces d'une pensée bientôt indépendante d'un Tommaso Campanella et d'un Galileo Galilei, la réhabilitation de la nature et de l'homme dans un humanisme chrétien. On méconnaîtrait ce fait important que la réforme de la discipline a assuré et protégé l'expérience mystique.

Une autre raison, simple constatation historique, milite encore pour la révision du procès de la Contre-Réforme. Les livres, traités d'apologetique ou œuvres de controverse historique, nous ont empêché de voir les hommes. Ou bien nous avons simplement choisi les polémistes, un Baronio, un Bellarmino, comme représentatifs de l'époque, alors qu'ils n'étaient pas les plus riches. La plupart de leurs confrères du Sacré Collège, hauts personnages des congrégations romaines ou évêques réformateurs dans les grandes villes italiennes, d'où venaient-ils donc? Mais de l'ancien humanisme. La crise du siècle a vécu intensément en eux. Pour quelques-uns, il a suffi de changer l'objet de leur érudition et de passer de l'antiquité profane à l'antiquité sacrée. D'autres, consciences plus délicates, partis des facilités intellectuelles de l'humanisme vénitien et padouan, comme le cardinal Agostino Valiero, évêque de Vérone, anciens poètes et peut-être mignons de la cour des Este à Ferrare, comme le cardinal Silvio Antoniano, ont voulu s'imposer les règles d'une sainte vie, mais non pas avec l'âpreté de ceux qui n'avaient pas connu l'humanisme ni vécu l'ancienne culture. Leur religion s'enrichit de tout leur passé : elle sauve tout ce qui, de l'ancien humanisme, pouvait nourrir la joie chrétienne de l'homme. Aussi définiront-ils pour eux-mêmes et pour quelques disciples de choix un nouvel humanisme moins érudit, moins aveuglément païen, mais plus profond, plus personnel, dessinant un idéal de vie où toutes les forces de l'homme s'épanouissent dans la gloire de Dieu. C'est ce que nous voudrions simplement montrer, sans goût du paradoxe, en ébauchant une synthèse d'impressions, acquises au cours d'une fréquentation, maintenant assez longue, des hommes de la dernière Contre-Réforme.

Mais nous ne les comprendrons bien que si nous essayons d'abord de pénétrer l'intimité religieuse de cette génération du Concile de Trente, qui a voulu, selon le mot de Silvio Antoniano, fermer ses oreilles « aux chants insidieux des sirènes¹ ». On pourrait presque la reconstituer abstraitement, sans

1. *Trattato dell'educazione christiana dei figliuoli*, II, chap. XIV.

textes, car elle consiste en une obsession malade de réaction, de rupture avec un passé lourd de fautes. Séparation du monde et condamnation de toutes ses tentations, mépris de la personne, recherche obstinée d'une existence surnaturelle grâce au dépouillement de toute affection terrestre selon les règles de la mystique espagnole contemporaine, goût malsain de la mort qui s'allie avec une âpreté dans les œuvres, où paraît parfois se cacher le sentiment de leur impuissance à donner le salut, telles en sont les principales tendances. On peut les suivre dans les hommes, chez un cardinal Carlo Borromeo par exemple, une des personnalités les plus expressives de cette génération. Ce grand homme maigre, au visage émacié par les jeûnes et ascétiquement ombré par un long nez busqué (la tradition iconographique s'accorde du moins là-dessus), a cherché, presque depuis sa jeunesse, à se délivrer des plaisirs de son corps et de sa condition. Dès avant la crise de 1562, il découvre au cours des débats de l'Académie des Nuits vaticanes, dans le Manuel d'Épictète, cette tension stoïcienne, qui se détourne des choses et replie l'être dans une intérieure fierté; il admire, autant qu'il le croit encore permis, ce mépris du philosophe païen pour la mort¹ et, tout de suite après son ordination, grâce aux *Exercices spirituels*, aux règles strictes de son confesseur jésuite, il s'impose une ascèse étroite, pleurant sur son repas de pain et d'eau, comme nous l'a montré, à Santa Maria della Passione de Milan, son peintre attitré, Daniele Crespi. C'est la pénitence dans la vallée de larmes, et la joie du saint vient justement de la pensée de la délivrance prochaine. Il le confie à son ami, le cardinal A. Valiero, qui rapporte le propos avec une certaine inquiétude : « Souvent, dans nos conversations intimes, le cardinal Charles me disait, le visage tout joyeux, que rien ne pouvait lui être plus utile et plus agréable en cette vie que de rencontrer, lorsqu'il sortait, des cadavres que l'on portait en terre². » Ce goût presque morbide du cadavre, il éclate chez Cesare Baronio, qui, lui aussi, recherchait les enterrements, allait s'agenouiller devant les lits mortuaires et qui, pour garder présente la pensée de cette fin si désirée, avait fait graver sur son sceau une tête de mort et récitait chaque soir, avant de se coucher, les prières des agonisants³. Cas maladif, sans doute, d'un prédisposé à la neurasthénie, comme l'avait parfaitement diagnostiqué Filippo Neri, en proposant à maître Cesare d'écrire, en guise de divertissement de son obsession, l'histoire ecclésiastique. Mais l'épuisement qu'il dénote semble être aussi celui du siècle, si bien que l'on

1. « Addebat turpissimum esse Christianis miseram hanc, et caducam vitam perditte amantibus superari prudentia et fortitudine animi a philosophis, praesertim ab Epicteto, a Seneca et a Cicerone, qui de morte contemnenda pulcherrimos libros conscripserunt, et praeclarissimas sententias ad abjiciendum omnem mortis timorem in medium attulerunt » (A. Valiero, *Vita S. Caroli*. Vérone, 1586, p. 42).

2. A. Valiero, *Vita S. Caroli*, p. 42.

3. H. Barnabeo, *Vita Caesaris Baronii S. R. E. presbyteri Cardinalis*. Rome, 1651, p. 41, 112, 127 et 145, et dans la volumineuse compilation de G. Calenzio, *La vita e gli scritti del Cardinale C. Baronio*. Rome, 1907, p. 30-36.

peut se demander si le Concile de Trente et la réaction de la Contre-Réforme n'ont pas consacré un besoin profond, une lassitude d'être, l'épuisement d'une d'une vie facile, trop avide de tous les plaisirs. Dès 1541, sous la plume d'un Annibale Caro, commentant la fin de Mgr Guidiccioni, on sent l'humanisme las de ses tranquilles jouissances : « Comme ceux qui ont épuisé le monde et pénétré la condition humaine, il ne découvrirait ici-bas rien de parfait, ni de stable », nous dit le familier ; « il s'était tourné vers Dieu et, s'il avait d'abord toujours cherché à bien vivre, il n'ambitionnait plus maintenant que de bien mourir¹. » Après les satisfactions de la vie, la joie d'une mort chrétienne : « La vie qu'il lui restait à vivre, il voulait qu'elle fût studieuse et chrétienne². » Sous cette forme parfois naïve s'exprime beaucoup mieux qu'un égoïsme raffiné : ces hommes ont besoin de repos ; le couronnement de leur vie leur apparaît un établissement durable en Dieu. Après eux, quelques natures ardentes ont exaspéré ce besoin jusqu'au mépris du monde et de la condition humaine. Ce sont nos contre-réformateurs de la première observance. Un saint Andrea Avellino, tard venu dans le siècle, mais de spiritualité théatine, se plaira, dans ses lettres de direction spirituelle aux membres de l'aristocratie romaine ou napolitaine, à anéantir leur humanité devant l'omnipotence de Dieu, au delà des limites d'une saine humilité chrétienne. Anéantissement qui ne devient cependant pas résignation passive. Le chrétien, malgré sa faiblesse, peut encore se consacrer aux œuvres, mais il ne se sauvera réellement qu'en méprisant le monde : c'est l'indispensable condition de l'amour de Dieu. Ainsi, la cosmogonie de ces contre-réformateurs semble retrouver le dualisme primitif des deux principes, oubliant que Dieu fut un jour créateur. La seule réalité de l'homme, c'est sa patrie céleste : « La vraie voie, donc, et le sûr moyen de retourner au Ciel, c'est l'amour de Dieu, le mépris de toutes les choses du Monde... car il ne saurait être ami de Dieu, ni l'aimer vraiment, celui-là qui aime le Monde... », répète encore, en 1606, saint Andrea Avellino au cardinal Ascanio Colonna, en lui proposant en exemple le grand Carlo Borromeo³.

Que garder, après cela, des réalités de l'homme ? On comprend que le jeune Bellarmino s'empresse de brûler les pages où il a raconté « *virgiliano stilo* » ses difficultés à entrer dans la Compagnie de Jésus. « Il rougissait », confesse-t-il, « d'écrire à propos de lui⁴. » Le drame individuel n'a plus de prix en face de la gloire de Dieu. Et cette obsédante pensée va même devenir philosophie pratique. Si la mort marque le début de la vie véritable, pourquoi toute l'existence ne serait-elle pas tournée vers ce terme de délivrance ? Telle est bien l'idée du cardinal Paleotti, archevêque de Bologne, qui célèbre la vieillesse dans son *De bono senectutis*⁵. L'homme tout entier se dresse vers

1. Annibale Caro, *Lettere*. Venise, 1603 : à M^{me} Isabetta Arnolfini de Guidiccioni, p. 83.

2. Id., *Ibid.*, p. 84.

3. *Lettere*, II, p. 597.

4. *Autobiographia*, dans Le Bachelet, *Bellarmin avant son cardinalat*, p. 443.

5. Rome, 1595.

sa fin, comme les plantes cherchent le soleil (la comparaison est de lui)! De sorte que, dans cette conception parfaitement chrétienne, la vie devient un art de bien mourir, et que Paleotti va jusqu'à demander à l'éducation de donner à l'enfant la sagesse heureuse du vieillard¹. Que philosopher c'est apprendre à mourir, cette règle morale, contemporaine de notre Montaigne, résonne tout autrement ici : la vie, la nature et l'homme s'anéantissent, comme une insupportable épreuve, pour ces clercs qui ont jalousement choisi Dieu².

* * *

Tout autre est l'esprit de la seconde génération de la Contre-Réforme, dont le vrai centre est Rome, à l'extrême fin du siècle, dans ces quartiers du palazzo Farnese, de la via Giulia, de Montegiordano et de Tor di Nona, où passera quarante ans de sa vie le Florentin Filippo Neri. Ne demandons pas à son humilité une doctrine : elle est seulement l'exemple de sa sainteté, d'une humanité rayonnante, dont subirent l'attrait la plupart de ceux que nous retrouverons dans la seconde partie de cette étude.

Un des traits de la Contre-Réforme, le plus extérieur peut-être et le plus répandu, c'est son goût de l'apostolat, c'est-à-dire de l'action humaine. Elle a senti que la réplique apologétique, que la réforme intérieure ne suffisait pas et qu'il fallait répondre à l'hérésie par la conquête des âmes, surtout dans les masses populaires, ou bien donner à des natures plus délicates le moyen d'entretenir leur spiritualité. Et c'était grande sagesse, car elle trouvait ainsi le moyen d'utiliser, en changeant seulement leur sens, quelques-unes des habitudes du Rinascimento. Que l'on compare la vie religieuse de la fin du Cinquecento avec les formes d'existence laïque du début du siècle. Que de similitudes ! L'aristocrate, soucieux des pompes extérieures, se plaît, devenu évêque, aux grandes fêtes liturgiques. En montant sur un trône épiscopal, on porte avec soi tout le prestige de la famille : être bon évêque, c'est-à-dire de l'observance réformatrice, c'est faire métier de gentilhomme et défendre l'honneur nobiliaire. Carlo Borromeo rappelait lui-même ces obligations à son neveu, et sa vie ascétique ne l'empêchait pas de bien tenir son rang. Botero nous a justement montré la splendeur de Milan au temps du grand archevêque : « Les princes venaient des pays les plus lointains lui rendre visite ; les évêques accouraient le consulter sur leurs affaires ; les clercs et les religieux de tous les pays considéraient Milan comme leur patrie ; la mai-

1. Antoniano est du même avis. Le père, nous déclare-t-il dans son *Trattato*, liv. II, chap. xv, doit imprimer dans le cœur de l'enfant « questa salutare dottrina di pensare spesso alla morte, ed a ben morire ».

2. L'art, comme le note M. É. Mâle, *L'art religieux après le Concile de Trente*, p. 206 et suiv., reprend avec complaisance l'image de la mort. Les Bolonais, tout les premiers, adopteront l'iconographie nouvelle et saint François deviendra, grâce à eux, le contemplatif à la tête de mort. Nous sommes loin de la *Predica agli uccelli*... et de la spiritualité franciscaine !

son de ce saint était leur port, sa libéralité leur soutien et sa vie une éclatante image de la parfaite discipline ecclésiastique¹. » C'était tenir maison princière, où les anciens gentilshommes sont devenus clercs. Après la cour, le faste des cérémonies maintenant liturgiques : « Comme il serait long de décrire », s'extasie l'ancien secrétaire, « la splendeur avec laquelle il célébrait tous les ans les synodes diocésains et, tous les trois ans, la magnificence de ses synodes provinciaux. » Ou bien le voilà bâtisseur d'hôpitaux, de collèges, restaurateur d'églises, autre splendeur de l'archevêque². On passait tout naturellement du mécénat à la fondation pieuse, à l'édification d'instituts charitables ou de sanctuaires : ce fut le mérite contre-réformateur des cardinaux Farnèse.

À côté des nobles, les anciens humanistes ont aussi occasion de retrouver leurs habitudes. Devenus prélats des congrégations romaines ou secrétaires aux lettres latines, ils vont continuer à se réunir pour des « ragionamenti » maintenant « spirituale ». La méditation en commun, complétée de musique, c'est la formule de cet Oratorio que Filippo Neri introduit à Rome. « Ils parlent avec ferveur... appuyant leurs réflexions de l'autorité de l'Écriture et de l'exemple des saints ; pour terminer, on fait un peu de musique autour de quelques pensées chrétiennes, « di qualche cosa spirituale », nous dit, dans sa langue savoureuse et avec un étonnement émerveillé, le barnabite Alessi³. Mais comme ces formes de vie religieuse ressemblent aux plaisirs d'autrefois ! Les improvisateurs ont encore occasion d'exercer leurs talents ; on rend visite à ces nouveaux poètes que sont les saints, maîtres de joie ; on se retrouve autour des tables et, après le repas en commun, chacun dit les richesses de sa vie intérieure. C'est l'évocation magnifique qu'a discrètement conservée le cardinal Valiero dans son beau dialogue *Filippus sive De laetitia christiana*, où il nous montre le maître provoquant à la conversation commune quelques-uns des meilleurs parmi ses fils spirituels sur le thème tiré de l'Écriture : *Gaudete in Domino semper*⁴. Luxuriance de vie sociale où se retrouvent, dans les limites de la pénitence chrétienne, les plaisirs les plus raffinés de la fréquentation et du commerce des hommes, et qui devient progrès de spiritualité chrétienne. « Les pièces où il se tenait étaient vraiment une école de sainteté et d'hilarité chrétiennes », dépose, au procès de Filippo Neri, le bon abbé Maffa. Autour de la table de la Vallicella, lorsqu'on se

1. « Milano, città tanto importante, attesterà sempre mai quanto splendore e quanto incremento ella ricevesse dalla pietà e religione del gran Cardinal Borromeo. » Nos citations suivent cette réflexion pour montrer l'utilité de la religion au profit des villes (*Delle cause della grandezza e magnificenza delle città*, édit. Morandi, p. 346.)

2. Botero distingue finement la supériorité d'intention de la restauration sur la construction : « Per ché la riparazione sarà sempre opera di pietà ; ma nelle fabbriche nuove si nasconde spesso, e si annida la vanità » (*Della Ragion di Stato*, édit. Carlo Morandi, p. 97).

3. A. Capecehatro, *Vita di San Filippo Neri*, II, p. 11.

4. Cf. notre étude : *Autour de saint Filippo Neri : De l'optimisme chrétien* (*Mélanges d'archéologie et d'histoire*, t. XLIX, 1932, p. 219-259).

réunissait pour prendre le repas en commun, c'était bien, selon l'expression si délicate de notre abbé, pour « far carità ». Ainsi, les fêtes joyeuses d'une Renaissance païenne, dont l'habitude et le charme ne pouvaient subitement disparaître, malgré la brutalité d'une première réaction, s'illuminent de la « charitas Christi ». L'homme n'est-il point créateur de Dieu ?

Cette réflexion nous amènerait à fonder une explication de vie qu'il n'est pas encore possible d'atteindre. Ce qu'il fallait seulement retrouver, c'est l'affirmation, inconsciente d'abord, puis perspicace, de la valeur religieuse de quelques habitudes de l'ancienne vie. Ainsi, nous n'en sommes déjà plus à l'ascèse de rupture totale et de mépris du monde : les traditions sociales peuvent avoir leur valeur de salut ; tout dépend de l'esprit avec lequel on les pratique. En renonçant le moins possible à son temps, l'homme pourra cependant se libérer et affirmer son mérite dans l'effort de sa propre personnalité. Face à l'aristocratie et à la morale conventionnelle du Rinascimento, pointe un individualisme tout moderne. On le saisit dans un besoin de se raconter, soit dans des lettres spirituelles, soit dans de petits écrits qu'on fait circuler sous le manteau. C'est commerce commun entre les amis de saint Filippo Neri, Francesco Maria Tarugi ou Giovenale Ancina, Agostino Valiero et le jeune Federigo Borromeo. Cette tendance à l'autobiographie ira d'ailleurs se précisant avec les *Soliloqui* d'un Paruta et les opuscules où le cardinal Federigo Borromeo racontera ses études (*De suis studiis commentarius*, 1627) ou expliquera, afin que nul malencontreux critique ne les vienne déformer, les intentions de ses ouvrages (*Meditamenta Litteraria*, 1619). Ne rattachons pas ce souci à une complaisance orgueilleuse : chez le cardinal Federigo, c'est un attachement simple, un plaisir sain à sauver exactement le souvenir de son passé. Depuis longtemps déjà, sur le conseil d'un ami, il tient journal des principaux événements de sa vie, il enregistre les opinions de ceux qu'il aime : « On en éprouve », écrit-il quelque part, « un très grand plaisir : c'est pour la joie de se souvenir qu'on garde toutes ces réflexions¹. » Se retrouver ainsi, n'est-ce pas un bon moyen de sauver l'originalité de sa vie ?

Guidée, au reste, par les meilleurs sentiments chrétiens et une sainte intelligence de la création, l'époque cherche l'individu pour lui-même, pour sa sainteté ou pour sa séduction personnelles. On voit se développer, dans le monde religieux, le goût de l'image de l'homme, du portrait. Nos disciples de la Vallicella, Agostino Cusano ou Federigo Borromeo, harcèlent Filippo pour obtenir de lui qu'il laisse peindre son portrait. Le Pomarancio, Federico Zuccaro, un peu plus tard Guido Reni travailleront à satisfaire ces affectueux desirs ; Filippo lui-même ne laissera de cesse au cavalier d'Arpino qu'il ne lui ait donné, pour le mettre dans sa chambre, un portrait du capucin Fra Felice. On ne s'arrête pas seulement aux contemporains : on tient à gar-

1. *De suis studiis*, p. 41.

der près de soi l'image des maîtres, des saints ou des Pères de l'Église, dont on aime la physionomie morale. Ainsi Federigo Borromeo commande-t-il, pour son Ambrosienne, les portraits de ses modèles.

Mais où cette recherche de l'individuel éclate pleinement, c'est dans les préoccupations pédagogiques qui, avec la nécessité de l'apostolat chrétien des masses, se font jour peu à peu. Giuseppe Calasanzio, Aragonais venu à Rome poussé par ses voix, recueille dans les rues les enfants pour leur enseigner, avec leur religion, les éléments de l'instruction primaire. Efforts tenaces des premiers Scolopes, dont on n'a peut-être pas mesuré toute l'importance : la Contre-Réforme va au peuple pour le garder dans sa foi, tout en l'élevant au-dessus de son ignorance. Écoutons là-dessus le fondateur, dans les *Constitutions de l'Ordre* : « Comme, dans la plupart des États, les habitants sont pauvres et ne peuvent entretenir leurs enfants à l'école que fort peu de temps, que le supérieur prenne soin », prescrit-il, « de donner à ces enfants du peuple un maître plein de zèle et d'intelligence qui leur apprenne l'art de faire les lettres et de compter, pour que chacun d'eux puisse plus facilement ensuite gagner sa vie¹. » L'intention religieuse n'exclut pas, chez Giuseppe Calasanzio, une claire vision des besoins d'existence, un sentiment de valeurs presque démocratiques. D'ailleurs, sa préoccupation est constante de respecter chez l'enfant toute originalité : « Le maître », ne cesse-t-il de répéter, « doit s'adapter à son caractère avec souplesse, avec douceur, comprendre ses qualités, afin justement que l'enfant sente qu'il l'aime « di cuore². » Aussi l'intelligence éclate-t-elle chez ces enfants du peuple. « Nous avons dans nos classes d'étonnantes intelligences de pauvres... ; et il n'y a pas de prélat, parmi ceux qui nous viennent rendre visite, qui ne s'étonne de leurs progrès et de leur logique³ », raconte Gellio Ghellini, un des maîtres scolopes, à son frère provincial. Que les Scolopes cherchent à donner à l'enfant cette personnalité qui servira son action pratique et sa vie intérieure, c'est incontestable, et dès lors on peut comprendre, dans toute sa valeur historique, le mot de Ferdinand II de Médicis, à qui l'on représentait en plein Conseil tous les dangers d'établir à Florence une maison de la congrégation naissante : « Sans doute, mais je préfère, pour moi, commander à des hommes plutôt qu'à des bêtes. » N'oublions pas que les Écoles pies de Florence entretiennent d'étroites relations avec Galileo Galilei et que Tommaso Campanella vit à diverses reprises dans des maisons scolopes. Leurs idées, d'ailleurs, sont dans l'air. De la tradition aristocratique du Rinascimento, de la pédagogie limitée du précepteur, un Federigo Borromeo est complètement émancipé, lui qui se loue, dans son *De suis studiis*, de n'avoir eu que des maîtres médiocres dans ses premières années : il a pu ainsi se développer

1. *Costituzioni*, part. II, cap. ix, § 14.

2. G. Calasanzio, lettre du 11 septembre 1630 au P. Giov. Garzia, publiée dans Giovanni Giovannozzi, *Il Calasanzio e l'opera sua*. Florence, 1930.

3. En date du 31 août 1602. — Archives des Écoles pies, à San Pantaleo, à Rome.

librement au gré de son travail personnel. Comment pourrait-il, d'ailleurs, en être autrement, puisque Silvio Antoniano avait conclu, dans son *Trattato dell'Educazione christiana dei Figliuoli*, au primat de la joie dans l'éducation? C'était préparer le cri de délivrance de Borromeo : « *Odiosum semper magistri nomen fuit, eritque*¹. »

Ainsi, l'action religieuse, vivant de charité, a-t-elle su retrouver, guidée par cet optimisme latent de toute vraie pensée chrétienne, dans l'homme, image de Dieu, la valeur profonde de la personne et, mieux peut-être que n'a pu le faire la Renaissance, émanciper le moi².

Sans doute, quand une philosophie pourra expliquer cette libération, y aura-t-il pour l'orthodoxie religieuse un danger. Mais, pour le moment, l'humaniste de la Contre-Réforme, livré à ses propres richesses intérieures, s'abandonne au sentiment. La littérature religieuse de la fin du Cinquecento est pleine d'effusions sentimentales, et souvent de larmes. Sous le pontificat de Clément VIII, il n'est pas de cérémonie pieuse qui ne soit marquée de pleurs. C'est l'habitude du pape, comme le note l'envoyé d'Urbino, en s'étonnant qu'on la signale encore dans les comptes-rendus des cérémonies : « On pouvait fort bien négliger ce détail des larmes », écrit-il, « car chacun sait comme Sa Sainteté les a faciles³. » Après l'âpre effort de réaction du début, la seconde génération de la Contre-Réforme paraît vouloir s'épanouir aux émotions pieuses ; plaisir tenace du bien dire et déjà premières pointes d'une préciosité mystique dans les lettres de Francesco Maria Tarugi, surtout recherche sensible des atmosphères historiques dans les catacombes romaines, aux Sette Chiese, dans la pratique renouvelée des stations quadragésimales. Il faut retrouver la parfaite ambiance du premier christianisme romain, et Giovanni Francesco Bordini, autre fils spirituel de Filippo Neri, nous a confié, dans le *De laetitia christiana*, que son bonheur il le trouvait justement à chercher sur les tombes des martyrs et des saints les souvenirs de l'Église naissante. Émotion religieuse normale, dira-t-on ; mais l'est-elle encore, cette émotion nouvelle que l'époque ressent devant la nature? Ici, les textes parlent mieux que tout commentaire. De San Miniato en Ombrie, le médecin Michele Mercati écrit à son maître Filippo : « Ma « Rocca » me plaît tellement, par la séduction de ses jardins, de ses forêts pleines d'ombres, de ses arbres couverts de fruits, de ses murailles nobles et hautes, que je ne saurais trouver en Italie et hors d'Italie endroit qui me plût davantage. » Et voici les conseils de Botero à son prince, s'il veut choisir une ville pour établir une université : « Il est assez important que la ville où vous voulez établir l'université ait un air salubre, un site agréable, largement ouvert et

1. *De suis studiis*, p. 31.

2. A la conception, toute ancienne, de l'*humanitas*, succède à l'intime de l'homme, le tournant définitivement vers ses semblables, un sens très large de l'*umanità*. C'est la très pénétrante remarque qu'ajoutait à cette communication, le professeur Federico Chabod, lors de sa discussion au Congrès de Varsovie.

3. Bibliothèque Vaticane, fonds Urbino, Avvisi, n° 1067, fol. 367 — 12 juin 1599.

plein de charmes ; il y faut des eaux courantes, des fontaines et des bois, car cette belle nature suffit à remplir de joie l'esprit et les sens des étudiants¹. » Ils aiment, ces hommes, la « vaghezza » de leurs paysages, et Filippo Neri s'attardait souvent, le soir, à jouir des lumières du « tramonto » romain des « loggie » de San Girólamo ou de la Vallicella. L'attrance est telle que, pour une sensibilité plus délicate et peu préparée pour l'action comme celle de Federigo Borromeo, elle devient un besoin de solitude qu'il cherche aux jardins d'Arona ou dans les coins reculés de son diocèse et qu'il peuple de la nature environnante. Il se laisse pénétrer de la lumière des cieux pleins d'étoiles, il s'attarde à écouter chanter les sources, il fait prendre des oiseaux par ses domestiques pour les caresser longuement et leur donner ensuite la liberté. Cette résonance profonde à la vie de la nature, la peut-on mieux sentir que dans cet envoi délicat à l'une de ses amies spirituelles : « Du plus haut des monts ou dans l'ombre profonde des vallées, caché presque au travers des frondaisons épaisses et feuillues, je ne perds cependant pas occasion de vous écrire pour votre direction personnelle. Et pour que vous sentiez l'état du pays où je me « retrouve », je vous envoie un petit œillet sauvage, qui, dans son rouge doucement éclatant, au milieu de lourds rochers herbus, pendait au-dessus d'un bloc escarpé et là, simplement planté, chantait les louanges de Dieu². » Au delà d'une sensualité réelle, le besoin éclate de communier avec les choses, non dans une effusion panthéistique, mais de retrouver en elles la main et la bonté du Dieu créateur. Aux nuances près, avec les différences d'époque, ne serait-ce pas un pré-romantisme, un retour à la nature témoin de l'œuvre de Dieu ? D'autant qu'il se double, comme l'autre, d'une apologétique par la beauté des spectacles de la nature. Est-ce bien là l'ultime étape de la Contre-Réforme, qui s'égare jusqu'à retrouver dans le monde les preuves de la bonté de Dieu. A n'en pas douter, et pour transposer avec quelque fondement à la littérature religieuse ce que M. Toffanin a si perspicacement montré de l'esthétique et de la rhétorique, l'existence d'un romantisme avant la lettre, il suffit de glaner quelques textes. Le cardinal Federigo Borromeo écrit tout un traité, *De' piaceri della Mente christiana*, pour apprendre à l'homme que, « lorsque le feu brûle, que le soleil luit ou que les plantes germent, ce sont là des effets de la présence divine aussi bien que de l'essence et de la puissance ». Sommes-nous assez loin, malgré les termes, de la démonstration scolastique ? L'émotion ressentie devant la nature devient une preuve de la bonté de Dieu et la sensibilité presque excessive de notre cardinal découvre avec une étonnante ingéniosité la finalité du monde. Écoutons-le se pencher sur la terre : « Elle est si douce, si obéissante, si pleine d'amour pour nous que, brisée et déchirée par la charrue, elle ne se plaint pas ; foulée constamment aux pieds, elle ne gémit même pas et semble n'être jamais lasse d'obéir à la main de ceux qui l'ensemencent ou

1. G. Botero, *Delle cause della grandezza*, édit. citée, p. 348.

2. F. Rivola, *Vita di Federico Borromeo*. Milano, 1656, p. 636-637.

de ceux qui la cultivent¹. » Ces accents ne sont pas de vaine rhétorique ; leur sensiblerie risquerait même de nous inquiéter, s'ils ne se retrouvaient chez un homme assez sec à l'imaginer comme Giovanni Botero. La joie de l'univers plein de Dieu, l'hymne d'optimisme de cette époque, quelques lignes du traité *Delle cause della grandezza e magnificenza delle città* l'expriment admirablement : « Dieu est ardemment désiré, recherché sans cesse, comme fin dernière, par toutes les choses animées et inanimées : les choses légères le cherchent vers le ciel ; les corps lourds vers le centre ; les cieux le poursuivent en tournant sur eux-mêmes, les plantes en donnant des fleurs, les arbres en portant des fruits, les animaux en se procréant et l'homme en cherchant son contentement et sa félicité². » En cinq lignes, Botero a retrouvé toute la sagesse de Filippo Neri.

Cette exaltation du sentiment ne va pas sans sa naturelle conséquence, la défiance à l'égard de la raison. Ce trait permet bien de situer l'humanisme nouveau issu de la Contre-Réforme : il libère l'homme sur le plan de son expérience religieuse, non pas son intelligence. Aussi bien ce siècle fatigué semble-t-il s'accorder sur le peu de valeur de la raison. Un vieil humaniste comme le cardinal Valiero se demande s'il vaut bien la peine de mettre dans des livres ses réflexions et si le simple exemple de la vie ne serait pas d'une efficacité plus grande. De grands spirituels n'ont-ils pas montré la vanité de l'intelligence, comme ce fra Jacopone de Todi, dont Federico Borromeo fait mettre le portrait dans son Ambrosienne, tout proche de celui du « *Litterato*³ », pauvre d'esprit, mais riche de charité, qui réunit dans les rues de Rome les enfants miséreux et les emmène avec lui « *cantando laudi spirituali* » ? L'amour des hommes est le vrai signe de l'esprit. Quoi d'étonnant, dès lors, qu'autour de l'Oratorio on garde la nostalgie des dialogues platoniciens et de leur philosophie. Cependant qu'Aristote triomphe chez les Jésuites du Collegio Romano, le goût pour un Platon chrétien, métaphysicien de l'amour, conservé pendant la tourmente dans les académies provinciales comme l'Académie de Sienne, réapparaît dans le milieu de la Vallicella. Le beau, transfiguré par la notion chrétienne de charité, s'affirme comme supérieur à la vérité raisonnable. Que celle-ci soit de peu de poids en face des exigences de la vie religieuse, le propos suivant de Borromeo, qui vaut mieux qu'une boutade, le montrera clairement. Aux candidats à l'épiscopat, un peu inquiets devant la pourpre cardinalice des membres de la Commission, « il conseillait d'habitude — et c'étaient là ses seules paroles de réconfort — rapporte son biographe, de répondre avec conviction aux questions posées par les examinateurs, car, si la doctrine de Scot était contraire à ce qu'ils

1. *De' piaceri della Mente christiana*, p. 54-55.

2. Édit. C. Morandi, p. 345-346.

3. Fed. Borromeo, *De vera et occulta sanctitate*. Milan, 1621, p. 176. — Sur le *Litterato*, si cher à Fed. Borromeo, voir les *Memorie di Pompeo Pateri*, Arch. Vat., fonds Carpegna, n° 67, fol. 69 v°, source toute contemporaine.

avaient dit, la réponse de saint Thomas était peut-être d'un grand appui¹. A quoi bon, d'ailleurs, la doctrine? Peut-elle donner le secret des choses créées, puisque Dieu s'enveloppe de mystère. La dernière parole de cet humanisme mystique doit être cet aveu religieux d'impuissance rationnelle que Federigo Borromeo met en tête de son *De vera et occulta sanctitate* :

« L'ordre suivi par la divine providence semble bien avoir toujours été de cacher les raisons secrètes des œuvres immenses qu'elle a entassées... comme pour garantir de son autorité divine cette parole du Roi très sage : *Gloria Dei est caelare verbum*². »

Telles sont les grandes lignes de ce nouvel humanisme qui fleurit dans l'Italie chrétienne à la fin du Cinquecento. Peut-être, pour les besoins d'une première interprétation synthétique, ont-elles trop de précision et comme une rigidité, où la généralisation enlève à l'expérience individuelle ce qu'elle a d'intimement complexe. Elles voulaient du moins marquer nettement cette véritable libération de l'homme que le Rinascimento n'avait point complètement connue, trop guidé sur ses modèles de l'humanisme antique ou ne voulant qu'à demi s'avouer, par pudeur et par tradition vaguement chrétienne, ce que l'action politique commençait déjà à découvrir à Florence et ailleurs, une exaspération de l'individu, conscient de toutes ses puissances laïques. L'apostolat, la recherche de l'intention individuelle au delà d'un conformisme orthodoxe ont montré à l'homme sa puissance intérieure ; un humanisme de l'action s'établit, teinté déjà de naturalisme et d'antiintellectualisme, un romantisme fondé à la différence de l'autre sur une croyance à la bonté du monde et de l'homme, parce que les deux sont création de Dieu et que celui-ci a mis, à l'intime de ses créatures, comme principe essentiel, l'amour. Faire son salut par la joie, c'est bien « suivre la via de Dio », selon la découverte presque mystique de la seconde Contre-Réforme.

Audaces dont on pourrait peut-être suivre les conséquences laïques dès le début du Seicento italien. Nous ne nous y hasarderons pas pour le moment, préférant laisser à cet humanisme chrétien, que nous avons essayé de définir, à la fin du Cinquecento, autour de Filippo Neri, toutes ses assurances. Les menaces d'esprit nouveau n'existent pas pour les hommes dont nous nous sommes occupés : ce qu'ils découvrent, étonnés, c'est la justification profonde d'eux-mêmes et du monde, parce qu'ils ont retrouvé le point de vue de Dieu, ce théocentrisme, comme l'a si exactement défini l'abbé Henri Bremond. Ils vivent tranquilles dans leur joie chrétienne, cependant qu'autour d'eux se prépare le décor de leur expérience nouvelle, qui va rester pour longtemps celui de la religion italienne : derrière les façades encore sévères de la Contre-Réforme, l'art baroque va rendre sensible la gloire de Dieu.

A. DUPRONT,

Directeur de l'Institut français de Bucarest.

1. Rivola, *op. cit.*, p. 135.

2. P. 1-2.

UNE QUESTION MAL POSÉE

LE TRAVAIL MANUEL DES BLANCS ET DES ESCLAVES
AUX ANTILLES (XVII^e-XVIII^e SIÈCLES)

Hors des milieux de spécialistes — celui des écoles coloniales, par exemple, ou celui des géographes — considérable est le nombre des personnes, à l'instruction générale d'ailleurs solide, qui parlent des pays intertropicaux, du point de vue travail manuel en cette « zone torride », comme d'un tout uniformément homogène ou guère s'en faut ; qui oublient ou ignorent l'existence, en diverses parties de cette zone, de régions climatiquement privilégiées, Antilles, Plateau central de Madagascar, etc., contrées où, moyennant des précautions d'hygiène, l'Européen du Sud et même du Centre s'acclimate vite, où il peut fournir quotidiennement sans danger un travail musculaire normal. Le reste du public, même la partie qui possède une certaine culture, se prononce tout de même sur et à propos de cette question. On doit reconnaître que c'est bien là l'enseignement, l'éducation partout répandus. Ces mots *enseignement*, *éducation* doivent naturellement être entendus ici non avec leur signification étroitement « scolaire », mais dans leur acception la plus étendue.

Que valent les jugements ainsi portés, quelles sont les origines de cet état d'esprit général, comment il s'est propagé, maintenu, solidement établi, quelles en sont les conséquences, tout cela mérite d'être étudié avec soin.

I. — LA MAIN-D'ŒUVRE BLANCHE : LES ENGAGÉS¹

Un peu partout, et parfois jusqu'en des études historiques généralement réfléchies, on affirme encore, à titre de preuve éclatante de l'impossibilité du labeur manuel quotidien aux Antilles, ce qu'on nomme l'échec de l'institution des Engagés (*indentured Servants*, disent les Anglais) au XVII^e siècle et commencement du XVIII^e. D'où, affirme-t-on aussi péremptoirement, « l'obligation » d'y substituer la main-d'œuvre noire, « beaucoup plus résis-

1. Pour toute cette partie I, voir Léon Vignols, *L'institution des Engagés, 1626-1774*, dans *Revue d'histoire économique et sociale*, n° 1 de 1928, p. 12 à 45 ; savoir : 1° *La réussite en cours ; par qui entravée et pourquoi.* — 2° *Origine des Engagés ; discussion de cette origine.* — 3° *L'existence quotidienne des Engagés.* — 4° *Agonie et mort de l'institution, 1725-1774.* — 5° *Le système aurait-il pu fonctionner mieux ?* — Ne pas oublier de voir, en même temps, les huit pages et demie d'« Éclaircissements et notes ».

tante », grâce à laquelle ces îles connurent une ère d' « admirable prospérité ». J'ai commencé il y a bien longtemps à y regarder de près, en dernier lieu dans mon étude sur les Engagés, et je suis arrivé à des conclusions tout autres. Dès qu'on remonte aux sources, on a l'esprit mis en éveil par tel renseignement significatif. Le R. P. Du Tertre connut un maître qui avait causé la mort de plus de cinquante Engagés, « à force de les faire travailler¹ ». Les faits de cette nature sont confirmés, précisés, leurs alentours amplement complétés à tous égards, par une foule de témoignages, souvent officiels, des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, tant pour les Antilles françaises et anglaises que pour les colonies de l'Amérique anglaise continentale. Aussi est-on amené à conclure, sur ce point-là : en vérité, le climat, LE CLIMAT MORAL, était bien mauvais, aux Antilles, pour la main-d'œuvre blanche tout comme pour la noire !

De même abondent les témoignages et les aveux officiels, qui prouvent d'abord la réussite, non pas éphémère, mais continue et en bloc, de l'institution des Engagés, dans nos Antilles notamment, depuis le premier arrivage, en 1626, jusque vers 1725, un siècle durant. Ils prouvent également que si, peu à peu, à dater de 1670 environ, on usa moins des Engagés, si, en outre, dès les dernières années du siècle, un grand nombre d'Engagés « possibles » refusaient de le devenir effectivement, il y avait à cela deux raisons qui n'ont absolument rien à voir avec le climat (climat « physique », bien entendu). En effet, d'une part, antérieurement à 1670 déjà, la situation des Engagés était connue en France comme presque identique à tous égards, sauf pour la durée, à celle des esclaves ; ce qui contribuait beaucoup à rendre malaisé le recrutement des premiers ! D'autre part, à mesure que les colons purent avoir des esclaves noirs nombreux, ils raréfièrent leurs achats de main-d'œuvre blanche. Cela pour divers motifs. Avant tout, de l'esclave ils pouvaient tirer un maximum de rendement très supérieur à celui qu'ils pouvaient obtenir de l'ouvrier européen, surtout par suite de la beaucoup plus grande docilité résignée de l'esclave ; un peu, aussi, parce que, si la sauvagerie du dressage et des châtiments avait pour conséquence l'invalidité ou la mort du nègre, l'impunité absolue était, pratiquement, très certaine, tandis que ces mêmes conséquences, quand il s'agissait d'un Engagé, d'un Blanc, d'un « sujet du roi », n'allaient pas sans quelques ennuis ; ce qui blessait au vif l'extrême vanité du colon.

De plus, le nègre était acheté non pour trois ans, comme l'Européen, mais pour la vie, et sa nourriture comme son logement coûtaient moins encore que ceux de l'Engagé. Et puis — raisons qui, je crois, ont été données pour la première fois dans mon étude de 1928 — tels de ces immigrants français

1. Du Tertre, *Histoire générale des Antilles habitées par les Français*. Paris, édit. de 1667-1671, 4 vol. in-4°. Voir t. II, p. 454 et suiv. — Le dominicain Du Tertre résida aux Antilles de 1640 à 1647, puis en 1656. Sur lui et sur son ouvrage, de grande valeur, voir J. de Dampierre, *Essai sur les sources de l'histoire des Antilles françaises, 1492 à 1664*. Paris, 1904, in-8°, p. 100 à 125.

pouvaient, leur engagement terminé, parvenir à être eux-mêmes de riches colons, marchant de pair avec leurs anciens maîtres (ce qui arriva, en effet, plus d'une fois) : pour ceux-ci, blessure de vanité et concurrence d'ordre économique. Les autres ex-engagés, si l'on n'avait pas entravé le système d'immigration ouvrière blanche, seraient devenus assez nombreux pour submerger l'élément gros et moyens planteurs : concurrence possible d'ordre social.

Côté métropole, dès que le commerce privé entrevit la possibilité de faire lui-même et régulièrement la traite négrière aux côtes africaines, les armateurs mirent la plus grande mauvaise volonté à fournir aux colonies de la main-d'œuvre européenne et cherchèrent à faire tomber l'institution des Engagés, la traite noire étant incomparablement plus avantageuse.

Pourtant, l'institution se maintint, bien que d'activité progressivement amoindrie, jusqu'en 1774, date de sa suppression officielle. Et onze années avant, en 1763, il fut encore expédié 500 Engagés. Un tableau dressé par la Marine fait ressortir, il est vrai, que le nombre de ces immigrants aux Antilles aurait dû être, cette année-là, de 1,284 ; mais l'immigration des 500 reste une preuve que même alors, en 1763, le monde colonial antillais trouvait fort naturel d'appeler, à l'occasion, un nouvel appoint de main-d'œuvre blanche. Du reste, l'ordonnance de 1686, déjà, constatait : « Ce qui a le plus contribué à l'augmentation de la colonie de Saint-Domingue est le grand nombre d'Engagés qui y ont passé, dont plusieurs [sens d'autrefois : beaucoup] se sont rendus habitants [planteurs] et y ont fait des habitations [plantations] considérables¹. » Constatation valable pour les autres colonies antillaises de la France et de l'Angleterre².

On insiste quand même, à cause de la grande mortalité de cette main-d'œuvre européenne, que l'on veut expliquer par le climat (toujours !), disant : « Il est au moins douteux que, même aux Antilles, les Blancs fussent capables d'un travail intensif. » On s'hypnotise, pour ainsi dire, devant l'argument légendaire du climat, et l'on n'a pas l'idée de fixer ses réflexions sur le mot INTENSIF. Pourtant, l'observation faite vers 1645 par le R. P. Du Tertre, et que j'ai relevée plus haut, devrait suffire à mettre sur la voie de la solution. D'autant que les témoignages analogues abondent. — La morta-

1. Moreau de Saint-Méry — historien, créole résidant à Saint-Domingue, et parlant à l'époque de Louis XVI — confirme curieusement ce texte de 1686 : « ... quelquefois », dit-il, « le souvenir de ces Engagés [dont ils descendent] sert à réprimer l'orgueil de ces hommes qui, par des airs dédaigneux, forcent l'amour-propre blessé à rechercher leur origine » (*Description... de la partie française de l'isle de Saint-Domingue...* Philadelphie, 1797, 2 vol. in-4° ; voir t. I, p. 25).

2. Aux futurs États-Unis comme aux Antilles, et pour les mêmes raisons qu'aux Antilles, l'institution négrière ne tarda guère à évincer progressivement celle des *indentured Servants* dans tous les États du Sud. Au nord, le climat ne convenait pas du tout aux Africains ; ce qui explique pourquoi, les Engagés y trouvant toujours preneurs, l'institution anglaise dura jusqu'en 1819, quarante-trois années de plus que la française. — Voir ma longue note 62 — deux pages — dans mon étude, citée plus haut, sur l'institution des Engagés ; note relative au fonctionnement de cette institution en Amérique anglaise.

lité de la main-d'œuvre blanche, de laquelle le total comme le pourcentage nous restent inconnus, mais à coup sûr mortalité considérable, cette mortalité ne vint pas du climat ; elle incombait aux employeurs de la main-d'œuvre¹.

II. — LA VRAIE POSITION DE LA QUESTION

De tout ce qui précède, il résulte que la cause profonde, la véritable cause de l'énorme consommation d'êtres humains, de Blancs d'abord, provient de l'excès de travail imposé. De cette cause profonde, la clé fut donnée, il y a trois cents ans, par des observations telles que celle du R. P. Du Tertre : cinquante Engagés envoyés prématurément au cimetière par un même maître, parce qu'il les avait excédés de travail. On en rapproche aussitôt, comme instinctivement, le propos, devenu célèbre, tenu il y a un quart de siècle à M. Fraser par un usinier américain dont il visitait les ateliers. « Comme je lui demandais », rapporte Fraser en son livre sur *l'Amérique au travail*, « où donc étaient ses ouvriers autres que jeunes, il me répondit, en me tendant son étui à cigares : « Allons faire un tour au cimetière. » On en rapproche, de même, le fait historique assez récent de l'évasion d'une grande quantité de Noirs de l'Afrique équatoriale française, soumis au travail forcé pour l'exécution de la voie ferrée Brazzaville-Océan. Lesquels Noirs se réfugièrent en Guinée espagnole parce que trop de leurs compagnons étaient déjà, eux aussi, au cimetière ; tout comme leurs congénères esclaves dans le Saint-Domingue français, au XVIII^e siècle, se réfugiaient, pour la même raison, dans la partie espagnole de l'île. A rapprocher encore le fait que tout récemment, en 1932, de grands industriels français ont proposé ouvertement de n'employer désormais que des ouvriers âgés de trente-cinq ans tout au plus, ainsi que le pratiquait déjà, comme tant de ses confrères d'Amérique, l'interlocuteur de Fraser. Et rappelons-nous ce qu'étaient les pourcentages de mortalité ouvrière, partout, aux époques où sévissaient les journées de travail de quinze à dix-huit heures.

En résumé, il est faux que le responsable ait été — et qu'il soit de nos jours — le climat. Les responsables furent et sont des employeurs et un travail INTENSIF, c'est-à-dire EXCESSIF, imposé par eux ; que l'excès provienne d'un labeur modéré peut-être en soi, mais trop prolongé quotidiennement (longues journées), ou d'un labeur modéré en durée journalière, mais extrêmement intense pendant toute cette durée (rationalisation et taylorisation intensives).

Conclusion. Nulle part, on ne fut et l'on n'est capable d'accomplir indéfiniment, chaque jour, un travail corporel intensif sans qu'il y ait là une cause inéluctable de morbidité et de mortalité anormales.

1. Et — très accessoirement, certes, par comparaison ! mais de façon incontestable — à l'ignorance en partie, en partie à la méconnaissance, des règles d'hygiène les plus élémentaires, de la part de tout le monde.

III. — LA MAIN-D'ŒUVRE NOIRE

La preuve la plus célèbre de cette vérité se trouve dans l'histoire de l'esclavage colonial. Si les plantations dévorèrent des vies humaines par millions, il n'en faut pas voir la cause principale dans les actes d'extrême cruauté trop souvent exercés, sur beaucoup de domaines ; pas même dans le régime du fouet, supplice¹ qui était partout d'usage constant ; ni dans le fait que la nourriture de l'esclave, comparée à l'effort exigé de lui, était insuffisante ; ou dans l'inexistence des soins d'hygiène. La cause principale, c'est que la quantité de travail journalier imposé était déplorablement excessive ; que les planteurs et davantage encore, en général, leurs sous-ordre, en l'absence trop coutumière des maîtres, cherchaient à faire rendre le plus possible à la main-d'œuvre employée et s'y acharnaient avec frénésie.

« Mais », prétend la légende qui, pour un nombre immense de personnes, constitue l'histoire négrière, « les nègres avaient toutefois sur l'ouvrier européen l'avantage d'être plus résistants, travaillant en des pays qui, en somme, les changeaient moins de leur pays natal. »

La vérité, depuis longtemps bien connue de tous les spécialistes, est qu'au contraire les nègres importés d'Afrique aux Antilles étaient — toutes choses égales ou équivalentes, d'ailleurs — *moins résistants* que les ouvriers européens. Tout d'abord, ils résistaient moins aux effets du continuélabeur exténuant qui soudain leur était imposé, parce que, dans leurs pays d'origine, ils n'avaient jamais rien subi de tel, rien qui pût y être comparé même de loin, rien qui les y eût préparés un peu. Pas même ceux d'entre eux — une faible minorité — qui s'y trouvaient d'avance en esclavage agraire, attendu qu'en Afrique on ne pratiquait nulle part la culture intensive, et notamment les « cultures riches ».

Autre cause de moindre résistance physique. Livrés aux capitaines négriers, entassés dans les navires de ceux-ci, transportés au delà des mers en pays inconnus, chez des Blancs et donc des ennemis, vendus à ces gens-là — les Noirs, par cette revente, voyaient rompre leurs derniers liens de famille après avoir déjà subi une partie de ce supplice lors de leur vente aux capi-

1. Le terme *supplice* est rigoureusement exact. On le savait autrefois, mais, sauf chez les spécialistes et chez les curieux d'anciens récits coloniaux, il y a tendance à l'oublier (quand ce n'est pas à le cacher !). Quand on dit « le fouet », on ne pense qu'à la fustigation, assez courante en nos pays d'Europe et presque toujours anodine, donnée avec la main ou avec un paquet de petites verges à un enfant désobéissant. Mais dans les colonies à esclaves, à moins d'ordre formel et exceptionnel, de ménager, par exemple, et tout en la châtiât, une esclave favorite, le fouet, à chaque coup, enlevait un lambeau de peau (comme avec le « chat à neuf queues » de la marine anglaise, jadis). Et l'on frottait ensuite d'un mélange de sel et de piment les parties lacérées, pour aggraver le châtiement et surtout pour éviter la gangrène ; ainsi que le rapporte, notamment, le R. P. Labat, possesseur d'esclaves, avec son habituel sang-froid teinté d'ironie glaciale (ce qui le distingue, par exemple, du P. Du Tertre, heureusement pour ce dernier).

taines négriers. — De tout cela résultait une terrible dépression morale qui, malgré la docilité naturelle de la majorité d'entre eux, réagissait fâcheusement sur leur état physiologique. Seuls échappaient, dans une très relative mesure, à ces conséquences, ceux qui avaient la chance d'échoir à un maître sachant et voulant les « acclimater » ou, plus exactement — pour autant que la chose était possible en soi — les accoutumer progressivement au labeur qui les attendait (on comptait pour cela six mois environ). Mais cette chance était rare.

Il convient de signaler une autre cause au moins, d'autant qu'elle est restée à peu près unanimement méconnue. Toute la vie tribale — sociale et religieuse — à laquelle les indigènes africains étaient si profondément attachés, se trouvait détruite par la dispersion, les propriétaires d'esclaves, ceux des colonies plus encore que les marchands des côtes négrières d'Afrique, évitant plutôt de les grouper selon leurs tribus. Cela aussi contribuait à la dépression morale qui réagissait sur le physique.

IV. — ORIGINE ET PROCESSUS DE LA LÉGENDE « CLIMATIQUE »

L'origine première de la légende climatique vint d'une fausse interprétation, toute spontanée et inconsciente, des phénomènes de morbidité et mortalité considérables, parmi les Blancs établis aux Antilles, dès les premiers temps de la colonisation française, anglaise et hollandaise, au ^{xvii}^e siècle. Cette fausse interprétation résultant elle-même d'une absence à peu près complète de la science de l'hygiène générale et d'une ignorance absolue des conditions d'hygiène nécessaires en pays intertropicaux, même climatiquement privilégiés comme les Antilles. Aussi avait-on apporté d'Europe aux Antilles de mauvaises habitudes, les aggravant encore, ainsi qu'il est arrivé trop souvent en « pays neufs ». Dans une courte étude sur *Les cabarets et leurs grands protecteurs aux Antilles françaises sous l'Ancien Régime*¹, j'ai indiqué, vers la fin, « les jérémiades, contre le climat des Iles, des Blancs, qui, en énorme majorité, se gorgeaient de viandes, s'emplissaient de vins et eaux-de-vie, passaient les nuits avec des filles ». Bien faible était le nombre de ceux qui blâmaient ouvertement ces excès — inutilement ; et, d'ailleurs, aux aussi, quand ils jugeaient, mettaient en avant le climat².

Plus tard, quand survint la campagne abolitionniste, les polémistes esclavagistes, entre autres arguments en faveur du maintien de la servitude noire, soutinrent, contre les faits historiques les plus patents, l'impossibilité fondamentale, d'ordre climatique, d'une main-d'œuvre blanche vraiment effi-

1. Dans *Revue d'histoire économique et sociale*, n° 3 de 1927, p. 359-365.

2. Les Espagnols, il convient de le noter ici, eurent aux Antilles un pourcentage de mortalité beaucoup moindre que les Anglais, les Hollandais, les Français. Avantage dû à leur sobriété quant à la nourriture et à la boisson, bien plus qu'au fait (dont il faut assurément tenir compte) qu'ils venaient d'un pays où les conditions climatiques ne différaient pas grandement de celles des Antilles.

cace, aux Antilles. Mais désormais il n'était plus question de bonne foi reposant sur l'ignorance ; on niait simplement, avec cynisme, *la preuve par le fait* ; on mentait à l'histoire.

La légende ainsi créée par les négriers (colons, armateurs, intéressés dans les armements), par leurs porte-parole et « porte-plume », fut assez facilement entretenue par eux, jusque vers le milieu du xix^e siècle, malgré les efforts des abolitionnistes. Ainsi fut-elle acceptée, indéfiniment répétée, dans l'éducation et l'enseignement au sens le plus général, parce qu'admise dans l'opinion publique comme une sorte d'article de foi et, donc, rabâchée comme tel, avec la routine prétentieuse usitée en pareil cas ; contaminant par voie d'influence l'enseignement historique donné dans les écoles et les livres d'histoire. — Pourquoi tout cela ? Les motifs en sont assez nombreux et de nature fort diverse.

Le premier semble bien dériver de l'affreuse hécatombe que déterminèrent, en plein xviii^e siècle, la trop célèbre aventure du Kourou, en Guyane, et sa « liquidation » à Saint-Domingue et ailleurs ; le tout mené avec une impréparation et une insouciance criminelles dont les responsables principaux furent les bureaux de Versailles. Le retentissement de l'affaire, considérable et prolongé, s'est perpétué jusqu'à nos jours. A présent, les historiens de la colonisation ont établi la vérité détaillée, précise, sans ménagement, mais sans adopter certaines conclusions fantasques d'autrefois. Pourtant, celles-ci subsistent en l'esprit d'une foule de personnes, comme suit : « Encore une preuve que l'Européen ne peut fournir, en pays intertropicaux, qu'une somme extrêmement maigre de travail manuel, sous peine d'y laisser sa santé, même sa vie. » Toujours l'irritant simplisme qui juge en bloc sans tenir compte des exceptions géographiques ni examiner toutes les données autres que le climat. Simplisme d'ailleurs commode, là comme ailleurs : il dispense de se fatiguer le cerveau à étudier la complexité des phénomènes.

Au début du xix^e siècle, la désastreuse expédition militaire française de Saint-Domingue — cette fois, il s'agissait d'une Antille — renforça la légende climatique ; de nouveau, l'explication simpliste remplaçant l'étude des éléments complexes d'un problème.

Une dizaine d'années plus tard, le peu qui restait de l'ex-« empire colonial » français après le traité de 1763 fut réduit à presque rien par ceux de Vienne en 1814-1815, et l'énorme majorité des Français, achevant de se désintéresser (pour soixante-dix années) des ambitions et des questions coloniales, ne se passionnèrent guère, à cet égard (malgré les affaires d'Algérie), que pour la lutte entre les esclavagistes et les abolitionnistes. Les historiens eux-mêmes, en France et partout, s'occupèrent presque exclusivement, au cours de ces soixante-dix années — sous l'empire des événements, nationaux et internationaux, de la veille et du jour même — d'histoire politique, militaire et diplomatique. Cette longue carence sur le terrain de l'histoire coloniale laissa le champ libre au développement de la légende climatique, puisque les historiens n'avaient pas l'idée d'en examiner de près la valeur

réelle (les géographes pas davantage, la géographie vraiment scientifique n'existant pas encore, ou assez peu). Cette carence eut, en outre, à la suite de l'effondrement d'une théorie pseudo-scientifique qui connut une période de grande faveur, une conséquence indirecte et inattendue, mais dont les effets persistent : elle renforça la susdite légende.

La théorie en question est celle qui affirmait hautement — exagérant beaucoup la réelle faculté d'adaptation climatique de l'être humain : l'homme peut vivre, d'une vie active à tous égards, sous tous les climats, avec presque même facilité. Naturellement, la plupart des abolitionnistes, qui préconisaient la substitution de la main-d'œuvre blanche à la noire sans distinguer, eux non plus, les climats, furent, dès la première heure, de chauds partisans de la théorie. Mais lorsque celle-ci, démontrée scientifiquement erronée, fort dangereuse en pratique, tomba en ruines, la réaction fut excessive ; il n'y eut pas une exacte *mise au point*.

Les défenseurs obliques, inavoués, de l'ancien esclavage, ainsi que leurs alliés les partisans du néo-esclavage temporaire qu'est le travail forcé (« temporaire », souvent, jusqu'à la mort de qui est soumis à ce régime), les successeurs des négriers de jadis et des folliculaires à leur service, ont profité de la dite réaction, bien que la *mise au point* dont je parle ci-dessus soit réalisée depuis nombre d'années déjà (elle reste, il est vrai, trop peu connue).

Résumons en bref les conclusions de notre étude.

1. Contrairement à une légende intéressée entretenue jusqu'aujourd'hui, le climat des Antilles — qui était et reste un des « climats privilégiés » de la zone intertropicale — n'obligeait aucunement à substituer la main-d'œuvre noire à la blanche.

2. Mais les employeurs imposaient un travail intensif, c'est-à-dire excessif et donc — partout, toujours et pour tout être humain — générateur de morbidité et de mortalité anormales.

3. Effectivement, et en contradiction avec une autre assertion de la dite légende, les nègres importés d'Afrique ne résistèrent pas mieux que les ouvriers blancs au travail intensif, excessif, auquel on les soumit.

4. Cette légende, formée inconsciemment, à l'origine, par ignorance des phénomènes climatiques et de leurs conséquences, fut plus tard cultivée avec soin et souvent avec mauvaise foi, par tous ceux qui avaient ou croyaient avoir intérêt à maintenir l'institution esclavagiste. Elle a été entretenue, à notre époque, en partie sous l'influence des théories favorables au travail forcé des indigènes de contrées diverses. Favorisée par différentes circonstances historiques, elle s'est répandue partout et perpétuée jusqu'aujourd'hui, à l'état de vérité incontestable et presque unanimement incontestée. Il importe de la dénoncer, à toute occasion, pour arriver à la détruire.

LÉON VIGNOLS.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE CONTEMPORAINE D'ITALIE

AVEU. — Je dois commencer ce *Bulletin* en m'excusant auprès des auteurs et des éditeurs italiens et auprès des lecteurs français. Je reconnais humblement que je n'ai pas exécuté le quasi-contrat qui lie ces différentes catégories avec le critique que j'essaie d'être. A dire vrai, c'est par souci d'objectivité que j'ai, pendant tant, pendant trop d'années, ajourné la publication de ce *Bulletin*. Au temps où, en effet, la révolution fasciste mettait en question les œuvres et les idéologies de tant d'Italiens mondialement connus et portait au pinacle certaines individualités dont la pensée était pour ainsi dire ignorée, il semblait difficile à un Français de garder le sang-froid et d'observer les perspectives que requiert l'observation critique. On me permettra d'ajouter que mes propres « préjugés » politiques et sociaux me mettaient, à cet égard, en état d'infériorité.

La consolidation du régime fasciste, le recul dans le temps de son avènement, certaines expériences personnelles, sans bousculer à fond mes vues primitives, sans me forcer à renoncer à aucune de mes anciennes sympathies pour certains hommes et pour certaines idées, sans m'amener à inutilement ratiociner sur le passé et pronostiquer l'avenir, m'ont conduit à une appréciation moins passionnelle, et je crois pouvoir prendre la plume et écrire avec toute la sérénité convenable.

GÉNÉRALITÉS. — Il est peut-être cruel, il paraîtra peut-être paradoxal, d'inaugurer ce *Bulletin* par une allusion au beau livre de M. le comte SFORZA sur *L'âme italienne*¹. Livre pénétrant, où l'auteur ne craint pas d'analyser, à côté des aspects les plus sympathiques de la vie morale, intellectuelle ou artistique de l'Italie, ses erreurs, d'ailleurs toujours grandioses et suggestives. Pour M. le comte Sforza, la civilisation italienne est essentiellement de type urbain, et ce fut la grande erreur de l'empire romain que de tenter de substituer à la fédération des villes autonomes le dur joug monarchique, qui, toutefois, amorça la notion de l'universalisme. Ce qu'il y a de vain dans la *Romanità* explique sans doute la contradiction de ces arts qui s'op-

1. *Bibliothèque de philosophie scientifique*. Paris, Flammarion, 1934, in-18, 251 p. ; prix 12 fr.

posent, la magnificence d'un Dante et la seule réussite d'un Monti, ou, sur un autre plan, la splendeur d'un Michel-Ange et les trouvailles d'un Bernin ou d'un Canova. Les dangereuses conséquences de la *Romanità* se vérifient dans le dur calvaire de l'Italie, se créant difficilement, et dans l'amertume de tant de ses penseurs. Mais cette amertume fatale est compensée par toute la douceur de vivre, qu'on perçoit dans l'épanouissement de l'existence de la vie familiale, dans le goût des sites aimables, dans la nature d'un sentiment religieux que caractérisent une aspiration constante vers Dieu, un respect nuancé à l'égard des hiérarchies et des pratiques traditionnelles, ainsi qu'une liberté très grande à l'égard de la dogmatique stricte. Le scepticisme, la « *combinazione* », le « *dolce farniente* » sont des légendes, indique très justement M. le comte Sforza, qui, d'autre part, n'accepte pas l'accusation de gallophobie constante lancée contre Alfieri, Manzoni, Gioberti, Crispi. Ces penseurs, ces hommes politiques ont été, avant tout, des patriotes, dont les sentiments et les actes ont pris des tonalités diverses selon les circonstances. Mais c'est avant tout de l'âme populaire qu'il faut s'occuper, telle qu'elle s'exprime dans l'admirable littérature dialectale, si mal connue, celle d'un Belli, d'un Porta, et de tant d'autres. Dernière observation de l'auteur à souligner : le rôle des mères dans la société italienne, en particulier dans la tradition patriotique ; de fait, que d'admirables femmes qui ont façonné l'âme des grands héros du *Risorgimento* ! — Après ce livre, comment parler des *Italiennes*, de M. Jean-Louis VAUDOYER¹ ? A coup sûr, M. Vaudoyer aime l'Italie, il en connaît bien l'art, et son livre est constitué en grande partie par des notices sur Pisanello, Mantegna, Signorelli, Léonard de Vinci, Raphaël, Caravage, Piranèse ; on y trouve aussi quelques indications sur l'Italie de Goethe et de Stendhal, mais aussi celle de MM. Paul Bourget et Abel Bonnard, et ces pages, et bien d'autres encore, respirent un parfum académique caractérisé. Ce que j'aime le mieux, dans cet ouvrage, ce sont les notes de guerre : M. Vaudoyer a porté les armes sur le front italien, il paraît exact et juste, et ces pages feront plaisir à ceux des Italiens qui se plaignent qu'on ait méconnu leur effort pendant le conflit mondial.

Il y a des plaintes non moins justes, mais plus générales à rappeler. Peu de Français, nous dit-on, s'adonnent à l'histoire de l'Italie. Le regretté Henri BERGMANN était de ceux-là. Il y a dans son petit livre sur *L'Italie*, qui fait partie de la collection des *États contemporains*, un historique résumé, mais clair et intelligent². Écrit avant l'avènement du fascisme, il souligne cependant la faiblesse de la conscience nationale, la faiblesse aussi de l'armature de l'État, — et ce sont là précisément deux des conditions de la révolution fasciste.

Nous attendons, d'ailleurs, avec impatience cette Histoire d'Italie qui

1. Paris, Plon, 1934, in-18, 300 p. ; sans indication de prix.

2. Paris, Rieder, 1923, in-18, 183 p. ; prix : 7 fr.

fait défaut au grand public français — voire italien — et dont j'ai demandé à plus d'un historien de la péninsule de vouloir bien se charger : œuvre difficile, mais d'un intérêt scientifique et pratique certain. Signalons que le vieux *Sommario delle Storia d'Italia dalle origini fino ai nostri giorni* de Cesare BALBO a été réédité par M. Arrigo SOLMI¹. Écrit en quarante-quatre jours au début de l'année 1846 pour l'*Enciclopedia popolare* de Predari, le *Sommario* fut réédité en 1856 par Prospero Balbo avec une suite jusqu'à 1848, et M. Solmi a joint une continuation jusqu'à 1922². C'est une œuvre importante, où le patriote et savant Balbo s'est efforcé de définir le drame de l'histoire italienne, tiraillée entre la recherche de la liberté intérieure et celle de l'indépendance nationale, et, malgré ses préoccupations didactiques et quasi-dogmatiques, il a écrit un ouvrage qui se tient et qui se lit. Ce mot sur la fin du règne de Charles-Albert, « la révolution des réformes », est plein de sens, et l'on comprend mieux, par lui, la valeur qu'a eue le *Sommario* de Balbo pour les patriotes du *Risorgimento*.

M. Arrigo SOLMI, que je viens de nommer, bénéficie des grâces du régime fasciste. Ce grand juriste, qui est un historien de valeur, vient de passer du sous-secrétariat de l'Éducation nationale au ministère de la Justice. Son œuvre historique est vaste. On a déjà parlé ici³ de ses *Discorsi sulla storia d'Italia*⁴, où est mise en relief l'idée d'un processus d'unification nationale, s'opérant en dépit de tous les facteurs intérieurs et extérieurs de dissociation. En ce qui concerne l'histoire moderne de l'Italie, on trouvera dans le livre de M. Solmi des chapitres intéressants sur le réveil de la pensée politique italienne au XVIII^e siècle, sur Napoléon et l'Italie — sujet qu'il a, en somme, plus largement repris, comme nous le verrons plus loin⁵ — sur Silvio Pellico et *Mes prisons*, Ciro Menotti et l'insurrection du 3 février 1831, Garibaldi et l'unité. A chacun de ces chapitres, que soude seulement entre eux l'idée générale de l'ouvrage, sont joints des notes et éclaircissements fort utiles.

De M. Arrigo SOLMI est également le bon manuel paru en anglais sous le titre de *The making of modern Italy, 1814-1918*⁶. Les huit chapitres entre lesquels ce manuel est divisé couvrent exactement, mais largement, le développement considéré. Sans introduction ni conclusion, très prudent, mais très clair, strictement politique et diplomatique, sans allusion aux faits économiques, il constitue un instrument de travail commode, et sa bibliographie (p. 213 et suiv.) rendra de grands services.

1. Milano, Alpes, 1927, in-18, 693 p. ; prix : 22 l. — M. F. Nicolini a déjà donné en 1913, dans la collection *Scrittori d'Italia*, une édition de ce texte (Bari, Laterza, 2 vol. in-18).

2. C'est la reproduction de son petit manuel sur le *Risorgimento*, paru dans la collection des *Biblioteche popolari*.

3. *Revue historique*, t. CLXXIV, p. 97.

4. Firenze, *La Nuova Italia*, 1934, in-8°, LXXVII-337 p. ; prix : 26 l.

5. Voir p. 366-367.

6. Londres, Benn, 1925, in-8°, xxiii-231 p., 1 carte ; prix : 12 sh. 6. — Introduction par Arundel Del Re.

De feu M. Giovanni VIDARI, nous possédons une vaste synthèse sur *Le civiltà d'Italia nel loro sviluppo storico*. Le second volume de cet ouvrage concerne *Le civiltà liberatrici*¹. M. Vidari avait étudié dans le précédent volume la civilisation « organisatrice », à savoir la civilisation romaine. Par civilisations « libératrices », il entend deux instants de l'évolution de l'Italie : le *Rinascimento* et le *Risorgimento*. Pendant le premier, qu'amorce l'émancipation communale, les principautés s'organisent, la culture philologique et historique s'affirme, les créations artistiques et littéraires se multiplient, des conceptions nouvelles de la vie et de la morale apparaissent et l'humanisme bouscule la tradition religieuse. Mais les excès de l'individualisme amènent la ruine de l'idéal national, la domination de l'étranger, les compressions de la liberté de pensée : la paix de Cateau-Cambrésis et le Concile de Trente sont synchrones. Le principe de la libération intérieure et de l'indépendance nationale sera repris par le *Risorgimento*. De la seconde moitié du xvi^e siècle au début du xviii^e s'avère, à l'époque de l'hégémonie espagnole et de la contre-réforme, une véritable incapacité créatrice, en même temps qu'une indifférence profonde pour tous les vrais problèmes humains. Certaines grandes exceptions — celle de Vico, par exemple — confirment la règle. Avec le règne de Victor-Amédée II en Savoie, en 1713, commence une ère nouvelle : mouvement de réformes et mouvement d'idées, couronnés par la domination française. Dans la poésie, dans les mythes issus des persécutions, dans la pensée philosophique, politique, religieuse, tout un ensemble de concepts est élaboré, qui inspirera l'activité des révolutionnaires mazziniens et des libéraux constitutionnels. Cette grande vague du *Risorgimento* portera la nef nationale jusqu'au port, mais M. Vidari prévoyait bien, dans la conclusion de son ouvrage, que le *Risorgimento* n'est qu'un instant dans l'évolution, et que « l'intégration nationale » ne pourrait se faire qu'au moyen d'une nouvelle civilisation « organisatrice » — en l'espèce, évidemment, le fascisme.

M. Gioacchino VOLPE est un des historiens les plus séduisants de l'Italie actuelle. Son intelligence à facettes éclate dans deux recueils d'essais. Dans *Fra storia e politica*², la politique l'emporte, avec un antiparlementarisme qui s'affirme dès 1916, avec une pointe légère de gallophobie, à propos d'un écrit de M. É. Driault sur *Les traditions politiques de la France* et de la question un peu oiseuse de savoir si le *Risorgimento* se serait réalisé sans la coopération française. Dans *Momenti di storia italiana*³, c'est l'histoire qui domine : l'économie de l'Italie du Nord au xviii^e siècle, le réformateur trentin Pilati — sur lequel je reviendrai — le livre de Raulich — dont je parle plus bas — le sens du 20 septembre 1870 par rapport aux accords de Latran (« il ne faut plus d'anticléricalisme pour vaincre ce qui reste de clérica-

1. Torino, Unione tipografico-editrice, 1934, in-8°, vii-340 p. ; prix : 35 l. — M. G. Vidari est mort le 12 avril 1934.

2. *Studi storici*, I. Roma, De Alberti, 1929, in-16, 445 p. ; prix : 15 l.

3. *Collana storica*. Firenze, Vallecchi, [1925], in-18, viii-331 p. ; prix : 16 l.

lisme »), la valeur de la dynastie savoyarde pour la patrie italienne, et, surtout, une très belle synthèse sur les rapports de l'Italie et de l'Europe, où M. G. Volpe met admirablement en relief les facultés d'absorption et d'irradiation de son pays. Je ne rappellerai que pour mémoire un troisième ouvrage de M. Volpe, dont il a été rendu compte ici¹, *L'Italia in cammino, l'ultimo cinquantennio*² : c'est une synthèse vivante de l'histoire italienne de 1870 à 1914, où l'auteur, admirablement informé et remarquablement intelligent, groupe toutes les données de l'histoire politique, diplomatique, économique, démographique et sociale pour faire comprendre dans quelles conditions l'Italie se trouvait au moment du grand drame de la guerre mondiale.

Avec le livre de M. Vidari, avec les contributions de M. Volpe, on aperçoit combien il est difficile de déterminer la chronologie du *Risorgimento*. C'est aux débuts du XVIII^e siècle que remonte M. Michele Rosi, étudiant, dans un très bon manuel, *Il popolo italiano negli ultimi due secoli (1700-1923), sommario storico*³. Il est fâcheux que l'auteur ne fasse pas de place à la vie économique ; prudent quant aux possibilités du fascisme, il insiste fort peu sur la période de 1700-1814 ; mais, pour les cent dix ans qui suivent, il est précis, et aux précisions de son texte s'ajoutent celles de ses notes et de son excellente table des noms propres. — Ce Sommaire de 1924 soutient la *Storia contemporanea d'Italia dalle origini del Risorgimento ai nostri giorni*, dont la deuxième édition date de 1922⁴ : les trois parties entre lesquelles se divise l'ouvrage correspondent aux périodes 1748-1821, 1822-1861, 1861-1914, et l'auteur y a pris le souci de décrire, en quelques passages malheureusement assez décousus, l'évolution économique. L'index alphabétique analytique qui clôt le volume a presque la valeur d'un dictionnaire historique.

M. Francesco LEMMI, dans la seconde édition de son bon livre sur *Le origini del Risorgimento italiano (1748-1815)*, prend la même date de départ que M. Rosi⁵. Mais il est extrêmement bref pour le XVIII^e siècle et n'est détaillé que pour la période française.

Même point de départ pour la très belle *Storia del Risorgimento e dell'unità d'Italia dalla pace d'Aquisgrana (1748) a Vittorio Veneto (1918)*⁶, de M. Cesare SPELLANZONI. Deux volumes de cette énorme publication, copieuse en illustrations du plus vif intérêt, sont seuls parus, atteignant l'élection de Pie IX (1846)⁷. M. Spellanzoni a eu le soin d'étudier la vie économique dans ses liens avec l'évolution politique de l'Italie. On notera, en parti-

1. *Rev. histor.*, t. CLXXIV, p. 337.

2. Istituto nazionale fascista di cultura. *Studi storici*. Milano, Treves, 1927, in-8°, 278 p. ; prix : 19 l. 50. — Traduction française (collection *L'Italie d'aujourd'hui*). Paris, Nouvelles éditions latines, 1933, in-18, 348 p. ; prix : 25 fr. — Cf. *Rev. histor.*, t. CLXXIV, p. 337.

3. *Biblioteca della Leonardo*. Roma, Fondazione Leonardo, 1924, in-8°, 296 p. ; prix : 15 l.

4. Torino, Unione tipografico-editrice, 1922, in-8°, VIII-623 p. ; prix : 30 l.

5. Milano, Hoepli, 1924, in-16, XII-490 p. ; prix : 20 l.

6. Milano, Rizzoli, 1933, 2 vol. in-4°, 867 et 916 p., plus de 2,200 illustrations.

7. Le tome I va jusqu'à l'année 1831.

culier, ce qu'il dit (t. II, p. 783 et suiv.) de la question des chemins de fer et du rôle des Congrès scientifiques. Les notes bibliographiques qui ferment chaque chapitre sont très précieuses.

Dans *L'età del Risorgimento italiano*, M. Adolfo OMODEO part, lui aussi, de l'année 1748¹. Ce n'est, d'ailleurs, pas un livre savant que le distingué professeur de l'Université de Naples présente sous ce titre, mais un tableau général d'histoire européenne, où la place donnée à la France est très large. En ce qui concerne l'Italie proprement dite, M. Omodeo écrit des chapitres fort bien faits sur la culture du XVIII^e siècle et les réformes élaborées par les « despotes éclairés », sur l'Italie napoléonienne, le rôle de Mazzini et Gioberti, les débuts du royaume unifié. — Rapprochons de ce livre très général de M. Omodeo un recueil d'études où se révèlent la spécialité scientifique et les goûts propres de cet historien² : c'est, en effet, en considérant le *Risorgimento* sur le plan religieux qu'il aborde l'analyse du milieu de Manzoni — plus antijésuitique que janséniste, plus voisin de la charité que de la théologie — la formation de Gioberti, admirable « résonateur », la philosophie du Napolitain Settembrini, les idées politiques de la « Droite ». Je ne signale que les principales de ces études, objectives, précises, critiques.

C'est un des derniers livres du regretté professeur viennois Ludo M. HARTMANN que je cite, avec *Il Risorgimento*³. On y trouve groupées diverses études publiées dans l'*Arbeiter Zeitung*, et concernant certains instants ou certains aspects de l'histoire italienne. Mais le souci de l'auteur de rechercher sous la superstructure politique de cette histoire les profondes réalités de la vie économique et les facteurs sociaux apparaît partout et anime ses rapides analyses. Hartmann ne craignait pas de souligner comment les masses, dépourvues de culture, de conscience nationale, étaient fatalement dominées par des minorités politiciennes. Il est mort avant de pouvoir vérifier si le fascisme allait transformer l'état de choses qu'il décrivait.

Encore un mort : M. Italo RAULICH, décédé le 7 octobre 1925, dont la *Storia del Risorgimento politico d'Italia* a atteint, avec le cinquième volume, l'année 1849⁴. C'est une œuvre considérable, sans notes, à coup sûr, mais dans le texte de laquelle sont insérés un grand nombre d'extraits importants de documents. M. Raulich avait compris la valeur des phénomènes économiques pour le développement de l'unité politique de son pays (cf. t. II, p. 291 et suiv.), mais, ainsi que l'indique le titre même de son ouvrage, c'est à l'histoire politique que celui-ci est essentiellement consacré : conséquences

1. Nouvelle édition augmentée. *Biblioteca storica Principato*. Messina, Principato, s. d. [1931], in-8°, 565 p. ; prix : 40 l.

2. *Figure e passioni del Risorgimento italiano*. Palermo, Ciussi, 1932, in-8°, 201 p. ; prix : 12 l.

3. *Le basi dell' Italia moderna, 1815-1925*. Traduction de G. Maranini. Collana storica. Firenze, Vallecchi, 1923, in-18, 191 p. ; prix : 8 l.

4. Bologna, Zanichelli, 1922, 1923, 1925, 1927, in-8°, 387, 433, 376 et 442 p. ; prix : 27 l. 50, 30 l., 32 l. et 36 l.

de la révolution de 1831, Mazzini et la Jeune Italie, élection de Pie IX et réformes romaines, révolutions de février-mars 1848, première guerre pour la liberté, querelles fraternelles et question de la Constituante, avènement des démocraties, mouvements de 1849, Novare, Rome, Venise, tel est, schématiquement indiqué, le contenu de cette œuvre magistrale, que la mort aura empêché M. Italo Raulich de mener à bonne fin.

En comparaison de cette œuvre massive, j'ai un peu honte à signaler mon petit livre sur *La formation de l'unité italienne*¹, qui a eu les honneurs d'une traduction italienne², mais non pas ceux d'une adhésion générale des historiens de la péninsule³. Le regrette-je sincèrement?

Dans *Fatti e figure del Risorgimento (commenti e polemiche)*, M. Ludovico BRETTI se montre passionné⁴. Son livre est une réunion d'articles de journaux, de tendance mazzinienne, républicaine, francophile. Sur le « farà da se » de Charles-Albert, le sens révolutionnaire de Cavour et, inversement bien entendu, le sens diplomatique de Mazzini, sur la politique, durement jugée, de Napoléon III, il y a, dans ce livre, des pages alertes. Il y a aussi des critiques vives contre le général Cadorna — celui de la guerre mondiale — et contre le ministre Sonnino.

A l'histoire militaire du *Risorgimento*, le général A. PIRAJNO a consacré un petit livre utile⁵ : chronologie, bibliographie, table alphabétique des « martyrs », liste des batailles de 1796 à 1870, détails stratégiques et tactiques, tel est le contenu de cet ouvrage modeste, mais utile à tous égards.

M. Carlo CURCIO pose, à propos du *Risorgimento*, un problème d'une très grande importance⁶ : dans quelle mesure annonce-t-il, prépare-t-il et conditionne-t-il le fascisme? Le livre de M. Curcio est essentiellement d'ordre idéologique : à cet égard, et touchant la formation des principes que le *Risorgimento* appliquera, il fournit des développements intéressants.

Dans la collection où a paru le livre de M. Curcio, M. Carlo CAPASSO a publié un ouvrage assez important sur l'Italie et la question d'Orient⁷. Il essaye d'y justifier historiquement une politique d'expansion méditerranéenne : à cet effet, il remonte aux croisades, et — ce qui est moins romantique et plus acceptable — au rôle du Piémont dans la guerre de Crimée. C'est le

1. Collection *Armand Colin*, n° 116. Paris, Colin, 1929, in-18, 219 p. ; prix : 9 fr.

2. *Storici antichi e moderni. La formazione dell' unità italiana*. Préface de Roberto Michels. Perugia-Venezia, La Nuova Italia, in-18, xxvi-223 p. ; prix : 15 l.

3. En complément de ce livre, je prends la liberté de signaler une étude sur Cavour, sous presse, dans la collection *Les hommes d'État*.

4. Préface de G. Marcaggi. Genova, *Italia del Popolo*, 1928, in-18, 166 p. ; prix : 8 l.

5. *Guida storica politico-militare del Risorgimento italiano*. Livorno, Belforte, 1931, in-18, 166 p. ; prix : 6 l.

6. *L'eredità del Risorgimento*. Facoltà fascista di scienze politiche. Università di Perugia. Collana di studi fascisti. Firenze, La Nuova Italia, 1931, in-16, 114 p. ; prix : 12 l.

7. *Italia e Oriente*. Facoltà fascista di scienze politiche. Università di Perugia. Collana di studi fascisti. Firenze, La Nuova Italia, 1932, in-8°, 290 p. ; prix : 20 l.

Congrès de Berlin qui force l'Italie unifiée à envisager, par rapport à elle, le problème balkanique — problème délicat entre tous — avec le *Drang nach Osten* de l'Autriche. M. Capasso suit toutes les difficultés surgies de la contradiction entre l'ambition de l'Italie et ses obligations tripliciennes : elle s'en dégage en participant à la guerre mondiale, qui fera, d'ailleurs, surgir d'autres difficultés. L'Italie espérait obtenir, à l'issue de cette guerre, bien autre chose que ce qui lui fut reconnu, et, en Adriatique, elle a vu se constituer la puissance yougoslave. Il y a un redressement à opérer, estime M. Capasso, et ce redressement sera l'œuvre du fascisme. Soit ! Mais, jusqu'à présent, il faut bien noter que, en dehors de certaines manifestations un peu bruyantes, le fascisme s'est montré particulièrement sage¹. Il manque des cartes à ce livre ; on y trouve, par contre, des critiques, abondantes et inutiles, contre les livres de MM. É. Driault et J. Ancel.

En ce qui concerne l'Afrique, M. Paolo D'AGOSTINI ORSINI DI CAMEROTA a fait un exposé intéressant, qui prend son point de départ dans les efforts crispiniens en Abyssinie et suit les faits jusqu'à ces dernières années² : c'est dire que son livre constitue une introduction utile à l'étude des derniers accords franco-italiens de janvier 1935. Ce qu'a été, pour l'Italie entrant en guerre, le pacte de Londres du 27 août 1915, les données démographiques, économiques et sentimentales de l'expansionnisme italien, les vues générales que le fascisme a élaborées vis-à-vis de l'Afrique, tout cela M. Di Camerota le développe en plusieurs chapitres, dont le caractère un peu trop vivement impérialiste, les allégations faiblement francophiles ne diminuent pas trop l'intérêt.

L'histoire des rapports sentimentaux de l'Italie avec d'autres pays est amorcée par quelques travaux. M^{me} Maria MORPURGO SANTORO l'a tentée pour l'Angleterre, où elle dresse en face de la cohorte italienne des Alfieri, Foscolo, Mazzini, la troupe des Anglais Byron, Wordsworth, Shelley, Swinburne, Meredith, El. Browning³. — M. Howard R. MANARO a tenté de suivre les fluctuations de l'opinion américaine à l'égard des événements italiens, de 1846 à 1861⁴. Utilisant les journaux, les revues, les sources biographiques, M. Manaro expose les résonances qu'ont déterminées aux États-Unis ces événements. On ne sera pas étonné d'y discerner un mélange, normal au Nouveau Monde, encore qu'un peu étonnant pour nous, des préoccupations matérielles — l'Italie unifiée peut être un marché utile pour le com-

1. Voir, p. 197 et suiv., les notes indiquant les ouvrages fondamentaux en matière de politique étrangère du fascisme.

2. *L'Italia nella politica africana*. Bologna, Cappelli, 1926, in-8°, viii-228 p. — Je n'insiste pas à nouveau sur le bel ouvrage de M. Pietro SILVA, *Il Mediterraneo dall'unità di Roma all'unità dell'Italia*. Milano, Mondadori, 1927, in-8°, 447 p., dont il a été question ici, *Rev. histor.*, t. CLVI, p. 165.

3. *Italo-filia inglese e Anglo-filia italiana*. Roma, Tip. Agostiniana, 1923, in-8°, 51 p.

4. *American opinion on the unification of Italy, 1846-1861*. New-York, Columbia University Press, 1932, in-8°, xv-345 p., 1 carte ; sans indication de prix.

merce américain — et de sentiments, variés, d'ailleurs, selon qu'on considère les milieux démocratiques américains, sympathiques à l'effort libéral de l'Italie, et les milieux catholiques, hostiles à la marche générale de la libération, qui met en cause le pouvoir temporel du pays. M. Manaro rend bien compte à la fois du vague et des erreurs des appréciations américaines touchant le développement du *Risorgimento* : mais n'est-ce pas monnaie courante en des temps et en des pays que régentent une presse mal informée ?

SOURCES. — Dans certains des ouvrages qui viennent d'être examinés, on trouve, le cas échéant, des bibliographies, des indications de sources et même des reproductions de textes. Mais rien de systématique n'a été jusqu'à présent élaboré en ce qui touche les sources générales de l'histoire du *Risorgimento*. Il convient, toutefois, de noter, au moins pour une période de cette ère, et pour une catégorie d'archives, l'annonce du grand travail de M. Baldo PERONI, lequel, au surplus, nous donne de ce travail une idée générale dans un rapport présenté au Congrès de Rome de la Société du *Risorgimento*². — En Italie même, on doit à M. Armando LODOLINI une description de l'Archivio di Stato de Rome et de l'Archivio du royaume d'Italie³. Le premier de ces dépôts est d'une grande richesse pour l'histoire de la République romaine de 1799, celle du régime napoléonien, celle de la République de 1849, celle enfin de l'administration pontificale réformée ; dans le second ont été déposés les papiers récupérés par l'administration lors du décès des hommes d'État, et c'est le cas pour Depretis, B. Brin, F. Crispi, F. Martini, G. Giolitti, L. Luzzatti, Visconti-Venosta, etc. ; les papiers en question constituent un peu plus de 96,000 articles. Nous n'en sommes pas là en France ! — En dehors des archives parisiennes explorées par M. B. Peroni, certaines archives départementales françaises renferment des documents nombreux : Max BRUCHET avait laissé, à sa mort, un *Répertoire des sources de l'histoire de Savoie*, qui a été récemment publié⁴, fondé, d'ailleurs, sur des investigations bien plus larges que celles que semblait d'abord limiter la direction du dépôt qu'il administrait. — M. Joseph JANNON, pour les archives

1. Pour les rapports intellectuels franco-italiens, voir le livre de M^{me} Theodora SCHARTEN, *Les voyages et les séjours de Michelet en Italie, amitiés italiennes*. Paris, Droz, 1934, in-8°, xvi-277 p., 1 portrait, avec le compte-rendu de M. Renaudet, *Rev. histor.*, nov.-déc. 1934, p. 591-593. — De même, J. GAY, *Un siècle d'histoire italienne. Les deux Rome et l'opinion française. Les rapports franco-italiens depuis 1815*. Bibliothèque d'histoire contemporaine. Paris, Alcan, 1931, in-8°, xiii-241 p. 30 p., groupe d'études, où l'auteur fait un exposé nuancé d'une série de rapprochements et de malentendus. — Pour l'Allemagne, voir, plus bas, ce qui concerne le livre de M. B. Croce, p. 341.

2. *Fonti per la storia d'Italia dal 1789 al 1815 esistenti negli Archivi parigini*. Extrait des *Atti del Congresso di Roma*. Roma, L. Proja, 1933, in-8°, 7 p.

3. *L'Archivio di Stato in Roma e l'Archivio del Regno d'Italia. Indice generale storico, descrittivo ed analitico*. Bibliothèque des *Annales Institutorum*, II. Roma, *Annales Institutorum*, 1932, in-4°, 251 p. ; prix : 300 l.

4. *Répertoire des sources de l'histoire de Savoie*. Extrait de la *Revue des Bibliothèques*. Paris, Champion, 1935, in-8°, 142 p.

proprement dites du département de la Savoie, a établi un inventaire utile concernant l'administration des intendances¹.

Les bibliothèques sont riches, elles aussi, en documents. On se contentera de renvoyer, sur ce point, aux travaux de MM. Albano SORBELLI² et Ersilio MICHEL³. — Faisons, toutefois, une place particulière à la collection Bertarelli, maintenant possédée par la ville de Milan, et qui réunit 33,462 articles, dont 6,556 inédits. L'ancien propriétaire de cette collection en a dressé un inventaire à tous points remarquable⁴.

Les revues générales — la *Nuova Rivista storica* en tête — et régionales, la *Rassegna storica del Risorgimento italiano* — dont, entre parenthèses, il convient de noter qu'elle est désormais sous le contrôle direct du pouvoir, par l'intermédiaire de « la Giunta esecutiva degli studi storici » — fournissent, naturellement, des contributions bibliographiques abondantes. De guide général de bibliographie historique consacrée à la période qui nous intéresse, je ne vois à citer que celui que nous devons à M. Francesco LEMMI⁵ : c'est, au demeurant, une bibliographie choisie, mais on y trouve quelques renseignements utiles sur les revues, les musées, les bibliothèques, les recueils collectifs ; il est, par ailleurs, regrettable que les tables qui terminent l'ouvrage ne soient pas plus détaillées⁶.

A M. Adolf DRESLER est due une *Geschichte der italienischen Presse*, qui est plus qu'une liste bibliographique des journaux de la péninsule, et se présente comme un travail d'ensemble sur le journalisme italien, et, le cas échéant, de séries monographiques sur les principales feuilles d'Italie⁷.

1. *Archives départementales de la Savoie. Répertoire numérique du fonds sarde*. 2^e partie : Intendances de Maurienne, Haute-Savoie et Tarentaise. Génie civil, instruction publique. Chambéry, 1934, in-4°, 34 p.

2. *Inventario dei manoscritti delle biblioteche d'Italia*. Firenze, Olschki. — A partir du t. XXVII, pour Bologne, Pesaro, Turin, etc.

3. En particulier, dans *La Bibliofilia*, la Biblioteca nazionale Vittorio-Emanuele de Rome, la Biblioteca nazionale de Naples ; dans la *Rassegna storica del Risorgimento italiano*, sur la bibliothèque Chigi.

4. Achille BERTARELLI, *Inventario della raccolta donata da Achille Bertarelli al comune di Milano. Risorgimento italiano*. Bergamo, Istituto italiano d'arti grafiche, 1925, 3 vol. in-8°, 677, 481, 202 p.

5. *Il Risorgimento*. Guide bibliografiche. Roma, Fondazione Leonardo, 1926, in-18, 320 p. ; prix : 10 l.

6. Il en faut rapprocher, de la même collection : Arrigo SOLMI, *La storia del diritto italiano*. Roma, Fondazione Leonardo, 1922, in-18, et G. GABRIELI, *Italia judaica*. Roma, Fondazione Leonardo, 1924, in-18, 80 p. — Il va de soi que les histoires de la littérature italienne peuvent rendre, au point de vue de la bibliographie, en même temps que de l'étude de la mentalité italienne, des services considérables. A ce titre, on citera, avant tout, pour la période littéraire qui commence en 1870, le livre de M. Benjamin CRÉMIEUX, paru dans la collection *Panorama des littératures contemporaines, littérature italienne*. Paris, Kra, 1928, in-18. Rejoignant, sur un point, certaines des vues de M. le comte Sforza, M. Crémieux souligne dans son livre l'importance et la valeur des littératures dialectales.

7. Munich et Berlin, R. Oldenbourg, 1933, 1934, 3 vol., illustrations ; prix : 11 m., 8 m. 50, 8 m. 50. Le t. I concerne la période des origines à 1815 ; le t. II, la période de 1815 à 1900 ; le

Cette presse italienne commence en 1796 ; mais elle est précédée, comme partout ailleurs, par des journaux écrits et des nouvelles imprimées, et M. Dresler suit les vicissitudes de ces feuilles depuis la domination française jusqu'à l'heure présente. — De la grande étude de M. Dresler, on pourra rapprocher le livre de M. Vincenzo Lovito sur quatre journaux ou périodiques italiens¹ : ce livre est constitué par des notices un peu confuses, mais tout de même utilisables, sur *Il Caffè*, *Il Conciliatore*, la *Biblioteca italiana*, l'*Antologia*, et des extraits de ces feuilles. La *Biblioteca italiana* seule est de tendance austrophile, le « giornale vicario delle spie e precursore dei birri », selon l'expression brutale de Tommaséo. Le *Caffè*, fondé en 1762, est l'organe des penseurs qui auraient voulu orienter le gouvernement milanais vers des réformes dont on peut penser qu'elles auraient peut-être épargné à leur pays les affres de la révolution ; mais ce journal disparut en 1766. Les extraits donnés par M. Lovito sont intéressants, mais trop exclusivement orientés vers des préoccupations d'ordre littéraire.

C'est aussi une anthologie, mais d'ordre spécifiquement politique, celle que nous devons au regretté Tommaso CASINI et à M. Giuseppe PALADINO. Le premier volume seul, semble-t-il, en a paru². La cinquantaine de textes qui sont donnés dans cet ouvrage sont assez bien choisis, mais, bibliographiquement parlant, indiqués avec une insuffisante précision ; ils sont, de même, insuffisamment commentés au moyen de courts « chapeaux introductifs ». Sur l'état politique, intellectuel et moral de l'Italie à la suite de la paix d'Aix-la-Chapelle, sur le despotisme éclairé, sur les doctrines des grands penseurs et réformateurs du XVIII^e siècle, sur les instruments de la propagande prérévolutionnaire, en particulier les journaux, les loges maçonniques, sur l'activité des aventuriers et des jansénistes, MM. Casini et Paladino publient des pages intéressantes.

J'aurai l'occasion, en parlant des grands Italiens de la période que nous étudions, de signaler les publications et textes dont ils ont été l'objet. Qu'on me permette d'indiquer que, dans la dernière des conférences d'archivistique que j'ai données à Rome en mars 1934, j'ai lu quelques textes intéressants l'histoire de l'Italie en provenance des Archives nationales³.

CONDITIONS GÉNÉRALES. — Le *Risorgimento*, qu'on prenne son point de départ en 1748 ou en 1796, est la résultante de conditions multiples ; les conditions fondamentales sont, d'une part, la préparation morale qui s'est effectuée dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, de l'autre, les transformations

t. III, celle de 1900 à 1934. — Pour la période française, voir les indications données par B. Peroni, dans *La passione dell' indipendenza nella Lombardia occupata dai Francesi, 1796-1797*. Extrait de *Nuova Rivista storica*, 1931, in-8°, p. 46.

1. *Da quattro periodici*. Milano, Trevisini, 1923, in-8°, viii-678 p. ; prix : 15 l.

2. *Il Risorgimento italiano. Antologia storica ad uso delle scuole e delle persone colte*. Milano, Roma, Napoli, Albrighi, Segati et C., 1924, in-18, viii-360 p. ; prix : 8 l.

3. Sous presse, par les soins du « Comitato nazionale italiano di cooperazione intellettuale ».

économiques et sociales opérées dans un milieu jusqu'alors très faiblement évolué. Dans ces deux directions, quelques jalons seulement ont été posés.

Et d'abord, il faut bien convenir, après l'étude posthume de M. Vittorio DE TOCCO¹, que l'idée de l'indépendance italienne n'a jamais été abolie, à quelque conclusion pratique qu'aient abouti les écrivains qui s'en prévalaient, et en dépit du fait que beaucoup des feuilles volantes auxquelles ils l'ont confiée aient été supprimées ou séquestrées, que beaucoup de manuscrits où ils l'ont développée soient demeurés ensevelis dans des bibliothèques mortes. A cette idée centrale s'en sont jointes d'autres au cours du XVIII^e siècle, et dont beaucoup, observe M. De Tocco dans sa conclusion, venaient de France. — Sur quelques-uns des procédés par lesquels les idées françaises se sont répandues en Italie, M. Ferdinand BRUNOT, dans sa monumentale *Histoire de la langue française*, nous fournit d'utiles renseignements². — Sur l'ensemble du mouvement idéologique italien, les livres un peu rapides, mais intelligents, de M. Aldo FERRARI jettent d'utiles lumières³ : Vico, Giannone, Genovesi, P. Verri, Beccaria, Filangieri, Pagano, les grands penseurs, les théologiens jansénistes, les démarches des aventuriers, les initiatives des loges maçonniques tendent à disséminer des principes qui, en fait, ont bien du mal à atteindre les masses et agissent surtout sur les agents de divers gouvernements, tous inclinés vers le « despotisme éclairé ». Ces idées, plus ou moins modifiées par l'expérience américaine puis française, vont évoluer pendant la période agitée de 1789 à 1815, suscitant, d'ailleurs, encore plus que l'opposition de la caste nobiliaire et du clergé, les résistances instinctives des plèbes. — M. Massimo LELI revient sur quelques-uns des penseurs dont s'est occupé M. Ferrari, Vico et Cuoco⁴ ; mais il va au delà du terme que M. Ferrari s'était assigné, et étudie aussi Manzoni et Cavour : contributions peu originales, mais appuyées sur de bonnes bibliographies.

De G. B. Vico, j'ai, dans la collection des *Cent chefs-d'œuvre étrangers*, publié des extraits qui montrent suffisamment l'ampleur et la profondeur de son esprit⁵. — A l'Italie méridionale, comme Vico, appartiennent deux penseurs étudiés par M. Gennaro-Maria MONTI, Genovese et Galanti⁶. Le premier est remarquable surtout par sa polémique contre la Curie et ses relations avec le jansénisme ; le second, admirable analyste de l'état politique et

1. *Ideali d'indipendenza in Italia durante la preponderanza spagnuola*. Biblioteca storica Principato. Messina, Principato, 1926, in-8°, viii-389 p. ; prix : 25 l.

2. T. VIII, 1^{re} partie, I. III, p. 85 et suiv. Paris, A. Colin, 1934, in-4°.

3. *La preparazione intellettuale del Risorgimento italiano, 1748-1789*. Milano, Treves, 1923, in-18, 285 p. ; sans indication de prix. — *L'esplosione rivoluzionaria del Risorgimento, 1789-1815*. Cultura contemporanea, V. Milano, Editions « Corbaccio », 1925, in-18, 477 p. ; prix : 20 l.

4. *Il Risorgimento dello spirito italiano, 1725-1861*. Milano, L'Esame, 1928, in-8°, 245 p. ; prix : 15 l.

5. *Vico*. Paris, La Renaissance du livre, [1927], in-16, 172 p. ; prix : 5 fr.

6. *Due grandi riformatori del Settecento : A. Genovese e G. M. Galanti*. Collana storica. Firenze, Vallecchi, 1926, in-8°, 239 p. ; prix : 20 l.

social du royaume des Deux-Siciles et des provinces pontificales, est l'un des chefs du mouvement antiféodal. M. Galanti caractérise avec précision l'œuvre de l'un et de l'autre et publie des textes inédits fort intéressants. — A Rome même, on notera la curieuse correspondance, publiée par M. Gaetano GASPERONI, échangée entre le journaliste G. C. Amaduzzi et le médecin de Rimini G. Bianchi¹ : elle nous renseigne, en particulier, sur la question des Jésuites et les problèmes du gouvernement posés à propos de la Curie. — Pour la Lombardie, le groupe de Verri et de ses amis a eu une importance très grande : j'ai déjà parlé du *Caffè*². M. Angelo MAURI a publié une belle étude sur Verri lui-même³ : on y voit comment l'un des meilleurs esprits de l'époque critiquait les pratiques du gouvernement autrichien, de quelle façon il s'est lié avec les autres penseurs milanais, dans quelle mesure il a participé à l'administration officielle, quelle a été son attitude à l'égard de la France victorieuse. Verri meurt le 28 juin 1797, à coup sûr navré de l'installation dans sa patrie de ceux qu'il estime pour elle de nouveaux maîtres, mais pouvant s'enorgueillir de son œuvre contre la ferme et contre les régaliens. — L'un des amis de Pietro Verri a été Cesare Beccaria. M. Angelo MAURI a expliqué dans quelle estime on tenait, à Vienne, ce philosophe, qui était un juriste et un économiste, et à qui l'on confia la charge de la première chaire d'économie politique qui ait existé à Milan. — Vittorio Alfieri n'a pas l'ampleur des penseurs que nous venons de citer. Mais, par ses œuvres littéraires, par son *Autobiografia*, il a eu une vaste influence : ayant incorporé dans sa sensibilité un peu de l'héroïsme antique et de la diplomatie de Machiavel, il a élaboré une doctrine de la liberté au moins littéraire, et qui s'affirmait nécessairement en lutte avec le pouvoir absolu et le bigotisme catholique. En 1784, l'exhortation d'Alfieri pour la libération de l'Italie des barbares concrète des aspirations poétiques qui s'exprimeront encore dans le fameux *Misogallo*. Telles sont les idées développées par M. Gaudence MEGARO dans un livre⁴ qui ne s'accorde pas sur tous les points avec l'ouvrage consacré par M. Paul SIRVEN au même auteur⁵. — A vrai dire, nous n'avons, jusqu'à présent, que le premier volume de l'ouvrage de M. Sirven, et il y est seulement question, mais d'une façon bien spirituellement ironique, de la formation d'Alfieri. En particulier, M. Sirven ne fait aucunement confiance à l'*Autobiografia*. — A une terre plus directement soumise encore que la Lombardie au joug autrichien appartient un très singulier esprit, Carlo-Antonio Pilati, sur qui M^{me} Maria RIGATTI a écrit une

1. Dans l'*Archivio storico italiano*, 1934, disp. 2, p. 225 et suiv.

2. Voir plus haut, p. 326.

3. *Pietro Verri riformatore*. Extrait de *Rivista internazionale di scienze sociali e discipline ausiliarie*, septembre-mars 1931. Milano, Vita e pensiero, 1931, in-8°, 84 p. Joindre : Carlo MORANDI, *Pietro Verri e la Rivoluzione francese*, dans *Archivio storico lombardo*, février 1928.

4. *Vittorio Alfieri forerunner of italian nationalism*. New-York, Columbia University Press, 1930, in-8°, 175 p. ; prix : 3 \$.

5. *Victor Alfieri*, t. I. Paris, Presses universitaires, 1934, in-18, 359 p. ; prix : 20 fr.

importante étude. Chez Pilati se confondent la culture italienne et la culture allemande. Grand voyageur, éducateur vivant dans l'ambiance des princes, franc-maçon, sympathique au jansénisme, il est, avant tout, « anticurialiste », c'est-à-dire opposé aux privilèges du clergé. En relation avec Genovesi, lisant les publications de Muratori, il rêve, bien que de formation cosmopolite, de la liberté de l'Italie ; il s'intéresse vivement à l'entrée des Français en Lombardie, mais, mourant le 27 octobre 1802, ne verra point le développement du royaume d'Italie¹.

Il a été plus d'une fois question, dans ce qui précède, de jansénisme italien. Un travail de synthèse remarquable a été consacré à ce phénomène de pensée collective par M. Arturo-Carlo JEMOLO². A vrai dire, pour M. Jemolo, le jansénisme, dur au point d'avoir été détesté par Gioberti, qui n'aimait pourtant point les Jésuites, favorable au despotisme éclairé, est resté sans action sur la masse et est demeuré limité à quelques régions de la péninsule. Mais il est tout de même fort intéressant, parce qu'il a secoué certaines des vieilles habitudes de pensée et ainsi préparé l'ambiance prérévolutionnaire de la période 1770-1796. De fait, il s'ajoute à l'ensemble des causes qui ruinent alors la papauté, et il est adopté, au moins dans son esprit, par les ministres réformateurs, la bourgeoisie émancipée, l'aristocratie cultivée, qui formeront les cadres du *Risorgimento*. Il n'est pas sans intérêt de constater, avec Jemolo, que la théologie des thomistes et des augustiniens a préparé le développement du jansénisme. — A l'un de ces jansénistes, M. Ettore ROTA a consacré une bien curieuse monographie³. Giuseppe Poggi est un Parmesan favorable à toutes les nouveautés, un janséniste et un jacobin. Sa maison devient un centre révolutionnaire quand les Français arrivent en Italie ; il travaille à l'incorporation de Parme et de Plaisance à la Cisalpine : il dirige un journal au titre évocateur, le *Républicain évangéliste*, et, malgré toutes les erreurs commises en Italie par les Français, il reste fidèle à l'idéologie révolutionnaire, développe ses idées, en faveur des États-Unis d'Europe, du droit naturel des nations, dans le *Giornale ufficiale della Repubblica cisalpina* et dans l'*Estensore cisalpino*. En 1799, naturellement, il s'enfuit à Paris. Mais il représentera, ensuite, le département du Taro au Corps législatif, Waterloo le désespère : « Ainsi », dit-il, « celui qui devait sauver l'Italie a tout perdu, et qui sait pour combien de temps ! » Poggi mourra en 1843, en France, près de Montmorency, où il cultivait un petit bien. — M. Guido

1. *Un illuminato trentino del secolo XVIII*. Carlo-Antonio Pilati. Préface de G. Volpe. Collana storica. Firenze, Vallecchi, 1923, in-18, 297 p. ; prix : 12 l.

2. *Il giansenismo in Italia prima della Rivoluzione*. Collezione storica. Bari, Laterza, 1926, in-8°, xl-437 p. ; prix : 40 l. — Dans l'introduction de son livre, M. Jemolo a fait la critique des livres consacrés en Italie au jansénisme.

3. *Giuseppe Poggi e la formazione psicologica del patriota moderno, 1761-1843*. Biblioteca storica piacentina promossa del Bollettino storico piacentino, XI. Piacenza, Del Maino, 1923, in-8°, iv-180 p. ; prix : 10 l. — M. Rota aurait eu certainement avantage à faire en France des recherches d'archives.

ZADEI, dans une lecture faite à l'Ateneo de Brescia, a montré qu'il y a eu des jansénistes dans cette ville et défini rapidement leur rôle¹.

Les théories ont-elles précédé les pratiques, ou faut-il admettre le contraire, on peut se poser la question à propos du despotisme éclairé. Dans la réalité historique, théories et pratiques s'amalgament, semble-t-il, étroitement. C'est ce que montre, en étudiant la Lombardie autrichienne, M. Franco VALSECCHI, dans une œuvre qui s'avère importante par la préparation, l'exposé et les conclusions². Elle est, malheureusement, un peu confuse. Ce qu'il y a lieu de retenir, c'est la formation d'une pensée politique lombarde, élaborée principalement par Verri et Beccaria, et les contacts de cette pensée — ses heurts, comme son utilisation — par l'empereur et ses principaux agents, Kaunitz, Firmian. Mais les concessions ou les initiatives gouvernementales, même quand elles semblent aboutir, avec Léopold, à une espèce de régime constitutionnel, n'arrivent finalement pas à séduire les réformateurs lombards, qui seront ainsi amenés à se tourner plutôt vers Paris que vers Vienne. Au reste — et c'est ici que le fait individuel se vérifie dans toute sa valeur — Léopold meurt trop tôt, avant que les réformes dont il a pris l'initiative aient donné tous leurs résultats. La grande erreur du despotisme éclairé, en tout cas, c'est de s'être imposé de l'extérieur, sans se soucier, autant qu'il le fallait, d'une évolution intérieure, profonde et intime, qui, seule, eût pu intégrer les réformes tentées. — A Parme, le despotisme éclairé est de type bourbonien, et M. Henri BÉDARIDA, dont les thèses, en 1928, avaient été consacrées à *Parme et la France de 1748 à 1789*³ et aux *Premiers Bourbons de Parme et l'Espagne (1731-1802)*⁴, montre, dans un nouvel ouvrage, *La place de Parme dans la politique française au XVIII^e siècle*⁵, comment la principauté des Farnèse, accrue de Guastalla en 1748, remarquable par sa position stratégique et son développement économique, a paru, plus d'une fois, rentrer dans les combinaisons fédératives élaborées en Italie et en France et servit, en tout cas, à la diplomatie française à combattre l'influence de l'Autriche dans la péninsule. M. Bédarida prend la question au terme de la guerre de la Succession d'Autriche, rappelle les conditions dans lesquelles l'infant d'Espagne Philippe de Bourbon devint duc de Parme et gendre de Louis XV, et analyse les caractères essentiels de l'administration parmesane au temps de Guillaume Dutillot. A l'époque des Pactes de Famille, l'administration de Parme, si autonome qu'elle s'affirme, ne laisse pas de participer à la grande offensive « anticu-

1. *I giansenisti bresciani nella fine del secolo XVIII*. Brescia, Figli di Maria Immacolata, 1927, in-8°, 34 p.

2. *L'assolutismo illuminato in Austria e in Lombardia*. T. II : *La Lombardia* ; 1^{re} partie : *La politica interna*. Bologna, Zanichelli, 1934, in-8°, 347 p. ; prix : 20 l.

3. T. XLV de la Bibliothèque de la *Revue de littérature comparée*. Paris, Champion, 1928, in-8°.

4. Paris, Champion, 1928, in-8°. Voir plus bas, p. 363.

5. Paris, Alcan, 1930, in-8°, VIII-259 p., 8 planches hors texte ; prix : 25 fr.

rialiste ». L'infant Ferdinand, éduqué par le Français baron de Keralio, a épousé une archiduchesse ; en 1771, la princesse arrive à déboulonner Dutillet, et la réconciliation de Parme avec Rome marque tout de suite l'orientation nouvelle du gouvernement de Parme. Celui-ci était bien incapable de résister soit à la poussée révolutionnaire interne, soit à l'invasion française : Parme, comme les républiques de Venise et de Gênes, refuse d'entrer dans la Confédération italienne antifrançaise, conçue par Victor-Amédée III de Savoie. En fait, depuis 1771, le réformisme est mort à Parme, et le traité d'Aranjuez du 21 mars 1802 réglera le sort de la dynastie princière en irrémédiable décadence.

Si la pensée des réformateurs, si les procédés des gouvernements « éclairés » commencent d'être assez bien connus, il reste beaucoup à connaître en ce qui concerne l'évolution économique et sociale, condition fondamentale de l'évolution politique et morale. On ignore, après tout, les modifications qui ont pu se produire dans l'infrastructure — pour reprendre la terminologie marxiste — des diverses régions de l'Italie, et de l'Italie tout entière, dans la période du *Risorgimento*, et l'on ne peut citer que des travaux fragmentaires quant à l'objet ou quant aux dates. — C'est ainsi que M. Roberto MICHELS, ici même¹, a développé quelques vues sur la bourgeoisie italienne, qui, s'affirmant dans sa fonction sociale et morale pendant l'époque napoléonienne, sera l'élément essentiel du *Risorgimento*. — M. Lanfranco MARCI a, de son côté, fourni quelques indications sur l'évolution des classes rurales². — M. F. BORLANDI, à son tour, a montré l'importance du développement du système routier en regard de l'extension du programme unitaire³ : l'amélioration des chemins au XVIII^e siècle indique ce que pourra être au XIX^e le rôle des chemins de fer⁴. — Le problème de la circulation est peut-être plus important que le problème de la production elle-même. M. Luigi DAL PANE était, en quelque sorte, prédestiné à étudier *La questione del commercio dei grani nel settecento in Italia*. Le premier volume qu'il a, à ma connaissance, publié traite du problème dans sa généralité et de son aspect particulier en Toscane⁵. On est séduit par l'heureux mélange qu'on y trouve de faits bien élucidés et de théories économiques contemporaines bien analysées. Le point de départ de cette étude, c'est la régression extraordinaire de l'économie italienne à la suite de la chute de Constantinople, des pirateries barbaresques et des stupidités administratives des Espagnols. On a cherché à augmenter

1. Quelques aperçus sur l'histoire de la bourgeoisie italienne au XIX^e siècle, dans la *Rev. histor.*, novembre-décembre 1933.

2. *Lo studio sociologico delle classi morali italiane*. Extrait de *Annali delle R. Università di Macerata*. Tolentino, Filello, 1929, in-8°, 41 p.

3. *Il problema della comunicazioni nel secolo XVIII nei suoi rapporti col Risorgimento*. Collana di scienze politiche, série B, t. III. Pavia, Treves, 1932, in-8°, 156 p. ; prix : 15 l.

4. Cf. ce que dit, à ce sujet, M. Marcel BLANCHARD, *La politique ferroviaire du Second Empire*, dans *Annales d'histoire économique et sociale*, novembre 1934, p. 527 et suiv.

5. T. I : *Parte generale, Toscana*. Milano, Vita e Pensiero, 1932, in-8°, 399 p. ; prix : 40 l.

un rendement agricole qui s'avérait insuffisant, et, dans une première période, se sont multipliés les expédients, les textes annonaires ; puis les réformateurs ont étudié scientifiquement, un peu abstraitement, le problème, et les Toscans, à cet égard, ont eu une grande influence, surtout Carli, Pompeo Neri, Gianni ; l'Académie des Géorgophiles fait connaître les idées de Baudouin, Le Trosne, et l'on en arrive ainsi à la notion de liberté économique : l'État toscan considère que sa fonction essentielle est de ventiler les intérêts adverses des producteurs et des consommateurs, et la législation « libériste » qu'il élabore à cet effet bouscule les préjugés des petites gens, au moment où éclate et se développe la Révolution française.

Après ces indications générales, on pourra souligner quelques travaux plus particuliers. — Et d'abord, pour la Sardaigne, notons le court mais substantiel travail de M. Franco BORLANDI, touchant les relations de l'île avec la Grande-Bretagne pendant la crise révolutionnaire¹ : les exportations sardes furent, en quelque sorte, interdites par la guerre quasi constante entre la France et l'Angleterre. — Pour les États continentaux sardes, on trouvera, à l'occasion du premier centenaire de la Caisse d'épargne de Turin, une série d'études fort intéressantes, et particulièrement du regretté professeur G. PRATO, exposant les débuts de l'épargne et du crédit au XVIII^e siècle, la catastrophe monétaire de 1793-1800 et la lente reprise à partir de 1814². — Il y aurait lieu de citer également les multiples travaux de M. Antonio FOSSATI. Nous parlerons plus loin d'un d'entre eux à propos de Charles-Albert et de Cavour³. Mais, tout de suite, nous pouvons bien indiquer son petit livre sur la disette de 1816-1817⁴. Cette disette est, si je puis dire, intéressante en soi ; elle l'est parce qu'elle peut être rapprochée de celle qui frappait alors la France. M. Fossati, à propos de la crise, s'est efforcé de caractériser toute la vie économique piémontaise dans ses traits les plus typiques et de rechercher les causes de la crise — causes multiples, parmi lesquelles rentrent le traité de 1815, bousculant tout le trafic franco-sarde, le marasme de l'industrie, gênée par le régime corporatif, la régression de l'agriculture, jugulée par la politique douanière. Plus importante, par l'objet, sinon par le volume, l'étude du même auteur sur les budgets piémontais de 1817 à 1831 : sur une population de 3,750,000 habitants — non compris la Sardaigne — pesaient de 79 à 80 millions d'impôts ; mais le rendement, c'est-à-dire le poids des impôts, variait sensiblement selon les régions⁵. Les condi-

1. *Relazioni politico-economiche fra Inghilterra e Sardegna durante la Rivoluzione e l'Impero*. Extrait de *Rivista storica italiana*. Pinerolo, Unione tipografica pinerolese, 1933, in-8°, 75 p.

2. *La cassa di risparmio di Torino nel suo primo centenario, 4 luglio 1827-4 luglio 1927*. Torino, Bolla, 1927, in-4°, XLVII-629 p. et tableaux. Préface du président Alberto Geisser.

3. Voir plus bas, p. 333.

4. *Documenti di storia economica piemontese. Origini e sviluppi della carestia del 1816-1817 negli stati sardi di Terra ferma*. Torino, Giappichelli, 1929, in-8°, xvi-133 p. ; prix : 15 l.

5. *Bilanci, tributi, redditi e valori negli stati sardi di Terraferma, della restaurazione all'avvento di Carlo-Alberto*. Extrait de *Rivista internazionale di scienze sociali e discipline ausiliarie*. Milano, Vita e Pensiero, 1930, in-8°, 56 p.

tions économiques où se trouvait le Piémont vont se transformer quelque peu avec l'avènement au trône de Charles-Albert¹. Le roi porte beaucoup d'intérêt aux problèmes de cette nature ; de l'extérieur, l'influence coddénienne se fait sentir ; des savants examinent les questions essentielles qui se posent en matière de politique douanière, de subsistances, de commerce. Au prohibitionnisme traditionnel se substitue, à partir de 1834, une politique moins stricte ; le tarif général de 1840 est révisé ; en 1846, un rapprochement commercial est esquissé du côté de la France ; les taxes sur la circulation des grains sont temporairement abolies. Malheureusement, ces initiatives vont se heurter à la crise de 1847, qui, en Italie, comme en France, mériterait d'être examinée dans ses incidences révolutionnaires. S'il est bien difficile de déterminer la part exacte de Charles-Albert dans ces initiatives, il est certain que celles-ci préparent l'ambiance « libériste », où Cavour, comme on le verra, agira plus tard². — Pour la Lombardie, les contributions de M. S. PUGLIESE s'appliquent au début du XVIII^e siècle³ ; mais elles peuvent servir précisément de point de départ solide pour une étude d'ensemble des procédés autrichiens de gouvernement économique. — Pour la fin du même siècle, le grand savant qu'est M. le sénateur Luigi EINAUDI a publié un texte fort important de Pietro Verri, ses *Bilanci del commercio dello Stato di Milano*⁴. Verri, membre de la « Giunta delle tariffe », en 1764, a été mis à même de se rendre compte des conditions économiques où se trouvait alors la Lombardie. La situation de ce pays était alors assez avantageuse, avec l'exportation de la soie grège, des grains, du lin, du beurre et des fromages. — Sur la Lombardie de 1814 à 1848 — deuxième état de despotisme, mais cette fois *mal éclairé* — M. Kent Robert GREENFIELD fournit d'utiles données⁵ : il est certain que des progrès considérables ont été réalisés en matière agricole, industrielle et commerciale ; il est regrettable que l'auteur ne précise pas mieux qu'il ne le fait les rapports des classes lombardes les unes avec les autres et qu'il ne donne que des renseignements discursifs sur les banques et les moyens de communication. En tout cas, le développement de la bourgeoisie est indéniable, et, en liaison avec ce développement, on note un progrès considérable des idées libérales qui s'avère dans un programme unitaire et libéral progressivement affirmé dans les journaux, les revues et les divers écrits du temps. — Il y a lieu également d'employer les

1. *Saggi di politica economica Carlo-Albertina*. Biblioteca della società subalpina, CXVIII. Torino, Gabetta, 1930, in-8°, 236 p. ; prix : 20 l.

2. Voir plus loin, p. 377 et suiv. — Sur le « libérisme » de Charles-Albert, cf. M. A. FOSSATI, *Osservazioni sulla abolizione delle « Tasse » e « Banalità coattive » in Torino ai tempi di Carlo-Alberto*. Extrait de la *Rivista mensile municipale « Torino »*, janvier 1931, in-4°, p. 32-42.

3. *Condizioni economiche e finanziaria della Lombardia nella prima metà del secolo XVIII*, dans *Miscellanea di storia italiana*, 3^e série, t. XXI, 1924, in-4°, 495 p.

4. Piccola collezione di scritti inediti o rari dei economisti. Torino, *La riforma sociale*, 1932, in-4°, 119 p. ; prix : 16 l.

5. *Economics and liberalism in the Risorgimento. A study of nationalism in Lombardy, 1814-1848*. Baltimore, The John Hopkins Press, 1934, in-8°, xiv-365 p. ; prix : 3 \$.

études groupées dans un livre jubilaire consacré à la Caisse d'épargne des provinces lombardes¹ : M. R. CIANA y étudie l'évolution économique du pays jusqu'en 1859, et M. G. LUZZATTO jusqu'en 1922 ; les contributions de MM. S. PUGLIESE, C. GINI, M. BOLDRINI sont également intéressantes, et l'on discerne grâce à elles comment les Lombards ont été utiles non seulement à leur province d'origine, mais à l'Italie tout entière. — Pour le sud de l'Italie, il y a de bonnes choses dans l'ouvrage de M. Giovanni CARANO-DONVITTO² : mais cet auteur a traité surtout des problèmes fiscaux ; du moins, à cette occasion, a-t-il pu montrer que les impôts généraux et locaux ont durement écrasé toutes les provinces du Midi, avant et après l'unité, et qu'une réforme profonde de cette fiscalité rentre dans les données générales de la « question méridionale ».

Pour la période de l'histoire du *Risorgimento* qui correspond à l'unification et à ses suites, j'aurai, en abordant les principales subdivisions de cette période, d'autres ouvrages à signaler. Je tiens à cette place à signaler encore quelques travaux d'intérêt général. Et, d'abord, parmi de si nombreuses productions de sa féconde plume, un livre de M. Roberto MICHELS, traitant de l'histoire des doctrines économiques³, nous apporte, en dehors de vues générales sur le mercantilisme, des renseignements sur le développement de la science économique italienne, avec Galiani, Verri, Carli, etc., sur l'influence exercée par cette science sur le mouvement scientifique général. On trouve également dans ce livre une étude sur l'utopisme de Campanella et une trentaine de pages sur la contribution des étrangers à l'histoire de l'économie italienne. Comme toujours, ce livre de M. Michels est d'une information bibliographique inouïe. — D'intérêt général aussi s'avèrent les *Studi sulla popolazione italiana in pace e in guerra* de M. Francesco COLETTI⁴ : n'oublions pas, en effet, ces données fondamentales, au point de vue démographique, de l'évolution du royaume, qui comptait, en 1862, en gros, 25 millions, et, en 1917, 36,800,000 habitants. — Il est impossible de résumer l'immense répertoire des faits que M. Epicarmo CORBINO est en train de publier⁵. La méthode m'en paraît parfaitement recommandable : l'évolution économique de l'Italie depuis l'unification est retracée non pas d'une façon abstraite, mais en liaison avec les faits d'ordre politique, l'auteur ayant le souci de rechercher les rapports de cause à effet entre les deux ordres de phénomène. Il va de soi que le débit de cette évolution en décades n'a pas de va-

1. *La cassa di risparmio delle provincie lombarde nella evoluzione economica della regione*. Milano, Alfieri et Lacroix, 1923, in-4°, VIII-571 p. et tableaux.

2. *L'economia meridionale prima e dopo il Risorgimento*. Collezione di studi meridionali. Firenze, Vallecchi, 1928, in-8°, 530 p. ; prix : 30 l.

3. *Introduzione alla storia delle dottrine economiche e politiche*. Istituto nazionale fascista di cultura. Studi giuridici e storici. Bologna, Zanichelli, 1932, in-18, XIII-310 p. ; prix : 15 l.

4. Bari, Laterza, 1923, in-8°, VII-232 p. ; prix : 9 l. 50.

5. *Annali dell'economia italiana*. Città di Castello, Soc. Leonardo da Vinci (1931-1934), 4 vol. in-8°, XV-331, XI-393, XI-464, X-409 p. ; prix : 44, 46, 50 et 40 l.

leur scientifique en soi et n'offre qu'une commodité en quelque sorte pédagogique. La base initiale s'en trouve dans l'opposition d'intérêts — parce qu'il y avait opposition dans la constitution sociale et les formes économiques — entre le Nord et le Midi : le processus de transformation n'a donc pas pu être le même dans les deux régions, encore qu'on n'ait point adopté — le pouvait-on ? — le plan d'unification de Minghetti, envisageant un régime fortement régionaliste. Mais l'application du régime piémontais à l'ensemble de la péninsule, avec son dur système fiscal, était incapable de panser les maux du Midi, d'y promouvoir du coup les progrès nécessaires, et, de fait, la réaction immédiate fut le brigandage intensifié dans tout le Sud. Pour M. Corbino, la Droite n'a pas compris tout le problème, et, sa seule excuse, ce sont les immenses difficultés auxquelles elle se trouvait acculée. Au reste, ces difficultés, d'ordre principalement politique, finirent par être résolues, et le gouvernement put s'appliquer à une étude plus humaine des problèmes sociaux et économiques du *Mezzogiorno*, et, à partir de 1871, il s'est vérifié un progrès régulier dans le rendement national. A ses débuts, l'économie italienne reste essentiellement agricole : de là, l'importance de l'enquête proposée par Bertani, réalisée par Jacini en 1879 ; mais c'est surtout dans l'industrie que se vérifient des progrès, fort rapides, déjà évidents lors de l'Exposition nationale de Milan de 1881. Seulement, deux questions préoccupent avant tout le pouvoir : l'équilibre budgétaire, les revendications ouvrières, de plus en plus pressantes à mesure que l'organisation industrielle se fait davantage capitaliste. Et c'est ainsi qu'avec le quatrième volume de M. Corbino nous atteignons les événements de 1898, où se révélèrent les audaces du syndicalisme organisé et les violences de l'autoritarisme gouvernemental. M. Corbino n'a pas dépassé, dans ses *Annali*, l'année 1900 : nous en attendons avec impatience la suite.

Sur l'économie de guerre en Italie, sur les conséquences de la guerre en Italie, l'économie fasciste, la production est immense. Pour la guerre elle-même, envisagée sur le plan économique et social, je renvoie au bel ouvrage de M. le sénateur Luigi EINAUDI¹ et à la belle étude régionalement limitée du regretté G. PRATO². — Je ne veux retenir que deux ouvrages publiés en France. Le premier est celui de M. Michel NISTZAKIS³. Cet auteur fournit d'utiles données sur la question démographique, considérée dans ses deux aspects fondamentaux en Italie, la natalité et l'émigration ; il indique les conditions générales de la production et saisit à ce sujet l'occasion d'exposer la théorie fasciste du productivisme national ; il analyse les données du commerce extérieur et de la balance des comptes de 1913 à 1929,

1. *La condotta economica e gli effetti sociali della guerra italiana*. Storia economica e sociale della guerra mondiale. Bari, Laterza, 1933, xxxi-444 p.

2. *Il Piemonte e gli effetti della guerra sulla vita economica e sociale*. Storia economica e sociale della guerra mondiale. Bari, Laterza, 1925, in-8°, xv-241 p.

3. *Les grands problèmes italiens. L'économie, les finances et les dettes*. Nouvelle bibliothèque économique. Paris, Alcan, 1931, in-8°, xvi-442 p. ; prix : 80 fr.

puis la situation budgétaire, en montrant les divers procédés de colmatage institués par le gouvernement fasciste, mais il est bien amené à estimer que, malgré de multiples efforts, ce gouvernement est resté en présence de grandes difficultés : la productivité s'est ralentie, en particulier, par fait d'une fiscalité excessive. — Le second ouvrage est aussi solide que le premier. Il est dû à un ingénieur bien au courant des problèmes économiques et a pour objet d'expliquer les conditions où s'est établi et où fonctionne le système syndicalo-corporatiste italien. M. L. ROSENSTOCK-FRANCK ne s'est pas contenté d'analyser ces textes, il s'est efforcé de constater les réalités, tant politiques qu'économiques, et il conclut qu'il s'en faut que l'idéal de M. Mussolini soit atteint, à savoir « le bien-être de tous les Italiens¹ ». — On me permettra de rapprocher de ces deux ouvrages celui que je viens de consacrer à *L'État corporatif en Italie*² : j'ai essayé d'y faire, avec le plus d'objectivité possible, l'histoire du syndicalisme italien avant le fascisme et des créations fascistes en matière syndicale et corporatiste. Comme dans mon petit livre sur *La formation de l'unité italienne*, j'ai indiqué les continuités, sans nier les instants de crise, et le rôle des masses ou des groupes, sans nier la fonction des individus.

RÉGIONS. — Dans les ouvrages consacrés à l'histoire politique régionale, et auxquels j'arrive maintenant, quelques-uns des aspects des problèmes économiques et sociaux ont été abordés. N'oublions pas, en effet, les différenciations de toute espèce qui ont marqué l'histoire des divers pays intégrés dans le royaume unitaire : l'Italie du Nord, profondément modelée par la monarchie sarde et largement touchée par l'influence française ; l'Italie du Sud, plus totalement ruinée que les autres régions de la péninsule, en dépit du redressement relatif du XVIII^e siècle, par le régime espagnol, et, entre ces deux Italies, le groupe des petits États et des provinces pontificales travaillées entre des forces opposées de traditionalisme et de progrès.

A des pays qui ont cessé d'être italiens³ ont été consacrés des ouvrages

1. *L'économie corporative fasciste en doctrine et en fait. Ses origines historiques et son évolution.* Collection des *Réformes politiques et sociales*. Paris, Gamber, 1934, in-8°, 432 p. ; sans indication de prix.

2. Collection *Histoire du travail et de la vie économique*. Paris, « Éditions Montaigne », 1935, in-18, 252 p. ; prix : 15 fr.

3. La Corse a cessé de l'être dès 1766. On sait l'intérêt scientifique que lui portent de nombreux Italiens, témoin les deux revues italiennes qui sont consacrées à l'île : *Corsica* et *l'Archivio storico per la Corsica*. M. E. Michel, érudit italien bien connu, prépare un grand travail sur les émigrés d'Italie réfugiés en Corse, et de ce travail il a fait déjà paraître plusieurs pages détachées dans diverses revues, dont les précitées. *Esuli e cospiratori italiani in Corsica* (*Arch. stor. di Corsica*, 1925, 1926, 1928, 1929). — M. A. Solmi a exposé des vues spéculatives sur la Corse dans un article de *l'Archivio* : *La Corsica, studio storico*, extr. Milano, Soc. Tyrrhenia, 1925, in-8°, 37 p. — Sur la Corse à l'époque de la Révolution, voir Hans W. HARTMANN, *Korsika zur Zeit der französischen Revolution, 1789-1794*. Leipzig, Simmel, 1930, in-8°, 269 p., 2 cartes ; sans indication de prix. Cette étude, solide, objective, donne une bonne description

utiles. M. Henri MENABREA a publié une *Histoire de la Savoie*¹, dont la cinquième partie rentre dans l'objet de ce *Bulletin*. Sans étalage d'érudition, assez correctement, en dépit d'opinions fortement exprimées sur certaines tendances, l'auteur raconte les prodromes de la Révolution française en Savoie, avec les réformes de Victor-Amédée III, le mouvement des idées dans le pays — un chapitre entier est consacré à Joseph de Maistre — puis étudie successivement la Savoie française, les États sardes pendant la Restauration et lors du *Risorgimento*. M. Menabrea souligne, d'ailleurs justement, comment la Savoie, en s'opposant au grand mouvement unificateur, déterminait son destin ultérieur. L'auteur s'est efforcé d'analyser l'état politique et social du pays lors de l'annexion de 1860, dont il suit les péripéties. — M. Robert LATOUCHE est plus calme dans son récit des vicissitudes, analogues à celles de la Savoie, du comté de Nice². Il n'est pas sans intérêt de noter que, de même que le Piémont a été occupé, plus d'une fois, par la France sous l'ancien régime, de même il y a eu, avant la Révolution, deux occupations du comté de Nice par les troupes françaises. Comment le général Anselme a organisé, en septembre 1792, une incursion dans le pays, ce qu'ont été les assemblées primaires, qui, à l'exception de trois, votèrent la réunion à la France, comment se sont comportés les représentants de la France, jusqu'en 1799, puis, après la courte réoccupation par les Sardes, jusqu'aux traités de 1814 et 1815, M. Latouche l'explique avec précision. Il expose également les transformations de l'opinion publique niçarde sous la Restauration : cette opinion est en grande partie mue par des préoccupations d'ordre économique, et les événements vont la conduire, dans sa grande masse, vers la solution française, avalisée par le traité de Turin du 24 mars 1860. Les chiffres du scrutin plébiscitaire de 1860 sont éloquentes : 30,706 inscrits, 25,933 votants ; 25,743 *oui* pour la France, 160 *non*, 30 bulletins nuls. — L'adhésion à la France a certainement été facilitée par la nature de la langue employée à Nice : le français y a été normalement en usage, malgré les efforts du gouvernement turinois et, en particulier, du représentant de ce gouvernement, l'inspecteur Ramella, en 1850-1851. C'est ce que démontre M. Louis CAPPATTI dans une intéressante brochure³.

L'Italie est riche en archives privées. C'est à l'une de celles-ci que sont empruntés les matériaux d'une importante publication de M. Aldobrando

de la Corse après l'annexion et nous renseigne principalement sur l'expédition de Sardaigne, le rôle de Paoli et la lutte des autonomistes contre la France. — Sur Monaco, voir la grande monographie récente de M. L.-H. LABANDE, *Histoire de la principauté de Monaco*. Paris, Picard, 1934, in-8°, 513 p.

1. Paris, Grasset, 1933, in-8°, 393 p.

2. *Histoire du comté de Nice*. Collection *Les vieilles provinces de France*. Paris? [1932], in-18, 263 p. ; prix : 18 fr.

3. *Le français langue officielle à Nice sous la restauration sarde*. Nice, Nissart, 1932, in-8°, 11 p.

MALVEZZI pour la Lombardie¹. Les 478 lettres qui nous sont ainsi offertes concernent la famille du marquis Lorenzo Trotti Bentivoglio, qui a été le père du marquis Antonio Bentivoglio, de Constance Arconati et de Marguerite Provana di Collegno : ces noms indiquent la nature et l'accent de cette correspondance. Si le premier marquis est le type de ces aristocrates lombards, d'esprit indépendant, vivant dans un égoïsme charmant, comme il y en a eu tant sous l'ancien régime, son fils, encore un peu indolent, sert la cause du *Risorgimento* : il est lié avec Berchet, Borsieri, les victimes du Spielberg ; ses sœurs ont épousé de véritables patriotes. Collegno, qui a été un instant professeur à la Faculté des sciences de Bordeaux², ami de Capponi et de Manzoni, conseiller écouté de D'Azeglio, très lié avec Dabormida, La Marmora, a fait un mariage d'amour, et Marguerite s'est associée à toutes ses démarches, tandis que Constance Arconati devenait la grande consolatrice des exilés italiens de France, de Belgique et d'Allemagne. Les renseignements qu'on peut glaner dans ces documents sont très nombreux et touchent l'histoire générale comme l'histoire italienne. Peut-être est-ce la période de 1848-1849 pour laquelle ils sont les plus curieux. Il n'est pas sans intérêt de noter que la plupart de ces lettres sont écrites en français et dans un français fort allant. — C'est d'autres patriotes de la meilleure société lombarde, les Arrivabene et les Finzi, principalement, qu'il est question dans la publication de M. A. REZZAGHI sur le Mantouan en 1848³. L'effort des Mantouans a été triple : une tentative d'insurrection dans la ville elle-même, du 18 au 31 mars, vite dominée par l'armée autrichienne du général Gorzkowski ; hors la ville, l'organisation d'un gouvernement provisoire, en liaison avec celui de Milan, à Bozzolo, éliminé après l'échec définitif du mouvement milanais et la réoccupation du pays mantouan par les Autrichiens ; enfin, la participation de nombreux Mantouans aux batailles des campagnes nationales de 1848-1849, en particulier dans les légions de Garibaldi, Medici et Manara. M. Rezzaghi a exploré un grand nombre de documents et dressé la liste des Mantouans qui se sont engagés dans les corps francs des années héroïques et lamentables.

Au Frioul, M. Pier-Silverio LEICHT a consacré une notice sobre⁴. — C'est un très beau livre que la *Storia di Trieste* de M. Attilio TAMARO⁵. C'est le second volume de cette œuvre qui nous intéresse, car il concerne l'histoire triestine depuis le XVI^e siècle. On y voit la ville de Trieste essayer de briser le cercle administratif qui l'étouffe, de posséder un port franc qui lui per-

1. *Il risorgimento italiano in un carteggio di patrioti lombardi*. Collection Villari. Milano, Hoepli, in-18, xlv-577 p., illustr. ; prix : 25 l.

2. Son dossier, fort mince, est aux Archives nationales, sous-série P¹⁷.

3. *Quarantotto mantovano*. Reale Accademia e Virgiliana di Mantova. Atti e Memorie. Nouv. série, t. XXIII. Mantova, 1933, in-8°, p. 3 à 260.

4. *Breve storia del Friuli*. Saggi friulani, n° 2. Udine, Carducci, 1923, in-16, x-183 p. ; prix : 5 l. 50.

5. Roma, Alberto Stock, 1924, 2 vol. in-8°, xxvii-430 et 678 p., nombreuses illustrations ; prix : 110 l.

mette d'organiser largement son commerce. Intégrée dans le système napoléonien, Trieste ne sera pas plus heureuse, semble-t-il : M. Tamaro aurait pu, toutefois, à cet égard, consulter les archives françaises. A partir de 1815 et surtout de 1848, elle devient l'une des cités *irredente*, beaucoup de ses enfants s'engagent dans les armées nationales, en 1848-1849, en 1860, en 1866, au corps garibaldien de 1867. Un remarque intéressante à faire : parmi les patriotes triestins, il y en a beaucoup dont les noms sont à désinences slaves, et, cependant, M. Tamaro ne rend pas toujours justice aux Slaves ! L'exécution d'Oberdan, le 20 février 1882, maintient dans Trieste un vif sentiment d'*italianità*. Ce sentiment s'avive pendant la cruelle attente de 1914 à 1918, et c'est enfin la libération.

Pour l'Italie moyenne, on notera la publication par un spécialiste de l'histoire modenaise, M. Giovanni CANEVAZZI, des *Mémoires* de Francesco Cialdini¹. Né en 1790, Cialdini a participé au mouvement révolutionnaire de 1831, s'est enfui, a vécu à Bologne et en France — il nous retrace quelques épisodes de la vie lamentable des émigrés — et, vers 1836, a écrit ses souvenirs : il y fait une assez large part à l'histoire du duché après la chute de Napoléon I^{er}, sur le règne de François IV, expose les persécutions instituées contre la loge de *Adelfi*, persécutions d'où devait sortir l'assassinat du directeur de la police modenaise, et il analyse les causes immédiates du mouvement de 1831. Celui-ci se lie très nettement à la révolution parisienne de juillet 1830 : Misley et Menotti ont été joués par le sinistre duc, plus machiavélique que Charles-Albert dix ans plus tôt, lors de la révolution piémontaise, et d'une cruauté infernale. De fait, la répression du mouvement, finalement confiée au prince de Canosa, sera terrible, avec un déploiement inouï de mouchards, de prêtres renonçant au secret de la confession, de faux témoins parlant sous la menace de pires violences. M. Canevazzi a fait précéder d'une importante introduction et a complété par de nombreuses notes un texte véritablement révélateur des mœurs gouvernementales d'un tyran italien dans le premier tiers du XIX^e siècle. — Le livre posthume de M. L. CAMBINI sur le journal *L'Indicatore livornese* nous renseigne sur l'existence d'une partie de la Toscane à peu près au même moment². Livourne est un port actif, avec une population considérable (68,000 habitants) ; les libéraux y sont nombreux, particulièrement parmi les Israélites, tous dominés par l'animateur Guerrazzi. C'est dans cette ambiance qu'est fondé le journal, dont les fins sont multiples. L'une d'elles est caractéristique des tendances de ceux qui l'animent : il faut développer l'enseignement, particulièrement par la méthode de l'enseignement mutuel. Mazzini, qui y collabore, y traite des questions littéraires, de la légende de Faust, de l'*Orazione* de Foscolo. Mais il y

1. *Memorie di Francesco Cialdini*. Biblioteca storica del Risorgimento. Milano-Napoli, Albrighi, Segati et C., 1924, in-18, xi-163 p. ; prix : 6 l.

2. Biblioteca del Risorgimento. Milano-Napoli, Albrighi, Segati et C., 1925, in-18, xxvii-127 p. ; prix : 8 l.

a aussi dans l'*Indicatore livornese* beaucoup de renseignements d'ordre économique : c'est une preuve que la bourgeoisie italienne tient, en même temps qu'à la liberté politique, à l'expansion de ses activités matérielles.

Par la Romagne, on atteint les États pontificaux, mais Bologne est tout de même orientée vers le nord de l'Italie. Un certain nombre d'historiens italiens se sont réunis pour exposer les principaux aspects de la vie intellectuelle bolonaise depuis le xvi^e siècle et le rôle historique de « Bologna la grassa » au cours du xix^e siècle¹. C'est à M. G. NATALI qu'est revenu le soin de rappeler les principaux faits de cette histoire bolonaise de 1796 à 1849², et M. A. DALLOLIO a inséré dans cet intéressant volume des souvenirs en partie personnels sur les événements de 1859³. — Pour Rome même, et, d'une façon générale, pour les États pontificaux, M. Fernand HAYWARD donne des indications amusantes dans deux volumes, qui conduisent l'histoire des papes depuis le conclave de 1769 à l'entrée des Italiens dans la Ville Éternelle le 20 septembre 1870⁴. Cette histoire, faite ici surtout d'anecdotes, de descriptions, de renseignements sur les masses populaires, se lit avec agrément, et les opinions de l'auteur ne le gênent point trop pour exposer et apprécier les faits et gestes de l'Italie unitaire. D'amusantes pasquinades sont reproduites, comme celle-ci, due à Giraud et Belli, interprétant le fameux signe S. P. Q. R. par les mots : « Soli preti qui rreggneno », « seuls les prêtres règnent ici ». L'antilibéralisme de Grégoire XVI annonce celui de Pie IX, qui n'a été libéral qu'à peine deux années.

L'Italie du Sud est beaucoup plus largement représentée que les autres régions de la péninsule. Tout d'abord, nous avons les livres de M. Benedetto CROCE, admirablement fécond, d'une érudition immense, et toujours vigoureusement intelligent. La splendide esquisse de la *Storia del regno di Napoli*⁵ prend le royaume à l'installation des Normands et en suit les destinées jusqu'à sa fin, en 1860. L'auteur montre comment les erreurs administratives du gouvernement espagnol conduisirent les Napolitains à rechercher des réformes devenues indispensables à la fin du xviii^e siècle, puis à tenter une révolution. Il ne faut pas oublier que les Jacobins de Naples sont les premiers Jacobins de l'Italie. Ils soutiendront l'avènement de la République parthénopéenne comme le règne de Joseph Bonaparte ; la dynastie déchuë sera soutenue par les plèbes ignorantes et, après sa restauration, essaiera d'instituer un État fermé, indépendant, tranquille, hors le monde et presque hors l'Italie. Mais 1848 démontre l'impossibilité de ce système, qui va crouler définitivement en

1. *Bologna nelle storia d'Italia*. Bologna, Zanichelli, 1933, in-8°, 239 p. ; prix : 10 l.

2. *La funzione storica di Bologna nel Risorgimento, 1794-1849*.

3. *Bologna nel 1859*. Tirage à part. Bologna, Zanichelli, 1933, in-8°, 81 p. ; prix : 5 l. — Depuis, ce bon historien est mort.

4. *Les derniers siècles de la Rome pontificale*. Paris, Payot, 2 vol. in-18, 1927 et 1928, 240 et 315 p., illustr. ; prix : 15 et 20 fr.

5. *Scritti di storia letteraria e politica, XIX*. Bari, Laterza, 1925, in-8°, xi-410 p. ; prix : 28 l.

1860. — La *Storia* est complétée par un ouvrage constitué d'études diverses, dont une bonne partie a trait à l'histoire napolitaine¹. De fait, s'il y est question de thèmes très généraux, comme la culture germanique à l'époque du *Risorgimento* ou l'élément italien dans la société européenne du XVIII^e siècle, on y trouve, avant tout, de remarquables monographies sur le grand réformateur Tannucci, le successeur et ami de Tannucci, Caracciolo, le prince de Canosa, ministre de la Police en 1816, clérical violent, désireux d'exterminer carbonarisme et franc-maçonnerie, la pieuse princesse Marie-Christine de Savoie, demandée par Louis-Philippe pour le duc d'Orléans, et qui épousera le futur Ferdinand II. L'histoire littéraire est représentée dans ce volume par des notes sur M^{me} de Staël et ses relations avec la reine Marie-Caroline ; sur Joseph de Maistre et ses rapports avec le duc de Serracapriola ; sur Alexandre Dumas, chroniqueur du garibaldisme ; de même l'histoire religieuse, avec une fine analyse des idées et des actes de l'archevêque de Tarente Capececiattolo, correspondant de l'abbé Grégoire, favorable à la démocratisation républicaine, tenté, par faiblesse, de se rapprocher du terrible cardinal Ruffo, puis, par faiblesse encore, de soutenir le roi Joseph. L'analyse est fine, également, des sentiments romantiques qui animaient quelques-unes des personnes entourant les monarques déchus de Naples dans leur exil romain, et des derniers patriciens napolitains fidèles à la dynastie tombée.

Le grand philosophe qu'est M. Croce se fait excellent historien dans les ouvrages que j'indique. Des historiens s'efforçant d'être des philosophes, tels m'apparaissent MM. Guido DORSO et Attilio SIMIONI. Le premier fait l'étude des divers partis politiques italiens par rapport aux problèmes méridionaux et démontre que l'Italie n'a pu vivre que grâce à l'habileté de ses premiers ministres² : mais le giolittisme n'a été qu'une forme de conservatisme contre quoi se sont dressés le communisme et le fascisme, et l'on sent bien où l'évolution nécessaire conduit l'Italie. — Le livre de M. Simioni a un caractère beaucoup plus historique et s'appuie sur une méthode extrêmement solide³. Après avoir analysé les caractères généraux de la société napolitaine au XVIII^e siècle et l'œuvre de grands réformateurs et penseurs, M. Simioni expose comment il se forme à Naples une sorte d'esprit jacobin, qui s'intègre dans la franc-maçonnerie. A celle-ci appartiennent des patriciens comme le prince de Sansevero et des prêtres comme l'abbé Antonio Jero-cades. Dans un pareil milieu, la contagion française est dangereuse, et le gouvernement napolitain, sortant de sa torpeur, songe à poursuivre tous les novateurs. Mais l'incident Ludolf-Sémonville à Constantinople détermine

1. *Uomini e cose della vecchia Italia*. Scritti di storia letteraria e politica, XXI. Bari, Laterza, 1927, in-8°, 422 p. ; prix : 50 fr.

2. *La rivoluzione meridionale. Saggio storico-politico sulla lotta politica in Italia*. Torino, Gobetti, 1925, in-8°, 242 p. ; prix : 10 l.

3. *Le origini del Risorgimento politico nell' Italia meridionale*. Biblioteca storica Principato. Messina-Roma, Principato 1925, in-8°, VII-535 p. ; prix : 40 l.

l'expédition de Latouche-Tréville à Naples en décembre 1792. L'arrivée de la flotte française confirme dans leur foi et dans leurs audaces les jacobins calabrais et napolitains ; les loges se transforment en clubs démocratiques : l'évolution se précipite, qui amènera, en 1799, la création de la République parthénopéenne.

Moins importantes que le livre de M. Simioni, quelques contributions monographiques valent encore d'être notées. Mme Irma ARCUNO a étudié les rapports entre Naples et le Saint-Siège en 1846-1850¹. Ferdinand II ne goûtait guère les tendances libérales de Pie IX au début de son règne, pas plus que le cardinal Gizzi, son conseiller ecclésiastique, et cela se conçoit, car le roi des Deux-Siciles n'ignorait point qu'entre les révolutionnaires du nord, du centre et du sud de l'Italie il y avait liaison et communication et que leurs projets étaient servis par les audaces pontificales. Mais ces audaces ne durèrent pas : Pie IX évolue assez vite, au point de partager les sentiments de Ferdinand II. Si, pendant que Mamiani est aux affaires, il y a encore des réserves à Rome vis-à-vis de Naples, elles tombent avec Rossi au pouvoir, et, quand la révolution éclate à Rome, Pie IX se réfugie à Gaète auprès du chef le plus caractéristique de la réaction cléricale et antilibérale : quand le pape quitte Portici, le 6 avril 1850, ce n'est plus un fugitif qui regagne sa patrie, c'est le pontife qui rejoint son trône. — M. Alessandro CUTOLO a étudié le fonctionnement du Conseil municipal, qui, sous le nom de *Decurionato*, a fonctionné de 1807 à 1861². Cette institution « josphiste » a succédé au *Tribunale degli eletti* (1500-1795), à la municipalité révolutionnaire établie par Championnet, à la *Regia deputazione provvisoria di città* et au *Regio senato*, et, des cinquante-huit registres des procès-verbaux du *Decurionato*, M. Cutolo a tiré des textes parfois intéressants, en particulier pour les incidents révolutionnaires de 1820-1822, pour le choléra de 1837, pour la révolution de 1848, pour la tentative de régicide d'Agésilas Milano de 1856, pour les événements de 1859-1861 ; en revanche, il n'est pas facile de faire, avec l'introduction, les extraits, les résumés et les notes de M. Cutolo, une véritable histoire de l'administration de Naples au XIX^e siècle. — En écrivant la chronique militaire de Tarente, M. G. S. SPEZIAL a été amené à indiquer que cette place a joué un rôle important surtout par suite de l'occupation française en 1801³. C'est sur cette ville, en particulier, qu'ont été fondées la plupart des opérations organisées contre les brigands méridionaux, qu'on songea à fonder les expéditions contre Corfou et la Sicile. C'est à Tarente que mourut Choderlos de Laclos, général de l'armée de Naples, dont la tombe sera violée lors du retour des Bourbons. Ce retour marque le début d'une

1. *Il regno delle Due Sicilie nei rapporti con lo Stato pontificio, 1846-1850*. Napoli, Ponella, 1933, in-8°, 147 p.

2. *Il decurionato di Napoli, 1807-1861*. Documenti e monografie di storia comunale napoletana, II. Napoli, A cura del Comune, 1933, in-4°, 197 p.

3. *Storia militare di Taranto negli ultimi cinque secoli*. Biblioteca di cultura moderna, 1930. Bari, Laterza, 1930, in-18, 395 p. ; prix : 22 l.

période morose dans l'histoire de Tarente ; mais, dès qu'il fut décidé, à la suite d'une inspection de l'amiral de Saint-Bon, d'installer une base navale à Tarente, la vie du port se transforma. M. Spezial indique comment on a pu utiliser cette base pendant la guerre de Libye et la guerre mondiale. Son travail, très sincère, illustré de plans — il aurait fallu une carte complémentaire de la région — et complété par des appendices, constitue un bon travail d'histoire locale.

BIOGRAPHIES. — J'aurai, à coup sûr, laissé passer beaucoup de travaux d'histoire régionale sans m'y arrêter : le « campanilisme » est un des phénomènes les plus constants de l'histoire italienne, et il engendre la dissémination des travaux historiques. De la même façon, l'individualisme, qui en constitue un autre phénomène frappant, suscite une infinité d'écrits qui valent souvent mieux par l'intention que par l'objectivité scientifique. L'unification fasciste aura-t-elle raison de ces deux tendances sur le plan moral et intellectuel, et, par voie de conséquence, dans le domaine de l'historiographie ? C'est ce que l'avenir nous apprendra.

J'ai pu citer, à propos des antécédents du *Risorgimento*, quelques-unes des monographies qui se sont attachées aux penseurs et aux réformateurs du XVIII^e siècle. Faisant transition après cette période de recherches et de tâtonnements, voici Vincenzo Cuoco. M. Nino CORTESE a publié de Cuoco une très bonne édition de l'*Essai* classique¹. Entraîné dans le « tourbillon » de la révolution napolitaine de 1799 et en étant sorti sans dommage, Cuoco a essayé de comprendre l'événement et a voulu se l'expliquer : de là, ce livre, écrit au retour de l'exil en France, et où Cuoco conclut que la liberté de l'Italie sera l'œuvre des Italiens eux-mêmes. — Ce commentaire de M. Cortese rejoint les considérations de M. Felice BATTAGLIA sur le même Cuoco². M. Battaglia n'écrit que la biographie de Cuoco ; il analyse ses œuvres, montrant, en particulier, dans les *Frammenti di lettere diritte a Vincenzo Russo*, etc., une vigoureuse critique de l'abstractionnisme à la française des purs Jacobins de Naples ; dans l'*Essai*, une théorie réaliste de la révolution ; dans les articles du *Giornale italiano*, une adhésion à la formule réaliste de l'empire napoléonien, par quoi sera forgée la conscience nationale, base indispensable de l'entreprise difficile de l'unité et de la liberté nationales.

Parler de Giuseppe Compagnoni après ce Vincenzo Cuoco est un peu paradoxal. Compagnoni n'a pas l'allure de Cuoco, mais ses *Mémoires*, publiés par M. Angelo OTTOLINI, nous renseignent sur l'existence tourmentée d'un patriote de la même époque³. Né en 1754, prêtre en 1778, écrivain, Compagnoni est chargé en 1785 de diriger la publication des *Memorie enciclopediche*.

1. *Saggio storico sulla rivoluzione napoletana del 1799*. Collana storica. Firenze, Vallecchi, 1926, in-18, xvi-455 p. ; prix : 18 l.

2. *L'opera di Vincenzo Cuoco. Elaborazione dello spirito nazionale in Italia*. Cultura moderna. Firenze, Bemporad, 1925, in-18, 299 p. ; prix : 18 l.

3. *Memorie autobiografiche*. Milano, Treves, 1927, in-18, xvi-338 p. ; prix : 27 l.

diche; il voyage dans toute l'Italie du Nord, écrivant, observant, évoluant de plus en plus vers les idées révolutionnaires. En 1796, il publie le *Mercurio d'Italia*, il devient secrétaire de l'administration centrale organisée à Ferrare par Saliceti, travaille à la formation de la Cispadane, puis de la Cisalpine; professeur dans la première chaire de droit constitutionnel créée en Europe, député au Corps législatif milanais, journaliste actif, il se heurte à l'autoritarisme suspect de Trouvé. Après la crise de 1799-1800, après un séjour en France, le revoici en Italie, au service de la République italienne, puis du royaume, ne cessant d'écrire. Ses mémoires, rédigés sans doute en 1825, nous fournissent d'abondants renseignements sur le journalisme italien et sur l'administration française en Italie; on y voit défiler des personnages nombreux, du cardinal Chiaramonte — futur Pie VII — à Bonaparte, de Villetard à Melzi d'Eril, de Trouvé à Monti, d'Aldini au prince Eugène.

C'est contre la France et bien peu pour l'Italie qu'a travaillé Pasquale Paoli, dont la biographie est entreprise par M. Ersilio MICHEL¹. — L'« autre général corse » — j'ai nommé Napoléon — jouit d'une grande renommée dans l'Italie fasciste: on a plus d'une fois comparé Napoléon à M. Mussolini, qui, de son côté, a parlé plus d'une fois d'années « napoléoniennes » et a personnellement écrit sur l'ère napoléonienne. Mais cette renommée, en bien ou en mal, n'est pas, en réalité, une nouveauté de la péninsule. C'est ce qui ressort du gros livre de M^{me} Maria DELL'ISOLA étudiant *Napoléon dans la poésie italienne à partir de 1821*². 1821, c'est l'année de la mort du « général Bonaparte » à Sainte-Hélène, et le *Cinque maggio* de Manzoni sera écrit pour commémorer la disparition du héros. M^{me} Dell'Isola suit la légende poétique napoléonienne depuis Manzoni jusqu'à Carducci, jusqu'au Duce, reflétant les transformations de l'opinion publique au cours d'un siècle où les Napoléonides ont eu tellement d'action sur les destinées de l'Italie.

Et nous voici, grâce à M^{me} Dell'Isola, au milieu de la cohorte de poètes. Laissons Ugo Foscolo, sur lequel nous reviendrons³. On passera vite sur le livre de M. Domenico PETRINI, consacré à Parini⁴: livre d'esthétique littéraire plus que d'histoire, qui, toutefois, montre que la poésie moralisatrice de Parini exprime bien « la douceur de vivre » de l'époque où il a vécu. — Berchet, né le 23 décembre 1783, sort d'une petite famille de Milan; il a été fonctionnaire du royaume d'Italie, sans être jamais napoléonophile, et, en

1. Voir une courte contribution de M. E. MICHEL, *Pasquale Paoli a Livorno, 1769*. Extrait de *Libarni civitas*, février-mars 1926, 14 p.

2. Paris, Gamber, 1927, in-8°, xi-376 p.; sans indication de prix (Thèse de doctorat d'université). — L'auteur a soin d'indiquer qu'elle ne se préoccupe pas de la littérature dialectale.

3. A propos d'un livre de M. A. Solmi, voir plus bas, p. 366. — Voir cependant Maria NASELLI, *La fortuna del Foscolo nell' ottocento*. Genova, Perrella, 1923, 441 p., avec une bibliographie de M. Ottolini; prix: 35 l.

4. *La poesia e l'arte di Giuseppe Parini*. Biblioteca di cultura moderna, 190. Bari, Laterza, 1930, in-18, 179 p.; prix: 42 l.

1816, devient traducteur pour la correspondance allemande près la Délégation provinciale de Milan. Mais il est entraîné vers le libéralisme, participe à l'activité du *Conciliatore* et a la bonne idée de s'enfuir en France, puis en Angleterre avant que la police ait mis la main sur lui. Les misères de l'exil vont le conduire à la poésie vraie. A Paris, il est en relation avec des amis de Manzoni, Fauriel, Victor Cousin. Il est en correspondance étroite avec les Arconati, qu'il accompagne dans leurs divers voyages en Europe. Rentré en 1848 en Italie, il deviendra député — député réactionnaire — et mourra, vieillard désagréable, le 23 décembre 1851. Mais, formé à l'école de Parini, d'Alfieri, de Monti, connaissant bien les langues étrangères, ayant une sensibilité vive, Berchet a pu laisser une œuvre poétique relativement puissante. Ses *Profughi*, en particulier, donnent une juste idée des sentiments des malheureux exilés. Quant à ses idées politiques, exactement exposées par M. Ettore LI GOTTI, elles ont beaucoup de ressemblance avec celles de Balbo¹; Berchet, en tout cas, s'est converti lentement, en Milanais qu'il était, à la solution savoyarde de la question italienne². — Silvio Pellico, une des victimes de la police lombarde, demeure toujours attachant. Mme Barbara ALLASON lui a consacré un gros livre qui, paradoxalement, est, à la fois, fortement documenté et de type hagiographique³. Les grandes divisions de l'ouvrage l'indiquent assez : l'apôtre, le martyr, le saint. Disons plus simplement que, romantique et *carbonaro*, Pellico, qui n'était pas un organisateur émérite, est facilement tombé dans les rets des défenseurs du régime autrichien, et que ses misères au Spielberg lui ont fait durement expier ses rêves de liberté nationale.

A l'occasion du centenaire des *Promessi sposi* et du cinquantenaire de la mort d'Alessandro Manzoni ont été publiés de nombreux travaux sur cet écrivain. Les textes réunis par MM. Michele SCHERILLO et Giuseppe GALLAVRESI offrent, à coup sûr, beaucoup d'intérêt⁴ : mémoires de la fille de Manzoni, lettres empruntées aux archives de Mme Schiff-Giorgini, aux archives du « Pio Istituto dei figli delle Provvidenza » et à diverses autres sources, ces documents nous font entrer dans l'atmosphère familiale et chrétienne de Manzoni, comprendre le repliement de Manzoni sur lui-même, à la suite de la secousse nerveuse subie à Paris en 1810 ; sur les origines de la conversion du poète, qui a commencé par mener une vie dissipée dans le petit cénacle d'Auteuil, — Mme Condorcet, Destutt de Tracy, Fauriel, — sur l'enlèvement de la première Mme Manzoni par Imboscati et les tristes premières années des enfants de Manzoni, il y a des renseignements fort curieux. Ces documents

1. G. BERCHET, *La letteratura e la politica del Risorgimento nazionale, 1783-1851*. Storici antichi e moderni. Firenze, La Nuova Italia, s. d., [1933], in-8°, 564 p., illustr. ; prix : 28 l.

2. Il existe, dans la sous-série Police F⁷ des Archives nationales, un dossier sur Berchet.

3. *La vita di Silvio Pellico*. Milano, Mondadori, s. d., [1933], in-8°, 477 p., illustr. ; prix : 35 l.

4. *Manzoni intimo*. Milano, Hoepli, 1923, 3 vol. in-18, xviii-228, ix-260, xxiv-217 p. ; prix : 10 l. 50 chacun.

sont, par ailleurs, pleins d'allusions aux événements politiques du temps, mais ceux-ci, en l'espèce, nous intéressent moins que l'âme même de Manzoni. — Les idées, les systèmes généraux de pensée de Manzoni font l'objet d'un très joli livre de M. Paolo ARCARI¹ : l'Italien, qui a participé à la rédaction de la proclamation de Rimini, en 1815, et qui, n'aimant pas Napoléon, a cependant, en 1821, écrit le *Cinque maggio* ; le lettré, qui a su ne pas exagérer ni s'exagérer l'importance de la littérature ; le catholique, qui a mis sa foi au-dessus des contingences, qui a été amené au *credo* par sa propre misère morale, et, dès lors, a pu, comme sénateur, en 1864, voter le transfert de la capitale du royaume de Turin à Florence, sur la route de Rome, et, en 1872, accepter d'être fait citoyen de Rome — tous ces aspects de la vie de Manzoni sont analysés avec finesse par M. Arcari. — M. Giovanni GENTILE, de son côté², souligne que Manzoni est avant tout un poète : son christianisme, c'est la foi d'un homme qui, sans être véritablement un pessimiste, a le sentiment très profond du malheur des hommes. — Pour M. Giuseppe S. MANFREDI, Manzoni n'est pas un janséniste pur³ : c'est un catholique authentique⁴.

A propos de Mazzini, la production est également abondante. A coup sûr, le petit livre de M. Gaetano SALVEMINI, dont une quatrième édition a paru en 1925, reste le guide indispensable⁵. — M^{me} Anna ERRERA a bien écrit une nouvelle biographie⁶, qui n'apporte pas grand'chose de nouveau : l'auteur indique elle-même qu'elle ne publie pas « une œuvre d'érudition, mais une étude d'âme ». Beaucoup de citations, malheureusement sans références, donnent de la vie à son texte. — M^{me} Bice PARETO MAGLIANO publie des lettres et des souvenirs sur Mazzini⁷. Le père de l'auteur était un mazzinien : il a accueilli plusieurs fois chez lui le Maître, qui était adoré de ses enfants et qui écrivait à ceux-ci ; la mère de M^{me} Pareto Magliano était l'amie de la mère de Mazzini, et toutes ces circonstances font que ce petit livre ne manque pas d'intérêt. — La jeunesse de Mazzini est étudiée par M. Arturo CODIGNOLA dans un livre riche de substance⁸. La mère de Mazzini, les amis de ses parents, particulièrement le colonel Patroni et l'avocat

1. *Manzoni*. Milano, Alpes, 1933, in-18, 203 p. ; prix : 6 l.

2. *Dante e Manzoni*. La critica letteraria. Firenze, Vallecchi, 1923, in-18, 173 p. ; prix : 8 l.

3. *Genesi del pensiero religioso di Alessandro Manzoni*. Extrait de *Convivium*, 1932, in-8°, p. 861-914. — En appendice, reconstitution de la bibliothèque de Manzoni en ce qui touche la religion.

4. Quelques notules complémentaires : Giulio SCOTTI, *Chi era l'Innominato? Ricerche storiche con illustrazioni e fac simile*. Milano, Vallardi, in-18, 110 p. ; prix : 4 l. ; à compléter par Mariano d'AMELIO, dans *Corriere della sera*, 23 novembre 1934 ; Antonio STOPPANI et Cristoforo FABRIS, *I primi e gli ultimi anni di A. Manzoni*. Milano, Cogliati, 1923, in-16, 214 p. ; Francesco SALATA, *Il Manzoni e l'Austria*. Extrait de *Nuova Antologia*, 1923, in-8°, 14 p.

5. *Mazzini*. Firenze, La Voce, 1925, in-18, ix-209 p. ; prix : 9 l. 90.

6. *Vita di Mazzini*. Milano, E. S. T., 1932, in-8°, 369 p.

7. *Lettere e ricordi di G. Mazzini*. Torino, Paravia, 1924, xii-92 p. ; prix : 6 l. 50.

8. *La giovinezza di G. Mazzini*. Collana storica. Firenze, Vallecchi, 1926, in-18, 250 p., illustr. ; prix : 14 l.

Breganze, les camarades de Mazzini — Augusto et Jacopo Ruffini, Benza, Campanella — ont collaboré à la formation de son esprit et de son cœur. La lecture de Dante, de Foscolo, de Cuoco, des journaux génois ont alimenté des discussions qui préparaient les décisions et l'action. Carbonaro en 1827, Mazzini fonde, d'autre part, en 1829, une « association de culture ». Cette même année, il est arrêté et enfermé dans la prison de Savone, pour activité révolutionnaire. Mais la *Giovine Italia* se développe tout de même, fait des prosélytes dans l'armée, est l'objet de procès à Gênes, à Chambéry, à Alexandrie. La tentative insurrectionnelle échoue : Jacopo Ruffini se suicide, et Mazzini subit sa grande crise de doute : sa jeunesse est finie. — L'influence de la mère de Mazzini sur son fils a été considérable : M^{me} LEONA RAVENNA le redit dans un livre fervent¹, qui s'ouvre par ces mots du grand proscrit : « Ma mère, avec cet amour profond et clairvoyant qui devine l'avenir, m'avait préparé à rester ferme au milieu de toutes les disgrâces. » Née en 1774, dans une famille aisée de Gênes, Maria Drago épousa, en 1796, le docteur Giacomo Mazzini. Le père n'a guère compris son fils, mais la vie tout entière de Maria Mazzini — elle mourra le 8 août 1852 — a été consacrée « al suo figgiiu ». — La *Giovine Italia* est sortie des déceptions causées par le carbonarisme. Elle allait mener les révolutionnaires italiens à d'autres déceptions. Les premières de celles-ci sont exposées par M. C. VIDAL, racontant la tentative mazzinienne de 1833 dans les États sardes. Ce livre est fait d'après les archives du Quai d'Orsay et celles du Vatican, sans compter les ouvrages de première et de seconde main. Il démontre comment le complot mazzinien fut vite connu par la police sarde et impitoyablement puni. Il en résulta, d'ailleurs, une espèce de tension franco-sarde, encore que Louis-Philippe ait montré peu de bienveillance pour les réfugiés italiens. Entre le premier complot et la stupide tentative de Ramorino en 1834, Mazzini élaborera plusieurs plans, qui n'allèrent pas plus loin. Il résulte de tout cela que Mazzini se trompait facilement sur les hommes — témoin ce Ramorino, demi-reître et demi-espion, et Accursi, agent secret du cardinal Bernetti — et sur les conditions mêmes de l'Italie : il ne comprit point le caractère loyaliste des Savoyards. — Exilé, Mazzini vivra beaucoup en Angleterre. Parmi ses amis anglais, il faut faire une large place à la famille Ashurst-Stansfield. De là, l'intérêt des lettres que Mazzini a écrites aux membres de cette famille et dont M^{me} Bice PARETO MAGLIANO, déjà citée, nous donne une traduction². Ces lettres s'étagent sur les années 1844 à 1872, et, bien qu'assez mal présentées — pas de numérotation, pas de tables, peu de notes — elles sont du plus grand intérêt : très sincère, Mazzini y dévoile toute son âme, y

1. Mazzini et la tentative révolutionnaire de la Jeune Italie dans les États sardes, 1833-1834. Paris, de Boccard, 1928, in-8°, 229 p.

2. Giuseppe MAZZINI, *Lettere ad una famiglia inglese*. Introd. par M. E. F. Richards et préface de F. Ruffini. Torino-Palermo, Paravia, 1926, 3 vol. in-16, viii-253, 262, 236 p. ; prix : 60 fr. — Sur les amitiés anglaises de Mazzini, voir le groupe de lettres à M. J. M. Kemble, 1837-1843, indiquées dans le catalogue de vente de M. P. Cornuau (*Réunion de précieux autographes anciens et modernes, français et étrangers*. Vente du 15 février 1935). Paris, 1935, in-8°, p. 22.

explique les changements qui s'opèrent dans ses idées fondamentales. On y trouve aussi l'écho des événements politiques essentiels — la guerre de Crimée, la guerre d'Italie, Aspromonte et Mentana ; Mazzini y est dur pour la France et Napoléon III ; il s'y montre hostile à Bakounine. Dans l'ensemble, c'est un document de valeur : il vaut même pour l'histoire de l'Angleterre, nous permettant de mieux connaître l'intérieur de ces familles libérales qui étaient si sympathiques aux hommes et aux idées de liberté et d'humanité. — L'influence de Mazzini en Grande-Bretagne se vérifie dans le livre de M^{me} Gwilym O'Griffith, traduit par M^{me} Alice Galimberti¹. Livre bien féminin — trop féminin peut-être, avec les titres romanesques de ses chapitres : crépuscule, matin gris, étoile du soir, etc. — mais, par là même, intuitivement compréhensif. M^{me} O'Griffith définit heureusement la vie passionnelle de Mazzini, son amour pour Giuditta Sidoli², ses relations avec Eleonora Ruffini ; elle nous fait vivre la vie d'exil de Mazzini, comprendre son opiniâtreté, malgré les échecs de 1833, de 1848, de 1849, saisir la construction du système idéologique mazzinien, négatif, en ce qu'il est antimarxiste, antipapal, antimonarchique, positif par sa religion de l'humanité, sa notion de l'union des démocraties, son système de la fusion graduelle des classes en une seule, le peuple, sa confiance dans Rome régénérée, capitale de l'Italie unifiée. — Certains de ces points de vue font l'objet d'une contribution mazzinienne de M. Giovanni Gentile. Faut-il appeler Mazzini un prophète, comme le fait l'ex-ministre de l'Éducation nationale italien, c'est excessif³. M. Gentile, toutefois, sait heureusement montrer que toute la vie, active et idéologique, de Mazzini est dominée par le principe de la mission : mission de l'individu — et l'existence de Mazzini est une perpétuelle mission — mission de la nation. — Un examen analogue est tenté par M. Otto Vossler, qui tente, en outre, de retrouver les origines de la pensée mazzinienne⁴ : l'analyse de l'état de l'Europe avant et après 1814, la lecture de Foscolo, d'Alfieri, de Gioja, l'étude des courants variés au sein du catholicisme, du conflit d'idéal entre classiques et romantiques, l'influence des thèses du saint-simonisme et du communisme, tout cela se retrouve dans la pensée mazzinienne. De la sorte, Mazzini risque bien de n'être plus un penseur original : mais n'est-il pas plus humain, en intégrant dans son programme tout ce qu'il y avait d'idées justes et grandes dans le monde d'alors ?

Pour M. Gentile, Gioberti est, comme Mazzini, un prophète⁵. Et si M. Gen-

1. *Mazzini profeta di una nuova Europa*. Biblioteca di cultura moderna. Bari, Laterza, 1935, in-8°, xvi-501 p. ; prix : 30 l.

2. Sur Giuditta Sidoli, voir la très intéressante étude de M. Antonio Monti dans le *Corriere della Sera*, 26 mars 1935.

3. *I profeti del Risorgimento italiano*. Uomini e idee. Firenze, Vallecchi, s. d., in-18, 156 p. ; prix : 8 l.

4. *Mazzinis politisches Denken und Wollen in den geistigen Strömungen seiner Zeit*. Beihefte der Historischen Zeit. Munich-Berlin, Oldenbourg, 1927, in-8°, 87 p.

5. Même ouvrage que plus haut.

tile rapproche ces deux noms, c'est qu'il y a, selon lui, beaucoup de similitudes entre ces deux hommes. Le principal est qu'ils sont tous deux profondément religieux. Seulement, Gioberti est un catholique, et l'aspect positif de sa religiosité le conduit à envisager des applications concrètes : l'unité italienne se réalisant grâce à la papauté. Mais les résistances mêmes de Rome l'amèneront à modifier son point de vue initial et à adopter le programme cavourien. — M. Giuseppe SAITA a peu ajouté à la première édition de son livre sur la pensée giobertienne¹. — Cette pensée, se précisant et se modifiant au cours d'une vie très agitée, s'est toujours exprimée avec force et avec sincérité. A M. Gustavo BALSAMO-CRIVELLI est due une belle réédition des *Prolegomeni del Primato*². L'exécution des frères Bandiera, l'attitude des Jésuites dans les affaires helvétiques peuvent être considérées comme les causes de l'apparition de cet écrit, en 1845, le *Primato* étant de 1843. Gioberti développe dans les *Prolegomeni* l'idée que le seul moyen de réconcilier le monde avec le catholicisme, et donc de réaliser l'unité italienne, c'est de sacrifier les Jésuites ou, plus exactement, la tendance jésuitique dans le catholicisme. Cette tendance, hostile à la vérité dialectique comme à la liberté nationale, est soutenue par l'Autriche oppressive. Il ne faut pas la confondre avec la foi d'un Ignace de Loyola, héros de l'action et de la sincérité. — Quatre volumes de lettres ont été publiés par M. G. BALSAMO-CRIVELLI et M. Giovanni GENTILE³. La première de ces lettres est de 1825, la dernière du 31 décembre 1843 : il s'agit donc de documents sur la jeunesse, les difficultés, sans doute, mais aussi les illusions de Gioberti. Les correspondants de Gioberti sont les grands noms — et les petits — du *Risorgimento*. Parmi les étrangers, on notera les noms de La Fayette, Lamennais, Lamartine, V. Cousin. Les lettres adressées aux papes, tour à tour Pie VII, Léon XII et Grégoire XVI, et à Charles-Albert ont un intérêt particulier au point de vue politique. Les lettres d'exil — à partir d'octobre 1833 — écrites à Paris et à Bruxelles, sont pleines de choses, mais on y glanera moins de faits positifs qu'on n'y suivra la marche des idées de Gioberti et l'évolution des programmes unitaires⁴. — Les heurts idéologiques qui marquent l'existence de Gioberti sont bien indiqués par M. Ruggero RINALDI dans un livre d'ordre essentiellement théologique⁵. M. Rinaldi estime que le gioberti

1. *Il pensiero di Gioberti*, 2^e édit. Il pensiero moderno. Firenze, Vallecchi, 1927, in-18, 438 p. ; prix : 25 l.

2. *Collezione di classici italiani*. Torino, Unione tip. ed. torinese, 1926, 2 vol. in-18, xxxix-231 et 262 p. ; sans indication de prix.

3. *Epistolario*. Firenze, Vallecchi, 1927-1928, 4 vol. in-18, xvi-313, 383, 397, 443 p. ; prix : 30 l. chaque.

4. Les deux précédentes publications ne sont pas enregistrées dans la bibliographie giobertienne de M. Antonio BAUERS, *Gioberti*. Guide bibliografiche. Roma, Fondazione Leonardo, 1924, in-16, 303 p. ; prix : 7 l.

5. *Gioberti e il problema religioso del Risorgimento*. Préface de Balbino Giuliano. Uomini e idee. Firenze, Vallecchi, [1929], in-18, xxvi-169 p. ; prix : 10 l.

tisme se rattache à la révolution idéaliste kantienne. — Touchant la vie même de Gioberti, on n'a à signaler — et encore ! — que le livre de M. Achille DE RUBERTIS sur Gioberti et la Toscane¹ : sort des œuvres de Gioberti en Toscane, tractations pour sa nomination de professeur de philosophie morale à l'Université, rapports de Gioberti avec Montanelli lors des préparatifs d'une Constituante, que la chute du cabinet Montanelli et l'avènement de la dictature Guerrazzi empêcheront, et — épilogue de ce recueil d'études solidement charpentées — souscription de patriotes toscans au monument élevé à Gioberti, mort en 1852, tel est le contenu du livre, trop discursif, mais curieux, de M. De Rubertis.

Guerrazzi n'a pas la sévérité d'un Mazzini ou d'un Gioberti. Les contributions, en général courtes, qui lui ont été consacrées par un groupe d'historiens italiens² nous le montrent, né d'une mère excitée et d'un père un peu fou, un peu « gamin des rues » à Livourne, puis étudiant à Pise. Et, tout de suite, c'est l'activité politique, même lorsqu'il semble n'être question que de littérature. Guerrazzi est un radical, que heurtent les solutions modérées : il le montre bien en 1848 et surtout en 1849, en prenant la dictature. Condamné à la prison perpétuelle, convertie en exil, après le drame florentin des 11-13 avril 1849, il passe en Corse, s'enfuit en 1856 et rentre en Toscane en 1859. Député pendant quatre législatures, non réélu en 1870, il meurt le 23 septembre 1873 d'une attaque d'apoplexie survenue à la nouvelle, apprise de son neveu, qu'on avait joué l'hymne autrichien sur la Piazza Colonna de Rome : « Je comprends la politique..., mais nos martyrs ! mais la caresse à l'Autriche ! » — Les événements de l'existence de Guerrazzi, ses idées, sa physionomie même sont illustrés par la publication, due à son petit-fils, de lettres familières et de souvenirs³. Toutes les lettres de Guerrazzi ne sont pas publiées ici ; la première qui le soit date du 29 janvier 1829 et est adressée au père de Guerrazzi, Temistocle Guerrazzi. Les plus intéressantes sont celles de 1848, pour Livourne, et de 1849, pour Florence. Tout radical qu'il soit, Guerrazzi ne goûte guère les idées de Mazzini, à qui il reproche « d'avoir sacrifié les biens grands et réels à la réalisation d'une théorie impossible, d'avoir confondu l'action avec l'idée, le fait avec le désir ». Le grand vieillard qu'il était devenu, après une vie si agitée, faisait une forte impression

1. *Gioberti e la Toscana*. Studi e documenti di storia del Risorgimento, X. Firenze, Le Monnier, 1933, in-18, 270 p. ; prix : 20 l.

2. *F. D. Guerrazzi. Studi e documenti*. Pubblicazione della Società nazionale per la storia del Risorgimento italiano. Comitato toscano. Firenze, La Voce, 1924, in-8°, 165 p., illustr. ; prix : 15 l. 40. — Parmi les auteurs : MM. E. Michel, G. Mazzoni, P. Orsi, A. Saporì, F. Salata, E. Ciccotti, P. Molmenti. Joindre : Ersilio Michel, *Nel cinquantenario della morte di F. D. Guerrazzi*. Aquila, Vecchimi, 1924, in-8°. — Sur le journal de Guerrazzi, *L'Indicatore livornese*, voir le livre de M. L. Cambini, cité plus haut, p. 339.

3. Francesco-Domenico GUERRAZZI, *Lettere famigliari*. Con ricordi degli ultimi anni suoi di Gian-Francesco Guerrazzi. Milano-Napoli, Albrighi, Segati et C., 1924, in-18, XLIV-374 p., illustr. ; prix : 20 l.

sur son petit-fils, qui publie le présent livre : conseillait à l'enfant seulement deux choses : « Être un homme, être le meilleur », et, pour le rendre stoïque, le conduisait saluer, dans les maisons endeuillées de Livourne, les dépouilles de ceux qui venaient de mourir.

Les œuvres littéraires de Guerrazzi, particulièrement son *Assedio di Firenze*, ont eu, en véhiculant les grands principes du *Risorgimento*, une forte action sur la formation de la conscience nationale. Il y en a eu d'autres que les siennes, témoin la tragédie *Giovanni da Procida*, de G. B. Niccolini, écrite en 1831, pénétrant clandestinement en Sicile, où, dix ans après, le ministre Del Carretto essaya de faire saisir huit exemplaires du texte de Niccolini : celui-ci n'avait-il pas le tort d'entourer d'une auréole le révolutionnaire du XIII^e siècle ! M. Giuseppe LA MANTIA raconte ce curieux épisode d'histoire politico-littéraire, en soulignant que le *Giovanni da Procida* de Niccolini a été certainement inspiré par *La Battaglia di Benevento* de Guerrazzi, parue en 1827¹.

Avec Pellegrino Rossi, c'est une tout autre mentalité que nous atteignons. La biographie que lui a consacrée M. László LEDERMANN est surtout intellectuelle, et l'auteur s'intéresse particulièrement aux doctrines économiques de Rossi². Toutefois, M. Ledermann suit avec intelligence la vie du « grand lutteur », depuis sa collaboration à la tentative de Murat, en 1815, jusqu'à sa collaboration à l'entreprise libérale de Pie IX, qui lui coûta la vie. Dans l'intervalle, Rossi devient Genevois, et l'on utilise ses talents juridiques pour la revision de la Constitution genevoise, puis Française, et l'on utilise sa science au Collège de France, sa souplesse diplomatique dans les négociations avec Rome. M. Ledermann n'insiste point sur les événements tragiques de cette vie si pleine, mais il montre qu'à ses qualités d'homme politique Rossi a su ajouter des qualités de grand pédagogue, d'économiste soucieux d'histoire : les théories de Rossi, aujourd'hui passablement oubliées, se rattachent à celles de Filangieri, Beccaria, Ortiz ; elles constituent un maillon dans une grande chaîne de métal italien. — A la carrière helvétique de Pellegrino Rossi se rattache la publication, par M. Gustave DOLL, de ses lettres au syndic Jean-Jacques Rigaud³. De 1832 à 1841, avec une interruption en 1837-1838, qui correspond à l'équipée strasbourgeoise de Louis-Napoléon Bonaparte, citoyen de Thurgovie, Rossi est resté en contact avec cet honorable citoyen helvétique, le mettant au courant des idées que lui suggéraient les événements de l'Europe en général, de la Suisse en particulier.

1. *I prodromi ed i casi di una penetrazione quasi clandestina della tragedia « Giovanni di Procida » di Giambattista Niccolini*. Extrait de l'*Archivio storico siciliano*. Palermo, 1924, in-4°, 71 p.

2. *Pellegrino Rossi. L'homme et l'économiste. Une grande carrière internationale au XIX^e siècle*. Paris, Recueil Sirey, 1929, in-8°, 376 p., illustr. ; sans indication de prix.

3. *Pellegrino Rossi, Lettres politiques au syndic Jean-Jacques Rigaud, 1832-1843*. Préface de M. Charles Borgeaud. Genève, Jullian, 1932, in-8°, 165 p., illustr.

Parmi les hommes de 1848, il faut compter Daniel Manin, sur lequel je reviendrai, d'ailleurs, à propos des événements vénitiens¹. M^{me} Rosa ERRERA lui a consacré un petit ouvrage bien fait, trop rhétorique, mais exact². M^{me} Errera rappelle, à propos de la mort, en France, de Manin, ces vers de Luigi Mercantini :

« Ma è sempre su Venezia il giallo e nero,
E fin che il giallo e nero è sopra lei,
Non tornano i tre morti nel cimitero. »

Nous voici maintenant avec les garibaldiens. M. G. E. CURATOLO a réédité l'ouvrage quasi classique de Giuseppe GUERZONI sur Garibaldi³. Mais pourquoi l'éditeur est-il si hyperboliquement hagiographique ? « Prophète et poète », dit-il de Garibaldi, « idyllique et terrible, synthèse harmonieuse et parfaite de toutes les antithèses, prêtre et guerrier, blanc comme la colombe et noble comme l'aigle, lumière d'aurore et flamme d'incendie, géant avec la force d'un enfant, poésie de tous les idéaux... » : arrêtons-nous ! — Plus simples sont les souvenirs garibaldiens publiés, sous un titre à la Foggazaro, par M^{me} Ernesta PELLIZZA-MARANGONI⁴, plus simples, à l'exception des titres de chapitres, et abstraction faite de la sentimentalité patriotique qui baigne tout l'exposé. Mais, dans ces souvenirs, truffés de lettres contemporaines, apparaissent les silhouettes de Garibaldi, Bertani, G. Medici, Cosenz, N. Bixio, Sacchi, Giglioli, G. Pallavicino-Trivulzio et, au centre, l'aimable héroïne du livre, Donna Alba Coralli-Camozzi, née en 1828, éduquée dans une famille de libéraux, qui épousa, en 1842, un noble libéral⁵. — M. G. E. CURATOLO a également réédité un autre livre garibaldien de Giuseppe GUERZONI, consacré à Nino Bixio⁶. La vie politique de N. Bixio commence le 4 novembre 1847, avec les manifestations génoises en l'honneur de Charles-Albert, et elle s'affirmera au cours d'une vie marquée par les campagnes de 1849, 1860, 1866 et 1870. Est-il vrai que Bixio, à lui tout seul, ait fait prisonnier, lors du siège de Rome, tout un bataillon français ? C'est à voir. En tout cas, c'est un curieux type d'aventurier, qui, démissionnaire de l'armée en 1870, se remet à naviguer et commercer et meurt en 1873, du choléra, dans les eaux de Sumatra. Guerzoni a écrit sa biographie en 1874, en employant les papiers de Bixio, dans un style singulièrement romantique. La préface de M. Curatolo est du style que l'on peut prévoir : on y lit que Bixio

1. Voir plus bas, p. 375-376.

2. *Manin*. Milano, Alpes, 1923, in-18, 204 p. ; prix : 6 l. 50.

3. *Garibaldi*. Coll. *Pantheon*. Firenze, Barbera, 1926, in-18, xv-458 p., illustr. ; prix : 12 l.

4. *Piccolo mondo garibaldino : Donna Alba Coralli-Camozzi. La sua famiglia, i suoi amici*. Biblioteca storica del Risorgimento. Milano-Napoli, Albrighi, Segati et C., 1934, in-18, xiii-150 p., illustr. ; prix : 6 l. 50.

5. Je n'ai pas vu le t. I du grand travail du général Rodolfo CONSELLI, *Garibaldi, la vita, con note e documenti*, analysé dans le *Corriere della sera*, 23 janvier 1934.

6. *Bixio*. Coll. *Pantheon*. Firenze, Barbera, 1926, in-18, xvi-419 p., illustr. ; prix : 12 l.

peut être comparé à Benvenuto Cellini et à Jean des Bandes-Noires. Soit ! — L'expédition des *Mille* a fait l'objet d'une belle publication de M. Carlo AGRATI¹. C'est un livre établi de façon critique, où l'auteur compare et ventile les récits d'Abba, de Bixio, de Capuzzi et d'autres encore et publie en appendice le journal du chef d'état-major napolitain Vincenzo Polizzy, d'après le manuscrit conservé aux Archives d'État de Naples. M. Agrati, malheureusement, ne dépasse pas, dans son exposé, l'instant de la prise de Palerme : nous aurions aimé à traverser avec lui le détroit et à débarquer en Italie même. — Rapprochons du livre de M. Agrati la réédition par M. Guido PORZIO du journal de Crispi² : journal sec, qui débute au 1^{er} mai 1859 — Crispi étant encore à Londres — et où l'on voit les attaches révolutionnaires du futur ministre de la monarchie. Crispi est bien plus mazzinien que garibaldien, mais, dès qu'il comprit que l'avenir était du côté de la combinaison sardo-garibaldienne, il se donna à celle-ci. — Crispi a côtoyé le terrorisme. Giovanni Pianori y est tombé³. Qu'on nous excuse de rapprocher ces noms : M. Piero ZAMA nous montre, en effet, dans Pianori, une espèce d'énergumène sans idéal, animé d'une sorte de haine de la papauté. C'est que Pianori est d'une petite localité près de Faenza, dans une région où l'on déteste le gouvernement romain, et d'une famille misérable, où l'on n'a pas d'égard pour l'état social existant. Cet enragé joue son rôle dans les événements italiens à partir de 1846, on le voit combattre à Rome en 1849 contre les Français. En 1851, il est accusé d'assassinat, et, type de criminel girovague, le voilà voyageant longuement avec de faux passeports. C'est au cours de ses randonnées de bête traquée qu'il mûrit le projet de tuer Napoléon III. L'attentat du 28 mai 1855 rate : il est pris, condamné, exécuté le 14 mai. Pour la police française, Pianori était un républicain, et la conséquence de sa tentative, ce fut un renforcement des mesures policières contre les exilés italiens ; pour beaucoup de contemporains, et même pour de nombreux patriotes italiens, ce n'était qu'un assassin : à quoi bon ces subtilités ? — De fait, nous voici en présence d'un autre régicide, Orsini, sur lequel M. Rinaldo CADDEO vient, à son tour, d'écrire un livre, qui, d'ailleurs, n'apporte rien de vraiment nouveau. Après une courte biographie d'Orsini, M. Caddeo fait le récit de l'attentat du 14 janvier 1858, puis du jugement et de l'expiation. Il exclut l'hypothèse que Crispi ait participé au crime ; il met en valeur l'orgueil imbécile du criminel, la piètre valeur de Gomez et de Pieri. Ceux des condamnés qui furent envoyés à la guillotine le furent, comme Pianori, dans le lugubre appareil réservé aux parricides. — On ne trouvera

1. *I Mille nella storia e nella leggenda*. Milano, Mondadori [1933], in-8°, xv-627 p., illustr. et cartes.

2. *Crispi e i Mille. Il diario del 1859*. Firenze, La Voce, [1924], in-18, 115 p. ; prix : 6 l. — Le texte avait d'abord paru dans la *Riforma illustrata* de janvier-mars 1885.

3. *L'attentato di Orsini, 1858*. Coll. *I libri verdi* (Drammi e Segreti della storia), n° 6. Firenze, Mondadori, 1933, in-8°, 278 p. ; sans indication de prix.

vraiment rien d'utile dans la thèse médicale consacrée par M. le Dr M. RONGEAN à Orsini¹.

Un véritable irréductible est Carlo Pisacane, dont M. Rodolfo SAVELI veut davantage exposer les idées que raconter la vie². Sous-lieutenant du génie en 1839, il sert un moment comme officier dans notre légion étrangère, en Algérie, participe à la guerre nationale de 1848, est membre de la Commission de guerre de la République romaine, en 1849. Avant Garibaldi, il tente d'attaquer le royaume de Naples : le 25 juin 1857, il part de Gênes sur le *Cagliari*, occupe Ponza, débarque à Sapri, et, le 2 juillet, est tué à Sanza dans un combat. Tout cela est héroïque. Mais il y a plus que de l'héroïsme en Pisacane : il a le sens social, il comprend que la notion de patrie est peu accessible à des hommes malheureux comme les paysans italiens ; il réclame une « réforme complète de l'organisation sociale, qui, montrant à ceux qui souffrent un avenir meilleur à conquérir, les poussera à la bataille » ; il voit dans le catholicisme une religion périmée, l'expression même du moyen âge ; sa philosophie est matérialiste, et, par là, il s'oppose bien à Mazzini et offre quelque ressemblance avec Karl Marx.

Plus difficile à classer apparaît Leonetti Cipriani, dont les souvenirs ont été publiés par M. Leonardo MORDINI³. Cipriani est Français, étant né en Corse en 1812, et il mourra sénateur italien. Corse, il connaît bien les Bonaparte, il est l'ami intime du prince Jérôme Napoléon. En outre, comme Bixio, c'est un grand navigateur, allant à plusieurs reprises en Amérique. Mais, au cours d'un séjour en Italie, le voilà saisi par la révolution : il est chef d'état-major à Livourne le 15 août 1848, est envoyé en mission auprès du roi Charles-Albert, va à Paris négocier un achat de canons et d'armes. Il est à Novare, dans l'état-major du pitoyable général Bes, et, après la défaite, reprend ses voyages en Amérique, coupés de séjours à Paris, et nous avons ainsi d'amusantes visites à la princesse Mathilde et des notes sur les réfugiés italiens, Manin, Montanelli. Après la guerre de 1859, il entre dans les cadres administratifs du royaume en formation et devient sénateur : une belle vie d'aventures, en effet !

Et, maintenant, voici une poignée de minces documents biographiques. Sur Tommaséo, une érudite contribution de M. Michel LASCARIS, montrant comment après la chute de Venise le patriote italo-slave s'est réfugié à Corfou, y a appris le grec et a pu, par la suite, traduire dans cette langue des chants serbes⁴ : illustration d'une dualité linguistique et nationale qui est à

1. *L'attentat d'Orsini. Étude de psycho-pathologie historique*. Paris, Le François, 1932, in-8°, 78 p., illustr.

2. *Carlo Pisacane. Profilo. Uomini e idee*. Firenze, Vallecchi, 1925, in-18, 117 p. ; prix : 7 l.

3. *Avventura della mia vita. Diari e memorie*. Bologna, Zanichelli, 1934, 2 vol. in-18, VII-223, 225 p. ; prix : 15 l. les deux volumes.

4. *Tommaséo, traducteur de chants serbes et grecs*. Communication au Congrès des philologues slaves. Prague, impr. de l'État, 1930, in-8°, 21 p. — Je n'ai point vu le livre commémo-

méditer. — Daelli est-il un traître de la cause italienne, est-il responsable de l'arrestation, en 1851, de Dottesio, qui sera pendu, M. Giuliano ALCIATI, en contradiction avec M. Caddeo, étudiant *La tipografia elvetica di Capologo*, ne le croit point¹. — Giulio Grassi est l'aïeul de M. Paul Valéry, mais ce n'est pas une raison pour que je le mentionne ici : d'origine génoise, il s'est installé à Trieste après 1815, et, tout en faisant des affaires d'assurances maritimes, a soutenu la cause italienne, et voilà ce qui nous retient². Il a été lié avec les frères Bandiera et a organisé en 1848 la garde nationale. Aussi a-t-il des ennuis graves quand l'autorité autrichienne est rétablie à Trieste et, se confiant à son gouvernement d'origine, il est nommé par celui-ci consul sarde à Cette. — Alessandro Guiccioli a laissé des souvenirs de famille que publie M. Annibale ALBERT³. Né à Venise en 1843, ce personnage est d'une vieille famille ravennate, les Di Ca del Bosco, comtes de Monteleone. Il se vante que son grand-père ait été lié avec Bonaparte, ait participé au Grand Conseil de la Cisalpine, à la Consulte de Lyon ; que sa grand'mère ait été dangereusement louangée par Byron. Le père d'Alessandro, Ignazio Guiccioli, est entré dans les sectes romagnoles entre 1821 et 1831 ; il a dû quitter Venise pour Rome en épousant une Capranica, et nous avons ainsi, après des notes sur la vie vénitienne au début du XIX^e siècle, des indications sur l'existence romaine de 1834 à 1845. Ces souvenirs déjà, intéressants pour la période qui s'arrête à cette date, deviennent très prenants à partir de 1846 : l'élection de Pie IX, les premiers temps du pontificat libéral, les débuts de la révolution nationale. Un second volume suivra les événements postérieurs et nous renseignera par là même sur la carrière de l'auteur, qui, chargé de mission à Rome en 1870, attaché à l'état-major du général Cadorna, grand ami de Q. Sella, a été préfet de Florence, Rome, Turin, sénateur et diplomate, et, mis à la retraite en 1916, est mort en 1922. — Francesco Restelli est un économiste et un moraliste, mais, en fréquentant les Congrès de savants, il a été mis au courant des problèmes politiques qui se posaient de son temps. Ainsi M. Antonio MONTI nous montre-t-il Restelli utilisé par le gouvernement provisoire de Milan pour une mission à Venise, en vue d'assurer le rattachement de la Vénétie à la Lombardie⁴. Et, par ce biais, ce livre est du plus vif intérêt pour l'étude de la question vénitienne en 1848. Après le retour des Autri-

ratif A Niccolò Tommaseo nel cinquantenario della sua morte, publié par la Rivista Dalmatica. Zara, 1924.

1. *I rapporti di Gino Daelli con Luigi Dottesio*. Como, Cavalleri, 1931, in-18, 55 p., 2 facsimilés.

2. René DOLLIOT, *Un précurseur de l'unité italienne. L'aïeul de Paul Valéry, Giulio Grassi, 1793-1874*. Extrait des *Études italiennes*, 1932, in-8°, 46 p.

3. I Guiccioli, 1796-1848. *Memorie di una famiglia patricia*. Diari e memorie. Bologna, Zanichelli, 1934, in-18, vi-211 p., illustr. ; prix : 15 l.

4. *Un Italiano. Francesco Restelli, 1814-1890*. Società nazionale per la storia del Risorgimento italiano. Comitato lombardo. Milano, Palazzo Brera, 1933, in-8°, x-518 p. ; sans indication de prix.

chiens, il s'enfuit à Lugano, et, dès lors, s'occupe de préparer la revanche. Un mémoire de lui à Napoléon III sur l'esprit public en Lombardie a pu éclairer l'empereur sur les données politiques de la guerre qu'il allait entreprendre en 1859. — L'ironie française blague cruellement les « vieilles barbes de quarante-huit ». On a plus de pitié pour elles en Italie : en voici un nouvel exemple. Le comte valtelin Luigi Torelli, qui avait, un instant, songé à faire l'unité italienne par le moyen du duc de Reichstadt, avait, en 1846, écrit une brochure qui fit quelque bruit, sous le titre de *Pensieri sull'Italia di un anonimo*. Lié avec Cavour, Farina, Buoncompagni, grand lecteur de Gioberti, agent de liaison entre les Lombards et Charles-Albert, ministre dans le cabinet Perrone, intendant du corps Mezzacapo, gouverneur de Sondrio, préfet de Bergame, de Palerme, de Pise, ministre dans le cabinet Le Marmora, ç'a été un serviteur attentif du jeune royaume. Dur, d'ailleurs, témoin sa répression du mouvement séparatiste sicilien de 1866, et le surnom que, comme préfet de Venise, il parut mériter, de « tiranno delle lagune ». Il mourra en 1887, et sa longue vie a été écrite avec précision dans un gros livre du même Antonio MONTI¹. Très favorable à Napoléon III, c'est à Luigi Torelli que sont en partie dus les domaines de Solferino et de San-Martino. — En voici encore un : Silvio Spaventa, dont M. Benedetto CROCE fait la biographie en utilisant un faisceau de documents qui s'appliquent principalement à la période de 1841 à 1861². Fondateur du *Nazionale*, journal napolitain, en 1848 (1^{er} mars), il est élu député, puis arrêté après la dissolution de la Chambre (13 mars 1849) : il est condamné à mort à la suite d'un procès qui dure dix mois et obtient une commutation de peine ; il restera en prison jusqu'en 1859, ne cessant pas d'écrire, particulièrement des réflexions politiques, songeant à s'évader, avec son codétenu Settembrini, sur une goélette lancée par Panizzi et montée par Garibaldi. Il est déporté, en janvier 1859, en Amérique, mais revient tout de suite, par l'Irlande et l'Angleterre, en Italie. Désespéré par l'armistice de Villafranca, il prend à Florence la direction de la *Nazione*, revient à Naples au moment où Garibaldi en est le maître et, après s'être brouillé avec le dictateur, devient conseiller de la lieutenance et ministre de la Police : à ce titre, il commence à lutter contre le Camorra. — Le frère de Silvio Spaventa, Bertrando, est, avant tout, un philosophe. Prêtre, il a failli devenir moine au Mont-Cassin, a poursuivi ses études personnelles à Naples et a quitté l'habit en 1850. Réfugié alors à Turin, il écrit dans le journal radical *Il progresso* et dans *Il Piemonte* et se dresse contre l'influence des Jésuites, maîtres de la *Civiltà*

1. *Il conte Luigi Torelli, 1810-1887*. Società nazionale per la storia del Risorgimento italiano, Comitato regionale lombardo. Milano, Regio Istituto lombardo di scienze e lettere, 1931, in-8°, x-513 p. ; prix : 30 l. — Sur les lettres de Luigi Torelli, voir, plus bas, p. 375.

2. Silvio SPAVENTA, *Dal 1841 al 1861. Lettere, scritti, documenti*. Biblioteca di cultura moderna. Bari, Laterza, 1923, in-18, xii-373 p. ; prix : 16 l. 50. — C'est la seconde édition d'un ouvrage paru en 1898. Notons que M. Croce est allié à la famille de Spaventa, qu'il a connue dans sa jeunesse.

cattolica. Il poursuit cependant ses recherches de philosophie allemande. Son ami Farini le nomme en octobre 1859 professeur de philosophie du droit à Modène, puis De Sanctis le transfère un an après à Naples comme professeur de philosophie, et M. Giovanni GENTILE, à qui nous devons un livre sur Bertrando Spaventa, explique quel sera le rôle pédagogique du nouveau professeur¹. Un instant député, Bertrando Spaventa regagne bien vite la chaire, dégoûté par le bas positivisme et la corruption des mœurs qui s'avèrent autour de lui.

A la génération d'avant 1870 appartient Marco Minghetti. M. Giovanni MAIOLO consacre à cet homme politique une monographie qui, bien que mal composée, ne manque pas d'intérêt². D'une famille toscane inopinément enrichie par le blocus continental — le grand-père a pu vendre à haut prix son stock de café ; élevé — lui aussi — par une mère de valeur et un père libéral, Minghetti avait quatorze ans quand il a vu les Légations occupées par les régiments autrichiens. Après un séjour à Paris et à Londres avec sa mère, dont l'appartement sera, à Paris, un asile pour les réfugiés italiens, Minghetti a fait de bonnes études en Italie, puis, comme Cavour, a voyagé et s'est initié à l'économie politique. Il a fait la connaissance de Quételet à Bruxelles, de P. Rossi à Paris, de Senior à Londres. Quand Pie IX devient pape, Minghetti est en état de jouer un rôle dans la transformation des États pontificaux envisagée par le nouveau souverain de l'Église. Il développe son programme dans *Il Felsineo*, est nommé « consultant » pour la Romagne en juillet 1847, devient membre de la Consulte d'État, puis, en mars 1848, ministre des Travaux publics. Mais il est plus Italien que papalin : c'est en partie sur ses conseils qu'un corps romain a été expédié dans l'Italie du Nord ; dès le mois d'avril, il paraît avoir admis l'impossibilité de maintenir le pouvoir temporel. Après sa démission de ministre, il rejoint l'armée de Charles-Albert, est à Goito, à Custoza. Après les drames de 1849, il reprend ses études, ses travaux, ses voyages. Cavour le nomme secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, il prépare ainsi l'entrée en guerre du Piémont et les annexions. Ministre de l'Intérieur en 1860-1861, il est président du Conseil en 1863-1864. A ce titre, il est amené à signer la Convention de septembre, qui devait assurer le départ des Français de Rome et préparer la mainmise de l'Italie sur la Cité éternelle. On sait comment le transfert de la capitale italienne de Turin à Florence suscita de graves troubles dans la ville piémontaise, et Minghetti les fit durement réprimer. Dès lors, Minghetti pourra bien être encore ministre : il n'aura plus de rôle de premier plan, mais il apportera constamment à ses successeurs l'aide de son expérience, de ses connaissances fiscales et économiques, et, capable d'opportu-

1. *Bertrand Spaventa. Uomini e idee*. Firenze, Vallecchi, [1930], in-18, 217 p., illustr. ; prix : 10 l. — Touchant l'enseignement de la philosophie à Naples et le rôle de Luigi Settembrini, mort en 1876, voir Michelangelo SCHIAPA, *L'ultima scuola di Settembrini* (Comitato napoletano... della storia del Risorgimento). Napoli, 1932, in-8°, 18 p.

2. *Marco Minghetti*. Bologna, Zanichelli, [1926], in-18, 370 p. ; prix : 25 l.

nisme jusqu'au bout, acceptera en 1882 le transformisme, c'est-à-dire la liaison de la droite avec la gauche constitutionnelle ; mais, jusqu'au bout aussi, Minghetti est resté hostile à la centralisation piémontaise. — La correspondance échangée, entre 1846 et 1876, par Minghetti et le comte Giuseppe Pasolini, et publiée par M. Guido PASOLINI¹, a encore plus d'intérêt que le livre un peu terne de M. Maiolo. L'édition est admirablement présentée et les textes fournissent des renseignements extrêmement intéressants. N'oublions pas que Pasolini a été collègue de Minghetti dans le Cabinet romain, qu'ils se disent *tu* à partir de 1850, que le correspondant de Minghetti sera sénateur en 1860, préfet, ministre, plusieurs fois chargé de mission à l'étranger. On signalera, en particulier, les missions de Pasolini à Londres en juillet 1863 et en décembre 1863-janvier 1864, et, en septembre 1864, la répression des troubles de Turin par Pasolini, préfet de Turin. La correspondance des deux amis cesse d'être active à partir de 1865 ; ils se sont retrouvés à Florence, ils se retrouveront à Florence. « Partimmo insieme nella prima navigazione », dit l'un d'eux ; « ci siamo incontrati più volte, e spero finiremo insieme » : Pasolini est mort en 1876, Minghetti en 1886.

Jacini est un autre grand conservateur, dont le petit-fils nous retrace la carrière unitaire dans un livre fort bien fait². Né en 1826 dans la province de Crémone, il a fait, comme tant d'autres Italiens aisés, des études et des voyages. Mais il n'a pas participé au mouvement de 1848, dont les tendances sociales l'inquiétaient, et il est resté en contact avec les autorités autrichiennes, au point que l'archiduc Maximilien lui confie, en 1858, une enquête sur la Valteline. Il est, d'ailleurs, en liaison aussi avec Cavour, qui veut de lui des renseignements précis sur la Lombardie. Marié à Teresa Prinetti, devenu Piémontais par la guerre d'Italie, il écrit dans la *Perseveranza*, et, dès janvier 1860, il est ministre des Travaux publics — pour peu de temps. En tout cas, il participe activement à l'édification de l'État nouveau sur tous les plans où sa compétence peut être utilisée. Membre du cabinet La Marmora, qui aura à résoudre la question de Venise, il abandonne la vie publique en 1867, est nommé sénateur par son cher ami Lanza, le 7 février 1870. Hostile à l'intervention de l'Italie dans la guerre franco-allemande, au transfert de la capitale italienne de Florence à Rome, Jacini est, dès lors, une des colonnes de la Droite, sans violence, mais obstinément, intéressé par les questions de haute politique, à coup sûr, témoin son opuscule sur *I conservatori e l'evoluzione naturale dei partiti politici in Italia*, mais surtout par les grandes questions économiques, témoin l'intérêt qu'il prend à l'ouverture du Saint-Gothard et à l'enquête agricole italienne de 1879. Dans son système idéologique, conservatisme social, libérisme économique, cha-

1. *Carteggio tra Marco Minghetti e Giuseppe Pasolini*. Torino, Bocca, 1924-1930, 4 vol. in-8°, vi-275, vi-295, vi-448, xi-292 p., 1 portrait ; prix : 30 l. chacun.

2. Stefano JACINI, *Un conservatore rurale della nuova Italia*. Biblioteca di cultura moderna. Bari, Laterza, 1926, 2 vol. in-18, xii-306 et 287 p. ; prix : 40 l. les deux.

rité chrétienne se combinent, de telle sorte qu'on a pu dire de Jacini qu'il avait été un « socialiste chrétien avant la lettre ».

Jacini est mort en 1890. Près de trente ans après est mort Giovanni Giolitti, né en 1842 : c'est l'homme d'une autre génération, pour l'étude et l'appréciation de laquelle il convient d'être très prudent. Les *Mémoires* de Giolitti, parus en traduction française dès 1923, par les soins de son ami M. le sénateur Olindo MALAGODI, et grâce à Mme Jean Carrère¹, ont, naturellement, le plus grand intérêt². Ils couvrent la période 1862 à 1921. Giolitti est né le 22 octobre 1842 à Mondovì, d'une famille de la petite bourgeoisie piémontaise ; son père était un mince fonctionnaire de la Justice. Lui aussi, dès l'âge de dix-huit ans, entra dans l'administration, et, bien au courant de toute la machinerie gouvernementale, se fit élire député de Cuneo en 1882, au moment où la Droite abandonnait le pouvoir. En 1889, il prenait le portefeuille du Trésor dans un cabinet Crispi. Dès lors s'ouvrait une carrière fertile en incidents de toute espèce, mais que Giolitti, grâce à l'habileté d'une dictature adroite, essaiera de dominer et dominera, jusqu'au jour où, tout de même, l'instant sera venu où les habilités parlementaires ne seront plus de mise et où le grand flux fasciste recouvrira tout, parlementarisme, démocratie socialisante, hésitations extérieures, compromis financiers. Ces mémoires sont sincères dans la mesure où des mémoires peuvent l'être : ils constituent un plaidoyer en ce qui touche le Giolitti de la *Banca romana* et le Giolitti de la neutralité ; ils sont loin de tout expliquer, de tout éclairer, et les dessous du giolittisme, la corruption électorale, la corruption politique, dénoncées jadis avec tant de vigueur par tant d'hommes, ne sont naturellement pas abordés. Tel qu'il est, c'est un document de première grandeur, valable pour l'histoire de l'Italie, valable pour l'histoire générale.

Il y a d'autres morts que Giolitti à rappeler, morts à la vie politique, à la vie tout court, et je serai encore plus bref. — Par les soins de M. Amedeo GIANNINI sont publiés les discours de M. V. E. ORLANDO³ : discours pendant la guerre, sur la défense économique et militaire de l'Italie ; à la fin de la guerre, sur les problèmes de l'après-guerre ; après la guerre, sur la paix, les difficultés intérieures et extérieures du pays. — Rapprochons-en, publiés par MM. G. SALVEMINI et G. VISCONTI-VENOSTA, les textes, plus idéalistes, de Leonida BISSOLATI, l'homme qui voulait la paix juste et l'accord italo-

1. *Mémoires de ma vie*. Introd. de M. O. MALAGODI. Paris, Plon, 1923, in-8°, 387 p. ; prix : 15 fr. — L'édition italienne, *Memorie delle mia vita*, est en deux volumes. Milano, Treves. Cf. P. de Quirielle, dans la *Revue de Paris*, 15 février 1923, p. 838-864.

2. Sur M. Malagodi, voir Maffeo MAFFEI, *Olindo Malagodi*, dans *L'Italia che scrive*, avril 1923. — Sur Bertolini, autre ami très dévoué de Giolitti, voir les mémoires publiés par sa veuve dans *Nuova Antologia*, 1^{er} février 1923, et analysés par M. Benjamin CRÉMIEUX dans *L'Europe nouvelle*, 3 mars 1923.

3. *I discorsi per la guerra et per la pace*. Foligno, Campitelli, [1922], in-18, viii-442 p. ; prix : 20 l.

yougoslave¹. — Rapprochons-en les pages, publiées par M. Alberto CAPPA, de M. le comte Carlo SFORZA, témoignage important de politique extérieure giolittienne, intéressant pour l'histoire de l'accord avec la Yougoslavie, qui fut élaboré trop tard pour que les antipathies aient pu désarmer².

Giolittien, à certains égards, est M. Benedetto Croce, étudié seulement sur le plan intellectuel³, et qu'il vaudrait la peine d'étudier aussi sur le plan de l'histoire politique — d'une histoire qui semble, pour lui, bien close. — Et voici les « populaires » : don Luigi STURZO, expliquant de quelle façon peut être conçue et réalisée la réforme de l'État et de la société, selon les directions du Vatican⁴. — Ou M. Filippo MEDA, exposant avec objectivité, sincérité, et sans conclusion, l'évolution du socialisme italien depuis l'arrivée de Bakounine à Naples en 1864⁵. — Maintenant, voici un socialiste exclu du parti socialiste normal, « officiel », et devenu ministre — phénomène qui n'est pas réservé à l'Italie ! — M. Ivanoe BONOMI, dont M. Ferruccio RUBBIANI publie les pages les plus caractéristiques⁶. C'est M. Bonomi qui, dans un discours du 23 juillet 1921, demande aux partis de désarmer : en décembre suivant, il se rend bien compte que le mouvement fasciste est désormais trop puissant pour être arrêté : il démissionne en février 1922.

À partir de cet instant, c'est autour de la personne de Benito Mussolini que s'organise l'historiographie : une historiographie follement tendancieuse, et dont l'examen exigerait tout un bulletin particulier, historiographie qui, toutefois, s'épure, s'idéalise à mesure qu'on s'éloigne des premiers instants du fascisme. En tout cas, j'ai le droit — et peut-être le devoir — d'indiquer à cette place l'impression que m'ont laissée les derniers livres que j'ai analysés : un goût de cendre et une odeur de ténèbres. Après les grandes illuminations de Mazzini et de Gioberti, eux-mêmes issus de la tourmente révolutionnaire, c'est la grisaille de la vie au jour le jour, la banalité de la petite réussite, ou de l'échec point trop criant. Mais tout cela, précisément, prépare la réaction ou la révolution — ou les deux à la fois — du fascisme, conditionné par les dictatures du passé, par les erreurs politiciennes et les idéaux périmés, et qui est, désormais, plus qu'un mouvement limité d'agitation politique et sociale, un instant dans l'évolution tout entière.

1. *La politica estera dell' Italia dal 1897 al 1920*. Milano, Treves, 1922, in-16, 447 p. ; prix : 15 l.

2. *Pensiero e azione di una politica estera italiana. Discorsi e scritti*. Bari, Laterza, 1924, in-18, 316 p. ; prix : 18 l.

3. Emilio CHIOCCETTI, *La filosofia di Benedetto Croce*, 3^e édit. Milano, Vita e pensiero, 1924, in-16, 335 p. ; prix : 15 l. ; Giovanni CASTELLANO, *Benedetto Croce, il filosofo, il critico, lo storico*. Napoli, Ricciardi, 1924, in-18, 121 p. ; prix : 6 l. — Joindre : Giuseppe ESPOSITO, *La filosofia di Benedetto Croce*. Extrait des *Études italiennes*, 1925, 20 p.

4. *Riforma statale e indirizzi politici*. Uomini e idee. Firenze, Vallecchi, [1923], in-18, 325 p. ; prix : 12 l.

5. *Il socialismo politico in Italia*. Milano, Alpes, 1924, in-18, 203 p. ; prix : 8 l.

6. *Dieci anni di politica italiana*. Milano, Unitas, 1924, in-18, 284 p. ; prix : 8 l.

PÉRIODES. — Nous sommes ainsi introduits, par la conclusion, dans le *corso et ricorso*, — comme dirait Vico, — de l'histoire italienne.

1789-1815. — L'heure n'est pas encore venue d'une synthèse définitive de l'histoire de la période française : le livre de M. F. LEMMI, dont j'ai parlé antérieurement¹, a seulement la valeur d'un manuel, commode, mais après lequel tout reste, cependant, à faire. — Des États piémontais, rien à dire². — Les cinq chapitres du livre de M. Pietro NURRA sur la période de la neutralité génoise sont très solidement charpentés³. Si la diplomatie de la République au XVIII^e siècle est trop longuement exposée⁴, M. Nurra arrive pourtant à souligner l'intérêt de la position de Gênes entre les efforts des puissances coalisées pour l'entraîner à la guerre contre la France et ceux de la République française pour la maintenir dans une neutralité militairement et économiquement indispensable. M. Nurra analyse bien le rôle des représentants de Gênes à Paris et à Londres et l'attitude de Tilly, chargé d'affaires français. Il est regrettable que son travail reste trop sur le plan de l'histoire diplomatique : il aurait gagné en profondeur et en solidité s'il se fût appuyé sur une étude des conditions économiques réciproques de la France et de Gênes. — M. Nurra est revenu sur le même sujet, ou, plus exactement, sur les conséquences de la neutralité génoise, dans un court travail sur la mission de Bonaparte et de Ricord à Gênes en 1794⁵ : il s'agissait de protester contre le passage des Piémontais par le territoire génois. Ricord devait, par surcroît, enquêter sur la conduite de Tilly, et il paraît acquis que cette enquête rentre dans les causes de la disgrâce et de l'arrestation de Bonaparte. — M. Jean BOREL a traité un peu rapidement un beau sujet : l'histoire de Gênes pendant l'empire⁶. S'il a employé la *Gazetta di Genova* et les archives génoises, il n'a pas utilisé les Archives nationales, et, cependant, que de choses il eût pu en tirer ! Nous ne trouvons pas, en effet, dans ce livre, cette histoire de l'administration des départements liguriens qui nous manque ; les textes eux-mêmes y sont médiocrement référencés.

C'est la bataille de Lodi qui soumet la Lombardie à Bonaparte, le 10 mai 1796. Elle fut beaucoup plus sanglante qu'on ne croit : 2,500 tués et blessés

1. Voir plus haut, p. 320.

2. Je ne connais point l'ouvrage de Sebastiano POLA, *I moti della campagna di Sardegna del 1793 al 1803*. Sassari, Stamperia delle L. I. S., 1923, 2 vol. in-8°, xxv-226 et 208 p. ; prix : 15 L.

3. *La coalizione europea contra la Repubblica di Genova, 1793-1796*. Atti della Società ligure di storia patria, LXII. Genova, 1933, in-8°, 253 p.

4. L'attitude antiautrichienne remonte, en somme, à la cession de Finale par l'Autriche au Piémont, à la suite de la guerre de la Succession d'Autriche. Y a-t-il lieu après cela à remonter au Moyen Âge et à une tradition d'autonomie génoise contre l'empire ?

5. *La missione del Generale Bonaparte a Genova*. Extrait de *La Liguria e il Risorgimento*, 1925, in-8°, 47 p.

6. *Gênes sous Napoléon I^{er}*. Introduction de G. Pessagno. Paris-Neuchâtel, Attinger, 1929, in-8°, 230 p. ; prix : 18 fr.

du côté français contre 350 du côté autrichien. M. Giuseppe AGNELLI nous la raconte, à grand renfort d'anecdotes, souvent utiles, avec ses antécédents immédiats et ses conséquences¹. Notons — s'il est véridique — les impressions d'un prisonnier autrichien sur la tactique de Bonaparte : « On nous a envoyé pour nous faire la guerre une espèce de petit fou tout jeune, qui nous attaque à droite et à gauche, devant et derrière. Je n'y comprends rien ! C'est une façon insupportable de faire la guerre, et, pour mon compte, je suis bien content d'en avoir fini ! » — M. Baldo PERONI, dans une étude remarquable, a montré de quelle façon les Lombards ont réagi à l'installation des Français dans leur pays libéré des Autrichiens². La députation envoyée à Paris, le 7 fructidor an IV, y présente un mémoire en faveur de l'indépendance, et l'activité des patriotes, organisés en « sociétés », s'exaspère à mesure que les brutalités des occupants se multiplient. Au sein même du Directoire, d'ailleurs, il y a conflit entre Carnot et Le Tourneur, hostiles à l'indépendance, et Barras, Reubell, Larevellière-Lépeaux, qui l'acceptent en partie : de là les instructions insuffisantes envoyées à Bonaparte à Leoben. M. Peroni juge d'ailleurs assez sévèrement les patriotes lombards, qui n'ont pas su, selon lui, affirmer leurs vœux avec assez de netteté et assez de cohésion. — M. FERRARI, dans un livre dont j'ai déjà parlé³, a montré, de son côté, comment le courant libéral, né au XVIII^e siècle, s'est renforcé, pendant l'existence de la Cisalpine, dans le sens de l'indépendance et de l'unité nationales. — M. A. SOLMI est revenu sur la même question dans un ouvrage que j'analyse plus loin⁴. — Dans quelle mesure la République italienne et le royaume d'Italie intégreront ces tendances, c'est ce que M. Albert PINGAUD a montré pour la première formation politique, c'est ce qu'il montrera, sans doute, dans le livre que nous attendons de lui sur la seconde⁵.

Des États de l'Italie moyenne, il y a peu à dire. M. Giuseppe CONTI a bien publié un ouvrage sur la Toscane⁶ : en réalité, on y trouve une sorte d'essai général sur l'histoire de la Révolution française, truffé d'indications éparpillées sur la politique du grand-duc Ferdinand III. Celui-ci a-t-il été aussi favorable à la neutralité, et même à l'amitié française, que le dit M. Conti, la

1. *La battaglia di Ponte di Lodi e la settimana lodigiana di Napoleone Bonaparte, 10-15 maggio 1796*. Lodi, Biancardi, 1934 ; prix : 30 l.

2. *La passione dell'indipendenza nella Lombardia occupata dai Francesi, 1796-1797*. Extrait de la *Nuova Rivista storica*, 1931, in-8°, 47 p.

3. Voir plus haut, p. 328.

4. Voir plus bas, p. 366-367.

5. Je n'ai pas vu le livre de M. Paul FRISCHAUER, *Le prince Eugène*. Paris, Attinger, 1935, in-8°. — A ce sujet, il faut noter comment les archives du prince Eugène ont été vendues en 1934 par leur dernier possesseur — un Battenberg-Romanov — aux États-Unis, sans que ni le gouvernement français ni le gouvernement italien aient été en état d'intervenir à cette occasion : lamentable carence qui aboutit à dépouiller les historiens européens d'une documentation essentielle.

6. *La Toscana e le rivoluzioni francese*. Firenze, Vallecchi, [1924], in-8°, 372 p., 113 vignettes.

preuve n'en pourrait être administrée qu'au moyen d'une information plus étendue. Il est tout de même vraisemblable que, à Florence, la guerre, arrêtant ou diminuant le trafic de Livourne, ne pouvait pas être vue d'un très bon œil ; d'autre part, comme à Gênes, l'insistance de l'Angleterre et de l'Autriche se vérifie active. Mais les hésitations de Ferdinand sont balayées par l'invasion française : Ferdinand quitte sa capitale peu de temps avant l'arrivée de Bonaparte¹. — Pour Parme, on trouvera dans la grosse thèse de M. Henri BÉDARIDA tout ce qui est nécessaire pour comprendre la situation morale et politique du duché au moment de la Révolution² ; regrettons d'y trouver seulement quelques notes éparses sur la vie économique. — La petite thèse du même auteur ne fait qu'amorcer l'étude scientifique du royaume d'Étrurie, en inventoriant les principales sources espagnoles sur les *Premiers Bourbons et l'Espagne, 1731-1802*³. — La thèse de M. Anthony-Louis ELICONA sur Moreau de Saint-Méry présente un tableau intéressant, mais limité dans le temps, de l'administration française⁴. De retour en Europe en 1798, Moreau de Saint-Méry, nommé conseiller d'État en 1800, devient résident de la République dans les États de Parme, puis administrateur général de Parme, Plaisance et Guastalla ; il est disgracié à la suite de l'insurrection du Plaisantin, durement réprimée par Junot : il ne devait jamais rentrer en grâce auprès de l'empereur. A Parme, Moreau de Saint-Méry a eu quelques difficultés avec le Saint-Siège. — A l'histoire des rapports de la France avec Rome, M. André MATER a consacré une étude ironique, basée sur le dépouillement des archives du Quai d'Orsay⁵. L'affaire du meurtre de Bassville, la mission de Cacault à Rome, les négociations du Directoire avec Pie VI en l'an IV, l'ambassade de Joseph Bonaparte à Rome, puis le drame de la république romaine et celui de la mort du pape en exil, tous ces faits conditionnent le conclave d'août 1799. Celui-ci offre le spectacle habituel d'une lutte de tendances : le gouvernement autrichien soutenait contre le cardinal Gerdil le cardinal Mattei, recommandé par surcroît par le Directoire, comme ami des Français et comme négociateur du traité de Tolentino ; la France, par ailleurs, avait, par l'intermédiaire de l'Espagne, prononcé l'exclusive d'Albani. Finalement, le conclave réagit en revendiquant sa liberté et en élisant l'évêque d'Imola, Mgr Chiaramonti, qui sera Pie VII. — J'ai personnellement publié les biographies sommaires

1. Joindre Ersilio MICHEL, *Uno strascico in Toscana della rivoluzione sarda, 1794*. Collection *Mediterraneo*. Cagliari, Società editrice italiana, 1927, in-16, 20 p.

2. *Parme et la France de 1748 à 1789*. Bibliothèque de littérature comparée. Paris, Champion, 1928, in-8°, xiii-645 p. ; prix : 80 fr.

3. Bibliothèque de l'Institut français de Florence, sér. I, t. X. Paris, Champion, 1928, in-8°, viii-216 p. ; prix : 24 francs.

4. *Un colonial sous la Révolution en France et en Amérique. Moreau de Saint-Méry*. Paris, Jouve, 1934, in-8°.

5. *La République au conclave et l'alliance avec Rome en régime de séparation. Le conclave de Venise, 1794-1799-1800*. Paris, Les Presses universitaires, 1923, in-8°, 137 p. ; prix : 10 fr.

des papes Pie VI et Pie VII dans le *Dictionnaire d'histoire et de théologie catholique*¹. — Pour la Rome impériale, M. l'abbé Jacques MOULARD n'a pas craint de s'y attaquer même après le livre de M. L. Madelin². C'est un formidable travail, reposant sur une documentation immense, peut-être insuffisamment aérée, mais où tous les aspects de l'administration française sont élucidés avec un admirable soin³.

L'Italie du Sud est représentée par des travaux importants. M. Niccolò RODOLICO a analysé d'une façon remarquable l'opposition sentimentale entre la poignée de patriotes intelligents et illusionnés et la foule, ignorante, misérable, fanatique, capable au demeurant d'esprit de sacrifice⁴. La tragédie de la République parthénopéenne repose sur cette antinomie : le mouvement napolitain est essentiellement urbain, et les théories libérales n'ont rien pu pour résoudre les difficultés qui pesaient sur la plèbe des campagnes. Dans la terre de Labour et les Abruzzes, celles-ci organisent un mouvement de résistance, avec des *parlamentì*, des « masses » ou bandes armées ; à Naples même, dans les petites villes, la haine du peuple contre les Jacobins s'exaspère pendant le temps de la République : il y a des tentatives d'insurrection, brisées brutalement. Les lois sur les fiefs n'ont pas eu d'action immédiate, les idées de Pimentel en matière d'éducation étaient justes, mais à rendement trop lointain, l'irrégiosité des Français heurtant les jansénistes favorables à la République. Dans les campagnes, le petit peuple se jette sur les *galantuomini*, sur les détenteurs laïques et ecclésiastiques du sol : M. Rodolico a bien montré l'aspect social de ce mouvement, dont les souverains restaurés n'ont d'ailleurs pas compris le sens. En somme, ce beau livre expose l'histoire d'une triple incompréhension : des patriotes à l'égard du peuple, du peuple à l'égard des patriotes, de la monarchie à l'égard de tout. — La République parthénopéenne est née de la rencontre de plusieurs séries de faits. M. Aniello CORTESE s'est attaché à l'étude d'une de ces séries de faits⁵ : la politique extérieure du royaume de Naples. Celui-ci s'est montré constamment hostile à la France révolutionnaire : il y a eu des troupes napolitaines au siège de Toulon, des contingents napolitains dans les armées qui combattent en Lombardie contre les Français. Mais Ferdinand IV, très inquiet déjà lors des tractations de Bâle, l'est davantage encore lors du succès de Bonaparte : de là, l'armistice du 5 juin 1796 et la paix du 20 novembre 1798. Mais les exigences du gouvernement français épouvantent Ferdinand IV, et s'il fait négocier à Paris par Caracciolo et Ruffo en vue d'une entente stable, il négoc-

1. T. XII, 1934, col. 1653-1683.

2. *Le comte Camille de Tournon*. T. II : *La préfecture de Rome*. Paris, 1930, in-8°, 567 p.

3. Je n'ai point vu : P. G. A. ANGELUCCI, *Il grande segretario delle Santa Sede (cardinale Ercole Consalvi)*. Roma, Scuola tip. Pio. X, 1924, in-8°, 83 p.

4. *Il popolo agli inizi del Risorgimento nell'Italia meridionale, 1792-1801*. Firenze, Le Monnier, 1925, in-8°, xx-312 p. ; prix : 20 l.

5. *La politica estera napoletana e la guerra del 1798*. Milano-Napoli, Albrighi, Segati et C., 1924, in-8°, xi-290 p. ; prix : 15 l.

cie aussi à Vienne par Campochiaro un traité d'alliance qui est signé le 19 mai 1798 ; il négocie également avec la Russie et avec l'Angleterre (traités des 29 novembre et 1^{er} décembre). Le traité austro-sarde est daté du jour où Bonaparte quittait Toulon pour l'Égypte : c'est dire que l'on comptait bien profiter de son absence pour rétablir la situation militaire de la coalition. Naples n'apportait-elle pas un contingent de 74,000 hommes commandés par le célèbre Mack ? Celui-ci notifiait, le 24 novembre 1798, le passage par l'armée napolitaine de la frontière romaine. L'échec de l'attaque sur Cività-Castellana détermina un retrait rapide devant l'offensive de Rusca, Duhesme, Lemoine. Le 15 décembre, la levée en masse était décidée ; une diversion sur Livourne, pour entraîner la Toscane, échoua devant l'obstination de Fossombroni, ministre du grand-duc, à garder la neutralité, et, en un mois, la monarchie était à bas : le 30 décembre, Gaète capitulait et la cour quittait Naples sur des navires anglais et portugais.

Ce qu'a été Naples sous Joseph, mon ami Jacques Rambaud l'a montré naguère : M. Alberto LUMBROSO revient, justement à propos du livre de Jacques Rambaud, sur quelques points de la biographie du roi Joseph, qui, en 1834, tint à préciser son rôle napolitain dans une lettre au rédacteur en chef du *National*¹. — On a davantage écrit sur Joachim Murat. Du moins, à propos du règne à Naples du beau-frère de Napoléon I^{er}, M. Giulio LA VOLPE fait-il le bilan des efforts alors tentés sur le plan administratif et économique² : confiscation des biens de mainmorte, liquidation de la dette publique, réforme fiscale, institution de la Banque des Deux-Siciles, application des codes français, encouragements à la production nationale, abolition du régime féodal et division des grands domaines seigneuriaux, telles sont les principales rubriques sous lesquelles peuvent être classées les réformes de Murat. — Évaluer le rendement de toutes ces réformes serait une autre entreprise. Mais on peut supposer que certains Italiens y ont vu les gages d'une transformation possible de l'Italie tout entière par Joachim Murat : ainsi s'explique — indépendamment des données de la psychologie personnelle du roi — certains aspects de ce qu'on a appelé la « première guerre d'indépendance italienne ». Sur le contenu national de cette guerre, M. Domenico SPADONI nous apporte un contingent fort intéressant de faits et de textes³. M. Spadoni estime que Murat a bien été un chef national — il était impossible d'en trouver un alors parmi les dynasties italiennes — et souligne le caractère national aussi de la Proclamation de Rimini, œuvre de P. Rossi, F. Salfi, G. Zurlo, A. Manzoni. Et c'est une guerre nationale, avec des contin-

1. *A proposito di un re a Napoli* (Giuseppe Bonaparte). Extrait de *Studi di storia napoletana in onore di M. Schipa*. Napoli, P. T. E. A., 1926, in-8°, 12 p.

2. *Gioacchino Murat re di Napoli, amministrazione e riforme economiche, 1808-1815*. Extrait de la *Nuova Rivista storica*, 1931, in-8°, 39 p.

3. *Per la prima guerra d'indipendenza italiana nel 1815. Proclami, decreti, appelli ed inni*. Pavia, Istituto pavese di arti grafiche, 1929, in-8°, 420 p. ; prix : 25 l.

gents presque exclusivement italiens, et une vraie guerre, avec des morts. Mais elle n'avait été préparée ni au point de vue matériel, ni au point de vue diplomatique, et son résultat, lamentable, était à prévoir. Seulement, il en est resté le souvenir, inscrit, d'abord, dans tous ces textes que M. Spadoni a diligemment rassemblés et qui, hymnes patriotiques ou critiques réactionnaires, nous renseignent exactement sur les fluctuations ou les aspects opposés de l'opinion publique ; il est resté inscrit, aussi, dans les esprits, et il faut bien en tenir compte pour comprendre la persistance de l'idée nationale dans l'ère qui suit. — M. Ersilio MICHEL a suivi le sort de Murat et de ses compagnons en Corse, entre l'échec de la « guerre nationale » et le drame du Pizzo¹. On sait en quoi a consisté le drame du Pizzo (28-29 septembre), mettant fin à l'héroïque équipée de Murat. Un de ses compagnons, Corse, avait été tué ; tous les autres Corses (108 au total) furent faits prisonniers et furent graciés par le roi de Naples et renvoyés dans leur île natale, à l'exception des officiers généraux et supérieurs, qui furent dirigés sur Toulon, traduits devant la Cour prévôtale du Var, et, en 1817, autorisés par Decazes à rentrer en Corse.

L'épisode muratien termine la période française du *Risorgimento*. En fait, tous les programmes, tous les désirs, tous les rêves des patriotes italiens, qui s'étaient organisés autour des créations françaises, constituaient un capital impérissable. C'est bien ce qu'a montré M. Arrigo SOLMI dans les intéressantes études qu'il a groupées sous le titre de *L'idea dell' unità italiana nell' età napoleonica*². En s'appuyant sur une littérature abondante du sujet, M. Solmi montre comment ce capital s'était constitué, au XVIII^e siècle, avec les œuvres de tous ces penseurs auxquels j'ai plus d'une fois fait allusion dans ce *Bulletin*, et aussi qu'il s'est accru. Il s'est accru au moment de l'arrivée de Bonaparte et lors de la création des républiques italiennes ; il s'est consolidé du fait même de la ruine de ces républiques ; leur fin a démontré aux Italiens la nécessité de se créer eux-mêmes leur patrie et d'assurer eux-mêmes la liberté. Les résistances des plèbes inéduquées, les menées sourdes et parfois contradictoires des sociétés secrètes ont fortifié encore la démonstration. M. Solmi a insisté, en particulier, sur l'une des âmes les plus caractéristiques de cette époque, Ugo Foscolo, ardent à combattre dans les rangs des armées franco-italiennes, précisant, en 1799, sa volonté d'unité et d'indépendance nationales, stigmatisant, en 1815, la lâcheté de ceux qui n'ont pas voulu se sacrifier pour la patrie italienne³.

1. *Giocchino Murat in Corsica*. Extrait de l'*Archivio storico per la Corsica*, 1926, in-8°, 15 p. ; *Vicende dei Corsi che seguirono G. Murat al Pizzo, 1815-1817*. Extrait de l'*Archivio storico per la Corsica*, 1929, in-8°, 72 p.

2. *Collezione storica del Risorgimento*, série I, vol. XI. Modena, S. T. M., 1934, in-8°, ix-230 p.

3. Une édition nationale des *Opere* d'Ugo Foscolo est en cours de publication chez l'éditeur Le Monnier (Firenze).

Aussi bien, l'écho des paroles enflammées de Foscolo retentira tout le long du XIX^e siècle, comme la silhouette de l'empereur se détachera sur la grisaille des événements d'après 1815¹.

1815-1846. — C'est précisément la période qui couvre le livre de M. G. F. H. BERKELEY². On y voit la réaction s'installer dans la péninsule, les menées des sociétés secrètes essayer d'ébranler l'oppression renouvelée, le Piémont, avec les patriotes modérés, tenter d'organiser un regroupement des forces nationales, puis la grande flambée d'enthousiasme que détermine l'élection de Pie IX. Mais si M. Berkeley donne une bonne synthèse des faits et des doctrines politiques, si l'on comprend bien, grâce à lui, les systèmes de Mazzini, de Gioberti, de Balbo, d'Azeglio, même la politique de Charles-Albert, on n'aperçoit pas dans son livre les bases économiques et sociales de l'existence italienne dans la période considérée, la montée de la bourgeoisie, la lente acclimatation des classes populaires à des idéaux modernes, la liaison des pays italiens, par le biais du commerce, avec les pays libéraux d'Europe. — On trouve, par contre, ces préoccupations dans le livre, limité à la Lombardie, de M. Kent Robert GREENFIELD, dont il a été parlé plus haut³, et où l'auteur a essayé de dessiner la courbe des progrès accomplis en Lombardie par l'agriculture, l'industrie et le commerce⁴.

La Lombardie consolidera le thème de l'unité par sa robustesse matérielle. C'est le Piémont qui a renforcé ce thème de l'obstination de ses hommes d'État. On ne l'eût point dit à l'aube de cette époque, quand régnait à Turin le roi Victor-Emmanuel I^{er}. Dans une collection récemment instituée, M. Arturo SEGRE nous donne de ce prince une biographie exacte⁵. Le fils de Victor-Amédée III, marié à Marie-Thérèse de Lorraine en 1789, devient roi en 1802, par l'abdication de son frère Charles-Emmanuel IV, quittant le pouvoir pour se retirer à Rome, où il décédera en 1819 sous l'habit de jésuite. Ce prince savoyard a vu le royaume de ses pères s'écrouler sous les coups de la France et par l'égoïsme des alliés, une première fois en 1796, une seconde fois en 1800. Jusqu'en 1814, Victor-Emmanuel n'a véritablement régné qu'en Sardaigne, et il ne quitte Cagliari que le 2 mai 1814, sur le navire anglais *le Boyne*. M. Segre expose avec précision les conditions dans lesquelles la Ligurie et Gênes furent intégrées au royaume reconstitué, avec précision aussi les petits drames de la cour, la mésentente du roi avec sa femme : après tout, n'avait-elle pas des circonstances atténuantes

1. A ce point, je renvoie au livre dont j'ai parlé, p. 344, de M^{me} Maria dell' Isola.

2. *Italy in the making, 1815-1846*. Cambridge, University Press, 1932, in-8°, 292 p., illustr. ; prix : 15 sh.

3. Voir plus haut, p. 333.

4. *Economics and liberalism in the Risorgimento. A study of nationalism in Lombardy, 1814-1848*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1934, in-8°, xiv-365 p.

5. *Vittorio-Emanuele I, 1759-1821*. Collana storica sabauda. Torino-Palermo, Paravia, 1933, in-18, vi-322 p., illustr. ; prix : 19 l.

quand on se représente ce qu'était devenu son époux, de l'aveu de celui-ci¹ : « Vous me trouverez le visage raccourci et le menton se serrant déjà quelquefois contre le nez, à cause que mes longues dents se sont cassées et toute ma dentition depuis lors bat en retraite? » D'autre part, la crise économique sévit dans le royaume, et, malgré quelques efforts pour trouver des solutions à cette crise, le mécontentement se développe. Ainsi se trouve préparée la tentative révolutionnaire de 1821 : Victor-Emmanuel I^{er}, avec sa famille, gagne Nice, puis Lucques, puis Modène, et rentrent dans le royaume sarde, désormais aux mains de son frère Charles-Félix. Avec celui-ci, l'ex-reine Marie-Thérèse aura plus d'une fois des difficultés : Victor-Emmanuel I^{er} ne s'en préoccupera plus à partir du 10 janvier 1824, date de sa mort.

La réaction a peut-être été moins totale à Rome, pendant la fin du pontificat de Pie VII. M. l'abbé Ernesto VERCESI a, trop verbeusement à mon gré, souligné l'opposition, sur le plan pontifical, de l'époque napoléonienne et de la Restauration². Le secrétaire d'État Consalvi a fait de nombreux efforts pour diminuer la misère dans les provinces romaines, où des paysans vivaient parfois d'herbes et de glands ; il n'a pas craint de se dresser contre les exigences de Metternich, essayant de soumettre toute l'Italie à l'influence autrichienne, et, sans doute, de reprendre la tradition du joséphisme ; il a collaboré à la politique concordataire de Pie VII. Tout cela n'empêche pas les révolutionnaires de s'organiser — non point assez secrètement pour échapper à la surveillance des sbires pontificaux : le 13 septembre 1821, Pie VII condamnera formellement les *carbonari*. — M. Gellio CASSI, utilisant les archives du Vatican, a exposé, plus solidement que M. Vercesi, l'œuvre de Consalvi³. Il a, en particulier, montré la gravité de la crise économique de 1815-1817, conséquence, en partie, du blocus continental, et il faut bien avouer que les mesures prises par le gouvernement romain, pour classiques qu'elles soient, ont eu de très médiocres résultats. Cette misère, cette inquiétude générales suffisent en partie à expliquer le développement, dans les grands et les petits centres, des loges, des clubs, des sociétés secrètes — révolutionnaires comme les *Federati*, les *Guelfi*, les *Carbonari*, contre-révolutionnaires comme les *Calderari* et les *Sanfedisti* — mais surtout dans les Marches et en Romagne. La répression sera exacte, mais modérée, même lorsque, comme à Macerata, on en est arrivé à prendre les armes contre le pape. Le meilleur système eût été la réorganisation de l'État : le *motu proprio* du 6 juillet 1816 y tendit, et il faut reconnaître que les simplifications, l'unification administrative qu'il voulait instaurer est nettement d'esprit français.

1. Lettre à son frère Charles-Félix du 14 juin 1817.

2. *Pio VII, Napoleone e la Restaurazione*. Collection *I Papi del secolo XIX*. Torino-Catania, Società editrice internazionale, 1933, in-16, 340 p. ; prix : 12 l.

3. *Il cardinale Consalvi ed i primi anni della Restaurazione pontificia, 1815-1819*. Milano-Napoli, Albrighi, Segati et C., 1931, in-8°, 213 p. ; prix : 12 l.

M. Cassi analyse le caractère énergique et cohérent de la politique extérieure de Consalvi : concordats, résistance à Metternich, activité romaine dans les Congrès (Aix en 1818, Carlsbad en 1819), et peut-être cette politique explique-t-elle, mieux que l'activité de la police romaine, le fait que les populations des États pontificaux n'aient pas adhéré au mouvement révolutionnaire de 1821. Ne faut-il pas tenir compte à cet égard du médiocre dynamisme de l'idéologie des sociétés secrètes ? — Le P. Agostino GEMELLI et don Silvio VISMARA apportent une contribution limitée, mais puissante, à l'histoire des efforts « consalviens » en étudiant la réforme universitaire alors tentée¹. Il résulte des recherches présentées dans leur travail que la papauté a eu parfaitement conscience de la nécessité d'un enseignement organique. Il semble toutefois que les instructions méthodologiques mises sur pied en 1819 ont un caractère moins religieux que celles qu'intègre le successeur de Pie VII, Léon XII, dans la Constitution du 28 août 1824. En tout cas, à Rome, avec la « Sapienza » et l'« Archiginnasso », à Bologne, Césène, Ferrare, Macerata, Pérouse, Urbin, Camerino, Fano, Fermo, avec les universités, il y a tout un ensemble d'institutions intellectuelles qui, consciemment ou non, ont participé à la formation de générations plus cultivées et, par là même, plus aptes à accepter des solutions moins traditionnelles des problèmes humains. — La politique concordataire de Pie VII et de Consalvi a attiré l'attention de M. Walter MATURI, qui étudie le concordat napolitain de 1816². Dans un livre solide, qui repose sur les archives de Naples et du Vatican — l'auteur en a tiré quatre-vingt-dix documents qu'il publie — cet auteur expose les conditions générales et particulières qui ont amené la rédaction de ce texte. Il n'est pas sans intérêt de souligner que le négociateur napolitain, le ministre des Finances De' Medici, était tout inspiré des doctrines du XVIII^e siècle en matière « curiale », celles de Filangieri, Delfico, Pagano ; il voulait, au moyen du Concordat, achever de construire l'État, œuvre d'autant plus nécessaire que le peuple du Midi n'obéissait, en fait, au roi que par l'intermédiaire de la religion. Ainsi, le Concordat de 1818 apparaît comme une sorte de revision du despotisme éclairé. D'autre part, il convenait de soumettre la Sicile, sur ce point, comme sur tant d'autres, très largement autonome, à une législation unificatrice. A De' Medici et à son ami Tommasi, ministre de la Justice, des Affaires ecclésiastiques et de l'Intérieur, grand admirateur, lui aussi, de Filangieri, se sont opposés le marquis Circello, le haut clergé, dont le cardinal de Naples Luigi Russo et les amis de Canosa. Les négociations avec Rome furent difficiles ; on les rompit quatre fois, et, le Concordat signé, tout ne fut pas aplani. Mais les con-

1. *La riforma degli studi universitari negli stati pontifici, 1816-1824*. Publication de l'Università cattolica del Sacro cuore, série V, vol. XIII. Milano, Vita et pensiero, 1933, in-8°, viii-398 p. ; prix : 25 l.

2. *Il concordato del 1818 tra lo Santa Sede e le Due Sicilie*. Studi e documenti di storia del Risorgimento. Firenze, Le Monnier, 1929, in-18, 266 p., illustr. ; prix : 20 l.

séquences du Concordat ne doivent pas être sous-estimées : d'une part, c'est la fin de la situation privilégiée de l'Église ; de l'autre, c'est la rupture entre le pouvoir monarchique et les classes dirigeantes.

Les événements de la Restauration — disette de 1817, tractations politiques et religieuses — ont créé l'ambiance où le mouvement du *Ventuno* éclate. Ces événements ont peut-être plus d'importance, à cet égard, que la mystique un peu falote des sociétés secrètes. Le livre que M. Giuseppe LETI a consacré à ces dernières n'est pas très intéressant¹. M. Leti n'a point fait personnellement d'enquête dans les archives italiennes, et sa bibliographie est mince : cela ne l'a pas empêché de faire de la franc-maçonnerie, de ses origines et de son évolution, des divers groupements clandestins, de leurs antinomies et de leurs similitudes, une étude d'ensemble pour la période d'ensemble aussi du *Risorgimento*. — Il y a plus de choses, à coup sûr, dans les courtes contributions réunies par M. Giuseppe GALLAVRESI² : psychologie du prince de Carignan, caractères du mouvement piémontais de 1821, développement des *Adelfi*, *Federati*, *Carbonari*, procès de Confalonieri, rôle du prince Eugène, de Manzoni, de Farini, de Gioberti, jeunesse de Cavour, tels sont les principaux thèmes abordés, avec science et élégance, par l'érudit auteur. — Par contre, il y a peu de choses à tirer de l'ouvrage de M. Piero PIERI, qui, sous prétexte d'étudier les mouvements de 1821 et de 1831, présente, en réalité, une sorte d'histoire de l'Italie de 1815 à 1831³. — Sur la répression des troubles du *Ventuno*, on trouve des éléments utiles dans la bonne biographie consacrée par M. Francesco LEMMI à Charles-Félix, roi de Piémont après l'abdication de son frère⁴. Ce prince représente, encore plus que celui-ci, l'esprit de la réaction bigote, et, le cas échéant, brutale — témoin la répression des troubles paysans de Sardaigne, son désir de voir Napoléon exécuté, comme l'avait été Murat, surtout les ordres donnés pour poursuivre les auteurs du soulèvement piémontais. Avec cela, pas courageux : c'est à Modène que vint le surprendre la nouvelle des incidents d'Alexandrie et de Turin, et ce n'est qu'au mois d'octobre qu'il se décida à rejoindre sa capitale, et encore sur la demande du gouvernement autrichien. Charles-Félix détestait le prince Charles-Albert de Carignan, dès avant 1821, et plus encore après : il fut bien forcé, *nolens volens*, de reconnaître les droits successoraux de celui-ci au Congrès de Vérone. Ces droits devaient s'exercer le 27 février 1831, date de la mort de Charles-Félix. — En Lombardie, les conspirateurs ont été arrêtés avant d'avoir agi. Sur les conspira-

1. *Carboneria e massoneria nel Risorgimento italiano. Saggio di critica storica*. Genova, Libreria editrice moderna, 1926, in-8°, viii-442 p. ; prix : 37 l.

2. *Da Santarosa a Cavour*. Biblioteca di cultura politica a cura di Franco Ciarlantini. Milano, Alpes, 1924, in-18, 129 p. ; prix : 7 l.

3. *Le società segrete ed i moti degli anni 1820-21 e 1830-31*. Storia illustrata del Risorgimento nazionale. Milano, Vallardi, 1931, in-4°, 232 p.

4. *Carlo-Felice*. Collana storica sabauda. Torino, Paravia, [1931], in-18, vi-264 p., illustr. ; prix : 16 l.

teurs brescians, en particulier, leur procès, leur existence même — Mompani, Scalvini, Passerini, les Ugoni, Cavallini, etc. — il y a de nombreux éléments dans une publication collective de l'*Ateneo de Brescia*¹ : MM. SOLITRO, GUERRINI et ZADEI méritent, à ce sujet, des compliments.

Le mouvement de 1831 a fait l'objet de travaux plus considérables que celui de 1821. Un arrière-petit-fils du conspirateur Misley, M. Guido RUFFINI, utilise les souvenirs de celui-ci pour éclairer un peu la tragédie modenaise². Misley est le type du révolutionnaire idéaliste, facile à tromper, et c'est bien pour avoir cru dans les promesses du duc François IV que la conspiration échouera. Mais Misley a échappé au bourreau ; il ne mourra qu'en 1863, après avoir publié divers ouvrages qui comptent dans la littérature du *Risorgimento*, et pris quelque part aux événements espagnols. M. Ruffini, en publiant divers documents concernant Misley, signale que, dans sa correspondance avec Ciro Menotti, il portait parfois le pseudonyme de Joseph Balzac. — Je ne reviendrai pas sur les mémoires de Francesco Cialdini, dont j'ai parlé antérieurement : j'ajoute seulement ici que, si différents soient-ils, il y a entre le mouvement de 1831 et celui de 1821 ce trait commun qu'ils mettent en jeu les héros inutiles de révolutionnaires idéalistes, ici Misley, là Santarosa. Je ne ferai pas, au surplus, à Charles-Albert de Carignan l'injure de le comparer à François IV de Modène. — M. Albano SORBELLI a étudié l'une des plus sympathiques victimes de la conjuration de Modène, à savoir Antonio Lugli³. Né en 1763, Lugli avait donc soixante-huit ans quand, son élève Menotti ayant été pris et exécuté, il s'enfuit à Bologne. Il fut arrêté dans cette ville sur la dénonciation d'un traître, en mars 1835, traduit l'année suivante devant une Commission militaire de Modène et condamné à dix ans de prison : c'est en prison qu'il mourut deux ans après cette condamnation. — Le mouvement modenais n'est pas le seul dont il faille tenir compte : en Romagne, avec les Bonaparte, en Toscane et dans les Deux-Siciles, avec les *Carbonari*, en Lombardie et dans les Légations, avec les autres sociétés secrètes, se sont développées diverses formes d'agitation, qui, étant sans cohésion, n'ont abouti à rien d'autre qu'à susciter, à propos de l'Italie, la rivalité de l'Autriche et de la France. L'événement suffit, au reste, à démontrer tout ce qu'il y avait à faire encore, en Italie, pour consolider l'esprit national. Les origines et le développement de cette rivalité ont été exposés par M. C. VIDAL dans un travail honnête, pour lequel l'auteur s'est référé seulement aux archives du Quai d'Orsay et à celles du Vatican⁴. M. Vi-

1. *I cospiratori bresciani del 21. Miscellanea di studi a cura dell' Ateneo di Brescia*. Brescia, Istituto Figli di Maria Immacolata, 1924, in-8°, XII-708 p.

2. *Le cospirazioni del 1831 nelle memorie di Enrico Misley. Biografia del cospiratore*. Bologna, Zanichelli, 1931, 330 p., illustr. ; prix : 30 l.

3. *L'apostolo della rivoluzione italiana del 1831. Antonio Lugli*. Bologna, Stahlimenti politici riuniti, 1924, in-4°, 75 p.

4. *Louis-Philippe, Metternich et la crise italienne de 1831-1832*. Paris, de Boccard, 1931, in-8°, 292 p.

dal montre parfaitement l'hésitation de Louis-Philippe à se lancer dans une aventure interventionniste : il ne goûtait guère les réfugiés italiens et avait même pris l'engagement de se débarrasser d'eux. Mais voici que, à la suite des troubles romagnols, organisés par une poignée d'anciens officiers des armées impériales, d'intellectuels et d'israélites, l'Autriche occupe Bologne : le problème, dès lors, devient international. Appuyée par l'Angleterre, la France, qui a obtenu de Metternich la promesse d'évacuer Bologne, introduit la question des réformes indispensables dans les États romains (avril-mai 1831). Mais le pape Grégoire XVI veut rétablir l'autorité pontificale dans les Légations ; le cardinal Albani fait appel, à cet effet, aux troupes autrichiennes. La riposte française est immédiate : c'est l'occupation d'Ancône. Celle-ci a une signification internationale ; elle n'a aucun effet sur Rome. Le 21 juin 1832, les « rebelles » d'Ancône sont excommuniés, tout essai de réformes dans l'administration pontificale écarté, et l'on songe même, autour du pape, à constituer une armée de mercenaires. Ce n'est que le 30 novembre 1838 que l'Autriche évacuera Bologne : le 3 décembre suivant, Ancône le sera par les Français. Dans l'intervalle, de 1831 à 1838, Mazzini a commencé son action et enregistré ses premiers échecs ; d'autre part, le Piémont, précisément inquiet par les tentatives mazziniennes, s'est montré nettement austrophile.

C'est que la monarchie piémontaise est, à cette date, essentiellement anti-révolutionnaire et que, dans cet esprit, elle cherche à se solidariser avec les autres monarchies de la péninsule. Ainsi s'explique le mariage de Marie-Christine de Savoie avec Ferdinand I^{er} de Naples, célébré le 21 novembre 1832. M. A. AMANTE a écrit avec précision, un peu longuement, la biographie de cette princesse¹, qui avait fait déjà l'objet d'une monographie de M. B. Croce. Tout de suite se vérifie une incompatibilité d'humeur entre Marie-Christine et le Bourbon. Dès lors, son rôle politique est nul, ou, tout au plus, limité à quelques interventions en faveur des condamnés politiques. C'est à la religion qu'elle se donne, et elle meurt, le 14 janvier 1830, en mettant au monde celui qui sera le dernier roi des Deux-Siciles, François II. — Une des sociétés secrètes de l'Italie napolitaine, *I figliuoli della Giovane Italia*, créée en 1834, n'a été découverte par la police qu'en 1839. Un procès s'ensuivit, où furent impliqués Benedetto Mussolini et Luigi Settembrini. Condamnés le 5 juillet 1841, ces conspirateurs ne furent libérés que le 25 octobre 1843². — Jusqu'à cette date, le royaume devait être agité par la tentative insurrectionnelle des frères Bandiera. L'état dans lequel il se trouvait a été décrit dans les dépêches du duc de Montebello, ambassadeur de France

1. *Maria-Cristina di Savoia*. Collana storica sabauda. Torino, Paravia, 1933, in-18, 178 p., illustr. ; prix : 91. 50.

2. Giuseppe PALADINO, *Benedetto Mussolini, Luigi Settembrini e i « figliuoli della Giovane Italia »*. Extrait de la *Rassegna storica del Risorgimento*. Aquila, Vecchioni, 1923, in-8°, 44 p.

à Naples, commentées par M. le commandant WEIL dans l'un de ses derniers travaux¹.

1847-1849. — Années troubles, où les contradictions abondent, et que traverse, avec bien d'autres, l'équivoque personnalité de Charles-Albert. On cherche toujours à percer celle-ci. Pour M. Niccolò RODOLICO, il n'est pas vrai que Charles-Albert soit un pur réactionnaire ou même un simple velléitaire². Pas de sphinx en Charles-Albert, mais un roi qui veut réaliser le progrès civil dans la stabilité politique, à la lumière de la religion. S'appuyant sur une vaste documentation, M. Rodolico explique ce que fut l'enfance — malheureuse — de Charles-Albert ; malgré la triste pédagogie qu'inspirent ses maîtres, son intelligence s'éveille et saisit ce qu'il y a de nouveau dans ce Piémont qui avait subi l'influence française. Après l'étrange équipée de 1821, où le prince n'a pas trahi, mais seulement hésité, c'est une nouvelle période de tristesse qui s'ouvre pour Charles-Albert, dont la diplomatie française, et peut-être la diplomatie russe soutiennent les droits à la succession de Charles-Félix. Après la guerre d'Espagne, à laquelle il participe honorablement, Charles-Albert se consacre à l'étude, dans sa retraite de Racconigi, pendant les années 1824-1831, se préparant ainsi à la tâche royale qui, maintenant, lui incombe. — M. le sénateur Francesco SALATA verse de nouvelles pièces au dossier Charles-Albert³ : d'abord des lettres intéressantes sur la révolution de 1821, puis un journal autographe de 1831 à 1841, enfin divers documents autobiographiques, en particulier des lettres d'exil, écrites, à Oporto, à la comtesse de Robilant. C'est une singulière figure qui se dégage de tous ces textes — écrits en français — et rien n'est plus frappant en elle que son fatalisme religieux. — C'est encore pour célébrer le centenaire de l'avènement de Charles-Albert au trône que M. Adolfo COLOMBO a écrit une bonne petite mise au point sur le règne de ce prince⁴ : on y trouve les textes les plus utiles pour comprendre sa carrière politique. Mais si M. Colombo mérite de n'être pas classé parmi les hagiographes, son monarchisme l'incite à quelque dureté pour la tactique des révolutionnaires. On saura gré à M. Colombo de n'avoir pas négligé l'histoire intérieure et l'évolution économique⁵. — M. C. VIDAL, qui est français, est beaucoup plus dithyram-

1. *Le condizioni nel regno di Napoli nell' autunno del 1843 e dopo la fucilazione dei fratelli Bandiera, luglio-agosto 1844*. Extrait de l'*Archivio storico per le provincie napoletane*. Napoli, 1923, in-8°.

2. *Carlo-Alberto principe di Carignano*. Firenze, Le Monnier, [1931], in-8°, 479 p., illustr. ; prix : 45 l.

3. *Carlo-Alberto inedito*. Firenze, Mondadori, 1931, in-8°, xi-500 p., illustr.

4. *Carlo-Alberto*. Biblioteca popolare di storia del Risorgimento italiano. Roma, Società nazionale per la storia del Risorgimento italiano, 1931, in-16, 208 p. ; sans indication de prix. — Le livre comporte une bonne bibliographie, dont les éléments sont, à tort, classés dans l'ordre chronologique de l'apparition.

5. A cet égard, voir les travaux de M. Antonio Fossati, cités p. 332 et 333.

bique que les historiens italiens qui viennent d'être signalés¹. Pour cet auteur, qui reconnaît, d'ailleurs, que sa documentation n'est pas complète, il y a en Charles-Albert deux idées fondamentales : le sens du progrès, la haine de l'Autriche. Pour les réaliser, il a fallu donner au Piémont, languissant et faible, du prestige en Italie et en Europe, au moyen d'une armée solide et d'une économie active. Hostile aux utopies, travailleur méthodique, le roi a suscité l'élimination du régime féodal, la construction de routes d'accès vers Gênes, de voies ferrées, et aussi un plan d'enseignement populaire, encouragé l'agriculture. C'est à partir de 1835 que l'on sent se développer le sentiment d'austrophobie du roi : les ministres favorables à la cour de Vienne, Lescarène en tête, sont renvoyés, les offres de collaboration diplomatique — ligue italienne de 1832, démonstration contre la liberté de la presse à Malte — écartées. S'il est l'adversaire décidé du mazzinisme, il lit avec intérêt les œuvres de Gioberti, de Durando, de Balbo, de D'Azeglio. La rupture avec l'Autriche, engagée sur la question du sel, est consommée le 27 avril 1846 : événement considérable, car il est ainsi avéré qu'un État italien peut résister à l'Autriche. Quelques jours après, ce sera l'élection de Pie IX, et les circonstances s'ajoutent les unes aux autres pour déterminer la guerre. Mais il convient de ne pas oublier que Charles-Albert est un roi de droit divin, qui ne s'est tourné vers les libéraux que par suite de l'incapacité des conservateurs ; il a essayé de résoudre des contradictions, en particulier son catholicisme avec son italianité : ainsi est-il ou apparaît-il ténébreux, secret, vacillant, et il pourra avouer lui-même : « Ma vie fut un roman ; je n'ai pas été connu ; nul ne saura jamais ce que j'ai fait pour l'Italie. » Du moins, est-il hors de comparaison avec les autres princes italiens : le pape, le roi de Naples, le grand-duc de Toscane, qui ont adhéré un instant à l'idée nationale, puis l'ont trahie. Trahir ? Non, car, finalement, ils ont ainsi assuré au Piémont, malgré les défaites de 1848-1849, les bénéfices du mouvement. De trahison, il est, en tout cas, impossible d'accuser Charles-Albert, malgré tout ce qu'ont dit la princesse Belgiojoso, Saffi, Cattaneo, Cernuschi, prétendant qu'il avait concerté ses désastres avec l'Autriche. Quand il abdique, quand il part pour l'exil, Charles-Albert s'enveloppe d'indéniable grandeur ; ses anciens adversaires, Berchet, Brofferio, Vimercati, Matteuci le reconnaissent, et, dix ans après, Mazzini, écrivant à Victor-Emmanuel, saluera le geste du lendemain de Novare. — Mais Charles-Albert n'a pas laissé que le souvenir d'une émouvante attitude ; il a laissé un texte que la dictature fasciste n'a pas encore totalement éliminé : le statut de 1848. M. Giuseppe MARANINI a consacré à ce texte un livre tout à fait excellent, préfacé par M. A. Solmi². Faut-il, pour en comprendre le sens, remon-

1. *Charles-Albert et le « Risorgimento » italien, 1831-1848*. Paris, de Boccard, 1927, in-8°, 632 p. ; sans indication de prix.

2. *Le origini dello statuto Albertino*. Collana storica. Firenze, Vallecchi, [1926], in-18, 253 p. ; prix : 40 l.

ter, avec M. Solmi, à l'époque des Communes, faut-il tenir compte des États provinciaux qui ont fonctionné en Sardaigne, en Sicile, à Naples, dans le Frioul, cela n'est pas absolument démontré. M. Maranini s'appuie sur un sol plus stable en analysant les idées des penseurs libéraux du *Risorgimento* et les tendances mêmes de Charles-Albert, d'une part, les circonstances politiques et les exemples étrangers qui abondent en 1847 et 1848, d'autre part. De fait, avec beaucoup de soin et de talent, l'auteur fait l'exégèse des quatre-vingt-quatre articles du *Statuto*, où, finalement, on perçoit l'influence certaine de la Charte française de 1814 et des institutions britanniques.

Pour la guerre d'indépendance, les textes publiés par M. Antonio MONTI ne manquent pas d'intérêt¹ : il s'agit des lettres de Luigi Torelli, dont il a déjà été parlé², à Maurizio Farina. Deux chapitres introductifs, sur l'esprit « volontariste » des Italiens de 1848 et sur le rôle de Charles-Albert, « le roi de la douleur, du sacrifice, du renoncement », nous renseignent, en général, sur Torelli, son correspondant et les événements du temps. C'est à Torelli qu'est due l'expression de « guerre sainte » appliquée à la tentative du roi sarde, et reprise par Cattaneo. Comme officier d'état-major, il a suivi toute la campagne, et il nous renseigne sur la faible énergie des généraux, les jalousies entre Piémontais et Lombards, l'insuffisance du gouvernement provisoire de Milan, le courage de la troupe. Torelli était à Novare ; dans l'intervalle des deux campagnes, il a été ministre de l'Agriculture et du Commerce et a conseillé de reconnaître la République romaine. Il a apprécié à sa valeur le lamentable Ramorino et souligné l'inorganisation de l'intendance piémontaise. On comprend mieux, grâce à lui, l'échec de la guerre. M. Monti a ajouté aux lettres de Torelli des documents évocateurs, en particulier l'appel de Charles-Albert, du 23 mars 1841, au gouvernement de Milan, et une lettre de Marie-Adélaïde, femme du prince Victor-Emmanuel et fille de l'archiduc Renier, vice-roi du Lombard-Vénitien. — Je ne reviens pas sur Mantoue et le Mantouan à ce moment³. — Pour Venise, en dehors des ouvrages consacrés à Manin⁴, il y a lieu de consulter le nouvel ouvrage de M. Georges TREVELYAN⁵. On connaît la compétence « italienne » de cet historien anglais. Elle se vérifie ici encore, car, bien qu'il affirme que le sujet est bien connu, il l'a renouvelé par des recherches à Venise même, à Vicence, à Trévise, dans les papiers Panizzi du British Museum, et il l'a traité avec toute la clarté anglo-saxonne. En fait, c'est toute une histoire de la Vénétie qui nous est présentée à propos de la Révolution de 1848. Bien entendu,

1. *La guerra santa d'Italia in un epistolario inedito di Luigi Torelli, 1846-1849*. Milano, Treves, 1934, in-8°, xi-192 p., illustr. ; prix : 16 l.

2. Voir plus haut, p. 355-356.

3. Voir plus haut, p. 338.

4. Voir plus haut, p. 352.

5. *Manin and the Venetian revolution of 1848*. London, Longmans, Green and Co, 1923, in-8°, xvi-284 p., cartes et illustr. ; prix : 12 s. — Joindre : Girolamo CAPPELLO, *L'ammiraglio Leone Graziani e la marina veneta nel 1848-1849*, dans *Rivista marittima*, mars 1925.

dans cette histoire, Manin, né la même année qu'un autre Juif, d'origine vénitienne, et qui est Disraeli, tient une place de premier ordre. C'est en 1840 que Manin commence à s'intéresser aux questions de politique générale, à l'occasion du chemin de fer entre Milan et Venise ; il est écœuré du mépris que les pays d'Europe ont pour l'Italie, du mépris que les pays d'Italie ont pour Venise. L'aventure des frères Bandiera le bouleverse, et, en 1846, avec Tommaséo, il commence d'organiser l'agitation, d'abord légale, contre l'Autriche. Arrêté avec son « complice », il est acquitté au mois de mars 1848. C'est le mois « crucial » : le 16 mars, à l'annonce de la révolution viennoise, Venise se révolte contre ses maîtres, le gouverneur Palfy et le maréchal Zichy. Manin est à la tête du mouvement : le 22 mars, après l'occupation de l'Arsenal, il proclame la République, et, sous son impulsion, la révolution gagne de proche en proche les cinq provinces vénitiennes. Mais la rapidité des événements empêche Manin d'étudier congrument et de résoudre les graves problèmes qui se posent : l'ajustement des relations de Venise avec la Terre-Ferme, l'institution des relations organiques avec la Lombardie, l'organisation d'une force armée solide. Dès le mois d'avril, Nugent a reconquis le Frioul, et, bientôt, il a fait sa jonction avec Radetzki : le 13 juin, après une troisième bataille de Vicence, toute la Terre-Ferme est reprise par les Autrichiens. Le 4 juillet, pourtant, Venise vote la réunion au Piémont. Mais Custozza survient, Venise reste toute seule, et Manin prend la dictature. Dictature admirable, par l'héroïsme, par l'opiniâtreté qu'y déploie Manin. Abandonnée de tous, bombardée, en proie au choléra, à la famine, Venise résiste : dès le 6 août 1849, Manin a les pouvoirs nécessaires pour capituler : il attendra jusqu'au 22, et il part sur le navire français le *Pluton*, tandis que Gorzkowsky fait son entrée dans la cité des doges.

L'histoire de la guerre d'indépendance est plus claire que l'histoire diplomatique et l'histoire intérieure de l'Italie d'alors. Dans son dernier livre sur Gioberti, M. Antonio ANZILOTTI avait publié des documents intéressants, en provenance des archives de Naples, au sujet des négociations du gouvernement piémontais avec la monarchie méridionale¹ : des tentatives d'accord esquissées, fin 1848 et début 1849, par Gioberti, Ludolf, ministre de Naples à Turin, le prince de Cariati, ministre napolitain des Affaires étrangères, il ne devait rien sortir. — Il y a dans tout le *Risorgimento* une diplomatie révolutionnaire. En 1849, le Piémont a songé à appuyer son action antiautrichienne sur un mouvement insurrectionnel en Hongrie : de là, la mission du colonel Alessandro Monti dans ce pays, alors dirigé par Kossuth. Après le départ de Gioberti du ministère sarde, les efforts dans ce sens continueront, et même dans le sens inverse, puisqu'il y aura un corps italien, organisé par Monti, à la triste bataille de Temesvar. Après cette défaite, Monti passe en Valachie, et il sera rapatrié en mars 1850. M. Guido ZADEI, qui a raconté cette équipée,

1. *La funzione storica del giobertismo, con appendice di documenti inediti*. Uomini e idee. Firenze, Vallecchi, [1923], 54 p. ; prix : 3 l. 50.

publie dans son petit livre une douzaine d'intéressantes lettres de Bathyani, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Kossuth¹. — C'est à M. A. J. P. TAYLOR, professeur à l'Université de Manchester, qu'est due la plus récente étude sur le problème italien par rapport à la diplomatie européenne². Un seul reproche à l'auteur, touchant sa documentation : il n'a pas consulté aux Archives nationales les procès-verbaux du Comité diplomatique de l'Assemblée constituante. Quant à la présentation des faits, elle est très clairement conçue ; toutefois, on regrettera que, parmi les instructions diplomatiques étudiées par M. Taylor, celui-ci n'ait point fait de place à celles qui ont eu la Prusse et la Russie pour théâtres. M. Taylor montre bien la constance de la diplomatie anglaise, toute orientée vers la paix, à maintenir ou à restaurer ; par contre, en Autriche, comme en France, tout est conditionné par les changements politiques intérieurs, et, quand Louis-Napoléon Bonaparte devient président de la République française, il n'y aura pas beaucoup plus de continuité dans la diplomatie française, car, comme le dit M. Taylor, il est l'homme de toutes les contradictions, « plus réaliste que Bismarck, plus idéaliste que Mazzini ». Les quatre chapitres où M. Taylor a versé sa riche matière sont bien équilibrés. Les pages qu'il a consacrées aux négociations entre Metternich et Guizot sont du plus grand intérêt : il en ressort que, dans cette période de son histoire, l'Italie en est réduite au sort qu'aura la Turquie de la fin du XIX^e siècle, une terre à *memoranda*, à interventions directes et obliques. Non moins importants les développements consacrés à la médiation anglo-française après Custozza. Louis-Napoléon Bonaparte s'est efforcé de liquider rapidement le problème lombard, pour s'occuper plus vite et plus complètement de la question romaine. D'autres difficultés diplomatiques surgiront au cours de la période qui suit.

1850-1870. — Tout gravite, dans cette période, autour de Cavour. Je ne reviendrai pas, à cet égard, sur les deux derniers volumes de la très belle œuvre de M. Paul MATTER³ : rappelons seulement qu'il a pris le grand *statista* en 1848 et a suivi son œuvre et sa vie — l'une tient à l'autre ! — jusqu'en 1861⁴. — M. Alberto CAPPÀ a tenté de faire une synthèse analogue dans un livre tout à fait au point⁵. M. Cappa n'a rien de l'esprit hagiographique : d'une part, en effet, il ne craint pas de souligner, après un grand homme d'État, que si, en 1861, l'Italie est formée, la nation restait à faire ;

1. *Il barone colonello Alessandro Monti e la sua azione in Ungheria nel 1849*. Biblioteca bresciana. Brescia, Gatti, 1929, in-16, 80 p. ; prix : 3 l.

2. *The italian problem in european diplomacy, 1847-1849*. Tout memorial publication fundation. Publications of the University of Manchester, n° CCXXXII, hist. ser., n° LXVII. Manchester, University Press, 1934, in-8°, viii-252 p.

3. Voir *Rev. histor.*, t. CXLIX, p. 248, et t. CLV, p. 425.

4. J'ai déjà indiqué que j'ai dessiné une silhouette de Cavour dans la publication collective des *Hommes d'État*, actuellement sous presse.

5. *Cavour*. Biblioteca di cultura moderna, n° 225. Bari, Laterza, 1932, in-18, 478 p. ; prix : 30 l.

d'autre part, il estime que Cavour a accompli une tâche énorme, mais qu'il a eu des collaborateurs. Ce qui distingue Cavour, pour M. Cappa, c'est le sens très poussé des responsabilités, son libéralisme, qui l'oppose absolument à Bismarck, son imperméabilité totale à la haine, son esprit de tolérance¹. — En comparaison du livre de M. Cappa, le livre de M. Alfredo PANZINI apparaît assez médiocre² : s'appuyant essentiellement sur Chiala, à peu près muet sur la formation intellectuelle et morale de Cavour, sur son idéologie propre, M. Panzini ne donne, en réalité, qu'une silhouette approximative de Cavour. — Il y a davantage dans l'ouvrage, établi d'après diverses correspondances publiées et inédites, de M. A. J. WHYTE³. Sans doute, cet auteur ignore la correspondance de Cavour avec le prince Jérôme Napoléon ; sans doute, même en étudiant le rôle de Cavour comme ministre de la Marine, du Commerce et des Finances, il ne nous renseigne point sur l'évolution économique du Piémont ; sans doute, enfin, les indications bibliographiques données ne sont point toujours correctes. Mais les quatorze chapitres et ouvrages suivent avec exactitude la carrière de l'homme d'État, sur lequel, prudemment, M. Whyte ne formule point, en fin de compte, de conclusion. — On a publié à part l'Introduction de M. Adolfo OMODEO aux discours parlementaires de Cavour⁴ : M. Omodeo y montre l'intelligence souple de Cavour, qui, homme du juste milieu, sait s'adapter aux circonstances, sans, d'ailleurs, jamais tomber dans le cynisme. Cavour n'avait rien d'un démocrate, tout d'un *debater* à l'anglaise. Pour Gioberti, il fallait fondre le Piémont dans l'Italie ; pour Cavour, l'Italie dans le Piémont. — M. Antonio FOSSATI a étudié l'un des aspects les moins connus de l'idéologie cavourienne⁵. Les idées de Cavour en matière sociale sont celles d'un conservateur. Cavour est un « libériste », de l'école cobdénienne, et il estime que les lois naturelles de l'économie suffisent à assurer l'équilibre social ; il est hostile à toutes les utopies du socialisme et n'admet, comme correctif des lois naturelles, que la philanthropie, la charité. M. Fossati souligne de quelle façon ces idées, nettement conservatrices, s'opposaient à une société où s'avéraient cependant déjà les brutalités et les maux engendrés par la révolution industrielle. — M. Vincenzo GULI a élargi le point de vue de M. Fossati en abordant l'ensemble de la politique économique de Cavour⁶. Après

1. En 1854, il laissa jouer une pièce de son adversaire Brofferio, *Il Tartufo politico*, où il était mis en scène.

2. *Cavour et l'épopée du « Risorgimento »*. Traduction de Jean Humbert. Bibliothèque historique. Paris, Payot, 1932, in-8°, 303 p., illustr. ; prix : 24 fr.

3. *The political life and letters of Cavour, 1848-1861*. Oxford, University Press ; Londres, Milford, 1930, in-8°, xv-478 p., illustr. ; prix : 17 sh. 6 d.

4. *Gl' inizi della politica cavouriana, 1847-1852*. Firenze, La Nuova Italia, s. d., in-8°, 109 p.

5. *Il pensiero e la politica sociale di Cavour*. Torino, La Federazione fascista del Commercio della provincia, 1932, in-4°, 163 p. et tableaux.

6. *Il Piemonte e la politica economica del Cavour*. Napoli, I. I. E. A., 1932, in-18, 270 p. ; prix : 15 l.

avoir indiqué, d'une part, comment s'était formée la conception économique de Cavour et, de l'autre, quelle était la situation économique du Piémont au moment où Cavour prit le pouvoir, M. Guli met en lumière les réalisations essentielles de Cavour sur le plan considéré : traités de commerce, réforme du système fiscal, organisation de crédit, liberté du commerce des grains, mesures contre les biens de mainmorte, financement de la guerre de Crimée, travaux publics. L'auteur, s'il rend hommage au courage de Cavour, est bien forcé d'apprécier différemment les résultats obtenus par lui dans le domaine économique — ils furent excellents — et dans le domaine financier — ils furent très médiocres : ainsi se trouvèrent transmis à l'Italie unifiée, d'un côté, le lourd poids d'un déficit paralysant et, de l'autre, le dynamisme d'une économie nationale à ses débuts¹.

Cavour a organisé sa politique antiautrichienne² en s'appuyant sur l'Angleterre et sur la France. Pour l'Angleterre, la Commission royale d'édition des *Œuvres* de Cavour a publié en trois volumes l'intéressante correspondance du ministre piémontais avec V. E. D'Azeglio, frère de Massimo, ambassadeur à Londres³. Il s'agit de 1,329 textes publiés ou analysés, et auxquels on a joint 59 documents de la correspondance de Cavour avec M. et Mme de Circourt et des lettres de Cavour à Rattazzi⁴; ces textes couvrent cette formidable décennie de 1851 à 1861 et apportent des informations nombreuses et précises sur le Congrès de Paris et les difficultés diplomatiques de 1854-1856, sur les origines de la guerre d'Italie, sur les annexions de 1860, sur la proclamation de l'unité. Certaines de ces lettres sont des dépêches officielles, d'autres sont de simples billets : ce ne sont pas les moins intéressantes. N'oublions pas que Londres est, alors, un observatoire diplomatique de premier ordre, que D'Azeglio était très lié avec Palmerston et la famille du grand ministre britannique⁵.

On trouve dans les papiers Cavour-D'Azeglio de nombreux renseignements sur la politique de Persigny et de Walewski. Au chef responsable de la diplomatie française d'alors, M. le sénateur M. MAZZIOTTI a consacré un ouvrage sérieux, mais de tendance panégyrique⁶. Après avoir passé très vite

1. Joindre : C. BRUNO, *Gli « esempt » del conte di Cavour*, dans *La marina italiana*, juillet 1925, p. 149-151, au point de vue de l'œuvre de Cavour en ce qui concerne la marine marchande.

2. Voir, en ce qui touche les informations de l'Autriche sur Cavour : FRANCESCO SALALA, *Il conte di Cavour rivelato all' Austria da una donna*. Extrait de la *Nuova Antologia*, 1933, in-8°, 10 p.

3. *Cavour e l'Inghilterra. Carteggio con V. E. D'Azeglio*. Bologna, Zanichelli, [1933], xviii-479, 351, 315 p. ; prix : 40 l. chacun.

4. Celles-ci proviennent d'un don de M. F. Bac à M. B. Mussolini.

5. Je n'ai pas vu : ALFREDO SIGNORETTI, *La politica inglese durante la crisi risolutiva dell' unità d'Italia*. Aquila, Vecchioni, 1923, in-18, 129 p. — Ce travail s'applique aux années 1859-1861 et souligne le caractère strictement britannique de la politique de Palmerston et de Russel.

6. *Napoleone III e l'Italia. Studio storico*. Milano, Società editrice Unitas, 1925, in-4°, xx-363 p., illustr.

sur l'expédition romaine de 1849, l'auteur explique favorablement la position de Napoléon III par rapport au problème italien. Pour M. Mazziotti, il est absurde d'en vouloir à l'empereur de son attitude en 1866 : n'a-t-elle pas valu à l'Italie, même vaincue, la possession de la Vénétie? Mentana est une résultante de l'opinion française, mal éclairée, et non de la volonté impériale, toujours italophile : Mentana, en tout cas, ne doit pas faire oublier Magenta. — Pour Lamartine, la guerre de 1859 ne pouvait résulter que de la décision d'« une vente de carbonari » et que conduire « à l'abîme¹ ». Elle devait tout de même amener, en passant par Villafranca, à la réunion de Nice et de la Savoie à la France. — Sur l'entrevue de Villafranca entre Napoléon III et François-Joseph, M. le sénateur Francesco SALATA publie les lettres — au nombre de quatorze — échangées entre les deux souverains, du 5 juillet au 14 septembre 1859; elles sont remarquablement commentées par l'éditeur, qui a une connaissance très exacte du sujet². — Sur la réunion du comté de Nice, on se reportera à l'ouvrage, signalé plus haut, de M. Robert LATOUCHE³. — Sur celle de la Savoie, j'ai rendu compte, dans la *Revue historique*, du livre de M. Luc MONNIER, expliquant comment l'opinion suisse et le gouvernement fédéral helvétique réagirent devant cet événement⁴, et de M. R. AVEZOU, exposant, en quelque sorte, les conditions régionales de l'annexion⁵. — Rapprochons de ce dernier ouvrage un passage extrêmement suggestif sur la politique ferroviaire de Napoléon III à l'égard de l'Italie d'un article de M. Marcel BLANCHARD⁶.

Pour les annexions italiennes de 1859-1860, elles ont fait l'objet d'une curieuse étude de droit public de M. le professeur Teodosio MARCHI. Le problème posé est le suivant : est-on en présence d'une extension du royaume sarde, ou y a-t-il création *ex novo* d'États⁷? Cet ouvrage est extrêmement solide, tant sur le plan juridique que sur le plan historique. Mais valait-il la peine de dissérer si longuement sur des considérations historiques qui n'ont peut-être pas préoccupé les hommes du temps, et quand M. Marchi lui-même conclut que le mouvement d'annexion par le Piémont se résout en mouvement national? — Dans une excellente étude, M. Costanzo MARALDI analyse

1. Lettre à M. Boussin, mars 1859, publiée par M. Henri GUILLEMIN, dans *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1934, p. 71.

2. *Napoleone III e Francesco Giuseppe alla pace di Villafranca*. Extrait de la *Nuova Antologia*, 1923, in-8°, 25 p.

3. Voir plus haut, p. 337.

4. *L'annexion de la Savoie à la France et la politique suisse*. Genève, Jullien, 1932, in-8°, 415 p. — Voir *Rev. histor.*

5. *La Savoie depuis les réformes de Charles-Albert jusqu'à l'annexion à la France*. Chambéry, impr. Chambérienne, 1934, in-8°, 373 p. — Voir *Rev. histor.*

6. *La politique ferroviaire du Second Empire*, dans *Annales d'histoire économique et sociale*, novembre 1934, p. 543.

7. *La formazione storico-giuridica dello stato italiano*. Parte I^a : *Le annessioni della Lombardia e degli stati dell'Italia centrale, 1859-1860*. Parma, La Bodoniana, 1924, in-8°, 120 p.; prix : 81.

le rôle d'Agostino Depretis en Sicile¹. Nommé commissaire extraordinaire dans l'île, il fut nanti par Cavour et Victor-Emmanuel II, le 14 juillet 1860, d'instructions précises : il s'agissait de remettre un peu d'ordre dans l'administration civile et militaire, quelque peu bouleversée par la campagne des *Mille*. Desservi par Filippo Cordova, agent secret de Cavour, attaqué par La Farina, que Depretis avait remplacé à la tête de la Société nationale, dénoncé par les journaux, Depretis eut fort à faire pour réaliser le vœu de Cavour : l'annexion la plus rapide possible. Le 11 septembre, Depretis partait pour le continent, afin de mettre Garibaldi au courant des difficultés rencontrées : c'était le moment où le conflit Cavour-Garibaldi battait son plein. Garibaldi approuva l'œuvre de Depretis, sous réserve que l'annexion n'aurait pas lieu tant que Rome ne serait pas au pouvoir du roi d'Italie : ce n'était pas possible, et Depretis quitta ses fonctions. — La mission de Depretis s'insère entre la conquête de la Sicile par les *Mille*² et l'arrivée des Piémontais dans le royaume de Naples. L'ensemble de ces opérations et la campagne de 1870 contre Rome ont été étudiés par M. Cesare CESARI³ : l'appel des Siciliens à Garibaldi est du 4 octobre 1859 ; Calatafimi constitue la première victoire garibaldienne, le 15 mars 1860. Après la retraite des Bourbonniens, les *Mille* marchent sur Palerme : au cours de cette marche, Rosalino Pilo trouve la mort. A la fin de juin, un armistice est demandé par le gouverneur de Palerme. Les colonnes garibaldiennes balayent ce qui reste des Bourbonniens dans l'île. Le succès de Milazzo est du 20 juillet, plus coûteux que celui de Calatafimi. Messine ouvre ses portes le 25 juillet, mais la citadelle, défendue par le vieux maréchal Pergola, résistera jusqu'au 12 mars 1861. Les quatre divisions de Garibaldi (Türr, Cosenz, Medici, Bixio) passent sur le continent au moment où l'insurrection se déchaîne en Calabre, Pouille, Basilicate et dans les deux Principats ; la brigade Caldarelli refuse de combattre et, abandonnant sa garnison de Potenza, marche sur Salerne. La révolution s'organise aussi à Naples, par les soins de l'extraordinaire Liborio Romano, et François II part pour Gaète, laissant ses troupes garder la ligne du Vulturne. Garibaldi est à Naples le 7 septembre ; il concentre ses troupes les 14-15, et la bataille a lieu le 1^{er} octobre, brutale, marquée par l'intervention d'un bataillon de *bersaglieri* piémontais, arrivé à marche forcée. Le 7 novembre, Victor-Emmanuel II peut entrer à Naples. Comment l'a-t-il pu ? Par l'occupation des Marches et de l'Ombrie et par la victoire de Castelfidardo du 18 septembre. Les pontificaux d'Ancône et de Loreto, en ne rejoignant pas leurs camarades, ont facilité la victoire des Piémontais. Ancône, défendue par le comte de Quatrebarbes, résistera jusqu'au 28 septembre au bombardement

1. *La rivoluzione Siciliana del 1860 e l'opera politico-amministrativa di Agostino Depretis*. Extrait de la *Rassegna storica del Risorgimento*. Roma, 1932, in-8°, 144 p.

2. Voir, à leur sujet, plus haut, p. 352.

3. *La guerre del 1860-1861 e del 1870 per l'unità d'Italia*. Roma, Edizioni Tiber, 1929, in-16, 170 p., croquis ; prix : 15 l.

de Persano. Victor-Emmanuel n'a pris qu'à ce moment-là le commandement de son armée, jusqu'alors conduite par le général Fanti. Les combats du Macerone, de San Giuliano et de Garigliano, le siège et la capitulation de Gaète sont les événements essentiels de la campagne de 1860 : elle a pour épilogue la reddition de la citadelle de Gaète le 13 février 1861, et, avec celle de Messine, celle de Civitella del Tronto, résistant jusqu'au 20 mars. M. Cesari n'arrive à la campagne de 1870 qu'après avoir indiqué le sens des combats d'Aspromonte (29 août 1862) et de Mentana (3 novembre 1867). La liaison entre les désastres français et les événements italiens se vérifie dès le début du mois d'août 1870 : Cadorna est chargé d'occuper Narni et Terni avec trois divisions qui constituent un corps d'occupation. Mais le gouvernement italien compte plus sur la diplomatie que sur les canons, et M. Cesari analyse la mission du comte Ponza di San Martino, envoyé auprès du pape le 8 septembre. Les opérations militaires commencent le 12 septembre ; dès le 16, Cività-Vecchia se rend ; mais Kanzler veut résister ; le 19, on aperçoit de Rome la colonne Bixio. Pie IX recommande alors à Kanzler de limiter la défense à un simple geste de protestation. Les premières troupes qui attaquent le secteur Porta Pia-Porta Salaria sont commandées par le général Angioletti ; le feu est ouvert. A neuf heures et demie, le drapeau blanc le fait cesser : il avait coûté vingt morts et cent soixante-deux blessés aux pontificaux. Dès le 2 octobre, le plébiscite donnait Rome à l'Italie.

M. B. CROCE a écrit, je l'ai indiqué¹, des pages extrêmement intéressantes sur le sort des souverains napolitains déchus. M. Gino DORIA, en publiant le journal de Pietro C. Ulloa, fournit un document très curieux sur le même sujet². C'est le 14 février 1861 que François s'est installé avec sa cour, avec sa femme, dans Rome, cette autre Coblenz, et, soit au palais du Quirinal, soit au palais Farnèse, les « rois en exil » — pour reprendre le titre d'un roman d'Alphonse Daudet, qui se rattache à cette lamentable réalité — ont mené une vie de débats intérieurs, d'espérances fallacieuses, de trahisons répétées, de mise en coupe réglée par des aventuriers suspects. On a cru, autour de François II, que l'unité italienne ne tiendrait pas, que le brigandage entre-tiendrait un esprit de révolte à utiliser pour une restauration prochaine. Et le bon sens pessimiste d'Ulloa n'a servi de rien, qu'à le desservir : durement traité par le roi, la reine — petite-fille de Louis de Bavière — le pape et les intransigeants de la cour, il sera accusé de soutenir la cause des Murat ! L'introduction mise par M. Doria à ce document inestimable ajoute encore quelques traits aux notations d'Ulloa³.

1. Voir plus haut, p. 341.

2. *Un re in esilio. La corte di Francesco II a Roma dal 1861 al 1870*. Biblioteca di cultura moderna. Bari, Laterza, 1928, in-18, xl-248 p. ; prix : 18 l.

3. A noter, dans le *Temps* du 22 janvier 1934, une note de M. René Puaux sur la grande-duchesse de Toscane, fille de Charles III de Parme (assassiné en 1854), mariée, le 12 janvier 1848, à Ferdinand IV, en faveur de qui, le 29 juillet 1859, son père avait abdiqué. Ces vies d'émigration sont, de règle générale, pitoyables : du moins expliquent-elles, parfois, les

Entre la solution de la question de Naples et celle de la question de Rome, j'insère celle de la question de Venise. Au point de vue militaire, on trouve une commode mise au point de l'histoire de la guerre de 1866 dans le petit livre de M. Edoardo SCALA, professeur d'histoire militaire¹. On sait que la préparation de la campagne fut très médiocre : il n'y avait que 220,000 hommes sous les armes, et il ne faut pas oublier que l'homogénéité morale de l'armée était en question, avec 5,65 % d'éléments anciennement sardes, 4,60 autrichiens, 2,54 de l'ancienne Ligue italienne, 4,80 de l'ancienne armée bourbonnienne, 82 % des classes de 1860-1865 ; de même pour les cadres, comportant 15,758 officiers, dont les 3 % sortant des écoles militaires, 50 % venant du rang, 7 % en provenance des anciennes armées régionales. On ne nous dit rien de la valeur des quarante-deux bataillons de volontaires, qui furent également employés. Le commandement en chef, avec le roi et La Marmora comme chef d'état-major, hésitait sur le plan de campagne, par suite de l'opposition de Cialdini, qui aurait voulu que, au lieu d'attaquer le quadrilatère par le Mincio, on opérât sur le bas Pô : de là, la coupure des forces italiennes en deux tronçons et l'incertitude des plans lors de la déclaration de guerre, qui est du 20 juin. De quelle façon s'opérèrent la mobilisation et la concentration, M. Scala nous l'explique avec précision. Il nous explique également l'organisation de l'armée autrichienne, comportant, pour le front italien, 194,000 hommes, plus les 42,000 miliciens du Tyrol, de l'Istrie, du Vorarlberg et des confins militaires ; avec cela, une bonne concentration, dès le 14 juin, entre Vérone et Lonigo, et un bon général en chef, l'archiduc Albert, fils du célèbre archiduc Charles. Il est inutile de suivre M. Scala dans tous les détails stratégiques qu'il nous donne. Rappelons que la défaite de Custoza coûta des pertes à peu près égales pour les deux armées : 334 officiers et 7,048 hommes pour les Italiens, 325 officiers et 7,642 hommes pour les Autrichiens. La campagne n'est plus ensuite qu'une retraite, compliquée par la démission de La Marmora. L'armistice du 24 juillet suit de quatre jours la défaite de Lissa. M. Scala nous explique, là encore, les causes de cette défaite : s'il y a beaucoup plus d'unité morale dans la flotte que dans l'armée, le commandement, avec l'hésitant Persano, flanqué d'un chef d'état-major, le capitaine de vaisseau d'Amico, n'ayant que six ans de navigation, devait être médiocre. Par ailleurs, à la tête de la flotte autrichienne, plus faible et plus vieille, au point de vue matériel, se trouvait un chef remarquable, l'amiral Tegetthoff.

La question romaine résolue sous une première forme², le 20 septembre

erreurs gouvernementales de leurs tristes héros. — Voir, de même, dans le *Temps* du 28 mai 1934, une note sur la mort, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, du duc de Caserte, frère du roi François II.

1. *La guerra del 1866 per l'unità d'Italia*. Roma, Edizioni Tiber, 1929, in-18, 259 p., croquis ; prix : 15 l.

2. La seconde, c'est la forme contractuelle due à M. B. Mussolini et au pape Pie XI. Voir les ouvrages ci-dessous indiqués, p. 385 et 390 et suiv.

1870, a pesé sur toute la politique italienne depuis Cavour. M. Adolfo OMODEO a, dans un raccourci remarquable, indiqué les idées fondamentales de l'homme d'État piémontais touchant Rome et la papauté¹ : il a certainement toujours désiré Rome, mais il n'a voulu l'obtenir que par la diplomatie. — La politique de Bettino Ricasoli, successeur de Cavour, est mise en lumière par M. Albert PINGAUD, publiant des lettres de cet homme d'État à Thouvenel et à Benedetti². Ricasoli comprend parfaitement bien l'embarras de Napoléon III, mais il veut qu'on comprenne la nécessité pour l'Italie « d'avancer vers Rome ». — On sait comment Garibaldi essaie révolutionnairement, en 1862, de balayer toutes ces difficultés : il se heurte aux réguliers italiens à Aspromonte, le 29 août — combat pénible, qui se solde par cinq morts et vingt-sept blessés pour les Italiens, sept morts et vingt et un blessés pour les garibaldiens. M. Francesco GUARDIONE, qui publie et commente un certain nombre de documents sur Aspromonte, est très sévère pour Rattazzi, dont l'incohérente politique serait la cause de l'événement³. — On sait aussi comment Minghetti crut trouver dans la Convention de septembre une solution approchée de la question romaine⁴. — Sur la délicate position de la France à ce sujet, on trouvera des idées, des textes et des faits dans le recueil d'études publié par M. Jules GAY⁵ : Douhet et son beau-frère Rendu ont été, avant 1859, parmi les informateurs de Napoléon III en fait de questions italiennes, et l'on sait quelles étaient leurs convictions. M. Gay analyse, également, les idées du P. Tosti et de Cavour, et les pages fines abondent dans ce livre d'un médiéviste qui a les yeux intelligemment ouverts sur les temps modernes. — Il y a une documentation remarquable dans le livre de M. Lynn M. CASE sur les origines de la Convention de septembre⁶ : M. Case a pu utiliser jusqu'aux archives du château de Prangins par l'intermédiaire de M. Ernest d'Hauterive ! Après avoir exposé la politique de Cavour en ce qui concerne la question romaine, l'auteur fait l'histoire de ce qu'il appelle « l'inter règne », de 1861 à 1864. Toute la politique amorcée par Rattazzi, successeur de Ricasoli, a été bouleversée par le combat d'Aspromonte, et Minghetti a, en somme, été amené par ces circonstances à la signature d'un texte⁷ qui n'avait pas que des désavantages.

1. *Il conte di Cavour e la questione romana*. Firenze, La Nuova Italia, 1930, in-4°, 22 p.

2. *Bettino Ricasoli e le questione romana*. Extrait de la *Nuova Antologia*. Rome, La Nuova Antologia, 1932, in-8°, 9 p.

3. *Aspromonte. Memorie e documenti*. 2^e édit. Palermo, Offici grafici Fr. Sanzo, 1923, in-8°, vii-300 p. ; prix : 20 l.

4. Voir plus haut, p. 358.

5. *Un siècle d'histoire italienne. Les deux Rome et l'opinion française. Les rapports franco-italiens depuis 1815*. Bibliothèque d'histoire contemporaine. Paris, Alcan, 1931, in-8°, viii-241 p. ; prix : 30 fr.

6. *Franco-italian relations, 1860-1865. The roman question and the Convention of september*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1932, in-8°, xi-351 p. ; sans indication de prix.

7. La Convention est publiée p. 299-300.

Mais les Conventions de septembre 1864 et de septembre 1870 ne sont que des instants dans une évolution qui se poursuit bien après cette date. M. Giacomo-Emilio CURATOLO le montre bien dans un livre contemporain des accords de Latran¹. Cet auteur rappelle les tentatives d'accord qui ont été tentées avec Rome au temps de Cavour et après Cavour : mission Pasaglia, mission Vegezzi, mission Tonello, mission Visconti-Venosta, et, à la veille du 20 septembre, mission Ponza di San-Martino. Le *non possumus* de Pie IX aboutit à la loi des garanties du 13 mai 1871, texte unilatéral, que Rome ne reconnaitra pas. Mais, sous les successeurs de Pie IX, il y a, sous le couvert de l'intransigeance officielle, quelques relations officieuses, qui s'amenuisent au temps de Crispi, ce ministre n'admettant pas l'ingérence de la France, par l'intermédiaire du cardinal Rampolla et de l'ambassadeur Lefebvre de Béhaine, dans les affaires intérieures de l'Italie, et pendant le pontificat de Pie X, protestant contre l'inauguration du monument élevé en l'honneur de Victor-Emmanuel, condamnant les prélats à tendance modérée et modératrice, comme Mgr Bonomelli. Benoit XV essaiera, à l'occasion de la guerre mondiale, d'introduire la question romaine sur le plan international. L'article 15 du traité de Londres barra la route à cette éventualité. A la mort de Benoit XV, l'éviction du cardinal intransigeant Merry del Val ouvre la voie à une solution qui, non sans mal, se réalisera quand M. Benito Mussolini, décidé à faire l'union de tous les Italiens, s'accordera avec le pape Pie XI. — M. le sénateur Francesco SALATA jette, de son côté, des lumières très vives sur certains autres aspects internationaux de la question romaine². Des articles groupés par M. Salata en volume, il résulte que ses alliés ont refusé à l'Italie de lui garantir la possession de Rome comme capitale ; d'autre part, si Pie IX, selon l'auteur, n'a jamais sérieusement songé à quitter le Vatican, Léon XIII, au cours de son conflit avec le gouvernement crispinien, n'a pas craint d'engager à ce sujet des conversations très précises avec Vienne, de 1882 à 1891 — en un temps où Crispi était, cependant, remplacé par Di Rudini. Cette étude de M. Salata est la plus curieuse ; on doit pourtant encore noter la correspondance Cavour-Nigra, Nigra-P. Tosti dont M. Salata tire un grand profit, et des pages suggestives sur l'attitude de Bismarck à l'égard de la loi des garanties.

Depuis 1871. — La *Storia d'Italia del 1871 al 1915* de M. Benedetto CROCE ne pouvait trouver en Italie l'audience qu'elle méritait³. La personnalité

1. *La questione romana da Cavour a Mussolini*. Roma, Libreria del Littorio, 1928, in-18, 229 p. ; prix : 10 l.

2. *Per la storia diplomatica della questione romana. I : Da Cavour alla Triplice Alleanza*. Milano, Treves, 1929, in-8°, xi-295 p. ; prix : 22 l.

3. *Scritti di storia letteraria e politica*, XXII. Bari, Laterza, in-8°, 347 p. ; prix : 25 l. — Traduction française par Henri Bédarida, sous le titre d'*Histoire de l'Italie contemporaine, 1871-1915*. Bibliothèque historique. Paris, Payot, 1929, in-8°, 367 p. ; prix : 30 fr. — La traduction est augmentée d'une table des noms propres.

de l'auteur est trop nettement opposée aux tendances du régime actuel, et, d'autre part, il y a dans la position qu'il prend à l'égard des grandes questions politiques posées en Italie dans la période considérée une si grande allure de liberté par rapport aux principes désormais admis qu'elle devait choquer de nombreux esprits¹. M. Croce ne fait pas, en effet, dans ce livre, la chronique du royaume depuis 1871, mais, en s'appuyant sur sa doctrine de libéralisme idéaliste, il fait, habilement, le procès du démocratisme révolutionnaire qui, par la guerre mondiale, devait aboutir au fascisme. Il s'y montre dur pour Francesco Crispi, à l'égard duquel le fascisme s'est affirmé indulgent ; indulgent, par contre, pour Giolitti — dont il a été ministre — Zanardelli, Di Rudini, et dans ses réticences, dans ses oublis volontaires de faits ou de personnalités, la tendance de M. Croce se révèle : et l'on pourra lui reprocher d'être tendancieux en cherchant à argumenter en faveur du parlementarisme. Mais ses habiletés, si elles nous déçoivent un peu sur le plan de l'absolu, s'expliquent quand on considère le sort qui lui a été réservé, le sort qui a été réservé à ses amitiés, à ses idées, dans l'Italie actuelle. D'autre part, l'œuvre d'art que constitue la *Storia* est admirablement agencée, avec l'interprétation des phénomènes intellectuels, politiques, économiques et sociaux, dont M. Croce suit l'origine, l'évolution, les interférences. Entre les violences passionnées des *fuorusciti* — à la façon de M. Gaetano Salvemini, par exemple — et les dithyrambes excessifs des thuriféraires officieux ou officiels, on trouve dans les pages, eh ! oui, désabusées, mais si riches de pensée et d'expérience de M. Croce, quelque chose de souverainement reposant. Seulement, à propos d'un livre comme le sien, se pose tout naturellement le problème de l'objectivité en histoire totalement contemporaine : elle est difficile à atteindre, avouons-le, pour une double raison, d'une part, la force des passions — fussent-elles intellectuelles ! — qui agissent sur l'esprit des historiens ; d'autre part, l'état des sources, à la fois immensément nombreuses et effroyablement lacunaires. Ces réflexions doivent guider particulièrement le critique qui s'aventure dans la floraison des ouvrages italiens d'histoire contemporaine.

On sait l'importance de l'événement survenu en 1876 en Italie : la chute de la Droite. Ce qu'ont été les *Hommes de la Droite*, Giuseppe MASSARI l'a montré dans des biographies consacrées à P. Rossi, G. Berchet, V. Gioberti, C. Balbo, M. D'Azeglio — qui sont les initiateurs de la doctrine de la Droite, en dehors du grand Cavour — Siccardi, Poerio, B. Ricasoli, G. Lanza. Ces biographies ont été rééditées par M. Giacomo INFANTE² : elles nous renseignent, modestement, sur ces divers hommes d'État, en même temps que sur la mentalité de Massari. — C'est à un autre homme de la Droite, R.

1. Voir, en particulier, l'important compte-rendu de M. Gioacchino Volpe, dans *Corriere della Sera*, 17 février 1928.

2. *Uomini di Destra*. Biblioteca di cultura moderna, n° 254. Bari, Laterza, 1934, in-18, 175 p., illustr. ; prix : 12 l. — Préface de M. Alessandro Luzio.

BONGHI, qu'est due une sorte d'histoire de l'élimination de ce parti à l'occasion des lois sur les chemins de fer. M. Francesco PICCOLO a publié cette histoire dans le dessein de souligner comment toutes ces discussions parlementaires intégraient mal, au fond, les problèmes véritablement nationaux¹. Il y a joint divers articles de Bonghi, qui montrent précisément dans quelles conditions ont fonctionné les partis politiques italiens depuis 1865.

Parmi les formations politiques ultérieures, il faut compter le catholicisme et le socialisme. Il a été déjà parlé de la question romaine²; mais cette question, si elle a une façade intérieure, s'affirme surtout sur le plan diplomatique, et M. Ernesto VERCESI ne s'occupe pas de cet aspect dans un volume où le catholicisme est étudié dans son activité politique et sociale en Italie même³. On pourrait, au demeurant, renverser l'ordre des qualificatifs, car l'école christiano-sociale, issue des enseignements du pape Léon XIII, particulièrement de la célèbre encyclique *Graves de communi*, a pu s'affirmer en un temps où le Saint-Siège interdisait de participer aux luttes politiques. C'est avec Pie X, influencé par l'actif don Murri, que le *non expedit* est supprimé : l'Union populaire commence dès lors à jouer un rôle important dans la vie politique du pays, rôle que gêne l'attitude prise par le pape en matière de dogmes et d'action sociale. Après la mort de Pie X, une nouvelle tendance apparaît, avec don Sturzo, qui cherche à réaliser une synthèse entre le socialisme chrétien et la démocratie parlementaire. Toute cette histoire s'arrête avec le fascisme, qui a éliminé le « popularisme », exilé don Sturzo et signé avec Pie XI les accords du Latran.

Le fascisme a brisé, de même, le socialisme. De l'énorme littérature concernant ce conflit et ses antécédents, je ne retiendrai que deux ouvrages de M. Roberto MICHELS. Dans l'un, l'auteur fait l'histoire précise du mouvement socialiste, avec les partis qui en dérivent, les crises internes qui modifient sa texture et son action, les formes qu'il a prises en matière agraire et économique, les oppositions qu'il a suscitées⁴; on trouve, dans ce volume, une richesse d'informations extrême et une abondante annotation bibliographique. — Dans l'autre, M. Roberto Michels, reprenant une partie des données du premier, poursuit son exposé au delà de la guerre mondiale et explique de quelle contradiction interne souffrait le socialisme italien, avec son idéologie propre et les tendances des masses ouvrières plus ou moins fortement syndicalisées⁵. Au socialisme national, M. R. Michels croit pou-

1. *Come cadde la Destra*. Biblioteca di cultura fascista, VII. Milano, Treves, 1929, in-8°, xxxi-261 p.; prix : 19 l. 50.

2. Voir plus haut, p. 383 et 385.

3. *Il movimento cattolico in Italia, 1870-1922*. Il partiti politici italiani. I. Firenze, La Voce, 1923, in-18, 306 p.; prix : 16 l.

4. *Storia critica del movimento socialista italiano*. I partiti politici italiani. II. Firenze, La Voce, 1926, in-18, x-463 p.; prix : 26 l. — La substance de cet ouvrage a passé dans : *Sozialismus in Italien*. Munich, Meyer et Jessen, 1925, in-8°, xx-420 p.

5. *Sozialismus und Fasismus in Italien*. München, Meyer et Jessen, 1925, in-8°, vii-339 p.

voir trouver des parrains dans les œuvres et l'action de Pisacane — ce qui est admissible — et de Garibaldi — ce qui l'est moins, étant donné l'indigence de la pensée garibaldienne en matière économique et sociale.

En matière d'histoire diplomatique, on ne peut, en dehors des grandes collections de textes qui constituent des sources générales d'information diplomatique, guère signaler que l'espèce de mémoires écrits par M. Carlo AVARNA DI GUALTERIO sur le dernier renouvellement de la Triplice¹. S'appuyant, d'une part, sur les conversations que l'auteur a eues avec son père et les documents conservés dans les archives familiales, de l'autre, sur des publications diplomatiques plus ou moins récentes, l'auteur rappelle l'évolution de la politique extérieure de l'Italie depuis 1875, date du premier traité austro-allemand, jusqu'en 1912. C'est le duc d'Avarna, ambassadeur du royaume à Vienne, qui fut chargé d'étudier la question du renouvellement de la Triplice, venue à échéance, et l'ouvrage a pour but d'exposer de quelle façon le ministre italien Di San Giuliano répondit aux demandes et aux observations d'Aerenthal et de Berchtold. La paix signée avec la Turquie, le 18 octobre 1912, la politique incertaine de la France, le panslavisme du cabinet de Pétersbourg incitèrent l'Italie à se rapprocher des empires centraux. Les visites de Berchtold à Di San Giuliano et de Di San Giuliano à Kinderlen-Wächter déclanchèrent la signature, qui eut lieu le 5 décembre 1912, et les ratifications, qui sont du 19 suivant.

La Triplice n'a pas été un ciel toujours au beau : la question irrédentiste y est proménée comme une nuée d'orage, ainsi qu'il ressort d'un travail de M. Augusto SANDONÀ, dont le premier volume a seul jusqu'ici paru². Cette question naît du traité de 1866, qui, s'il assurait la Vénétie au royaume, laissait en dehors de celui-ci un certain nombre de territoires italiens. Elle est compliquée d'incidents de toute espèce : le retour des cendres de Foscolo, en 1871, des manifestations d'étudiants, le voyage de Victor-Emmanuel à Vienne en 1873, de François-Joseph à Venise en 1875, des conflits entre ouvriers italiens et slaves en Dalmatie ; elle est aggravée surtout par les inquiétudes perpétuelles de l'Italie. Après la chute de la Droite, il y eut un rapprochement franco-italien, et l'activité irrédentiste se développa, avec des publications de Garibaldi qui soulevèrent des protestations à Vienne. Mais, dans son cabinet remanié, Depretis mettait, en février 1877, Crispi aux Affaires étrangères, et, au début de l'année suivante, on constatait une détente certaine du côté autrichien, des négociations s'ouvraient sur le problème des compensations balkaniques à trouver pour l'Autriche au cas d'une rectification de frontière en faveur de l'Italie. L'avènement du cabinet

1. *L'ultimo rinnovamento della Triplice, 5 dicembre 1912*. Biblioteca di cultura politica. Milano, Alpes, 1924, in-16, 141 p. ; prix : 7 l.

2. *L'irredentismo nelle lotte politiche e nelle contese diplomatiche italo-austriache. I : 1866-1882*. Collana del museo trentino del Risorgimento. Bologna, Zanichelli, 1932, in-8°, 13-289 p. ; prix : 30 l.

Cairoli, succédant à Depretis, en ajourna la conclusion, et, dans toute l'Italie, ce fut le déchaînement de l'« Associazione per l'Italia irredenta » : l'Autriche essaya, mais en vain, d'obtenir du gouvernement italien qu'il prit des mesures pour restreindre la liberté de parole, de presse, d'association. Seulement, après l'attentat manqué de Passanante contre Victor-Emmanuel (17 novembre 1878), Depretis revenait aux affaires, et, quand Cairoli lui succéda encore une fois, les choses parurent s'arranger : le gouvernement autrichien supprima le camp qu'il avait organisé en vue de l'invasion éventuelle du Trentin par les Italiens, l'agitation suscitée par la publication des *Italicæ res* de L. von Haymerle s'apaisa. D'autre part, l'affaire de la Tunisie se développe : l'ambiance italo-autrichienne se modifie sensiblement, et nous atteignons ainsi les origines de la Triplice, conclue le 20 mai 1882. Toute cette histoire trouble, M. Sandonà l'a éclairée en utilisant abondamment les divers dépôts d'archives autrichiens, dont il a tiré de nombreux documents, analysés ou cités *in extenso* dans son ouvrage¹. — C'est avec des documents publiés que M. James Liners GRANVILLE a pu édifier son travail sur les relations anglo-italiennes de 1896 à 1905². Il s'agit d'une période délicate dans l'histoire des deux pays, qui s'inscrit entre la bataille d'Adoua³ et le débarquement de Guillaume II à Tanger. Satellite timide de l'Angleterre lors des événements de Crète, plus affirmative lors de Fachoda, l'Italie modifie sa politique lorsque la question marocaine surgit, car elle y accroche la question de la Tripolitaine, mais, qu'il s'agisse de Malte, de la Somalie, de l'Abyssinie ou des Balkans, l'Italie, en plus ou moins grande coquetterie avec la France, reste fidèlement attachée à l'amitié anglaise, à peine atténuée avant 1901.

La participation de l'Italie à la guerre mondiale a donné et continue de donner lieu à une abondante littérature. On pouvait en avoir une idée, dès 1923, grâce à la bibliographie, admirablement bien présentée, de M. Paul-Henri MICHEL⁴, et je ne fournirai, à cet égard, qu'un petit nombre d'indications. Mais il convient de ne pas passer sous silence la très objective étude du même auteur sur *Les origines de l'intervention italienne*⁵. C'est le 23 mai

1. La même année que la Triplice devait être exécuté — le 20 décembre — Guglielmo Oberdan. Le *Corriere della sera* du 19 décembre 1934 a publié de curieux souvenirs d'un Istrien, qui vit encore, sur le procès et la fin, dont il fut le témoin, d'Oberdan.

2. *Italy's relations with England, 1890-1905*. The Johns Hopkins University studies in *Historical and political Sciences*, sér. LII, n° I. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1934, in-8°, 163 p.

3. A propos d'Adoua, on lira l'analyse par le spécialiste d'histoire militaire qu'est M. Aldo Valori, dans le *Corriere della sera* du 3 mars 1935, du livre du colonel A. Bronzoli, chef de l'office historique de l'état-major, sur l'expédition italienne contre les Abyssins. La conclusion de l'article est curieuse : « Oui, défaite, mais seulement de l'Italie politicienne de ces temps gris. »

4. *Catalogue méthodique du fonds italien de la Bibliothèque et Musée de la guerre*. Paris, Costes, 1923, in-8°, vi-468 p. ; prix : 60 fr.

5. Dans *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, janvier 1925, p. 1-15.

1915 que l'ambassadeur d'Italie à Vienne remit au gouvernement autrichien le texte de la déclaration de guerre. — Ce que devait être cette guerre, le maréchal Luigi CADORNA l'a exposé dans deux livres, dont je ne connais que le second paru¹, mais qui sont forcément en partie des plaidoyers personnels. Il résulte des études groupées par l'ancien généralissime de l'armée italienne que la déclaration de neutralité du gouvernement de Rome, au début de la guerre, a profondément modifié les données du problème militaire posé à l'état-major, lequel, conformément aux engagements de la Triplice, avait envisagé l'envoi en Alsace d'une armée. Le renversement politique opéré entraîne des remaniements compliqués des plans ; en particulier, en vue de l'éventualité d'une incursion germano-autrichienne par le Tessin, l'état-major préconisa d'immenses travaux de défense et de constructions de routes pour permettre, au débouché de l'attaque, une résistance sérieuse. Le maréchal Cadorna indique encore, dans la troisième de ses études, comment les obligations de la guerre continentale imposèrent à l'Italie de réduire aux villes d'Homs et de Tripoli l'occupation de l'Afrique du Nord ; la quatrième étude est consacrée aux opérations italiennes en Albanie et en Macédoine : là, comme en tant d'autres points des fronts de guerre, que d'hésitations, que d'erreurs, que de conflits entre techniciens — ou supposés tels — et gouvernants² ! — Le livre de M. Camillo MANFRONI sur la marine italienne pendant la guerre a l'avantage de fournir une synthèse commode, encore que peut-être trop continûment élogieuse et héroïque³ : état de la marine italienne avant la guerre, situation des bases, de la défense côtière, développement des constructions navales. C'est l'Autriche qui déclenche les hostilités la première — compte non tenu de l'occupation de Vallona par l'Italie encore neutre. Il est inutile d'insister sur les grands faits connus, du forcement de Pola par Nazario Sauro au torpillage du *Szent Istvan*, mais on trouve dans le livre de M. Manfroni des notes intéressantes touchant la guerre maritime sur le lac de Garde et dans les colonies, le rôle militaire de l'aviation navale et de la brigade marine ; il ne nous dit rien, par contre, et c'est une lacune grave, sur la question du ravitaillement et sur la participation de l'Italie au blocus des empires centraux.

Parmi les graves questions diplomatiques qui encombrèrent et compliquèrent la guerre, nous en retrouvons une, déjà posée, celle de la papauté. Nous retrouvons aussi, à cette occasion, M. Ernesto VERCESI, qui essaie de

1. *Altre pagine sulla grande guerra*. Collezione italiana di diari, memorie, studi e documenti per servire alla storia della guerra del mondo, diretta da Angelo Gatti. IV. Milano, Mondadori, 1925, in-8°, 207 p., 1 carte ; prix : 15 l. — Le précédent ouvrage du général Cadorna était intitulé *La guerra alla fronte italiana*.

2. Je n'ai point eu entre les mains le livre du maréchal Caviglia sur *Le tre battaglie del Piave*. Milano, Mondadori, 1935, in-8°, sur lequel on consultera l'article de M. Aldo Valori dans le *Corriere della sera*, 6 décembre 1934.

3. *Storia della marina italiana durante la guerra mondiale, 1914-1918*. Bologna, Zanichelli, 1933, in-8°, vii-297 p., illustr. et cartes.

démontrer comment le pape a essayé de demeurer au-dessus de la mêlée, tout en restant le père des fidèles et l'apôtre de la paix¹. Les multiples difficultés suscitées par la position du Saint-Siège au sein d'un pays en guerre s'avivèrent surtout après l'entrée des États-Unis dans le conflit et avec les menées obscures en faveur d'une paix séparée de l'Autriche. A cet égard, n'oublions pas cette phrase des évêques autrichiens dans une supplique au pape Benoît XV, sous la date du 4 août 1918 : « La force de l'Autriche réside dans l'unité de ses peuples, et cette unité est fondée sur la foi catholique. »

— L'autre grave question est celle des rapports de l'Italie avec ses alliés du Pacte de Rome et ses associés yougoslaves. Sur la diplomatie de guerre de son pays, M. Gaetano SALVEMINI a écrit un livre vibrant et amer². Rétrospectivement, l'auteur justifie l'entrée en guerre de l'Italie. Mais il fait une critique pénétrante du Pacte de Londres du 26 avril 1915, anticipation fâcheuse des fâcheux traités de paix : bissolatiens convaincus, M. Salvemini critique la politique nationaliste en général, sonninienne en particulier. — M. Paul-Henri MICHEL présente des faits intéressants et des observations justes sur *La question adriatique et le germanisme*³. — De quelle façon cette question a été comprise en Amérique, c'est ce que M^{me} A. A. BERNARDY et M. FALORSI, secrétaire particulier de l'ambassadeur d'Italie à Washington, ont essayé de nous montrer, en commentant des textes variés, dans un esprit parfaitement sonnininien⁴.

Des immenses difficultés surgies de la guerre et de l'après-guerre devait sortir le fascisme. Ma tâche, à ce point, devient particulièrement malaisée : l'extraordinaire abondance de la littérature fasciste, les critiques que l'établissement et le fonctionnement du régime fasciste ont suscitées dans tant de pays rendent impossible un répertoire des œuvres qui lui sont consacrées. Aussi bien, les errements volontaires et involontaires d'une propagande extrêmement bien outillée, les réactions passionnées d'opposants d'origine italienne et non italienne enlèvent à cette production une grande partie, sinon la totalité de sa valeur scientifique. Je serai donc extrêmement bref⁵.

Sur les origines idéologiques du fascisme, j'ai donné déjà quelques indications⁶. — M. Giovanni GENTILE a réuni divers articles et discours où, préci-

1. *Il Vaticano, l'Italia e la guerra*. Collezione italiana di diari, etc. Milano, Mondadori, 1925, in-8°, 317 p. ; prix : 15 l.

2. *Dal patto di Londra alla pace di Roma*. Torino, Gobetti, 1925, in-18, LXXII-360 p. ; prix : 16 l. — Le livre est constitué par quarante-trois articles parus dans *l'Unità* du 12 mars 1915 au 15 juillet 1924.

3. Dans *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, janvier 1935, p. 1-16.

4. *La questione adriatica vista d'oltre Atlantico, 1917-1919*. Ricordi e documenti. Bologna, Zanichelli, [1923], in-8°, VIII-337 p. ; prix : 25 l.

5. Qu'on me permette d'indiquer ici les pages que j'ai écrites sur *L'Italie depuis 1918*, dans la publication collective *Quinze ans d'histoire universelle*. Paris, Quillet, 1930, in-4°.

6. Voir plus haut, p. 387.

sément, il a tenté de déterminer le contenu moral et politique du fascisme en le confrontant avec les doctrines du libéralisme traditionnel¹. — On peut opposer à cet ouvrage celui, plus général, de M. Guido DE RUGGIERO, qui, en étudiant le libéralisme européen, en général, est amené à exposer ses vues sur l'évolution du libéralisme italien depuis le XVIII^e siècle² : depuis les temps héroïques des réformateurs jusqu'à l'avènement de la Gauche, cette doctrine a pris des aspects variés, avec les modérés (Gioberti, Balbo, D'Azeglio), Durando, Cavour, Mazzini, les hommes de la *Destra* et de la *Sinistra*. M. de Ruggiero ne cache pas ses sympathies pour la doctrine politique dont il suit les transformations ; elle ne le gêne pas pour apprécier celles-ci. — Avec M. Silvio TRENTIN, c'est à un adversaire résolu du fascisme que nous avons affaire³. Après avoir montré que la crise politique et sociale italienne n'avait rien qui pût justifier les méthodes thérapeutiques employées, il s'efforce de démontrer qu'il n'y a dans le fascisme rien d'original, et qu'il ne constitue qu'une sorte de tyrannie banale au sein d'une démocratie de fait. — A quelques-unes des allégations de M. S. Trentin répondent les études groupées par M. Curt GUTKIND, avec une introduction de M. B. Mussolini lui-même⁴, et qui sont dues à MM. Gino Arias, Balbino Giuliano⁵, Ernesto Codignola et Alberto De Stefani : fonction historique du fascisme, réforme de l'État, réforme scolaire, réforme financière tour à tour sont abordées, et l'ouvrage a comme conclusion une circulaire du *Duce* aux préfets du royaume sur les objets du « régime totalitaire et autoritaire ». — Mais le *Duce* a exposé en personne les bases de sa doctrine et de son action dans l'article *Fascismo* de l'*Enciclopedia italiana*, article reproduit en volume, lui-même traduit⁶. On trouvera dans ce volume non seulement les traits essentiels du système fasciste, mais aussi le texte des lois fondamentales du régime, en matière syndicale, corporative, électorale et économique. — Le coefficient individuel se dégage du livre qui vient d'être indiqué. Il apparaît aussi, en dépit des exagérations, dans la biographie consacrée au *Duce* par M^{me} Marguerite G. SARFATTI⁷. — Au caractère apologétique de cet ouvrage s'oppose la brûlante attaque de M. Armando BORGHI⁸. — M. Maurice Tanine, de son côté,

1. *Che cosa è il fascismo. Uomini e idee.* Firenze, Vallecchi, [1925], in-18, 262 p. ; prix : 12 l.

2. *Storia del liberalismo europeo.* Bari, Laterza, 1925, in-8°, 511 p. ; prix : 40 l.

3. Dans deux ouvrages : *L'aventure italienne. Légendes et réalités.* Paris, Les Presses universitaires, 1928, in-8°, 332 p. ; prix : 15 fr. ; *Aux sources du fascisme.* Paris, Rivière, 1931, in-18, 212 p. ; prix : 12 fr.

4. *Mussolini e il suo fascismo.* Heidelberg, Merlin, et Firenze, Le Monnier, [1927], in-8°, viii-350 p. ; prix : 18 l.

5. Cf. également, de cet auteur : *L'esperienza politica dell' Italia.* Uomini e idee. Firenze, Vallecchi, [1924], in-18, 332 p. ; prix : 10 l.

6. *Le fascismo. Doctrine, institutions.* Paris, Denoël et Steele, 1933, in-18, 229 p. ; prix : 15 fr.

7. *Mussolini, l'homme et le chef.* Préface de Mussolini. Traduction de Maria Croci et Eugène Marsan. Paris, A. Michel, [1927], in-18, vii-577 p. ; prix : 12 fr.

8. *Mussolini en chemise.* Préface de Han Ryner. Paris, Les éditions Rieder, 1932, in-8°, 241 p. ; prix : 15 fr.

a traduit de l'allemand un autre réquisitoire, celui de M. Adolf SAAGER¹. — Par contre, M. Domenico Russo a tenté d'écrire, pour expliquer Mussolini et les débuts du fascisme, un livre qui ne soit ni une apologie, ni un acte d'accusation². — M. Trentin indique, dans son livre sur *Les sources du fascisme*, l'apport de l'« Action française ». Plus réel est l'apport nationaliste. Des *Discours politiques* d'Enrico CORRADINI se dégagent, en effet, une doctrine et un dynamisme étroitement apparentés à ceux du fascisme³. — Les idées de Corradini ont fait l'objet d'une étude de M. Pier-Ludovico OCCHINI, qui indique, à cette occasion, comment est né — après Adoua — et s'est développé le nationalisme italien, faisant son entrée, en 1913, à Montecitorio, en la personne de M. Federzoni et des princes Caetani et Borghese⁴. — La même doctrine anime essentiellement les écrits de M. Ardengo SOFFICI, également violent contre les socialistes Turati et Treves et contre l'intellectuel G. Ferrero, ou le politicien F. Nitti⁵. — Le coefficient socialiste n'est cependant pas éliminé de la doctrine fasciste. On trouvera à cet égard des indications intéressantes, parfois confuses, dans le livre de M. Torquato NANNI, qui, s'efforçant d'être juste même pour le chef du fascisme⁶, souligne toutes les faiblesses du socialisme italien, mais persiste à voir dans le fascisme une des formes de la mentalité « petite-bourgeoise »⁷.

L'histoire de l'avènement du fascisme n'est pas plus facile à faire que l'étude de son idéologie. On trouve, évidemment, un matériel immense dans la publication en cinq volumes de M. G. A. CHIURCO⁸ : la naissance des « faisceaux », les élections de 1919, les premiers « martyrs », l'occupation des fabriques, le Conseil national des *fasci* de juillet 1921, l'apparition de la Confédération nationale des corporations fascistes, la grève générale de 1922, la marche sur Rome, le premier gouvernement mussolinien, sur ces divers phénomènes et bien d'autres encore, M. Chiurco apporte des documents et des récits, et, en queue de son cinquième volume, se trouve une bibliographie

1. *Mussolini. Du rebelle au despote*. Paris, librairie Gallimard, 1933, in-18, 289 p. ; prix : 15 fr.

2. *Mussolini et le fascisme. Les problèmes d'aujourd'hui. Homme et idées*. Paris, Plon, 1923, in-18, 141 p. ; prix : 5 fr.

3. *Discorsi politici*. Firenze, Vallecchi, [1923], in-18, 306 p. ; prix : 20 l. — Ces discours se répartissent sur les années 1902-1923. On y trouve une vive critique de la bourgeoisie parlementaire et du socialisme international.

4. *Enrico Corradini e la nuova coscienza nazionale*. Firenze, Vallecchi, 1925, in-18, 265 p. ; prix : 10 l. — 2^e édition d'un ouvrage paru en 1914.

5. *Battaglie fra due vittorie. I problemi del fascismo*. Firenze, La Voce, 1923, in-18, xxxvi-123 p. ; prix : 9 l. 90. — Le pamphlet de M. Soffici est précédé d'un *Ragguaglio sullo stato degli intellettuali rispetto al fascismo*, par M. Carlo Suckert, alias « Malaparte », sur qui, ultérieurement, se sont abattues les foudres du fascisme, mais qui, finalement, a été pardonné par le Duce.

6. Il le compare à Gorki, vagabond comme lui.

7. *Bolcevismo e fascismo al lume della critica marxista*. Bologna, Cappelli, [1924], in-16, 302 p.

8. *Storia della rivoluzione fascista, 1919-1922*. Firenze, Vallecchi, [1929], 5 vol. in-8°, VIII-458, 493, 658, 506, 471 p. ; sans indication de prix.

naturellement fort dépassée à l'heure actuelle. — M. Marcel OUESSANT, étudiant *La révolution des chemises noires, 1919-1922*, a donné un historique unilatéral des débuts du fascisme¹ : on croirait, à le lire, que le haut capitalisme n'a pas participé à son avènement et que toute son idéologie a toujours été orientée vers le progrès prolétarien. — M. George H. HERRON a tenté d'expliquer, au moyen d'interviews prises à diverses personnalités italiennes, les diverses caractéristiques de la politique italienne d'après-guerre² : sur le mouvement ouvrier et agrarien, en particulier, il apporte quelques éléments. — On en rapprochera le numéro spécial publié par la *Rassegna italiana* sur le règne de Victor-Emmanuel III, et où je signalerai, en particulier, les contributions de MM. Federzoni, *Della crisi alla catarsi*, A. Acton sur la marine, Rocco sur la justice, G. Volpi sur la finance, B. Stringher sur la *Banca d'Italia*, P. Fedele sur l'instruction publique, etc.³ : règne qui semble préparer la dictature de M. Mussolini, et, en tout cas, ne s'y oppose point. — Dans une tendance diamétralement opposée, M. Gaetano SALVEMINI dénonce les violences du fascisme⁴, et son dramatique réquisitoire constitue un document antifasciste du plus grand intérêt. — Moins passionnée apparaît la chronique politique de M. Ettore CICCOTTI, hostile au giolittisme comme au popularisme, très francophile, soulignant, le cas échéant, les erreurs du fascisme, mais critiquant surtout l'ignorance et l'impulsivité du peuple italien⁵. — Classons dans le voisinage du livre de M. Ciccotti celui de M. Guglielmo FERRERO, livre d'un partisan, sans doute, mais bien informé, et qui essaie de se garer contre les passions déformatrices⁶. M. Ferrero montre bien les faiblesses des partis aux prises en Italie avant l'avènement du fascisme et souligne que celui-ci a été facilité par l'absence d'un parti moyen, qui aurait amorti les oppositions contradictoires et violentes. — La position internationale de l'Italie au même moment est indiquée dans ses traits généraux et avec un esprit nettement « corradiniste » par Roberto CANTALUPO, dans un livre maintenant bien dépassé⁷.

Il n'est pas sûr que, pour connaître le fascisme, on doive s'adresser plutôt à des écrivains étrangers à la péninsule qu'à des auteurs d'origine

1. Paris, Plon, 1935, in-18, 255 p. ; prix : 12 fr.

2. *The revival of Italy*. Londres, George Allen et Unwin, [1922], in-8°, 218 p. ; sans indication de prix.

3. *L'Italia di Vittorio Emanuele III, MCM-MCMXXV*, t. XVI, fasc. XCI, décembre 1925.

4. *La terreur fasciste, 1922-1926*. Les documents bleus. Notre temps, n° 14. Paris, Gallimard, [1930], in-18, 302 p. ; prix : 13 fr. 50.

5. *Cronache quadriennali di politica italiana ed estera, 1919-1923*. Milano, Soc. ed. Unitas, 1924, 2 vol. in-16, XIV-403 et 664 p. — Ce livre est constitué par la réunion des chroniques mensuelles de M. Ciccotti dans la *Rivista d'Italia*.

6. *Da Fiume a Roma. Storia di quattro anni, 1919-1923*. Milano, Athene, 1923, in-18, 143 p. ; prix : 6 l.

7. *Fatti europei e politica italiana, 1922-1924*. Quaderni « Imperia ». Milano, Casa editrice Imperia, 1924, in-18, 197 p. ; prix : 8 l. 50.

italienne, tant les passions politiques propres aux divers pays ont su utiliser, dans les sens les plus variés, ce qu'elles prétendaient connaître du fascisme italien. Par surcroît, en cette matière, la littérature est également devenue énorme. Vaut-il la peine de mentionner le livre grandiloquent de M. HOMER CHRISTO sur *Mussolini bâtisseur d'avenir*¹? — Par contre, nous trouvons de la finesse, du jugement, de l'information exacte et nuancée dans *L'Italie vivante* de M. PAUL HAZARD². — De même, M. MAURICE PERNOT rappelle le désarroi italien d'après-guerre, les gaspillages inouïs de la période 1918-1922, et surtout la montée inexorable et les exigences de la jeunesse sacrifiée par les partis vieilliss³. — De même, M. HENRI JOLY a consciencieusement analysé les données sociales du problème fasciste⁴. — M. FRANCESCO CAMBO, de son côté, a été intéressé par l'expérience italienne, où il voit la démonstration que l'État moderne peut être profondément modifié dans sa structure pour le profit des gouvernés et l'utilité de la nation⁵. — Enfin, tout récemment, M. ÉMILE SCHREIBER, après une étude aussi complète que possible des origines et du développement du fascisme, souligne les multiples analogies du régime fasciste et du régime des Soviets, avec cette différence fondamentale entre eux qu'ici il s'agit de la dictature du prolétariat, là de la dictature d'un chef⁶.

Il est impossible d'essayer même une synthèse de la politique extérieure du fascisme. Elle comporte des gestes et des mots qui se contredisent, mais, dans l'ensemble, révèle une réelle prudence chez l'homme qui en a la responsabilité. C'est ce que n'admet pas M. GAETANO SALVEMINI dans un ouvrage qui est, lui encore, un réquisitoire contre le fascisme⁷. Le haut patriotisme de M. Salvemini, le sens aigu qu'il possède des nécessités internationales, la sympathie qu'il conserve très profonde pour les solutions de paix le forcent à se dresser contre les attitudes d'une diplomatie qu'il estime à la fois dangereuse et bruyante. — M. SILVIO TRENTIN, autre exilé italien, n'est pas moins hostile à la diplomatie fasciste⁸ : il lui reproche, principalement, des incohérences multiples à l'égard des grandes puissances européennes, des rêves irréalisables, des accords obliques avec certains États en mal de révisionnisme. — Par contre, M. I. S. MUNRO, qui est un peu rapide sur la po-

1. *Harangue aux foules latines*. Paris, Éditions Fast, 1923, in-8°, 329 p. ; prix : 10 fr.

2. Paris, Perrin et C^{ie}, 1923, in-18, 285 p. ; prix : 7 fr.

3. *L'expérience italienne*. Collection *Politeia*. Paris, Grasset, 1924, in-18, 260 p. ; prix : 6 fr. 75.

4. *Les crises sociales et l'Italie*. Paris, Perrin et C^{ie}, 1924, in-18, 293 p. ; prix : 7 fr. 50.

5. *Autour du fascisme italien*. Paris, Plon, [1925], in-18, 252 p. ; prix : 7 fr. 50.

6. *Rome après Moscou*. Paris, Plon, [1932], in-18, iv-221 p. ; prix : 12 fr.

7. *Mussolini diplomate*. Paris, Grasset, [1932], in-18, 338 p. ; sans indication de prix. — La préface de M. Salvemini devrait être lue par tous les hommes qui écrivent des livres d'histoire : « L'impartialité », y dit-il, « est un songe, la probité un devoir. »

8. *Le fascisme à Genève*. Paris, Rivière, 1932, in-18, 262 p. ; prix : 15 fr.

litique intérieure du fascisme, renseigne avec exactitude sur les vues italiennes en matière extérieure depuis l'avènement de la dictature¹.

Des réalisations politiques, économiques et sociales du fascisme, il est peut-être plus commode de parler. Encore en parle-t-on le plus souvent de façon tendancieuse². Il y a peu de chose à tirer du livre de M. Cipriano GIACCHETTI, en dehors des silhouettes qui l'ornent et qui nous renseignent sur le physique du personnel mussolinien³. — M. Carlo PELLIZZI énumère les articles du programme fasciste plus qu'il n'en montre l'exécution⁴. — Dans un livre rapide, généralement exact, M. Georges ROUX examine le fonctionnement politique du régime fasciste, ses efforts au point de vue social, sa réconciliation avec le Vatican, son attitude à l'égard de la France⁵. — M. Tomaso SILLANI, directeur de la *Rassegna italiana*, a demandé à diverses personnalités italiennes de présenter au public français les principales réalisations du fascisme⁶ : les trente-huit notices que nous trouvons dans ce volume, et dont certaines émanent de personnalités importantes — MM. A. Rocco, G. Bottai, De Michelis, Ciano, De Bono, B. Giuliano, G. Gentile, C. Gini, etc. — peuvent constituer, à certains égards, des points de départ pour des études plus poussées et plus critiques : n'oublions pas, toutefois, le caractère de propagande de l'ouvrage. — Plus solide est le gros ouvrage de M. Roberto MICHELS, à citer une fois encore⁷. A vrai dire, on y trouve autre chose qu'une étude de l'Italie actuelle. M. Michels, en effet, y résume à grands traits l'évolution du royaume depuis sa fondation, mais, en insistant sur la structure sociale et économique du pays, sur les transformations idéologiques des partis, il nous permet de mieux comprendre l'avènement du fascisme, les problèmes que le fascisme s'est posés et comment il a tenté de les résoudre : en matière d'enseignement et de démographie, M. R. Michels apporte, en particulier, des renseignements de premier ordre et qui font penser. Nous devons aussi féliciter M. R. Michels pour la richesse de ses informations bibliographiques et pour les très commodes tables par lesquelles se termine le volume. — Moins ample à tous égards, mais commode par sa structure juridique, apparaît la publication de M. Eugène GODEFROY sur *Le royaume d'Italie*⁸ : c'est un guide précis des institutions fascistes. — A dire vrai,

1. *Through fascism to world power. A history of the revolution in Italy*. Londres, Maclehose et C., 1933, in-8°, xl-420 p., illustr.

2. Au point de vue économique et social, voir plus haut, p. 335-336.

3. *Fascismo liberatore*. Firenze, Bemporad, 1927, in-18, 171 p., 180 dessins ; prix : 6 l.

4. *Problemi e realtà del fascismo*. Uomini e idee. Firenze, Vallecchi, [1924], in-18, 216 p. ; prix : 8 l.

5. *L'Italie fasciste*. Paris, Stock, 1932, in-18, 215 p. ; prix : 12 fr.

6. *L'État mussolinien et les réalisations du fascisme en Italie*. Préface de M. Charles Benoist. Paris, Plon, 1931, in-4°, 379 p. ; prix : 40 fr.

7. *Italien von Heute*. Zurich et Leipzig, Orell Füssli, 1930, in-4°, xi-410 p. (t. V de la collection *Der Aufbau modernen Staaten*) ; sans indication de prix.

8. *Le royaume d'Italie. Son organisation actuelle*. Avec la collaboration de MM. Ernest

celles-ci évoluent avec une rapidité telle que les ouvrages, aussitôt qu'ils sont parus, cessent d'être au courant. Ce sera prochainement le cas du petit manuel de M. Egidio REALE, qui a joint à son commentaire sur les institutions fascistes les textes fondamentaux qui se rapportent à celles-ci¹.

CONCLUSION. — Le gouvernement fasciste, qui s'intéresse à toutes les manifestations de la vie nationale, a tenu à contrôler de près la production intellectuelle. Il a réorganisé les Instituts historiques et la *Società del Risorgimento*, de façon, sans doute, à assurer un rendement scientifique que l'anarchie individualiste pouvait diminuer en volume et en valeur, mais, aussi, à contrôler la nature des résultats poursuivis, et jusqu'à l'objet des recherches à effectuer. C'est sous le contrôle de l'État que, par exemple, se poursuit la publication des *Opere* de Mazzini et des *Carteggi* de Cavour. Et nous concevons tout de suite le danger que peut offrir pour la liberté des investigations et des conclusions historiques un semblable système, même s'il offre l'avantage d'éliminer les concurrences vaniteuses des savants s'attaquant au même filon et de diminuer le lourd poids des travaux micrographiques. Nous concevons aussi tout le danger d'un finalisme qui tend à retrouver dans tous les événements du passé la préparation du fascisme, comme le péril d'une hagiographie qui vise à magnifier les qualités incontestables d'un homme d'État aux dépens des grandes individualités de jadis et des forces collectives de la nation tout entière.

Aussi faut-il souhaiter que les contacts espérés par certains Français entre les historiens italiens et les historiens de notre pays aillent en se multipliant et en se précisant. Il n'est pas sûr que les habitudes de liberté intellectuelle qui continuent de se manifester dans l'historiographie française n'arrivent pas à avoir quelque action sur ceux des historiens italiens qui restent capables de concilier les devoirs de la science et les obligations que leur impose la vie de leur nation. Et c'est dans cet esprit qu'on peut, dès maintenant, saluer les « Journées franco-italiennes », qui, à l'instar des « Journées franco-belges » ou des « Journées franco-britanniques », sont en voie d'organisation : elles ne manqueront pas d'avoir les meilleurs effets sur les relations scientifiques des deux pays et sur le progrès des études historiques.

Georges BOURGIN.

Barda et l'abbé Ferdinand Renaud. Extrait du supplément au *Répertoire général du droit français*. Paris, Recueil Sirey, 1929, in-18, 110 p. ; prix : 15 fr.

1. *L'Italie*. Bibliothèque d'histoire et de politique. Paris, Delagrave, 1934, in-16 ; prix : 12 fr.

COMPTE-RENDUS CRITIQUES

M. LAHY-HOLLEBECQUE. *L'évolution humaine*. Paris, librairie Aristide Quillet, 1934. 4 vol. gr. in-8° de xx-498, 485, 502 et 640 pages, illustrations, hors-textes et cartes.

L'ouvrage publié sous la direction de M^{me} Lahy-Hollebecque par un ensemble de collaborateurs, formés comme elle aux disciplines sociologiques et comme elle animés d'un généreux idéal social, n'est pas une histoire, mais une étude biologique, psychologique et sociologique de l'homme. Par sa conception large, son développement méthodique, la richesse de sa documentation, l'universalité de sa curiosité, sa perfection artistique, il représente une tentative originale et une remarquable réussite.

L'ouvrage s'ouvre par une étude de M. ÉT. RABAUD sur les caractères physiques et mentaux qui distinguent les hommes des autres êtres vivants. L'auteur admet une origine commune, loin dans le miocène, des hommes et des singes, dont on peut seulement affirmer qu'ils « forment un ensemble anatomo-fonctionnel extrêmement cohérent et qui s'affirme dans le détail ». M. Lionel BATAILLON analyse ensuite le milieu physique, la terre, dans lequel l'homme a été placé et expose les méthodes de la socio-géographie. Georges RENARD et M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE montrent comment l'homme a utilisé le milieu naturel, sur lequel il s'est longtemps déplacé par migrations, en aménageant notamment des moyens de transport suivant des techniques que le commandant Lefebvre des Noettes précisa dans ses travaux sur la force motrice à travers l'histoire, dont il est largement fait état. Pour découvrir l'univers où il vit, l'homme s'est heurté à des obstacles religieux, politiques, commerciaux, dont il a triomphé sous le coup de nécessités économiques et de mobiles intellectuels, ce qui amène M. L. BATAILLON à présenter une étude historique de l'exploration de la terre, du développement de la cartographie et un bilan des acquisitions géographiques, éclairés de remarquables documents figurés. C'est un technicien de la météorologie, le capitaine de frégate Rouch, qui dégage l'essentiel des connaissances astronomiques, météorologiques et de leurs applications pratiques dans la navigation. Ce qu'écrivit M. E. PITTARD sur les races humaines, dans un espace naturellement restreint, fournit l'essentiel de son important ouvrage de la collection *L'évolution de l'Humanité*, dégage des discussions savantes et, partant, plus abordable.

Le deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'étude du milieu social où les hommes sont associés. M. J. PAIN s'attache à la vie en société, aux inventions, à la constitution de l'outillage ; M. LUQUET aux acquis intellectuels, en une analyse de la pensée primitive où, prenant position, sans le nommer, contre M. Lévy-Bruhl, il soutient l'identité de l'esprit humain dans ses représentants les plus divers, sans

qu'il soit besoin de faire appel à l'hypothèse d'une mentalité prélogique. Tour à tour, des spécialistes étudient les systèmes d'idées conçus par les différents peuples : M. MASSON-OURSSEL, la pensée hindoue assoiffée de spiritualité jusque dans les efforts d'un Tagore ou d'un Gandhi ; M. GRANET, la mentalité chinoise, dont il conteste, lui aussi, qu'elle soit « illogique » ou « alogique », mais où il voit la recherche d'une représentation rationnelle de la réalité et de systèmes de conduite ; M. RIVAUD, la pensée grecque fixant à l'homme les directions fondamentales des recherches et lui léguant un ensemble d'hypothèses métaphysiques, psychologiques et morales dont il est encore tributaire ; M. DERMENGHEM, la pensée juive qui a tant fait pour la conception de l'unité de Dieu et la parenté des peuples, puis la pensée musulmane, plus complexe qu'on ne la juge d'ordinaire ; M. ALPHANDÉRY, la pensée médiévale jusqu'au temps de Guillaume d'Occam, de maître Eckhart et de Philippe le Bel ; M. LAHY complète ces études par un examen de la pensée scientifique qu'il termine par une profession de foi en faveur du matérialisme historique, et M. SARTIAUX par une analyse des civilisations, leur classement et un exposé historique de leur développement depuis le paléolithique jusqu'à nos jours, sous la double influence du milieu physique et social.

La majeure partie du deuxième volume et la totalité du troisième sont consacrées aux divers états de la *Société*. C'est là une des parties les plus neuves et les plus suggestives de l'ouvrage. Après quelques pages où M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE caractérise les faits sociaux et la science qui les étudie, M. MAUNIER s'attache aux divers groupements sociaux, M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE au phénomène religieux, M. LAHY à l'organisation domestique et à la famille, une des institutions dont les origines sont les plus mal identifiées et dont il dégage les diverses formes : totémique, maternelle, agnatique (notamment dans la *zadruga* slave), patriarcale. Quelques lignes signalent les expériences de la Russie qui, sans supprimer le mariage ni instituer la socialisation des enfants, ont tendu à placer la famille naturelle sur le même plan que la famille légitime et surtout à sauvegarder les droits éminents de l'enfant. Dans l'étude de M. H. SÉE sur la production et la vie économique à travers les siècles se trouvent résumés, avec prudence, les résultats d'une longue expérience toute jalonnée de travaux originaux. Dans celle de M. PAIN sur l'organisation politique et la hiérarchie sociale apparaissent les diverses conceptions de la genèse de la société et les étapes qui mènent l'être humain de la *horde* primitive non différenciée, conçue par Durkheim, aux formes les plus complexes des États modernes. M. Tony SOCARD montre quelles influences agissent sur la vie des cités et la morphologie urbaine, quels problèmes nouveaux posent à l'urbaniste les obligations sociales, l'hygiène, la circulation et quels résultats féconds on peut attendre de la nouvelle méthode du *zoning*, qui tend à adapter les tendances actuelles aux données léguées par le passé. La guerre est envisagée du point de vue technique et historique par le chef de bataillon LAFEUILLE, du point de vue social par M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE. M. LAHY montre les progrès de l'organisation du travail dus aux recherches psychologiques et physiologiques pour mieux connaître le moteur humain, ses aptitudes professionnelles et aboutir à une sélection dont il juge qu'elle est actuellement au point. Après avoir analysé la théorie de la « norme juridique » de Durkheim, les points de vue de MM. Kelsen, Bergson et Parodi et le phénomène du *potlatch*, dont il a eu le mérite de montrer l'importance, M. DAVY montre comment les primitifs peuvent aboutir, par des détours qui mettent en jeu

la force du statut coutumier, seule susceptible de contraindre, à assumer des obligations juridiques, morales et religieuses de caractère social.

De la connaissance des faits sociaux, l'*Évolution de l'homme* passe à celle de la vie intellectuelle par l'étude de l'origine et du développement du langage et de l'écriture (M. LEJEUNE), des principes et du programme de la géographie littéraire (M. GUSTAVE COHEN), des caractères, de la signification et de l'évolution de l'art (M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE et M. A. BOLL), de la philosophie (A. OUVY), des sciences mathématiques et physiques (M. CHATELET), biologiques et naturelles (M. D. PITS) et de la médecine (D^r SICARD DE PLAULOZES). Le troisième volume se termine par une étude de M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE sur les idéaux sociaux que s'est proposé l'humanité, jusqu'aux conceptions, qu'elle admire sans réserve, de Marx et d'Engels.

Le dernier volume montre le rôle de l'individu et les conditions de son développement (M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE), les moyens qui lui permettent d'affranchir sa pensée des contraintes extérieures (M. A. BOLL) ou de s'adapter aux méthodes de la vie en groupe, grâce à l'éducation qu'il reçoit (M. GAIR). Mais, en dépit de cette libération, subsistent des distinctions fondées sur la situation sociale, l'âge et le sexe (M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE) qui placent l'homme (M. J. PAIN), la femme et l'enfant (M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE) à des stades différents d'évolution. Les rapports fortuits ou organisés qui s'établissent entre les hommes créent un milieu sociable, où chacun d'eux trouve l'expression adéquate à son tempérament. Ainsi se manifestent des hiérarchies, des relations et des sentiments sociaux (M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE). L'ouvrage se termine par une étude du progrès qui tend à obtenir une sélection des êtres et des choses (M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE), une action de l'homme sur le milieu physique pour l'adapter à ses besoins (M. L. BATAILLON), à une diffusion de la pensée par l'imprimerie, puis par la multiplicité des moyens modernes (M^{me} LAHY-HOLLEBECQUE), enfin à une conception d'un monde heureux, vieille chanson qui n'a cessé de bercer la misère humaine, qu'ont rêvée les utopistes de tout temps (R.-G. LACOMBE), et auquel le marxisme a substitué une interprétation scientifique intégrale des phénomènes sociaux.

Tel est, sommairement schématisé, le contenu d'un ouvrage dont on ne peut méconnaître la richesse. On ne saurait trop louer l'indépendance d'esprit des auteurs, qui se refusent à être les dupes des idées reçues et à s'enfermer dans les frontières qui enserrant, de façon factice, les diverses sciences. Parfois, certains d'entre eux semblent animés de la foi du Renan de l'*Avenir de la science*, mais disciplinée par la connaissance des possibilités indéfinies de l'esprit humain et aussi de ses limites. A ce non-conformisme, qui séduit l'historien, il serait dangereux de paraître substituer un nouveau conformisme fondé sur l'admiration, si légitime soit-elle, du marxisme et de l'œuvre de l'U. R. S. S. L'étude consacrée à Marx, bien que bien informée, gagnerait à être plus nuancée. On y voudrait voir jeter un pont sur l'abîme qui se creuse entre les utopistes et Marx, en montrant tout ce que Marx doit en économie politique à Ricardo, et combien il est tributaire de l'idéalisme de Hegel et de Feuerbach. Cela ne diminue nullement l'originalité de Marx, mais cela doit être dit.

Quant aux pages consacrées à l'U. R. S. S., on les sent parfois amenées plus par une volonté de propagande que par les nécessités du développement. On devine la réaction d'esprits honnêtes contre la trahison des clercs occidentaux qui ont dissi-

mulé ou faussé l'œuvre soviétique. Mais les écrivains qui veulent donner à la Russie sa juste place se doivent d'être exacts et de ne point abdiquer leur esprit critique. Or, en déclarant (t. II, p. 505) qu'« il est bien vrai que le parti communiste gouverne en réalité, mais grâce seulement à sa formidable puissance morale, non par des moyens illégaux », on donne une idée insuffisante du régime soviétique. Il ne saurait être question, sans jeu de mots, dont Lénine eût souri, d'illégalité dans un pays où, tout simplement, l'État est l'appendice du parti communiste.

Sur un point, il eût été particulièrement intéressant de connaître les réalisations soviétiques, c'est dans les domaines d'Asie, hérités du tsarisme. Mais, par une lacune regrettable, le grand problème de la colonisation, qui soulève des difficultés angoissantes et appelle des solutions neuves, et qui eût mérité une étude approfondie et autonome, est presque absent de *l'Évolution de l'homme*.

L'ouvrage se termine par une bibliographie suffisante, en dépit de lacunes inévitables (par exemple, la collection *Peuples et civilisations*). On doit déplorer surtout l'absence d'un index qui serait indispensable pour se retrouver dans la masse dense de 2,000 pages de documentation.

Ces réserves, qui ne portent que sur des points secondaires, ne sauraient diminuer la valeur réelle d'un ouvrage qui n'a pas d'équivalent en France. Ce qu'on ne saurait trop louer, c'est le choix, la variété et la qualité de l'illustration. Les documents reproduits ont tous une valeur démonstrative. Parfois, ils sont extraits, notamment pour les coutumes indigènes, de films cinématographiques. Un large appel est fait aux œuvres d'art. Enfin, les reproductions en fac-similé de cartes, de tableaux, de miniatures et de manuscrits anciens sont d'une fidélité remarquable.

Ch.-André JULIEN.

Julius POKORNY. *A History of Ireland*. Traduction anglaise du Dr Seana D. King. Dublin, The Talbot Press, 1933, 192 pages. 8/6 net.

L'ouvrage dont nous avons ici la version anglaise parut en allemand en 1916, au lendemain des Pâques rouges de Dublin. L'auteur l'a soumis, dit-il, à une révision minutieuse, dont on trouvera surtout la trace dans les chapitres du début. Là, en effet, le Dr Pokorny est sur son terrain d'élection ; ses hypothèses les plus audacieuses sur l'influence des Esquimaux, avec leurs Kayaks et leurs Iglous, restent appuyées sur des études approfondies. On voudrait en dire autant de toute la partie moderne et surtout contemporaine.

Parfois, ce sont des erreurs de dates, non dénuées d'importance, comme celle de la lutte soutenue par les clans pour donner le trône d'Irlande à Édouard Bruce, frère du grand Écossais, et qui a duré trois ans, non pas quelques semaines. Parfois, une excessive compression, dans le récit de la campagne orangiste de 1689-1691 par exemple, conduit à des phrases équivoques où l'on pourrait croire que Sarsfield a seul commandé les troupes irlandaises, mais que, tout absorbé par la défense de Limerick, il n'était pas à Athlone, ni à Aughrim. Souvent aussi, les chiffres paraissent arbitrairement exagérés (émigration, de 1672 à l'Union ; nombre des hommes qui suivirent Sarsfield). Parfois interviennent des simplifications abu-

sives, d'après lesquelles on pourrait croire que Humbert, à peine débarqué, aurait rendu les armes.

Mais tout cela reste véniel : il faut arriver aux événements récents pour découvrir une accumulation de négligences et de parti pris qui étonne chez un historien. La première Dail n'a pas pu se réunir en janvier 1918, car les élections dont elle est issue n'ont eu lieu, dans tout le Royaume encore Uni, qu'après l'armistice, en novembre 1918. Seule l'élection partielle de Clare est de 1917, et M. de Valera n'en fut pas le vainqueur « après sa dramatique évasion », car elle date de 1920. Il est, par suite, inexact de montrer celui-ci, pendant que Collins fait la guerre aux Anglais, se promenant en Amérique, car c'est justement pour lui permettre sa tournée aux États-Unis que Collins le fit évader en 1920. Il n'est pas non plus vrai que M. de Valera soit le seul chef de 1916 qui n'ait pas été exécuté ; on pourrait en citer une liste. Le récit de l'explosion de l'*Aud* est présenté comme s'il n'avait pas de lien avec la capture de Casement, dont on passe sous silence les dernières impressions d'Allemagne. On ose accuser John Redmont, dont la fin fut certainement hâtée par le sentiment de son erreur politique, d'avoir été sensible aux « miroitements de l'or anglais ». Peut-on même écrire qu'avant la guerre « Redmont se mit à l'œuvre pour semer la dissension dans les rangs » des volontaires irlandais ? C'est gratuitement attribuer d'inavouables mobiles à un homme qui s'est trompé avec la sincérité la plus honorable.

D'ailleurs, tout ce que dit le Dr Pokorny des préparatifs de l'Ulster en 1913 et des sentiments du Sud en 1914 est visiblement calculé pour innocenter l'Allemagne, que Carson a si indignement trompée, paraît-il. Les armes débarquées à Larne, près de Belfast, venaient de Hambourg ; on se garde de le dire ici, mais on insinue que la révolte ulstérienne fut une mise en scène pour détourner l'Allemagne des Irlandais du Sud, ses vrais amis. Depuis 1916, où tout ce plaidoyer prenait une valeur de circonstance, le Dr Pokorny a eu, semble-t-il, tout le temps de se reprendre. Surtout, il ne devrait plus s'appuyer, pour faire un tableau de l'Irlande économique, sur les statistiques de 1913. Pour n'importe quel pays, un tel retard serait grave : pour l'Irlande d'aujourd'hui, il est impardonnable, car tout est changé pour elle depuis qu'elle est sortie du Royaume-Uni en y laissant Belfast.

Et on se demande comment le Dr Pokorny, après dix-sept ans d'une évolution extraordinaire, a pu trouver matière à des conclusions dans des chiffres qui n'ont plus aucun rapport avec les réalités.

A. RIVOALLAN.

- I. — Robert Alexander Stuart MACALISTER. *Tara; a pagan sanctuary of ancient Ireland*. Londres, Charles Scribner's Sons, 1931, 208 pages, 15 illustrations et 1 plan.
- II. — Arthur Kingsley PORTER. *The crosses and culture of Ireland*. New Haven, Yale University college ; Londres, Humphrey Milford, 1931, xxiii-148 pages et 276 photographies. Prix : 15 dollars.
- III. — W. Douglas SIMPSON. *The celtic Church in Scotland. A study of its penetration lines and art relationships*. Aberdeen, The University Press, 1935, 120 pages et 30 planches.
- IV. — Prof. Eoin MACNEILL. *Early irish laws and institutions*. Dublin,

Burns Oates and Washbourne, publishers of the Holy see, 152 pages.
In-16. Prix : 5 s.

I. — L'histoire de Tara par M. MACALISTER¹ est distribuée en six chapitres. Dans le premier, il décrit le site de cette localité, désormais célèbre, dont le nom peut se traduire par « éminence d'où l'on a une belle vue ». Elle se trouve à cinq kilomètres environ de la rivière Boyne, en Leinster. Un plan inséré face à la page 4 indique l'emplacement des monuments, grands et petits, qui intéressent l'archéologie et l'histoire. Il est bon de l'avoir toujours présent à l'esprit, par exemple quand on cherche le « Fort des rois » avec sa double enceinte fortifiée, ou la « Grande salle » rectangulaire où se tenaient les assemblées du peuple. On prend ainsi, dès le début, une idée nette d'un site dont il ne reste plus que des ruines anonymes, mais qu'on a fini, cependant, par identifier d'une façon à peu près certaine.

Les cinq autres chapitres font connaître tout ce qu'on peut tirer soit des œuvres, le plus souvent imaginaires, des anciens poètes et chroniqueurs, soit et surtout des recherches méthodiques dirigées par les archéologues modernes sur les premiers habitants de l'Irlande, sur les dieux qu'on y adorait au temps du paganisme, sur les rois et les assemblées du peuple, enfin sur la civilisation du royaume et sur sa destruction.

M. Macalister estime que Tara fut occupée, à l'origine, par deux groupes d'envahisseurs : les uns, caractérisés par leur petite taille et leur teint foncé, venaient sans doute de la Méditerranée occidentale ; ils étaient soumis au régime du patriarcat. Vint ensuite une race d'hommes grands, au teint clair et à la longue chevelure ; ils apportaient avec eux la langue celtique, l'emploi du fer, l'organisation patriarcale, les us et coutumes de la vie indo-européenne. Tara fut désormais à la tête d'un pays idolâtre, où les rois, à la fois chefs et prêtres, étaient « comme des dieux sur la terre ». Tara, nous dit M. Macalister, « fut un temple avant d'être un palais » (p. 87). A ces faits actuellement admis comme certains, le christianisme opposa des fables pieuses ; celle-ci, par exemple : à la veille du déluge, Noé avait refusé d'admettre dans l'arche les hommes pervers, qui périrent tous, sauf un : *Finian*, à qui Dieu imposa la tâche d'expliquer le cataclysme qui venait de se produire. — Dans une autre fable figurent *Tea*, fille de Foran (Pharaon?), et ses deux sœurs, appelées l'une et l'autre *Scota*, d'où sont issus les Scots d'Irlande. Les rois, élus par le peuple, étaient conduits ensuite devant une pierre (elle existe encore, marquée sur le plan de la page 4) qui poussait une clameur s'ils étaient adoptés. Ces rois devaient être mariés, « ce qui assurait la fertilité », si importante dans un pays essentiellement agricole. A ces fables, l'histoire oppose des faits certains : l'assemblée du peuple (chap. v) se composait uniquement d'hommes libres ; s'il faut en croire ici M. Macalister, elle fonctionnait tout comme celle des Gaules décrite par César dans ses *Commentaires*. Vient ensuite ce qui concerne l'année agricole et ses jours critiques, le calendrier lunaire, dont l'original, écrit en langue celtique, a été, comme on sait, retrouvé à Coligny² ; les arbres sacrés, les boissons rituelles, etc.

1. M. Macalister est connu depuis longtemps par d'importants ouvrages sur deux domaines très différents : la Palestine et la primitive Irlande, son pays natal. En ce qui concerne l'Irlande, on peut signaler ses *Studies in irish epigraphy* (1897-1907), *Ireland in the preceltic times* (1921), *The archeology of Ireland* (1927). Il est membre de la Société des Antiquaires d'Irlande. Dans les *Proceedings* de cette société savante, il a fait paraître (1928) un mémoire intitulé *Remains and traditions of Tara*, qu'il a repris et mis au point définitif dans le présent volume.

2. Voir l'étude qu'en a faite M. MacNeill dans la revue *Erin* (1926) et sa concordance avec

L'histoire de Tara et sa destruction définitive sont exposées dans le dernier chapitre. Le plus ancien roi dont l'existence est certaine s'appelait Cormack, et c'était « le meilleur de ceux qui ont jamais régné en Irlande », le premier qui « ait cru en Dieu » et qui puisse être « comparé à Salomon¹ ». D'où venait-il? On l'ignore; du moins savons-nous qu'il régna de 227 à 266. Tara nous apparaît alors comme étant la capitale d'un grand État composé de cinq royaumes, ce qui fait penser aux cinq grandes provinces que l'on connaîtra plus tard. Au ^{ve} siècle, enfin, une coalition renverse le souverain régnant à la bataille dite d'Ocha² (482). La dernière assemblée du peuple que l'on connaisse a été tenue en 539, date que l'on considère désormais comme marquant la fin du royaume de Tara et de sa capitale.

Tel est ce livre qu'il convient d'étudier de près, même pour tout ce qui rentre dans le domaine incertain du folklore³.

II. — Avec M. PORTER⁴, à qui l'on doit des découvertes considérables au cours des fouilles qu'il a dirigées en Irlande, nous entrons dans un monde nouveau⁵, celui où triomphe le christianisme.

Sous une même couverture, il publie, en réalité, deux ouvrages qu'on aurait aussi bien pu donner séparément : un admirable recueil d'illustrations (276 photographies) et un texte qui en est le très savant commentaire, avec une abondante bibliographie⁶; dès ce début et en plusieurs endroits encore, on trouve bloquée la liste des ouvrages dont l'auteur s'est servi constamment lui-même; puis, tout le long du livre, sont prodigués les renvois nécessaires à l'intelligence du texte. A cet

le fac-similé qu'en a donné M. Seymour de Ricci dans le *Journal des Savants* (décembre 1926). Cf. *Revue celtique*, t. XLII, 1930, p. 10.

1. Voir p. 173.

2. Le site en est inconnu.

3. Les notes et les renvois bibliographiques sont malheureusement renvoyés à la fin du livre (p. 193-204).

4. Arthur Kingsley Porter est Américain, né à Stamford (Conn.) le 6 février 1883; il fut professeur à Yale et à Harvard; il a fait partie de l'Academy of America et de la R. Irish Society of Antiquaries. Il est mort en 1932.

5. Selon un usage que l'on rencontre souvent dans les ouvrages anglais, qui consiste à remercier les services rendus à l'auteur pour la préparation ou l'exécution de son livre, M. Porter marque en toute première place M. Macalister « le premier des archéologues, morts et vivants, de l'Irlande, dont les ouvrages devenus classiques, les conversations et les correspondances lui ont rendu de signalés services ».

6. M. Porter a poussé le scrupule au point de signaler, parmi quelques *corrigenda*, à la suite de la page xxiii, un article, qui lui avait échappé, de M^{lle} Françoise HENRI : *Les origines de l'iconographie irlandaise pendant les douze premiers siècles de notre ère*, article paru dans la *Revue archéologique* (1930), alors que se terminait l'impression de son livre. Cet article est d'ailleurs devenu, par la suite, une thèse de doctorat qui a été soutenue en Sorbonne le 17 décembre 1932, et qui, refaite en deux volumes (1933), vient d'être récompensée par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Cf. *Analecta Bollandiana*, 1935, p. 186. Cf. *Revue celtique*, 1933, p. 77. M^{lle} Henri est actuellement lectrice de français au collège de l'Université nationale de Dublin. — M. Porter a fait lui-même, dans le corps de son ouvrage, de fréquents renvois à ses précédents livres; on regrette qu'il n'en ait pas dressé le tableau, avec ses noms et prénoms, ce qui aurait épargné au lecteur l'ennui de penser qu'il pouvait se trouver plusieurs archéologues sous le même nom. — Signalons enfin quelques fautes d'impression en ce qui concerne les noms de savants ou d'éditeurs français. Ainsi, il faut lire Bloud (éditeur) au lieu de Blond (p. 56), Enlart et Mortet lieu d'Eulart et Mortel (p. 48), Julien Havet et non Harvad (p. 68). Ajoutons qu'aucun de ces noms n'a été relevé dans l'Index.

égard, c
les yeux
qui sont
symboli
ruine. L
sation ;
présente
païens,
l'Eglise
Sans
sans ren
p. 16, «
romaine
que cett
lequel le
Jusqu'a
partie a
par l'im
Thébaïd
Rome »
Lérins e
particul
celles o
dont on
doute p
qui con
Était
légende
(p. 33-3
lier hon
celtique
Saint
nom de
Patrice
de là, c
M. Port
diévale
(679-70
son tén

1. Sur
Ajouter
dans En
2. La
pu être
sur ce c
3. N'
en 563.
1920).

égard, c'est un modèle de présentation érudite. Les illustrations font passer sous les yeux du lecteur trois sortes de documents archéologiques : les croix sculptées qui sont la marque évidente du christianisme, les pierres levées avec inscriptions symboliques, enfin des tours, dont il est difficile de définir l'intention, d'églises en ruine. L'iconographie fournit de précieux renseignements pour l'histoire de la civilisation ; elle sert, pour ainsi dire, de transition qui mène à l'histoire proprement dite, présentée en cinq chapitres consacrés à saint Patrice et à son apostolat contre les païens, à son continuateur Columcille, aux grands missionnaires, à la ruine de l'Église celtique et aux ravages des Vikings en Irlande.

Sans doute, il y eut des chrétiens en Irlande avant Patrice¹ ; mais c'est lui qui, sans rencontrer d'opposition sérieuse, y fonda la première église. Cette église, lit-on p. 16, « n'a pas connu de martyrs », tout comme l'Irlande a échappé à l'occupation romaine. Fait d'importance capitale, car l'Irlande adopta le christianisme alors que cette religion avait à sa tête l'évêque de Rome ; par là cessa l'isolement dans lequel le pays, même occupé en partie par les Scandinaves, avait vécu jusqu'alors. Jusqu'alors, on la considérait comme hors de l'Europe ; elle devient désormais une partie agissante. Sous quelle forme s'opéra ce redressement ? Selon M. Porter, c'est par l'imitation indirecte des chrétiens d'Égypte, des coptes et des moines de la Thébaïde : « La simplicité du désert », lit-on p. 19, « l'emporta sur les splendeurs de Rome » ; mais le mouvement s'opéra par une voie indirecte : par les moines de Lérins et par l'intermédiaire du latin en France. M. Porter note avec un soin tout particulier les croix d'Irlande où sont représentés les saints et les martyrs, surtout celles où il croit reconnaître saint Patrice lui-même (p. 24-32). Quant aux églises dont on attribue la construction à saint Patrice, il n'en reste aucune trace, sans doute parce que c'étaient de rustiques bâtiments en bois, « architecture modeste qui convenait à l'ascétisme des premiers moines » (p. 36).

Était-il nécessaire, à ce propos, d'introduire ici un long hors-d'œuvre sur la légende du *Purgatoire* de saint Patrice et de rééditer la relation d'Henri Saltrey (p. 33-35) ? Alors, pourquoi consacrer seulement quelques lignes à celle du chevalier hongrois Georges Grinaphan, qu'a fait connaître Henri Gaidoz dans la *Revue celtique* en 1873 (p. 373-463) ?

Saint Patrice, on le sait, n'était pas un Celte. Columcille (plus connu sous le nom de saint Columba) était, au contraire, un Celte, Irlandais de souche royale. Si Patrice importa le christianisme en Irlande, Columba l'introduisit en Angleterre et, de là, en Écosse, puis sur le continent, ce qui, fait assez justement observer M. Porter (p. 38), contribua manifestement à changer les destinées de l'Europe médiévale. La vie de ce saint missionnaire a été racontée par Adamnan, abbé d'Iona (679-704)², plus d'un siècle après Patrice. M. Porter estime, non sans raison, que son témoignage, après un si long intervalle, ne peut être accepté sans précaution ;

1. Sur saint Patrice, voir le *Literary Supplement* du *Times*, 17 mars 1932 (article non signé). Ajouter le compte-rendu de l'article sur *St. Patrick Oirthplace* de G. H. WHEELER, paru dans *English historical Review*, 1935, p. 185.

2. La bibliographie concernant le *Purgatoire*, qui est donnée au bas de la page 32, aurait pu être à la fois abrégée et augmentée. La *Revue celtique* est revenue, à plusieurs endroits, sur ce curieux cas de la crédulité humaine. Voir dans les tomes XXXIX, XLIV, XLVI.

3. N'oublions pas que saint Patrice arriva en Irlande vers l'an 432 et Adamnan en Écosse en 563. M. Porter n'a pas mentionné l'excellente *Vie d'Adamnan* par J. T. Fowler (nouv. édit., 1920).

en fait, Adamnan a donné de son prédécesseur une image très défigurée. Persécuté par Dermot, roi de Tara, Columba s'enfuit en ce qu'on appela plus tard l'Écosse. Ce dramatique événement est, selon M. Porter, représenté sur la croix dite de Muiredach. A Kells en Leinster, Columba fit édifier un monastère qui, dit notre auteur (p. 46), est « une des plus caractéristiques productions de l'art celtique ». Kells possède, en outre, quatre croix sculptées de grand style ; on lui attribue aussi, d'ordinaire, un manuscrit très célèbre, le *Book of Kells* ; mais n'a-t-il pas été bien plutôt écrit à Iona, puisqu'on y constate une influence northumbrienne ? C'est à ce signe que M. Porter croit pouvoir lui attribuer une autre origine. Enfin, non loin de Kells, se trouve une tour ronde, sorte de construction très répandue en Irlande, puisque quatre-vingts de ces monuments sont encore debout aujourd'hui. A quel usage servaient-elles ? Problème devant lequel M. Porter se déclare hors d'état de donner une solution certaine. D'ailleurs, du moment où Columba est réfugié à Iona (Hii), qui géographiquement appartient à l'Écosse, l'éminent archéologue s'en détache pour accompagner les moines irlandais dans leur propagande dans le continent européen.

C'est l'objet de son dernier chapitre, « emportant avec eux », dit-il en un puisant raccourci, « le christianisme pour les payens, l'institution monastique pour les chrétiens et le savoir pour tous » (p. 63). Depuis lors, nous suivrons les traces de Columban, contemporain de Columba qui, chassé d'Irlande, abandonna son monastère de Bangor, en Ulster (573), pour évangéliser l'Europe. Ces « grands missionnaires », nous les rencontrons à Bregenz, à Saint-Denis en France, à Bobbio en Italie, à Saint-Gall, à l'Ambrosienne de Milan, au Musée de Stockholm, riches en manuscrits où se manifestent les traditions de l'art irlandais. Puis l'Église celtique disparaît pour faire place aux grandes écoles du continent. Cependant, même après que les Vikings se furent établis en Irlande au ix^e siècle, on constate, non sans étonnement (chap. v), que l'art des croix sculptées a pris une extension considérable. Au xii^e siècle, enfin, le coup fatal a été porté à l'Église celtique d'Irlande par l'influence prédominante de saint Bernard et des Cisterciens ; puis, pour en finir, par les Normands. Voici en quels termes l'auteur résume sa grande œuvre : « Ce qu'on y trouvera de nouveau, c'est le fait qu'au x^e siècle l'Irlande a produit une sculpture non seulement en avance sur le reste de l'Europe, mais remarquable en soi par les multiples manifestations de l'art médiéval¹. »

III. — L'ouvrage de feu Porter a paru, on le sait, en 1931. Comment se fait-il que celui de M. Simpson, auquel nous arrivons maintenant, l'ignore complètement ? La question est peut-être indiscrète. Quoi qu'il en soit, voyons ce que nous apporte de nouveau cette toute récente publication sur un terrain où M. Porter s'était interdit d'entrer. Sous le titre : *L'Église celtique d'Écosse*, M. Simpson annonce lui-même qu'il entreprend de montrer les voies par lesquelles le christianisme a pénétré dans ce pays et la contribution qu'à son tour il apporte à la connaissance de l'art médiéval. Les sources où il a puisé sont en partie les mêmes que celles de M. Porter. Ce sont d'abord les témoignages archéologiques, à savoir les croix sculptées et les pierres ornées de signes symboliques ; puis les noms de lieu celtiques, si importants

1. Nous n'avons pas reçu l'ouvrage de M. Adolf Mahr intitulé *Christian art in Ancient Ireland* (Dublin, Government publications Sale Office, 1932, xxvii p. et 80 planches). Cf. *Analecta Bollandiana*, 1935, p. 187).

pour dévoiler l'origine des plus anciennes populations appartenant à l'histoire¹; enfin, les textes littéraires. Ici, M. Simpson signale une compilation inconnue de M. Porter : c'est l'œuvre d'un érudit scandinave, Alan Orr Anderson², qui s'est imposé la tâche ingrate de relever tous les passages concernant l'Écosse ancienne qui se rencontrent dans les Annales, Bède le Vénérable et même dans les chroniques médiévales, où l'on peut glaner parfois des indications utiles sur les plus anciennes origines. Parmi les textes littéraires, M. Simpson attribue une place d'honneur à la *Vie de saint Columba* par Adamnan³, document précieux entre tous, dit-il, « à cause des flots de lumière qu'il répand sur les institutions sociales et l'état mental de l'époque ». Sans doute, mais aussi faut-il retenir ce qu'en a dit M. Porter : un biographe qui écrit un siècle après la mort du personnage dont il raconte la vie est, par avance, suspect de dépasser les limites de l'exacte vérité.

Convaincu que l'introduction du christianisme en Écosse est la conséquence directe (ajoutons, pour notre compte, non pas immédiate) de l'occupation de la Bretagne par les Romains, M. Simpson a commencé par montrer, ce qu'on avait déjà bien fait avant lui, la marche suivie par les légions⁴; c'est seulement vers le milieu du v^e siècle qu'on entre dans le vif du sujet avec l'apostolat de saint Ninian. Ce personnage est assez bien connu : disciple de saint Martin de Tours, fondateur de l'église de Candida Casa (Whithorn, en Galloway)⁵, il est mort, dit-on, en 432 (seule date donnée par les anciens hagiographes) et donc contemporain de saint Patrice (373-463); c'est avec lui que commencent effectivement les origines chrétiennes du pays qui, plus tard, emprunte aux Scots d'Irlande le nom de Scotland (Écosse). Conduits par M. Simpson, qui est un bon guide, on suit pas à pas les progrès accomplis par la nouvelle foi depuis les Pictes et jusqu'à Bangor⁶. Une autre mission alla de Bangor au pays d'Alba⁷; celle de saint Donnan, qui fut martyrisé le 16 avril 618, poussa jusqu'aux Hébrides⁸; celle de saint Kentigern qui parvint au nord de la Dee et jusqu'à Aberdeen⁹. Les documents publiés par M. Anderson montrent que les missionnaires parvinrent jusqu'au pays des Vikings et en Islande.

Le chapitre VIII traite des croix celtiques qui, dit M. Simpson, se rencontrent dans le pays des Pictes, en Irlande et en Northumbrie; c'est ici qu'il eût certaine-

1. M. Simpson a utilisé le travail de M. Watson, *Celtic place names*. Ignore-t-il aussi celui de M. James B. Johnsson, dont la 3^e édition a paru, très augmentée et sous le même titre, en 1932?

2. Cet ouvrage est intitulé *Early sources of Scottish history*. M. Simpson l'indique encore sous la forme abrégée de *Scottish Annals*.

3. On aurait pu mentionner à cette place l'excellente édition de ce texte par J. T. Fowler (1920). M. Simpson a souvent mentionné, et à bon droit, son livre : *The historical saint Columba*, dont une seconde édition a paru en 1927. Critiqué par le professeur Watson, M. Simpson a répliqué dans son livre *On certain saints* (1928).

4. La planche 1 marque la frontière avec l'emplacement des forteresses et des villes romaines.

5. La planche 3 reproduit la pierre appelée *Latinus*, à Whithorn, et la planche 7 celle qui est dite de saint Pierre.

6. Sur le nom des Picts, voir la dissertation de l'auteur aux pages 40-43.

7. *Alba* ou *Albania* est un nom qu'on retrouve, au Moyen Âge, porté par la famille noble du clan *Alpin*.

8. Voir le plan 9.

9. Voir le plan 11.

ment profité d'une comparaison avec M. Porter ; mais ce qu'on trouve de nouveau, c'est dans le chapitre ix et dernier, qui est consacré à saint Boniface¹.

On sait que ce grand missionnaire, le futur apôtre de la Germanie, était anglais. Il naquit à Crediton, au comté de Devon (630). Dès l'enfance, il voulut être moine ; devenu grand, il résolut de combattre le paganisme, non pas, tout d'abord, en Germanie, mais en Angleterre même, car il était de race celtique. Il s'appelait Curitan et c'est le roi Nectan MacDerle (706-724) qui l'appela pour convertir « le peuple bestial des Pictes »². Curitan avait voué un culte particulier à un grand saint romain : saint Pierre. Il commença par fonder chez les Pictes une église sous ce même vocable. On lui attribue en outre, mais sans preuve, trois autres églises consacrées également au prince des Apôtres³. C'est seulement après avoir ainsi implanté le christianisme dans le pays des Pictes que Curitan partit pour le continent, où il ne tarda pas à se faire connaître et admirer sous le nom allemand de Winfrid, avant de recevoir du pape celui de Boniface. On félicitera M. Simpson d'avoir ainsi mis en belle lumière les années d'apprentissage du futur saint Boniface.

IV. — M. MACNEILL nous introduit enfin dans l'histoire dépouillée de toute contamination légendaire⁴. Plus d'un regrettera peut-être que, dans ce livre d'érudition pure, l'auteur ait pris la résolution de s'abstenir de tout appareil scolastique ; on n'y trouve d'autres indications bibliographiques que les mentions nécessaires marquées dans le corps même de la rédaction ; aucune note au bas des pages et pas d'index. Cela dit, il faut ajouter que ce mince volume contient une critique très serrée sur les lois et les institutions de l'Irlande depuis les plus anciens temps jusqu'à la conquête normande et même au delà. M. MacNeill n'hésite pas à déclarer (p. 25) : « Tout ce qu'on a dit ou écrit sur les Celtes doit être examiné de nouveau et rectifié. » C'est à quoi il s'est appliqué avec une remarquable maîtrise.

Il commence par réfuter les théories, fausses d'après lui, qui ont été jusqu'ici présentées sur la famille, le *sept* ou *clan*, la tribu, la vie pastorale et agricole, la cité. Aux opinions préconçues ou mal étayées, il oppose et il repose le résultat de ses recherches personnelles. Sur l'origine de la population, il est d'accord avec M. Macalister pour écarter résolument la notion de race ; il admet un mélange de deux éléments fournis par la Scandinavie et l'Islande, d'une part, et de l'autre par l'Europe moyenne et occidentale, par l'intermédiaire de l'Espagne. Aussi haut qu'on remonte aux origines, on constate que les maîtres de l'île sont groupés en petits États (*tuath*) ayant à leur tête une assemblée d'hommes libres et un roi qui est à la fois un chef de guerre, un juge⁵ et peut-être aussi un prêtre suprême. Aux temps

1. Voir p. 109.

2. C'est ce qu'on lit dans la vie du futur saint, par Eddi. Voir Simpson, p. 110.

3. Celles d'Invergowrie, de Tealing et de Restennet (p. 111). Le plan 29 montre la porte d'entrée de la tour du prieuré de Restennet.

4. On sait que M. Eoin [= Jean] MacNeill est un des premiers érudits de l'Irlande, un de ceux qui en connaissent le mieux les annales, les épopées, les traditions, le droit, l'histoire. Cf. *The phases of irish history* (1920) et *Celtic Ireland* (1921). — Patriote militant, il a été ministre de l'État libre. N'oublions pas qu'il est membre correspondant de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

5. Il y avait plusieurs degrés parmi les rois, suivant l'importance de chaque groupement et, enfin, un roi de toute l'Irlande.

historiques, il existait quatre-vingts ou cent de ces petits États où les hommes libres, désormais fixés sur le sol, étaient de bons soldats quand il fallait se battre et d'habiles artisans pour les arts de la paix. Les Celtes du continent les appelaient *Pretani*¹, d'où viennent les noms d'abord de *Picti* en latin, puis de *Britanni*. Au plus haut degré de l'échelle sociale sont les *Ferri*, classe des guerriers maîtres du sol. Leur établissement définitif se place vers l'an 25 ap. J.-C. : les envahisseurs avaient occupé les terres voisines de la mer et pris à leur service les artisans admis dans leur communauté comme hommes libres. Quant aux femmes, chez les Pictes, elles étaient soumises au régime du matriarcat et c'est à elles que passait l'héritage (p. 66). M. Mac Neill n'a pas cru nécessaire de s'arrêter au régime qui triompha par la suite, comme dans tous les pays de l'Occident ; mais il s'arrête longuement, au contraire, au druidisme.

Faisant siennes les conclusions auxquelles était déjà parvenu M. KENDRICK², il pose comme un fait certain que les Druides n'ont jamais constitué une sorte de clergé celtique, pas plus en Irlande, d'ailleurs, que chez les Celtes d'Espagne, de l'Italie septentrionale, de l'Asie Mineure. Ils n'étaient pas prêtres, mais seulement des aides (« admissi ad sacra », lit-on dans César), et c'est aussi ce qu'on trouve dans les chroniqueurs irlandais du VII^e siècle, qui ont recueilli des renseignements encore vivants sur le druidisme. Si au temps des empereurs les Druides ont été persécutés en Gaule, c'est non point par fanatisme, mais pour des raisons politiques. A tort ou à raison, ils étaient soupçonnés de vouloir créer une sorte d'unité nationale opposée à l'unité de l'Empire et, par un « acte d'hypocrisie impériale » (p. 71), ils furent accusés de servir une religion qui sacrifiait des victimes humaines. Faut-il s'incliner devant la force de cet argument, même présenté par d'aussi hautes autorités ? Enfin, si l'on enlève aux Druides leur qualité de prêtres, que leur restera-t-il ? M. Mac Neill répond péremptoirement : l'enseignement. Ils enseignaient la physique et la théologie. Le calendrier de Coligny, les graffiti de la Graufesenque prouvent qu'ils savaient l'usage de l'écriture, se servant d'ailleurs de lettres grecques et non romaines. A la place de l'écriture³, ils imaginèrent l'écriture oghamite (p. 80). Mieux encore, les Druides ont été les plus anciens juristes d'Irlande : ceux de l'époque chrétienne procèdent directement des Druides et, quand saint Patrice voulut faire mettre les lois irlandaises en harmonie avec le christianisme, c'est à la science des Druides qu'il fit appel. Une légende attribue l'origine de la jurisprudence irlandaise à un certain Amoryen, « le premier druide de race gaélique en Irlande » (p. 73). Ici, nous ne pouvons que nous incliner devant l'autorité d'un savant aussi éminent quand il écrit : « Les premiers de nos juristes ont été les Druides. »

Le chapitre iv est consacré à l'histoire des textes écrits des lois irlandaises. M. Mac Neill insiste sur l'œuvre accomplie à cet égard par la Commission instituée par le gouvernement britannique, en 1852, pour la transcription, la traduction et

1. M. MacNeill avait déjà indiqué le sens et la portée de cette expression dans le *Journal of the R. Society of Antiquaries of Ireland*, t. LXIII, juin 1933.

2. Thomas Downing KENDRICK, *The Druids ; a study in keltic prehistory* (1927).

3. Dans son *Esquisse d'une histoire de la langue latine*, M. Meillet écrit que les Gaulois « n'ont pas connu l'écriture, et ce que nous connaissons de la langue gauloise est de médiocre importance ». M. MacNeill proteste, tout en déclarant que le nom de M. Meillet « occupe une très haute place parmi nos contemporains ».

la publication de ces anciennes lois et il en note les graves défauts. Il termine par cette sentence d'un singulier intérêt : la loi irlandaise est une « loi nationale et non locale », c'est-à-dire qu'elle s'applique au pays tout entier, bien que, pendant des siècles, le pays ait été divisé en un grand nombre de petits États autonomes, ayant chacun ses lois particulières (p. 89).

Les chapitres v-vii sont un retour en arrière : l'auteur y expose l'organisation politique de l'Irlande ancienne, ce qu'on sait des assemblées politiques et des rois, de la clientèle telle que la décrit Jules César. Le chapitre viii raconte la décadence de ces antiques institutions, sous l'influence délétère de la féodalité normande. L'auteur ne cache pas son indignation contre les illégalités constamment commises par les souverains anglais depuis Henri II. Il proteste contre la décision du pape Hadrien IV conférant au roi d'Angleterre, son allié, la *seigneurie féodale* de l'Irlande ; il s'indigne de voir un roi devenir le vassal d'un pape, et le roi d'Irlande, Ruaidhi, reconnaître Henri II comme son souverain seigneur (1173), tandis qu'en retour le roi le considérerait comme son vassal pour le reste de l'Irlande. La loi anglaise, à son tour, est introduite dans ce pays (1227). « Désormais », écrit M. Mac Neill (p. 144), « il est établi que le peuple irlandais était mis hors la loi. »

Le régime féodal eut d'ailleurs cette conséquence de développer dans le pays la vie urbaine, dont les antiques lois ignoraient l'existence ; et c'est par le chapitre ix que se termine, d'une manière passablement abrupte, cet exposé si dramatique de la grandeur et de la décadence d'un grand peuple.

Ch. BÉMONT.

Thomas CRAIG OF RICCARTON. *The Jus feudale with an appendix containing the Book of the feus*, a translation by the R. H. James AVON CLYDE, LL. D. ; P. C. Édimbourg et Londres, William Hodge et C^{te}, 1934. In-8°, xxix-1,211 pages en 2 volumes. Prix : £ 5,5 s.

L'on vient de rendre un service éminent à la cause du droit écossais en donnant une traduction du *Jus feudale* de Thomas Craig. L'auteur de cette version, pratique et accessible à tous, Lord Clyde, Lord Justice général d'Écosse, a appris par une expérience juridique de plus de quarante années combien le droit de son pays plonge profondément ses racines dans le passé. Depuis longtemps versé dans l'histoire du droit de l'Écosse, il a estimé que le meilleur service à rendre à l'heure actuelle, tant aux praticiens qu'aux historiens de son pays, était de mettre à leur portée cet ouvrage classique du droit écossais. Le *Jus feudale* de Craig, après de longues années de prépondérance, était encore honoré, certes, en Écosse, mais, en fait, il était délaissé, paraît-il, par les jeunes générations, peu soucieuses d'affronter la langue compacte et fleurie de cet auteur.

L'œuvre de Craig, comme sa figure même, reste pourtant caractéristique et digne de retenir l'attention, non seulement de ses compatriotes, mais aussi des Français et de tous ceux qui se préoccupent de voir dans cette lointaine partie de la Grande-Bretagne l'un des derniers bastions de la culture latine. Né en 1538, en Écosse, Craig étudiait vers 1555, à Paris, le droit canon avec Pierre Rebuffi et le droit romain avec François Baudouin. Revenu chez lui en 1561, il fit une brillante carrière d'avocat et de juge à la cour de Session, mettant à profit la formation classique qu'il avait reçue. Studieux, modeste, adonné à ses travaux, préoccupé des

écoles et du latin que l'on y enseignait, ce contemporain de Marie Stuart ne joua guère de rôle dans les troubles religieux ou politiques qui agiterent l'Écosse de son temps. A la fin de sa carrière seulement, il fut mêlé de près à la réunion de l'Écosse et de l'Angleterre, qu'il semble avoir souhaitée toute sa vie. Il écrivit à ce sujet divers traités sur les droits de Jacques VI à la couronne anglaise, sur l'union et sur l'hommage qu'à son avis l'Écosse ne prêta jamais, dans le passé, à sa puissante voisine. Son meilleur titre de gloire est ce monumental *Jus feudale*, où se reflètent à la fois le goût de Craig pour le droit et les lettres, son activité studieuse et intelligente, sa très grande pratique de la barre écossaise.

Le titre de l'ouvrage, abrégé par le traducteur, est, dans les éditions latines, le suivant : *Jus feudale, quod praeter jus commune Longobardicum feudales Angliae Scotiaeque consuetudines complectitur*. Il indique, dans sa généralité, que Craig a voulu écrire autre chose qu'un simple exposé du droit écossais. Il a comparé le droit de son pays à d'autres systèmes juridiques. Dans quel but ? Il rappelle au roi, dans sa dédicace, qu'il fut membre d'une commission mixte de légistes, chargée d'examiner les institutions des deux pays, en vue de rechercher les points communs et de préparer, au moins sur certaines questions, une fusion. La majorité des commissaires ayant conclu à un antagonisme irrémédiable entre les institutions des deux pays, il a entrepris de les convaincre du contraire en étudiant, à leurs sources mêmes, les deux régimes juridiques rivaux. En somme, il cherche à calmer la jalousie de deux pays que la perspective de l'union inquiète. Son attitude politique de conciliation est intéressante et comparable, par exemple, du point de vue écossais, à celle de Bacon du côté anglais.

Il lui est évidemment aisé de montrer que certaines institutions, surtout féodales, des deux pays présentent une origine commune et, dans la suite des temps, de grandes analogies, mais sa courtoisie à l'égard de l'Angleterre ne le mène pas au delà. Il demeure au fond de lui-même profondément écossais et il ne perd aucune occasion de nous montrer, avec étalage d'érudition, sa préférence pour l'Écosse, la supériorité de la logique et du bon sens de son pays. Sa position à l'égard du droit anglais est donc fort curieuse ; partisan de l'union, il ne l'est pas de l'assimilation. Il marque à chaque occasion combien il préfère à l'empirisme juridique anglais la logique que l'Écosse tient du droit de Rome. Loin d'admirer la traditionnelle séparation anglaise du droit commun et de l'équité, il voit en Écosse un droit unique, mais plus humain. La règle juridique doit s'y plier, à ce que ses compatriotes réclament par-dessus tout l'équité et le sens commun.

Même indépendance, d'ailleurs, à l'égard des systèmes continentaux ; le droit écossais n'est, à l'en croire, ni le droit féodal, ni le droit canonique, ni le droit romain. C'est un choix de ce que les Écossais, suivant leur sentiment naturel, ont estimé « bonum et aequum », un régime adapté à leurs besoins et à leurs intentions, un droit de la nature suivant l'appréciation écossaise, supérieur non pas au seul droit anglais, mais à tous les autres droits de lui connus : « Avec tout le respect dû à nos voisins » — écrit-il dans sa dédicace — « j'ai la hardiesse de dire et de soutenir judicieusement que les règles juridiques usitées en Écosse sont meilleures que celles employées dans n'importe quel autre pays que je connaisse. » La féodalité même, qu'il conçoit sous un jour idéal, lui paraît avoir pris, en Écosse, une allure particulièrement noble et spiritualisée.

On comprend qu'un ouvrage aussi pénétré d'esprit national ait rencontré en son pays un vif succès. Le *Jus feudale*, pourtant, circula d'abord en copies et ne semble

avoir été imprimé qu'en 1655, à Londres¹, longtemps après la mort de son auteur, décédé en 1608. Mais, dès lors, le succès de l'ouvrage ne fit que croître, tant en Écosse qu'à l'étranger, principalement en Hollande et dans les pays germaniques. Il fut réédité à Leipzig en 1716 et une dernière fois à Édimbourg en 1732. C'est cette édition qui a été traduite pour la première fois en anglais par Lord Clyde.

La traduction de Lord Clyde est faite dans une langue claire et d'une lecture agréable². Les institutions y conservent leur saveur écossaise et leurs noms, qui ne concordent pas toujours avec les noms anglais. Il dit, par exemple, *brieve* pour *writ*, *feu* pour *fief*, *tack* pour *lease*, *tailzie* pour *tail*, *terce* pour *dower*, *sasine* pour *seisin*. On pourrait multiplier ces exemples, mais le traducteur donne toujours des explications, qui permettent au lecteur anglais de ne point être embarrassé. D'autres termes, comme *fisc*, *liege*, *arrierban*, *compeers*, ne gêneront pas le lecteur français. Tout en maintenant dans son édition les numéros habituels, qui permettront de retrouver les anciennes références à l'édition de 1732, Lord Clyde a, cependant, fractionné l'œuvre par matières, en paragraphes nouveaux plus logiques, auxquels il a donné de brèves rubriques explicatives. Ces rubriques sont énoncées au début de chaque chapitre et se retrouvent dans un index qui permet de rapides recherches. Il faut, en effet, songer, et ce n'est point la moindre curiosité du sujet, que cet ouvrage de droit féodal est destiné à être fréquemment employé comme faisant autorité devant les tribunaux par les hommes de loi et les *conveyancers* d'Écosse.

Pour plus de clarté, Lord Clyde a cru devoir éliminer certaines des références qui encombrant, le plus souvent, les ouvrages de droit du xvi^e siècle. Il n'a maintenu que les renvois à des textes de droit romain, de droit canonique, des *Libri feudorum*, ou encore aux textes écossais. Nous regrettons qu'il ait écarté les références aux commentaires de civilistes et feudalistes, qui permettent de se rendre compte des emprunts faits par Craig aux commentateurs du continent, ses devanciers. Sur ce point, il conviendra de continuer de se servir des éditions antérieures ou, mieux, des premières copies manuscrites qui subsistent seules aujourd'hui, puisque l'original de l'ouvrage est perdu.

Lord Clyde a traduit, à la fin de son livre, sous le titre *The Book of the feus*, les *Consuetudines feodorum*, que l'on trouve reproduites plus ou moins intégralement, à la suite de Cujas, à la fin de presque tout *Corpus juris civilis*. Bien que Craig renvoie souvent à ces textes, l'utilité de cette traduction se faisait peut-être moins sentir. Lord Clyde a utilisé, pour sa traduction, l'édition du *Corpus* donnée par Beck à Leipzig en 1829.

Depuis quelques années, les travaux de divers savants avaient déjà attiré l'at-

1. L'introduction passe sous silence une édition de 1603 que signalait, sans référence, le *Dictionary of National Biography*. Elle mentionne (p. xvi) l'édition de 1655 comme parue à Édimbourg. L'exemplaire qui se trouve à la Bibliothèque nationale porte cependant Londres.

2. Dans une prochaine édition, on pourra corriger quelques menues erreurs. Pourquoi, par exemple, p. 32, la graphie, aujourd'hui abandonnée, Thomas a'Becket, que d'ailleurs l'édition latine ne porte pas; *senatus Tholosae* doit être traduit (p. 44) « parlement de Toulouse » et non de « Toulon »; p. 74 et 75, *Cujace* au lieu de « Cujas »; p. 88, *William Tetrien* est Guillaume Terrien, le commentateur de la *Coutume de Normandie*; même page, *Ludovicus Hatenus* pour « Louis X Hutin »; p. 531, *Pappo* pour « Jean Papon ».

tention sur l'Écosse ; mais il faut particulièrement signaler en ce pays le renouveau de la science de l'histoire du droit, dont témoignent des ouvrages de l'importance de celui de Lord Clyde. En recherchant l'histoire de son droit, il est impossible que l'Écosse ne retrouve point la trace de tout ce que sa pensée juridique doit au continent et à la *aulde alliance*. Il faut nous en réjouir et souhaiter aussi la bienvenue à la société tout récemment constituée sous le patronage de Stair, cette autre figure si représentative de la noblesse de robe écossaise. La Stair Society, sous la présidence de Lord Macmillan, se propose, à l'exemple de son illustre sœur aînée, la Selden Society, de consacrer son activité à la publication des principaux textes du droit écossais, qu'il est, à l'heure actuelle, difficile de trouver réunis dans nos bibliothèques françaises.

F. JOÜON DES LONGRAIS.

Léon van der ESSEN. *Alexandre Farnèse, prince de Parme, gouverneur général des Pays-Bas, 1545-1592*. Bruxelles, Librairie nationale d'Art et d'Histoire, 1934. Tome II : 1578-1582 ; tome III : 1582-1584. 2 vol. gr. in-8°, 366 pages, 13 planches, et 262 pages, 14 planches.

J'ai assez dit les mérites de cette belle œuvre¹ pour qu'il soit inutile d'y revenir à propos de ces deux volumes, qui sont encore loin de mener à son terme la vie de ce grand homme de guerre et d'État.

Ils nous expliquent très bien comment Farnèse a su rompre l'union des provinces rebelles, créer un parti « espagnol » dans les provinces wallonnes, et même reconquérir les parties méridionales du bloc néerlandais. Il a déployé dans cette rude tâche deux ordres de qualités. D'abord, les qualités stratégiques : il se rend compte que ses forces ne lui permettent pas d'attaquer de front son redoutable adversaire, le prince d'Orange ; il prend donc les villes par le blocus et la famine et ne déclanche l'assaut que lorsque la place, coupée de tous secours extérieurs, est prête à tomber ; il y a d'autant plus de mérite que Madrid le laisse trop souvent sans argent, devant des troupes mutinées, si bien que ses coups d'éclat militaires succèdent d'ordinaire à l'arrivée de subsides longtemps attendus. Quant à ses qualités politiques, il a le grand mérite de faire succéder à la cruauté de ses prédécesseurs une politique de loyauté et de clémence qui prépare et facilite les déflections. Le vieux Granvelle finit par s'incliner (t. III, p. 142-143) devant les résultats de cette politique. L'Escorial reste méfiant, et le vainqueur de Tournai ne peut même pas obtenir du roi, malgré de dramatiques instances, la restitution de Plaisance en faveur de son père Ottavio.

Ce qui le sert, c'est la médiocrité et les divisions des alliés du Taciturne, et sur-

1. *Revue historique*, t. CLXXII, p. 329-330. — J'avais reproché à l'auteur de n'avoir pas parlé des projets anglais de don Juan ni fait état des recherches de M. de Törne. Avec une courtoisie confraternelle et qui tranche heureusement sur l'impatience épistolaire de certaines « victimes » de la critique, le savant professeur de Louvain m'a écrit qu'il n'avait négligé ni cette question ni ses sources, mais qu'il en parlerait plus tard, à propos de l'*Invençible* et des projets antérieurs. Je confesse que j'aurais préféré plus de respect de la chronologie et je continue à croire qu'un volume qui s'arrête à 1578 aurait dû traiter toute la vie de Don Juan dans ses rapports avec Farnèse.

tout l'indignité du prince sur lequel les circonstances ont amené Guillaume à s'ap-
puyer désespérément. Je ne crois pas que, même après Kervyn de Lettenhove,
personne n'ait aussi bien analysé que M. van der Essen les métamorphoses déce-
vantes de ce François d'Anjou, surtout cette basse politique de chantage par la-
quelle il essayait de se vendre simultanément à Parme et à Nassau. Il fallait à
celui-ci une héroïque obstination et le désir passionné de conserver l'alliance occulte
de la France, ennemie de l'Espagne en pleine paix, pour ne pas rompre avec ce vil
personnage. La politique inaugurée par Farnèse en 1579 triomphe, en réalité, en
1583, grâce à la *furie d'Anvers*. Il est dès lors débarrassé du pire péril. Il n'aura plus
qu'à recourir à sa nouvelle méthode de guerre pour cueillir Ypres, Bruges, Gand et
préparer la chute d'Anvers. Car M. van der Essen, au lieu de pousser son volume
jusqu'à cette reconquête décisive, a préféré le clore sur « la fin d'un duel épique »,
à savoir la mort du grand Guillaume.

Farnèse a été mêlé aux complots contre le prince. Sur l'affaire Jauregui, M. van
der Essen, sans trop insister sur le livre du P. Albert de Meyer¹, ne croit pas à la
complicité directe de Farnèse. Mais, pour Balthazar Gérard, aucun doute n'est pos-
sible (p. 241-242) et cette attitude d'un prince dépeint comme chevaleresque ne
peut s'expliquer que par l'esprit du temps.

Disons-nous que ce bel ouvrage, d'un ton toujours impartial, est complètement
indemne du *morbus biographicus*? Un certain parti pris d'admiration incline l'au-
teur devant « la sagesse politique, le sentiment de l'honneur et le loyalisme »
d'Alexandre Farnèse. Mais, quand on pense à sa « situation terrible » au lendemain
de Gembloux, au dramatique siège de Maestricht, à l'habileté avec laquelle il im-
pose à son roi la ratification de l'entente avec les catholiques wallons, qui brise la
politique orangiste de la « généralité » et provoque la rupture entre Anvers et Arras,
quand on le voit d'abord aux prises avec Granvelle, qui, opposant la mère et le
fils, voulait faire de Marguerite une gouvernante et d'Alexandre, ancien gouver-
neur, un simple commandant de troupes, quand on le voit (t. II, p. 930) « saboter
les conférences de Cologne », on sent qu'on a affaire à un politique supérieur.

En somme, tous les livres sur la guerre de Flandre sont à refaire après celui-ci,
et notamment celui que j'ai consacré jadis à François de la Noue. Je ne vois pas
sans plaisir M. van der Essen confirmer l'interprétation que j'avais donnée d'une
lettre de Parme reproduite par Spada sur la bataille d'Ingelmonster².

Henri HAUSER.

Anthony-Louis ELICONA. *Un colonial sous la Révolution en France et en
Amérique : Moreau de Saint-Méry*. Paris, Jouve, 1934. In-8°, 271 pages,
1 portrait.

Cette thèse de doctorat d'université, soutenue à la Sorbonne par un Maître ès

1. *Revue historique*, t. CLXXIV, p. 114.

2. M. van der Essen a retrouvé l'original espagnol de cette lettre. Il montre que Spada
l'antidate d'un mois et qu'elle répond à une lettre de Philippe II. C'est donc à l'Escorial que
l'on avait conçu le projet de tuer La Noue, et c'est par un stratagème que Parme feignit d'en-
trer dans les vues du roi. — T. II, p. 222, lire « comté » pour « duché » de Bourgogne.

arts de Columbia, étudie la carrière et l'œuvre de la curieuse personnalité de Médéric-Louis-Élie Moreau de Saint-Méry (1750-1819), qui fut successivement avocat au Conseil supérieur de Saint-Domingue, président du Comité des électeurs de Paris en 1789, député à l'Assemblée constituante, libraire à Philadelphie, administrateur des États de Parme, Plaisance et Guastalla et pensionné par Louis XVIII. La documentation utilisée par M. Élicona est sérieuse. Surtout (p. 247-256), il a eu l'excellente idée de dresser la longue liste des œuvres manuscrites et imprimées (livres, brochures, articles) de son héros.

Le présent ouvrage comprend quatre divisions. Aux années de jeunesse, partagées entre des voyages à l'intérieur de la Martinique, son île natale, à Saint-Domingue, la composition de travaux de documentation coloniale et son établissement à Paris, M. Élicona consacre un chapitre trop court. Le récit du premier séjour de Moreau en France (1789-1793) est un résumé utile et convenable, mais généralement peu nouveau, déparé par quelques imprécisions ou erreurs¹.

La partie la plus neuve est la seconde du livre. Réfugié aux États-Unis de 1793 à 1798, Moreau de Saint-Méry s'établit imprimeur à Philadelphie pour pouvoir subsister. Les livres sortis de sa maison ont un aspect clair et propre ; les pages de titre révèlent la fine touche française, surtout dans l'emploi de la gravure à la manière du XVIII^e siècle dans les *Prisons de Philadelphie* et du cul-de-lampe dans les *Observations* de Tanguy (p. 150). Ses presses imprimèrent le *Courrier de la France et des colonies* de Gateau, quotidien hostile à la Convention. Moreau fut aussi un des animateurs du Cercle français, où se réunissaient de nombreux exilés, sur qui il porte des jugements généralement clairvoyants. Il dénonce les prétentions de Volney, regrette la naïveté de La Rochefoucauld-Liancourt, apprécie le charme des jeunes ducs de Beaujolais et d'Orléans et, qui l'eût cru ? les qualités d'ami de Talleyrand — dont M. Élicona fait à tort (p. 176) un Agent général du clergé français aux États-Généraux. Mais, quelque intéressantes que soient ces pages, elles n'épuisent pas la curiosité du lecteur : il ne s'explique pas certaines contradictions et ne trouve pas d'éclaircissement, en particulier sur les rapports de Moreau de Saint-Méry avec Franklin Bache, avec Cobbett, avec Adet. Sur ce point, la discrétion de M. Élicona est d'autant plus regrettable que le travail de M. Bernard Fay, *The two Franklins*, éveille sur les origines du parti républicain des curiosités nouvelles.

A cet utile mais incomplet exposé des rapports franco-américains il manque une étude psychologique de Moreau de Saint-Méry. M. Élicona, ici et là, nous le montre paisible, père de famille prudent et sage, méticuleux et laborieux, mais il ne parvient pas à le faire vivre ni à expliquer son caractère.

La dernière partie résume brièvement, mais heureusement, l'activité de Moreau en France et dans les États du duc de Parme².

Le travail de M. Élicona rendra de réels services. Mais il ne peut prétendre à résoudre les trois grands problèmes à l'évolution desquels fut mêlé Moreau de

1. A la page 103, M. Élicona n'a pas montré la part prépondérante que prit Saint-Méry au vote de l'Assemblée constituante qui refusa d'instituer un ministère spécial des Colonies. — A la page 129, il faut lire Lacour-Gayet non Gayet-Lacour. — A la page 19, l'expression « la protection à perpétuité du comte de Provence » est peu claire.

2. Cf. *supra*, p. 363.

Saint-Méry : les besoins véritables des Antilles à la veille de la Révolution, les origines du parti républicain aux États-Unis, la nature des services rendus aux populations italiennes par les administrateurs de la Révolution et de l'Empire.

É. PRÉCLIN.

Willi EHMER. *Südwestdeutschland als Einheit und Wirtschaftsraum : eine geschichtliche Wirtschaftskunde Südwestdeutschlands*. Stuttgart, Kohlhammer, 1930. In-8°, 223 pages, 8 cartes.

Id. *Niedersachsen im Rahmen der Neugliederung des Reiches : Denkschrift dem 64. Hannoverschen Provinziallandtage vorgelegt vom Landdirektorium der Provinz Hannover...* bearbeitet vom Kurt BRÜNING. Bd. I, 2^e éd. Hanovre, *Wirtschaftliche Gesellschaft zum Studium Niedersachsens*, 1929. In-8°, 115 pages, 84 cartes.

Longtemps morcelée, puis condamnée, jusque dans son unification, à porter les cicatrices du tronçonnement ancien, l'Allemagne se cherche aujourd'hui des cadres territoriaux enfin rationnels. Peut-être vaut-il mieux dire qu'elle se les cherchait. Car le gouvernement nazi paraît en voie de lui donner, sur ce point, ce que la pusillanimité des gouvernements weimariens, auxquels tant de formes de courage ont fait défaut, lui avait jusqu'ici refusé. Les deux ouvrages dont on vient de lire les titres se présentent comme des travaux préparatoires à cette œuvre de regroupement. Sous le nom d'Allemagne du Sud-Ouest, M. Ehmer, si je l'entends bien, prônait la constitution d'une vaste région administrative qui, avec le Bade, le Wurtemberg et le Hohenzollern, eût compris, en principe, le Palatinat et la Hesse méridionale. Sa description, cependant, se limite à peu près exclusivement aux trois premiers pays, dont les liens sont, en effet, beaucoup plus apparents. Quant à la Basse-Saxe, que les autorités de la province prussienne de Hanovre rêvaient de constituer, on y eût vu rassemblés, avec cette province et quelques morceaux détachés de celles de Westphalie et de Hesse-Nassau, les « États » de Lippe-Detmold, Schaumbourg, Brunswick, Oldenburg, la ville libre de Brême et une menue fraction du territoire hambourgeois. Les deux études sont d'un intérêt inégal. Celle de M. Ehmer n'apporte guère qu'un recueil, d'ailleurs abondant, de renseignements, d'ordre principalement statistique, sur l'économie contemporaine. Le livre de M. Brüning, dont nous n'avons en mains que le premier volume, est beaucoup plus riche. La partie historique, quoique assez mal ordonnée, ne sera pas consultée sans profit. Surtout, il convient d'attirer l'attention des lecteurs sur le matériel cartographique, très copieux et très instructif. Certes, là encore, des réserves s'imposent. Les cartes de la répartition de la population, conçues selon le système des points, ne parlent guère à nos yeux. Rien de plus saisissant, par contre, que celles où ont été figurés certains cas, proprement exorbitants, de morcellement politique. Elles suffiraient à démontrer l'urgence d'un remaniement, dont le long retard atteste la faiblesse des hommes devant les plus absurdes traditions. Dans l'examen du passé « ethnique », la part des Frisons semble un peu indûment réduite. C'est qu'il s'agissait, avant tout, de mettre en lumière l'unité de la région. Dans le présent, elle n'est, je crois, point douteuse ; et peut-être eût-on pu s'en tenir là. Mais il est du tempérament de beaucoup de réformateurs, et de beaucoup d'Allemands, de n'ad-

mettre vraiment une nécessité sociale qu'après lui avoir découvert, dans le chartrier de l'histoire, des titres de noblesse plus ou moins authentiques.

Marc Bloch.

Adolf GASSER. Die territoriale Entwicklung der Schweizerischen Eidgenossenschaft 1291-1797. Aarau, Sauerlander, s. d. In-8°, VIII-196 pages, 1 carte en couleurs hors texte.

Une carte qui nous met sous les yeux, grâce à un jeu de couleurs et de lettres adroitement choisis, la formation territoriale de la Suisse jusqu'en 1797 ; un commentaire explicatif où sont passées en revue, tour à tour, selon l'ordre chronologique des annexions, les diverses parties constituantes de la Confédération : ainsi se présente à nous, dans sa légitime dualité, l'ouvrage de M. Gasser. L'entreprise, dont l'utilité n'a guère besoin d'être démontrée, se heurtait, en pratique, à de redoutables obstacles. Rien de moins simple, au Moyen Age et même durant les temps modernes, que la notion de souveraineté : sur chaque terre pesait une multiplicité de pouvoirs qui, de nature dissemblable, appartenaient fréquemment à des autorités bien distinctes. Comment, sans rendre la représentation graphique proprement illisible, rendre justice à cet enchevêtrement ? Renoncer à l'exprimer, cependant, n'est-ce point se condamner à fausser irrémédiablement l'image ? A plus forte raison, ces difficultés, toujours graves, pouvaient-elles sembler presque insurmontables, en face de l'assemblage complexe de liens d'alliance ou de subordination auquel nous donnons le nom d'État suisse. Le grand mérite de M. Gasser est d'avoir pris clairement conscience des approximations nécessaires et, par là, de les avoir rendues à peu près inoffensives. Sa carte n'est, volontairement, qu'un schéma. A ce titre, elle est des plus instructives. Sans doute regrettera-t-on vivement l'absence de toute figuration du relief ; elle était peut-être moins irréalisable que l'auteur ne l'a cru. Heureusement, les conditions physiques sont ici assez généralement connues pour que l'esprit les restitue sans trop de peine. Jamais, je crois, aucun exposé n'a fait saisir, mieux que cette modeste carte, la force d'attraction qu'exercèrent sur les vallées ou basses-terres environnantes un groupe de communautés rurales et de villes placées aux nœuds de passage des Alpes centrales. A cette esquisse sommaire, le commentaire apporte les rectifications et nuances indispensables. Sur l'histoire territoriale de l'Empire en général — dont la Suisse, on le sait, ne s'est que peu à peu détachée — sur le développement des justices, notamment, élément essentiel de cette histoire, M. Gasser a exprimé, dans un autre livre, des thèses très personnelles, pénétrantes parfois, mais, dans leur ensemble, je le crains, bien contestables¹. Quoiqu'il ne les ait nullement abandonnées, leur influence, comme on s'en rendra compte par l'Introduction, ne s'est guère fait sentir sur son dernier travail. La nécessité de voir gros l'a obligé à voir plus simple. En résumé, nous voici entre les mains un excellent instrument d'interprétation ; il ne réunit pas seulement un grand nombre de renseignements jusqu'ici bien difficilement accessibles ; il force à réfléchir.

Marc Bloch.

1. Cf. *Revue historique*, t. CLXIX, 1932, p. 647 et suiv.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — Le *Political Handbook of the World*, 1935, publié sous la direction de M. Walter H. MALLORY, sous les auspices du Council on Foreign Relations (New-York, Harper, 1935, in-8°, 202 p. ; \$ 2,50), contient les renseignements essentiels sur la Société des Nations et sur la composition des gouvernements, la répartition des partis, leur programme et leurs chefs, la presse, ses tendances et ses dirigeants, dans tous les pays du monde, à la date du 1^{er} janvier 1935. C'est un excellent livre de références par la sûreté de ses informations. Pourtant, il est inévitable qu'il s'y soit glissé des erreurs de détail. C'est ainsi que, pour la France, MM. H. Chéron, F. Bouisson et Doriot figurent encore, à tort, dans les partis radical-socialiste, socialiste et communiste. M. Longuet est député. En ce qui concerne les journaux, l'*Ère nouvelle* ne représente plus le bloc des gauches ; le *Quotidien* n'est plus radical-socialiste. Ce n'est plus l'influence protestante qui domine au *Temps*. D'autre part, depuis le 6 février, il est difficile de considérer la grande presse comme vouée exclusivement à l'information. La plupart des grands organes ont pris nettement position en faveur des partis de droite. Ch.-A. J.

— On sera extrêmement reconnaissant à M^{me} Jeanne BIGNAMI-ODIER d'avoir publié dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* (1934, fasc. I-V) un très commode *Guide au département des manuscrits de la Bibliothèque du Vatican*. On trouve dans ce *Guide* une énumération commode des fonds qui constituent cette bibliothèque ainsi que des catalogues et instruments de travail divers qui s'y rapportent. G. Bn.

— Au tome III des *Publicazioni del R. Istituto superiore di Scienze economiche e commerciali di Firenze*, dirigées par M. G. dalla Volli (Florence, Seeber, 1933, in-8°, VIII-387 p. ; prix : 35 l.), sont publiés trois importants mémoires : l'un de M. Jacopo MAZZEI, sur *Parità e preferenza doganale nel dopo guerra*, où est exposée la politique douanière des principaux États depuis la guerre mondiale, l'auteur concluant contre les tarifs différenciels en usage chez certains de ces États ; le second, de M. Lionello Rossi, *Sull'imposta progressiva*, où est faite l'analyse historique et critique des principes sur lesquels repose la notion d'impôt progressif ; le troisième, et le plus important par la masse et au regard de nos études, de M. Raffaello LUPETTI, *Contributo alla teoria economica del costo di produzione*, car on y trouve non seulement un exposé, rapide, mais utile, de la théorie du coût de production depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours, mais des indications utiles touchant le coût du travail dans la période d'esclavage, de servage de la glèbe et de salariat. G. Bn.

— SPINOZA. *Éthique*, traduction nouvelle de Charles APPUHN (Paris, Garnier, 1934, 2 vol. in-8°, 432 et 238 p. ; prix : 30 fr.). — Il convient de signaler cette nouvelle édition de l'*Éthique*, faite avec grand soin et qui comporte le texte

latin, en face de la traduction française. M. Appuhn s'est appliqué, comme il le déclare, à suivre de très près le latin, au risque, dit-il, « d'employer çà et là des mots français pris dans un sens peu conforme à l'usage, surtout à l'usage actuel », mais dont il explique la signification véritable dans ses notes, rejetées à la fin de chaque volume, notes qui se distinguent par leur concise précision. Il expose aussi les raisons pour lesquelles il traduit *affectus* par *affections*, au lieu de se servir du mot *passions*, généralement adopté ; on peut se demander si c'est là une innovation vraiment heureuse.

Dans son instructive *Notice*, M. Appuhn montre comment Spinoza élabora son *Éthique* ; il y travailla dès 1661 et l'ouvrage était déjà fort avancé en 1665, mais la préparation d'autres travaux, et notamment du *Traité théologico-politique*, en retarda l'achèvement, de sorte qu'il était encore inédit au moment de la mort du philosophe (février 1677), mais il ne devait pas tarder à être publié (novembre 1677), grâce au don d'un généreux anonyme.

Sans doute, le génie de Spinoza suffit à expliquer la naissance de cette œuvre si originale et si forte, qui devait exercer une si grande influence sur la pensée moderne. M. Appuhn a cependant raison d'indiquer, dans une de ses notes (t. II, p. 249-250), que certains traits de la civilisation hollandaise ont contribué à accentuer quelques-uns des aspects de la philosophie morale du grand penseur : « Très pauvre lui-même », dit-il, « presque sans besoins, Spinoza sait gré à la riche Hollande d'être non seulement une terre de liberté, au moins relative, hospitalière aux Juifs d'Espagne et à tous les persécutés, un lieu d'asile pour le penseur, mais un pays où l'homme s'applique à diversifier et embellir sa vie : pays de grand commerce et d'industrie adroite, importateur d'épices et producteur de fines étoffes, pays de gras pâturages aussi et de laiteries bien tenues, d'utiles moulins à vent, de jardins fleuris, de logis sains et plaisants, éclairés d'un rayon d'art ».

Henri SÉE.

Antiquité. — R. S. CONWAY. *The originality of Cicero*, reprinted from « The Bulletin of the John Rylands Library » (Manchester, in-8°, 27 p.). — D'après l'auteur de cet opuscule, Cicéron, dans son traité *De Republica*, qui nous est parvenu à l'état fragmentaire, a exprimé sur l'organisation sociale et politique des peuples quelques idées fondamentales, dont s'inspire encore aujourd'hui l'organisation des États modernes. R. S. Conway institue, à cet égard, une comparaison curieuse entre Cicéron et Stuart Mill. Qu'il s'agisse de définir ce qu'est une nation, de préciser le but de tout gouvernement, d'indiquer en quoi consiste le bonheur d'un peuple, de mettre au premier plan l'importance du progrès moral et de la notion de justice, de rechercher la meilleure constitution, de déterminer comment le peuple doit exercer son influence, d'examiner quel est le meilleur moyen d'assurer le progrès continu ; il y a, en effet, des analogies — des analogies seulement, car il convient de ne pas forcer la thèse — entre l'homme d'État romain et le philosophe anglais. C'est à Platon et à Aristote que Cicéron a emprunté les principes qu'il formule ; mais il en a puissamment élargi la valeur. Les Grecs, avant Alexandre, ne connaissaient, comme forme de communauté sociale et politique, que la cité, πόλις. Après Alexandre se développa une notion beaucoup plus ample, qui s'adapta ensuite à l'État romain, la notion d'empire. Tandis que les Grecs appliquaient leurs idées à un groupe restreint de citoyens d'une ville, Cicéron envisage l'organisation d'un État très vaste, dans lequel les nations étrangères ne sont plus des Barbares, mais deviennent alliées, sujettes ou même fournissent des citoyens. Ajoutez que

Cicéron s'élève vivement contre toute idée de guerre agressive, qu'il représente le gouvernement de l'empire comme un protectorat (*patrocinium orbis terrae*) et que, ce faisant, il se révèle en quelque manière un apôtre de la *Pax romana*.

Cicéron, observe R. S. Conway, a eu d'autant plus de mérite d'exposer de telles idées qu'il vivait dans un siècle et dans un milieu où les scandales financiers, les violences sanguinaires et l'immoralité paraissaient en honneur. Il est donc beaucoup plus original qu'on ne se plaît d'habitude à le dire. J. TOUTAIN.

— Corrado BARBAGALLO, *Julianus*, estratto dal Diz. Epig. di Antichità Romane di Ettore De Ruggiero, vol. IV (Spoleto, in-8°, 33 p.). — Cette monographie de l'empereur Julien, complète et parfaitement documentée, résume avec méthode et clarté tout ce que l'on sait aujourd'hui sur la vie, le caractère et l'œuvre de ce personnage, intéressant au plus haut degré, captivant même par certains traits de sa physionomie complexe. Elle est divisée en plusieurs chapitres consacrés à la jeunesse du futur empereur (331-355), à Julien César (355-361), à Julien seul empereur (361-363), à ses ouvrages; dans un dernier chapitre sont mentionnés, d'une part, les sources épigraphiques, numismatiques, papyrologiques du règne; d'autre part les noms, les titres, les magistratures du souverain. Les faits sont exposés dans l'ordre chronologique avec beaucoup de précision; les commentaires et les jugements se distinguent par leur sobriété, leur justesse et leur impartialité. — J. T.

Allemagne. — R. CAPOT-REY. *La région industrielle sarroise. Territoire de la Sarre et bassin houiller de la Moselle* (Paris, Berger-Levrault, 1932, gr. in-8°, XII + 637 p., 36 fig. dans le texte, 4 cartes et 69 photos hors texte, 20 coupes géomorphologiques sous pochette spéciale). — Par son objet et sa méthode, ce livre mérite une place à part dans la production géographique. Tandis que la thèse de M. Dion sur le Val de Loire était essentiellement une étude de vie rurale, celle de M. Capot-Rey veut être une étude de vie industrielle: ainsi, l'un et l'autre brisent le cadre tout fait de ces monographies régionales qui embrassent tous les phénomènes d'un pays, physiques ou humains. Cette concentration de la lumière sur un sujet dominant permet de mieux poser les problèmes capitaux; elle fait plus que de fortifier l'unité de l'ouvrage, elle lui donne une tout autre profondeur¹.

C'est la première fois en France qu'un travail de cette ampleur est consacré à une région industrielle par un géographe qui n'ignore rien de l'économie de son domaine. Celui-ci s'étend sur les pays de la Sarre et sur leur bordure houillère en Lorraine. Après l'exposé de son cadre naturel (p. 13-192), nous voici au cœur du sujet: l'industrie, sa situation en Europe et ses transports, les mines et les usines, la population et son habitat (p. 193-530). La troisième partie se réserve à cette entité politique que fut le territoire de la Sarre entre 1918 et 1935: statuts douanier et monétaire, banques, ravitaillement, commerce avec la France et l'Allemagne

1. On peut trouver que cette méthode n'a pas toujours été suivie. L'économiste, l'ingénieur ne s'attendent pas à voir tout un chapitre sur l'évolution cyclique de la topographie. L'auteur nous dit bien que le relief a son influence sur le commerce, mais cela imposait de le décrire, et non d'en rechercher la genèse. Et le morphologiste ne pourrait-il penser, comme M. Baulig pour la Porte de Bourgogne (*Bull. Fac. lettres Strasbourg*, 1931-1932, p. 53), que la clef de ces problèmes se découvre difficilement dans des territoires aussi exigus? — D'autre part, on s'étonne que l'auteur, après nous avoir si bien dit la liaison de la vie industrielle avec la vie rurale (p. 8), consacre à celle-ci seulement quelques pages, très substantielles, il est vrai.

(p. 531-594). Prudente et judicieuse, la conclusion indique que, si la géographie et les relations économiques semblaient ne pas devoir incliner les Sarrois vers le Reich, d'autres passions que l'intérêt bien entendu s'agitent dans le monde d'aujourd'hui. A ces cinq pages se borne le rappel de l'actualité ; elles-mêmes conservent cette impartialité que n'a point, que ne recherchait nullement le magistral *Saar-Atlas* de H. Overbeck et G. W. Sante (Gotha, 1934).

Un de ses travaux antérieurs¹ a permis à M. Capot-Rey d'abrégier certains développements historiques, non parfois sans nous laisser quelques regrets. Mais, du passé, il a gardé tout ce que nécessite la pleine intelligence du présent, comme industrie, commerce et démographie. Au delà de son information si étendue et sûre, de cet exposé alerte, riche en formules et en expressions savoureuses, on admire un sens des réalités économiques les plus complexes, à un degré rare chez un homme de science. De tant de faits, finement analysés et reliés, sort une forte impression d'ensemble et comme l'intuition d'une bien curieuse originalité régionale. Le mot de chef-d'œuvre n'est pas excessif pour ce livre qui fonde en France la géographie de l'industrie.

Jules SION.

États-Unis. — Carlos R. MELO. *La formacion de Estados Unidos* (Cordoba, 1934, in-8°, 18 p.). — Cette brochure donne le texte d'une conférence faite à Cordoba, le 4 juillet 1934, jour anniversaire de l'indépendance des États-Unis. Ce n'est donc ni un travail d'érudition, ni une œuvre originale d'interprétation, mais une simple conférence de vulgarisation. En réalité, l'auteur n'a pas tenu les promesses de son titre, puisque son exposé ne dépasse pas la date du 4 juillet 1776. Il est clair et suffisamment informé. M. Carlos R. Melo connaît les ouvrages essentiels, classiques, sinon les plus récents. Il insiste trop sur les responsabilités de George III et semble ignorer l'existence d'un parti impérialiste anglais. Il n'a pris connaissance ni des travaux de Junkin, ni de ceux de Miss Dora Clark. Sa conférence formule quelques jugements discutables et sacrifie parfois à l'apologie sans mesure. — E. PRÉCLIN.

— Torquato Carlo GIANNINI. *Georgio Washington, visto da un Italiano* (Bologna, s. d. [1933], in-12, 256 p. et 17 gravures ; prix : 15 livres). — Pour écrire ce simple ouvrage de vulgarisation, l'auteur a utilisé les travaux modernes de Thayer, Woodward, Weems, Bellamy, Partridge. Non sans quelques erreurs. A la page 51, il donne une date erronée à l'expédition de Braddock. Il croit que Joseph II fut empereur d'Autriche (p. 67) et qu'il y eut un État de Pennsylvanie (p. 77). Mais le livre contient une anthologie de jugements portés sur Washington et étudie la part que prirent certains Italiens à l'indépendance des États-Unis : Francesco Vigo (de Mondovì), qui s'empara de Vincennes, Carlo Bellini, Filangieri, Alfieri, Mazzei. — Au chapitre XVII, sa comparaison entre l'unité américaine et l'unité italienne fait penser

— Alwin PAUL. *Washington* (Lubeck, C. Coleman, 1933, in-12, 44 p., 1 carte ; prix : R. M. 1). — Ce livre de vulgarisation, clair et simple, fait connaître avec une exactitude suffisante les faits principaux de la vie de Washington. Il insiste à juste titre sur les services rendus par Steuben. Quelques imprécisions de détail (p. 11, 13, 26).

E. PRÉCLIN.

1. *Quand la Sarre était française* (Paris, 1928). Paru aussi, la même année, sous le titre : *Le développement économique des pays sarrois sous la Révolution et l'Empire*.

— *Report of the Librarian of Congress, for the fiscal year ending June 1933* (Washington, United States Government Printing Office, 1933, in-8°, 264 p., 1 illustration). — Le Rapport pour 1933 du bibliothécaire du Congrès énumère les richesses présentes de ses collections : 4,633,000 volumes imprimés (gain de 156,000), 1,281,000 cartes (16,000 acquisitions), 1,100,000 documents musicaux (12,000 acquisitions). Comme d'habitude, les acquisitions les plus nombreuses sont les manuscrits, comme le *Letter book* de Joseph Balloncle de Washington (il donne de précieux détails sur la gestion d'un domaine rural au XVIII^e siècle), les papiers du président Benjamin Harrison, les photos des lettres écrites par les grands antiesclavagistes que furent les frères Tappan à Charles G. Finney. Les Orientalia se sont enrichis de 114 documents en mandchou et en chinois, qui illustrent l'histoire du Trésor impérial depuis 1668, ainsi que d'une vie de K'ang-yu-Wei.

E. PRÉCLIN.

— Nohain Bell CLARK. *Lambert Wickes, sea raider and diplomat ; the story of a naval captain of the Revolution* (New Haven (U. S. A.), Yale University Press, 1932, in-8°, xviii-466 p.). — M. Clark a voulu rappeler le souvenir d'un audacieux corsaire qui, sans éclipser Paul Jones, mérite de prendre place à côté de lui parmi les héros de la première guerre de l'Indépendance. Ce marin se vit confier le second des navires achetés par le Congrès au printemps de 1776 ; il contribua aussitôt à défendre l'entrée de la Delaware contre les frégates anglaises, puis alla chercher des armes et des munitions à la Martinique et fit trois prises, chemin faisant. Mais l'expédition qui illustre sa carrière fut celle qu'il entreprit vers la France pour y mener Franklin ; parti le 29 octobre 1776, il parvint à Saint-Nazaire en décembre. De là, il fit un raid contre la marine marchande britannique et ramena cinq navires à Lorient. L'Angleterre protesta et Vergennes, n'étant pas encore décidé à la guerre, ordonna de restituer le tout : mais les prises étaient déjà vendues. En 1777, Wickes repartit, deux autres corsaires s'étant adjoints au sien. L'escadre se rendit dans la mer d'Irlande, captura dix-huit bâtiments et en conduisit huit à Saint-Malo. Les Anglais tempèrent de plus belle ; Vergennes mit les prises sous séquestre et accepta de renvoyer les Américains, sans toutefois fixer de date pour ne pas les vouer à une ruine certaine. Ils quittèrent Saint-Malo le 14 septembre 1777 ; l'un fut pris le 19 ; un second échappa et vint se réfugier à Nantes sous prétexte de réparations ; le bateau qui portait Wickes put gagner la haute mer ; malheureusement, il sombra, le 1^{er} octobre, sur le banc de Terre-Neuve, et Wickes périt avec son équipage, à l'exception du cuisinier. Cette fin prématurée et ce naufrage presque total condamnèrent sa mémoire à l'oubli dont M. Clark vient de le tirer.

G. LEFEBVRE.

France. — L'ILLUSTRATION. *Tables annuelles des matières*, 1843-1932. T. I : 1843-1869 ; t. II : 1870-1913 ; t. III : 1914-1932 ; t. IV : *Index des noms de personnes. Index des noms géographiques*, 1843-1932. Paris, *L'Illustration*, s. d. [1935], 4 vol. in-4°. — Depuis que *L'Illustration* fut fondée, en 1843, par V. Paulin, A. Joanne, E. Charton et Dubochet, elle s'est attachée à suivre l'actualité par la plume et par l'image. Sa documentation iconographique constitue une mine où les historiens des XIX^e et XX^e siècles sont accoutumés de puiser. Ses articles présentent souvent une réelle valeur documentaire, soit qu'ils fournissent les points de vue, généralement officiels, sur la politique intérieure et extérieure, soit qu'ils renseignent sur les opérations militaires par des correspondances de guerre à qui le commandement offre

des facilités exceptionnelles, soit qu'ils traduisent le goût — ou le mauvais goût — dominant de la bourgeoisie française en matière artistique.

Il était, jusqu'à ce jour, extrêmement difficile de se reconnaître dans l'énorme documentation publiée dans les cent quatre-vingt-cinq volumes parus au cours de quatre-vingt-dix ans et dont beaucoup de bibliothèques publiques possèdent la collection complète. L'*Illustration* a répondu au vœu souvent exprimé en reproduisant, dans leur caractère primitif, toutes les tables annuelles qu'elle a groupées en trois tomes. Mais le principal service qu'elle a rendu aux chercheurs est l'impression d'un index alphabétique rédigé par l'archiviste du journal, M. C. AUTRAN, bien connu par ses travaux sur l'Orient ancien. Cet index comprend, en un double classement par noms de personnes et noms de lieux, les références à toutes les pages des 4,687 numéros de l'*Illustration*. Les noms de personnes sont suivis, entre crochets, chaque fois que cela est possible, de l'indication des fonctions ou des titres. Enfin, des chiffres, gras ou maigres, permettent de reconnaître, du premier coup d'œil, s'il existe ou non des illustrations relatives à la personne ou au sujet. Cet index de 287 pages de six colonnes est un modèle du genre par sa clarté, sa précision et sa commodité.

Ch.-A. J.

— Le distingué archiviste du Gard, M. Marcel GOURON, a publié une très belle et très intéressante *Histoire de la ville de Pont-Saint-Esprit* (Nîmes, Chastanier frères et Alméras, 1934, in-8°, xxiii-398 p., ill. ; sans indication de prix). L'auteur montre parfaitement dans quelles conditions l'agglomération amorcée autour d'un prieuré clunisien du x^e siècle, le prieuré de Saint-Saturnin, s'affirma avec la construction d'un pont de pierre sur le Rhône, ce qui implique un assez large développement économique, par le trafic, en particulier, du sel, et une fonction stratégique, notamment lors de la croisade des Albigeois, des guerres de religion, de la Ligue, des opérations dans les Cévennes, du camp de Jalès ; — ce qui implique aussi une ambiance morale et intellectuelle heureuse pour la formation des capitaines, des juges, des artistes, pour la constitution d'une bourgeoisie aisée dont les enfants passent facilement dans la noblesse. M. Gouron ne dépasse pas, dans son exposé, la date de 1789 et remet à plus tard la suite de l'histoire de Pont-Saint-Esprit : à ce moment, qu'il n'oublie pas d'utiliser les fonds judiciaires des Archives nationales, qui, spécialement sur le camp de Jalès, contiennent des renseignements de premier ordre. Le premier volume nous fait bien augurer du futur, tant il est solidement étayé sur une large et précise information, tant il est écrit d'un style personnel. L'étude des institutions, en particulier, avec le paréage de 1312, celle de l'administration de la communauté (prudhommes, syndics, consuls, maires), celle des impôts et de la vie économique offre le plus grand intérêt.

Georges BOURGIN.

— Dans le *Bulletin d'information, de documentation et de statistique* du ministère des P. T. T., numéro de décembre 1934, M. Eugène VAILLÉ, le bibliothécaire de ce ministère, fournit des renseignements extrêmement utiles sur les *Guides et livres de poste sous l'ancien régime*. Si M. E. Vaillé se trompe en croyant que le Moyen Âge a ignoré les « itinéraires », ses notations bibliographiques à partir du xvi^e siècle ont un réel intérêt. Elles complètent heureusement les travaux de sir Fordham et de M. Quénet, en matière routière postale, et de Grand-Carteret, en matière d'almanachs.

G. BN.

— Dans la collection des *Archives historiques du Rouergue* (XII), M. H. BOUSQUET

a publié le tome I de l'*Inventaire des archives du château de Vezins* (Rodez, Commission des Archives historiques du Rouergue, 1934, in-8°, 661 p.). Cet inventaire est constitué par la reproduction des analyses, résumées et corrigées par l'éditeur, renfermées dans cinq registres in-folio, qui ont été rédigés à partir du XVIII^e siècle et qui donnent l'énumération des documents réunis par la famille de Vezins. Si l'on sait que cette famille est mentionnée dès 1154, on comprend l'intérêt de la publication de M. Bousquet — encore que plus d'une des pièces répertoriées ait disparu du chartrier lui-même. G. BN.

— M. É. Herriot a aimablement préfacé le livre de M. Alfred MORIN, employé à la bibliothèque de Troyes, sur *Saint-Pouange* (Troyes, Palon, 1935, in-8°, xi-116 p.; sans indication de prix). Commune de l'Aube, située à dix kilomètres de Troyes, dans le canton de Bouilly, Saint-Pouange est un petit village qui n'a pas joué un bien grand rôle dans l'histoire nationale. Mais M. Morin a su trouver assez de documents et les interpréter avec assez d'intelligence prudente pour nous dire sur ce village des choses utiles. C'est au milieu du XII^e siècle que son nom apparaît, sous la forme Sanctus Potamius, et, depuis lors, ce fut le cours normal d'une existence villageoise, traversée, essentiellement, par les grands drames de la guerre de Cent ans, des guerres de religion et de la Révolution française. Le seigneur du lieu, Antoine Ménilson, fut, au XVI^e siècle, un actif huguenot; les curés du XVIII^e siècle eurent parfois des différends avec la noblesse locale. Sur les impôts, les biens du roi, de l'église, de la noblesse, M. Morin nous donne des indications utiles; il est regrettable qu'il n'ait pas trouvé, dans les archives qu'il a consultées, des renseignements propres à dresser des statistiques de la répartition de la propriété foncière à Saint-Pouange. Il y a également peu de choses dans son livre sur l'histoire de l'instruction publique. Mais, dans l'ensemble, la monographie est bien faite et intéressante. G. BN.

— Albert AUTIN. *L'école unique*, préface de M. A. de Monzie (Félix Alcan, 1933, xii-159 p.; prix : 15 fr.). — Ce petit livre constitue une contribution non négligeable à l'histoire de l'instruction publique en France; sans doute, le nom de l'auteur de la préface montre assez que c'est une certaine conception de l'école unique qu'il s'agit de défendre ici, mais on trouvera dans ce livre un exposé clair de la question telle qu'elle se pose, des objections qu'on adresse aux réformateurs et surtout la liste des mesures de détail qui ont été, les unes après les autres, adoptées pour essayer d'établir des ponts, ou plutôt d'étroites passerelles, entre l'enseignement populaire gratuit et l'enseignement payant, seule voie d'accès vers les fonctions dirigeantes, et atténuer ainsi l'inégalité sociale. Peut-être eût-il été bon d'insister davantage sur l'aspect social du problème.

— Eugène TERRIEN. *Monseigneur Freppel, 1827-1891* (Angers, chez l'auteur : 2, rue Volney, 1931-1932, 2 vol. iii-659 et 785 p.; prix : 70 fr. les deux volumes). — Dans cette longue biographie de plus de 1,400 pages, l'auteur ne nous fait grâce d'aucun voyage, d'aucun sermon ou discours de son héros, dont il analyse longuement et cite abondamment les cours et les ouvrages du professeur à la Faculté de théologie de Paris aussi bien que les mandements de l'évêque. La tendance apologetique apparaît à chaque page; tous les contemporains de Mgr Freppel qui ne pensaient pas comme lui — et ils étaient nombreux — gallicans, orléanistes, républicains, catholiques libéraux sont jugés sans indulgence, ainsi que les « erreurs »

modernes. L'ouvrage est cependant fort intéressant : chapelain de Sainte-Geneviève, puis professeur à la Sorbonne, prédicateur en vogue avant d'être évêque d'Angers et député du Finistère, Mgr. Freppel a tenu une grande place dans le clergé français au XIX^e siècle. Prélat combattif — appartenant au groupe légitimiste et ultramontain le plus décidé — il a été mêlé à toutes les luttes politiques de 1870 à 1891 ; les très abondants extraits de sa correspondance qu'on trouvera dans cet ouvrage fournissent les renseignements les plus précieux sur les dispositions du clergé au temps du concile du Vatican, sur les intrigues et les rivalités qui précèdent les nominations d'évêques, sur les divergences de vues des évêques, dont les dénonciations mutuelles à Rome s'entrecroisent, et surtout sur les divisions au sein du parti conservateur et royaliste.

— ROM. CARDARELLI. *Comunanza etnica degli Elbani e dei Corsi. Contributo allo studio delle origini del popolo Corso* (Estr. dall'Archivio storico di Corsica, X, 4, 1934, in-8°, 60 p.). — Après avoir montré l'extrême similitude de la Corse et de l'île d'Elbe aux points de vue du dialecte, de la toponymie et de l'anthropologie, ce curieux travail soutient que, avant la formation de l'empire étrusque, une population ligure passa de la côte toscane et de ses îles en Corse et dans le nord de la Sardaigne.

Jules SION.

— G. RAMBERT. *Marseille. La formation d'une grande cité moderne. Étude de géographie urbaine* (Marseille, E. Maupetit, 1934, in-8°, 536 p., 54 fig. croquis en phot., 5 pl. cartes en phot. ; prix : 55 fr.). — 536 pages ne sont pas de trop pour une telle ville si l'on veut étudier toute son existence passée et présente, son port, ses usines, le développement de ses quartiers et de sa population. A ces multiples questions, M. Rambert a consacré beaucoup de labeur fructueux : archives de la ville et de la Chambre de commerce, enquêtes orales, et jusqu'à des comptages de la circulation qu'il poursuivit lui-même. Ainsi il ajoute à notre connaissance de la grande cité, pourtant si étudiée déjà et parfois si bien. De cet apport personnel, nous retiendrons surtout ici l'étude de l'évolution topographique, ce qu'il appelle la « viographie », mot incompréhensible à qui ne sait ni latin ni grec, odieux à qui en sait. Même après M. Clerc et tant d'autres, il peut dire son mot sur la Marseille antique et médiévale ; pour les temps modernes, ça et là des documents neufs et judicieusement utilisés. Sur l'industrie et le commerce, il était difficile d'ajouter beaucoup aux travaux de MM. Paul Masson et Henri Brenier ; c'est une des parties où ce livre ne fera pas oublier la magistrale *Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*. Plus neuve est la démographie¹, et « le tempérament marseillais » est analysé en quatre pages qui se terminent par cette formule : « les plus popularisés peut-être, mais à coup sûr les moins connus de tous les Français » (p. 468).

Seulement, c'était à M. Rambert de nous les faire mieux connaître. Or, s'il nous donne de curieuses indications sur la différence d'esprit entre la Marseille médiévale et ses rivales italiennes, sur la mentalité qu'atteste la maison-type de la bourgeoisie au XVIII^e siècle, ce ne sont que des indications. Il a entrevu quel superbe chapitre de psychologie collective était à écrire, seul moyen de nous faire comprendre la Marseille d'aujourd'hui et celle d'autrefois ; il n'a pas osé et se borne à

1. Cependant, ici même, il ne satisfait pas toujours la curiosité : comment enregistrer sans s'expliquer le fait que la ville s'est accrue de 249,000 habitants de 1926 à 1931 ? La Crise n'a-t-elle pas déterminé un reflux ?

nous rappeler que Marius ne résume pas *toute sa ville*. Nous l'en croyons, mais sa réaction contre la « *légende marseillaise* » ne va-t-elle pas trop loin? Si l'on exagère parfois le cosmopolitisme de Marseille, tout de même le dernier recensement accuse plus d'un quart d'étrangers, sans compter tous ceux qui lui ont échappé, et surtout l'auteur oublie les naturalisés et leurs fils. Patriotisme local très sympathique, mais qui inclinerait à penser que, pour écrire sur Marseille, mieux vaudrait être de Lyon, et inversement. D'autre part, on regrette ce qu'il y a d'étroit dans le cadre de la géographie, fût-elle urbaine, quand on suit cette évolution topographique d'une cité où, ce qui apparaît le moins, ce sont les hommes qui l'ont faite. Tout se passe comme si l'extension d'une ville n'était pas liée aux spéculations foncières, aux intérêts et aux plans des capitaines d'industrie et de finances : or, il s'agit de Marseille ! M. Rambert répondrait que cette histoire peut être soupçonnée, non écrite ; qu'au surplus, il se confinait délibérément dans les « limites de la géographie », ce qui est dommage pour un homme aussi informé. Les défauts de son livre sont moins les siens que ceux d'un sujet trop vaste, d'une méthode un peu timide ; ils n'empêchent pas qu'on le lise avec profit et souvent avec plaisir. — Jules SION.

Italie. — J. DENUCÉ. *Inventaire des Affaitadi, banquiers italiens à Anvers, de l'année 1568*. Collection de documents pour l'histoire du commerce, I (Anvers, 1934, 260 p.). — La famille des Affaitadi était originaire de Crémone. Ils s'établirent à Lisbonne dès avant la découverte du Nouveau Monde : ils faisaient déjà partie de ces marchands d'avant-garde qui provoquèrent les grands voyages des Portugais. Bientôt, ils s'installèrent à Anvers et en firent le centre de leurs affaires. Ils gardaient une « compagnie » à Crémone et eurent des agents ou des correspondants à Rome, à Venise, dans toutes les grandes villes italiennes du temps, à Séville, à Lyon, à Paris, à Londres, en Allemagne et aux Pays-Bas. Ils eurent quelque temps le monopole de la vente des épices à Anvers, furent marchands, banquiers de la ville, du gouvernement des Pays-Bas, de Charles-Quint, et même industriels (raffineurs de sucre). Jean-Charles, le coryphée de la famille, devint seigneur de Ghiselles, par la reconnaissance de l'empereur ; ses descendants vécurent dans leurs fastueuses propriétés de Flandre presque jusqu'à nos jours.

Mais, dès l'époque des grands ébranlements économiques du xvi^e siècle, les destinées de la maison de commerce étaient compromises. C'est déjà le reflet d'une période de difficultés qui apparaît dans l'*Inventaire de 1568*. Ce document présente un intérêt de tout premier ordre : on y voit les ramifications d'une grande maison internationale, ses différents genres d'affaires, les aspects de son activité intérieure.

L'édition qu'en donne M. Denucé est très soignée. Son introduction, appuyée, en outre, sur d'autres livres comptables des Affaitadi, donne le détail de toutes leurs relations et donne un schéma d'ensemble de leurs affaires au moment de leur prospérité. Son livre a, de ce fait, une portée générale pour notre connaissance de l'économie du xvi^e siècle.

E. COORNAERT.

— Josef MÄRZ. *Die Adria-Frage*, Geleitwort von Karl Haushofer (Berlin-Grünwald, Kurt Wovinkel, 1933 (Beihefte zur Zeitschrift für Geopolitik, 11), in-8°, xxiv + 352 p., index, 4 fig. croquis). — Dans ce travail, la méthode de la *Geopolitik* se montre singulièrement assouplie et plus proche que d'ordinaire de celle de la géographie française. Elle dirige ici un excellent travail sur les problèmes ethniques, économiques, politiques qui se posent autour de l'Adriatique. On remarquera particulièrement les chapitres sur le sort fait aujourd'hui aux minorités

croates et slovènes de l'Istrie et du Frioul, ainsi que sur la Dalmatie. Sur celle-ci, dont l'auteur a une connaissance personnelle approfondie, il adopte les thèses yougoslaves et son témoignage est d'un grand poids. Malheureusement, il donne trop peu de références à l'appui de son étude sur la question capitale : la faiblesse relative de l'empreinte italienne sur la Dalmatie, à la réserve de quelques villes. Aussi, malgré le sérieux de cette étude, malgré des suggestions très pénétrantes sur l'évolution des formations territoriales et les « lois » de cette histoire, son livre vaut-il plus encore pour le présent que pour le passé des régions adriatiques.

Jules SION.

— Epicarmo CORBINO. *Annali dell' Economia italiana* (Città di Castello, « Leonardo da Vinci », 1931-1934, 4 vol. in-8° ; prix : 150 lires). — Avec le tome IV, la belle œuvre de M. Corbino arrive à la fin du XIX^e siècle. Le tome I^{er} allait de 1861, au lendemain de la fondation du royaume, jusqu'en 1870 ; le second, de 1871 à 1880 ; le troisième, de 1881 à 1890 (paru en 1933) ; le quatrième va de 1891 à 1900. « Annales », le mot est modeste : dès le début, c'est une étude analytique des problèmes qui se posent dans la période, production agricole et politique agraire, vie industrielle, commerce et communications, finances, monnaie, crédit. Les grandes questions sont évoquées à leur place : le triomphe du protectionnisme après 1871 et surtout 1878, le développement des chemins de fer, l'essor des industries textiles, puis la naissance de la sidérurgie et des industries mécaniques, l'émigration, l'activité bancaire et ses dangers après 1891.

En somme, il s'agit d'une véritable histoire économique de l'Italie pendant quarante ans. Le prochain volume, dont l'apparition nous est promise pour 1936, ne sera pas enfermé dans une période décennale, mais couvrira tout l'intervalle 1901-1914, car « cette dernière année clôt nettement un cycle historique dans tous les domaines de la vie nationale ». Ensuite viendront deux volumes sur la guerre et les trois premières années de l'après-guerre.

Nous nous devons de signaler aux lecteurs français cette œuvre considérable, d'autant plus digne d'éloges qu'elle a été entreprise et, jusqu'à ce jour, menée à bien par un seul auteur. Elle lui fait le plus grand honneur. — Henri HAUSER.

Suisse. — Ch. BORGEAUD. *Histoire de l'Université de Genève : l'Académie et l'Université au XIX^e siècle, 1814-1900* (Genève, 1934, in-4°, XIX-573 p., plus un volume d'*Annexes* (historique des cinq Facultés de 1872 à 1896), 314 p., les deux volumes contenant 71 planches et de nombreuses reproductions de documents). — Pendant qu'on célébrait à Genève le jubilé du vénéré Ch. Borgeaud, le robuste travailleur publiait la suite de sa monumentale histoire de l'Université, dont le tome II avait paru en 1909, il y a donc un quart de siècle. Naturellement, le nouveau volume ne saurait égaler en intérêt dramatique les précédents. Si glorieuse qu'elle ait été au cours du siècle dernier (en commençant celui-ci à 1814), l'histoire de l'Université genevoise, devenue une université suisse, ressemble davantage à celle de tous les corps académiques.

Cependant, la restauration de l'ancienne Académie après la chute du pouvoir impérial (1814-1816), le retour du grand Candolle, recteur de Montpellier pendant les Cent jours, nous ramènent à la grande histoire. Des noms comme ceux d'Amiel, de Carl Vogt, des Claparède et des Naville, d'Edouard Rod, de Fr. De Crue, etc., dépassent l'étroit horizon, et il est intéressant de suivre l'influence des révolutions et transformations politiques suisses et genevoises sur la vie académique.

Le volume d'annexes est dû, respectivement, au corps des professeurs de la Faculté de théologie, puis à MM. Alfred Martin (droit), Bernard Bouvier (lettres), Ch. Soret et Émile Yung (sciences), Aug. C. F. Eternod (médecine). Ainsi se complète l'histoire de cet illustre foyer de lumière.

Henri HAUSER.

— Le *Festschrift* offert au professeur Hans NABHOLZ, de Zurich, pour célébrer son soixantième anniversaire, est un bel in-8° de 341 pages (Zurich, Leemann et C^{ie}) et un portrait du jubilaire. Il s'ouvre par une adresse du professeur norvégien Halvdan KOHT au nom du Comité international des sciences historiques, dont M. Nabholz a été (il le prouvait encore dernièrement à Varsovie) un des meilleurs ouvriers. Ensuite viennent dix-sept contributions. La plupart sont, naturellement, relatives à l'histoire suisse, sur laquelle ont surtout porté les travaux de M. Nabholz : sur la Suisse préromaine (Ernst MEYER), sur des points spéciaux de l'histoire des faits et des sources (Hans HIRSCH sur le *Chronicon Ebersheimense* ; Anton LARGIADÈR sur les archives de Saint-Gall ; Paul-E. MARTIN sur les *Annales genevoises de 1582-1665 d'Abraham du Pan* ; August BURCKHARDT sur les comtes de Tierstein et H. AMMANN sur les Froburg ; Victor van BERGHEM sur les premiers épisodes de la Réforme genevoise, 1527-1533 ; Ch. GILLIARD sur la conquête bernoise du pays de Vaud en 1536 et le paiement des rançons ; Friedrich PIETH sur l'alliance de Zurich avec les Ligues grises en 1707 ; K. OBSE sur les collections artistiques conservées en Suisse vers 1760, énumération et parfois description de tableaux qui se trouvaient à Bâle, Schaffouse, Zurich et Schwytz). Pour l'histoire de France, signalons une étude de M. Arthur PIAGET sur un témoin « bourguignon » du meurtre de Jean sans Peur ; celle de Leonhard von MURALT sur les débuts de la Réforme en France, tentative de mise au point qui tient compte de celle de Lucien Febvre et qui conclut à un Lefèvre mystique et humaniste, réservant le nom de protestantisme et même de réformation au mouvement déclenché par l'apparition en France des écrits de Luther, mais l'écho trouvé par ces écrits s'explique par le travail antérieur. Dans un autre ordre d'idées, on trouvera de M. C. J. BURCKHARDT des notes sur une correspondance (120 lettres) de Metternich à Buol-Schauenstein, de 1834 à 1859, avec reproduction de quelques lettres, presque toutes en français, naturellement, sur la création du Second Empire et la reconnaissance du nouvel empereur par les Puissances, sur la valeur du chiffre II ou III ou même V ajouté à son nom. Ajoutez un article de Max SILBERSCHMIDT sur l'Amérique de Franklin Roosevelt considérée comme une suite d'une longue évolution, et un de Ludwig BITTNER sur la théorie du droit de l'État sur les papiers d'archives. On y a joint deux études très différentes sur la vassalité des princes normands de l'Italie du Sud à l'égard du Siège de Rome (Paul KEHR).

Henri HAUSER.

— Édouard CHAPUISAT. *La prise d'armes de 1732 à Genève* (Genève, A. Jullien, 1932, in-8°, 232 p., 2 illustrations, 3 planches. Publication de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève ; prix : 6 fr.). — On sait que, depuis le xvi^e siècle, Genève était gouvernée par un petit nombre de familles patriciennes qui formaient le Conseil des Deux-Cents et surtout le Petit Conseil : c'était le parti des *constitutionnaires* ou des *négatifs*. Les autres bourgeois, qui tous avaient le droit de paraître au Conseil général, revendiquèrent pour lui la souveraineté au xviii^e siècle : c'était le parti des *représentants*. Eux-mêmes ne formaient qu'une minorité ; le reste des habitants, les *natifs*, n'avaient pas droit de cité : ils le réclamèrent. Tous les *représentants* n'étaient pas bien disposés pour les *natifs* et les patriciens ne répugnèrent

pas toujours à s'appuyer sur ces derniers, la plupart pauvres gens qu'ils pensaient gagner à prix d'argent. En 1781, il y eut un soulèvement et le Conseil général, entre autres mesures, vota un édit bienfaisant qui accordait aux natifs des satisfactions importantes. Le Petit Conseil le déclara illégal parce qu'il n'en avait pas pris l'initiative. Les négatifs se savaient sûrs de l'appui de Vergennes. Il en résulta une nouvelle prise d'armes le 7 avril 1782. Les *représentants* se saisirent du pouvoir et emprisonnèrent des otages, à la suite de bagarres qui firent quelques victimes. Les Bernois, le roi de Sardaigne et le roi de France se mirent d'accord pour encercler la ville, qui capitula sans combat. Les chefs de la rébellion s'enfuirent et furent bannis. Plusieurs d'entre eux jouèrent ensuite un grand rôle dans l'histoire de la Révolution ; au premier rang, Clavière, mais aussi les « faiseurs » de Mirabeau.

M. Chapuisat, ayant eu à sa disposition leur copie du récit d'Amé de Rochemont, alors secrétaire d'État, le journal de Rilliet, membre des Deux-Cents, et les papiers de Sabadier, le chef des négatifs, conservés au château de Craus, a raconté en détail les péripéties de ces troubles. Son livre se lit avec agrément et fait bien connaître les événements genevois. Il n'entrait évidemment pas dans son dessein d'étudier à fond le débat diplomatique et on ne saurait lui en faire grief. Mais on regrette qu'une introduction ne rappelle pas les traits essentiels de la société genevoise en 1782 et aussi du mouvement des esprits dans les différentes classes dans les mois qui précéderent l'émeute. M. Chapuisat pense que les *représentants* furent débordés par les *natifs*, qu'ils avaient excités, et ces derniers leur reprochèrent amèrement d'avoir capitulé sans lutte. Il faut bien avouer que, si les chefs des *représentants* et des négatifs apparaissent en pleine lumière, les classes, et surtout les natifs, restent dans la pénombre.

G. LEFEBVRE.

Histoire religieuse. — Chanoine P. FIEL. *Le chapitre de Latran et la France* (Rome, Établissement français, et Paris, Auguste Picard, 1935, in-8°, x-190 p., 1 planche. Bibliothèque de Saint-Louis-des-Français à Rome, IX). — La Bibliothèque de Saint-Louis-des-Français, après avoir accueilli des études sur les divers établissements français à Rome, nous donne aujourd'hui un travail sur les relations des gouvernements français avec le chapitre de Saint-Jean-de-Latran. Ces relations ont été longtemps accidentelles ; elles ne sont devenues régulières qu'à partir de Henri IV et du concordat conclu entre le roi et le chapitre, que commémore la statue du roi placée, aujourd'hui encore, à gauche de la façade latérale de Fontana. L'objet principal en avait été le don au chapitre de l'abbaye de Clairac ; Henri IV n'avait pas voulu rester en arrière de l'Espagne, qui venait de faire un don au chapitre de Sainte-Marie-Majeure. Les revenus de Clairac servaient à donner des pensions à un certain nombre de chanoines dits « brevetaires ». M. Fiel raconte en détail les difficultés que l'administration de l'abbaye ne manqua pas d'entraîner pour le chapitre. La Révolution y mit fin, en traitant Clairac comme bien national (curieux détail sur le rôle d'Oster, le dernier et très ferme représentant des droits du chapitre). Napoléon songe à indemniser et Charles X indemnise, en effet, les chanoines de la perte de Clairac, par la promesse d'une annuité de 24,000 francs. Celle-ci cessa d'être payée à partir de 1830, fut rétablie en 1863, par Drouyn de Lhuys, qui paraît y avoir — plus que de raison — attaché une importance politique (cf., p. 90, une lettre intéressante sur l'influence qu'il aurait voulu assurer à la France à Rome), supprimée lors de la séparation et récemment rétablie. — M. Fiel parle aussi des cérémonies religieuses célébrées par le chapitre, soit régulièrement, en vertu d'une

tradition (ainsi la messe de la Sainte-Luce, anniversaire de la naissance de Henri IV, reportée, sous le Second Empire, au 20 avril, jour de la naissance de Napoléon III ; depuis 1926, où elle a été rétablie, on est revenu au 13 décembre) ; soit exceptionnellement, à l'occasion d'un deuil national français (ainsi, en 1871, un service pour les morts de la guerre franco-allemande ; puis des services pour les présidents de la République morts en fonctions : MM. Carnot, Félix Faure, Doumer). — Tout cela, évidemment, n'est pas la grande histoire, mais la reflète quelque peu.

E. JORDAN.

— Gaëtan BERNOVILLE. *Les Jésuites* (Paris, B. Grasset (collection *Les grands ordres*, n° XVII), s. d. [1934], pet. in-8°, 334 p. ; prix : 15 fr.). — Encore un livre sur les Jésuites ! On aurait raison de pousser cette exclamation, s'il s'agissait d'un livre d'histoire comme tant d'autres. Celui-ci est plutôt un livre à propos de l'histoire. Sur la vie du fondateur — la seule partie du volume qui se tienne délibérément dans le cadre narratif — il suit la biographie récente du P. Dudon, avec moins d'anathèmes contre Henri Bremond. Pour l'organisation et l'histoire de la Compagnie, on ne peut dire qu'il ajoute rien au P. Brucker. Mais c'est une suite de réflexions personnelles, réflexions animées d'une ardente sympathie, sur les divers aspects de cette histoire : les constitutions, l'action apostolique, missionnaire, éducatrice. Sans s'astreindre à l'ordre chronologique, en expliquant souvent le passé à la lumière du présent ou d'hier, l'auteur évoque quelques grandes figures, un Xavier, un Nobili. Quand je parle du présent, je n'exagère pas : quelques-unes des pages les plus pénétrantes et celles qui, après tout, font le mieux comprendre la pédagogie de la Société, c'est une sorte de reportage pieux sur l'heure actuelle. Comme tel ou telle endosse la blouse pour aller voir ce qui se passe dans un atelier, M. Bernoville s'est assis dans un scolasticat, a vécu de la vie des élèves, a pris part à leurs exercices. Disons-nous que cela ne va pas sans lui faire prendre trop souvent un style journalistique¹ ? Mais ce n'est pas une si mauvaise façon pour voir les choses de l'intérieur, attendu qu'on peut admettre comme postulat que la Société a peu changé à travers les siècles².

Henri HAUSER.

1. P. 132 : « Sous le soleil perpendiculaire de juillet, le train qui m'emporte est grillé comme une tartine de pain... Quelques basses collines font timidement le dos rond. » Port-Royal eût trouvé ces grâces inutiles. Port-Royal avait raison.

2. Sans vouloir engager, à propos d'un ouvrage de ce genre, aucune polémique, il sera permis de dire que son indulgence à l'égard du P. Garasse (p. 179) est quelque peu excessive. — P. 257-258 : « Un incident assez vif fit déborder la coupe de la fureur japonaise. » C'est là une façon un peu gaillarde de pallier les maladresses, pour ne pas dire plus, des missionnaires, principaux responsables de la fermeture du Japon pendant deux siècles passés. — Il n'est pas question des missionnaires de l'Amérique du Nord, ni de leurs conflits avec les autorités civiles. — P. 271-272, il n'est peut-être pas indispensable d'être un puriste pour trouver « assez vif » et désinvolte ce mot sur le procédé qui consistait à remplacer, dans les textes classiques, les passages jugés « scabreux ou délicats par des proses ou vers... dont les pédagogues jésuites étaient eux-mêmes les auteurs et qui valaient souvent, d'ailleurs, les textes escamotés ». On ajoute, je le veux bien, un peu plus bas : « procédé, à mon avis, discutable ».

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE

Annales de Bretagne. 1934, nos 1-2. — P. LE ROUX. Nécrologie de M. Joseph Loth. — M^{lle} S. CASTEL. Brest ; étude de topographie urbaine ; fin : L'arsenal et le port. — Georges COLLAS. Un drame d'amour en Bretagne au xvi^e siècle. L'affaire Guitté de Vaucouleurs. — E. ERNAULT. L'ancien mystère de Saint-Gwénolé ; suite (texte, traduction et notes ; continué au fascicule suivant). — F.-M. LUZEL. Lettres à Ernest Renan ; suite (lettres datées de 1869 à 1878 ; à cette date, Luzel offre à Renan de poser sa candidature à Lannion pour les élections législatives de 1881 ; nombreux renseignements sur la situation politique locale). — Henri PÉREN-
NÈS. Poésies et chansons populaires bretonnes sur les affaires politiques et religieuses de la Révolution, 1790-1794 (intéressant et important ; continué au fascicule suivant). = **Comptes-rendus.** *Henri Hauser.* La prépondérance espagnole. — *Émile Gabory.* Les bourgeois dans la tempête. Le voyage à Paris des cent trente-deux Nantais. — *Constant Houlbert.* Le Musée d'histoire naturelle de la ville de Rennes. Guide historique et descriptif. — *Théodore Chalmel.* Saint-Père-Marc-en-Poulet (excellente monographie de commune rurale). — *François Vallée.* Grand dictionnaire français-breton. = Nos 3-4. E. GALLETIER. Chateaubriand à Pompéi, janvier 1804 (ses notes de voyages sont médiocres, mais il a appelé de ses vœux et prévu le travail de résurrection qu'a fait le xix^e siècle). — René MUSSER. Le point le plus haut de la Bretagne (le signal de Toussaines) et sa véritable altitude : 384 mètres (en effet, l'altitude de 391 mètres donnée par le Service géographique de l'armée au Mont-Saint-Michel de Braspartz se rapporte à la pointe du clocher). — Paul JEULIN. L'hommage de la Bretagne en droit et dans les faits (long article qui examine les controverses soutenues depuis le xvi^e siècle entre historiens, puis l'évolution de l'hommage au regard des Mérovingiens et Carolingiens, puis des comtes d'Anjou et du Bléso-Chartrain, du duc de Normandie, du roi d'Angleterre, enfin des rois de France ; aucun État féodal n'a offert une semblable variété en matière d'hommage). — Henri SÉE. Statistique des pauvres de Rennes vers la fin de l'Ancien Régime d'après les rôles de la capitation (leur nombre varie beaucoup suivant les quartiers). = **Comptes-rendus.** *Henri Jouin.* Rennes il y a cent ans. — Abbé A. Bachelier. Le jansénisme à Nantes. Essai sur l'Oratoire de Nantes au xvii^e et au xviii^e siècle. — S. MITARD. La première capitation, 1695-1698. — A. RIVOALLAN. L'Irlande. — Comte de GUYON. Révolution et chouannerie au pays de Redon. — Louis FOURNIER. Histoire politique de la municipalité de Guingamp, de la révolte parlementaire de 1788 à l'organisation révolutionnaire de 1790-1791. — Louis CHAUMEIL. Histoire de Lorient au xvii^e siècle.

Bibliothèque de l'École des chartes. T. XCV, 1934, mai-juin. — Clovis BRUNEL.

Notice et extraits du manuscrit 1095 de la bibliothèque de Marseille contenant des sermons catalans (ces sermons sont tous inspirés par l'Écriture sainte, surtout par les Évangiles ; ils paraissent avoir été écrits du XIII^e au XIV^e siècle et, presque tous, en diverses variétés de la langue catalane. On publie ici un sermon pour la fête de la Circoncision). — Georges TESSIER. Observations sur les actes royaux de 1180 à 1328 (résume d'abord ce qu'on sait des « diplômes », puis expose ce qu'il convient de savoir sur les autres actes royaux : lettres des Juifs, lettre des Lombards et lettres « de passage » ; lettres, patentes ou closes). — Léon MIROT. Un conflit diplomatique au XV^e siècle : l'arrestation des ambassadeurs florentins en France, 1406-1408. — Paul DUPIEUX. Les attributions de la juridiction consulaire de Paris, 1563-1792. L'arbitrage entre associés, commerçants, patrons et ouvriers au XVIII^e siècle (avec un tableau des juridictions consulaires de France et tribunaux assimilés en 1759, avec la date de leur création et l'indication de leur ressort). = **Comptes-rendus.** A. Dufourcq. Le christianisme et l'organisation féodale, 1049-1294, t. VI (très remarquable, malgré certaines erreurs d'interprétation). — Élie Griffe. Lettres patentes des évêques de France recueillies dans les registres du pape Clément VI, 1342-1352. I : Province de Bourges. — *Id.* Histoire religieuse des anciens pays de l'Aude. T. I : Des origines chrétiennes à la fin de l'époque carolingienne. — Étienne Delcambre. Une institution municipale languedocienne : le consulat du Puy-en-Velay, des origines à 1610 (beaucoup de faits mis en bonne lumière ; mais pourquoi pas de conclusion?). — Joseph Reese Strayer. The administration of Normandy under Saint Louis (n'a pas examiné d'assez près le « knight service » depuis qu'il a cessé d'être une unité fiscale et militaire). — Pierre Bernus. Histoire de l'Île-de-France (excellent guide pour le touriste, où l'on trouve d'ailleurs un bon résumé des origines et de la formation de cette région, qui échappe à toute désignation historique ou administrative). — Hippolyte Boyer. Histoire des corporations et confréries d'arts et de métiers de la ville de Bourges, t. II (important, surtout en ce qui concerne le métier de la laine). — Louis Junod. Mémoires de *Pierrefleur* ; édition critique (c'est vraiment une édition « critique »). — Étienne Clouzot. Essai sur la topographie du Léman : la carte de Jacques Goulart, 1605. — Charles Gilliard. La rançon du pays de Vaud en 1536. — Albert De Meyer, O. P. Le procès de l'attentat commis contre Guillaume le Taciturne, prince d'Orange, 18 mars 1582 (documentation abondante, puisée aux meilleures sources ; mais l'auteur n'a pas résolu les problèmes concernant le *Bref recueil* présenté comme une présentation « calomnieuse » des faits). — Charles Vassal-Reig. La guerre en Roussillon sous Louis XIII, 1635-1639. — J. Angot des Rotours. Une grande chrétienne amie de Bérulle : Francoise de Faudoas d'Averton, 1583-1655. — François de La Rochefoucauld, 1781-1783 ; publ. par Jean Marchand, t. I. — Abbé de Fabry. Mémoires de mon émigration ; publ. par Ernest d'Hauterive. — Pierre de Vaissière. Curés de campagne de l'ancienne France (étude riche en faits caractéristiques, mais qui est fort loin d'avoir puisé à toutes les sources premières). — E. Boivin. Un peu du passé industriel normand : autour de la glacière de Tourlaville (étude consciencieuse de la glacière de Tourlaville et des verreries du Cotentin). — E. A. Lowe. Codices latini antiquiores I : Palaeographical guide to latin mss. prior to the ninth century (première partie, consacrée aux manuscrits du Vatican). — Pietro Sella. Le bolle d'oro dell'archivio vaticano. — Pere Bohigas. El repertori de mss. catalans de la Institució Patxot. I : Mss. en llengua catalana (très important pour l'histoire de la littérature proven-

gale). — *Fausto Ghisalberti*. L'« Ovidius Moralizatus » di Pierre Bersuire. — *Marbury B. Ogle* et *Dorothy M. Schullian*. Rodulfi Tortarii carmina (bonne édition d'une œuvre fort médiocre). — *Arthur Långfors*. Notice des manuscrits 535 de la bibliothèque municipale de Metz et 10047 des nouvelles acquisitions, f. f. de la Bibliothèque nationale. — *Svend Dahl*. Histoire du livre, de l'Antiquité à nos jours (c'est en réalité un notable fragment de l'histoire de la civilisation universelle). — *Henri Waquet*. L'art breton (travail de solide érudition mis à la portée du grand public). = **Chronique et mélanges**. *Alexandre de Saillet*. Les écoles royales de France et l'avenir de la jeunesse (ouvrage publié en 1841 et aujourd'hui très oublié, mais qui fait connaître les origines et les débuts de l'École des chartes).

Bulletin hispanique. 1934, n° 4. — G. CIROT. Index onomastique et géographie de la *Chronique Léonaise* (ou *Chronicon Nagerense*, publiée par M. Cirot dans le *Bulletin*. Il y joint maintenant un index très complet des noms de personnes et de lieux). — Am. PAGÈS. Une tentative d'expropriation littéraire (il s'agit du poète catalan Auzias March, mort à Valence le 3 mars 1459 et à qui l'on a contesté, bien à tort, la paternité de ses œuvres imprimées sous son nom depuis 1539). — Bernardo-X. da C. COUTINHO. Origines, histoire et significations du mot « *os Lusíadas* » (qui désigne la grande épopée virgilienne de Camoens, consacrée en 1572 à la gloire des Portugais. Le mot, dans son sens actuel, fut déjà employé par André de Resende, ami d'Érasme, en 1531-1532. Au début du III^e siècle, Athénée parle de « nymphes Lusíades » qui habitaient une grotte près de Sybaris ; c'est sans doute là que Resende a pris le mot en le détournant de son sens). — Mais, réplique Fernand CHAPOUTHIER dans un article suivant : La prétendue origine grecque du nom de « Lusíadas », comment expliquer que le nom de *Lousias* ait pu aboutir à supplanter celui de Portugais ? Le problème que l'abbé Coutinho croit avoir résolu reste une énigme. — A. RUMEAU. Un Français à Madrid entre 1824 et 1840 : Chalmieu de Verneuil (professeur d'histoire au lycée de Versailles en 1816, Chalmieu, déjà connu comme hispanisant, alla en 1824 en Espagne pour se consacrer entièrement à ses recherches sur la littérature arabe et celle des Maures). — Robert RICARD. Joaquín García Icazbalceta, 1825-1894 (portrait d'un homme qui fut une des gloires de son pays par ses travaux sur les origines chrétiennes de la Nouvelle-Espagne). — S. L. MILLARD ROSENBERG. El naturalismo en Méjico y don Federico Gamboa (né à Mexico le 22 décembre 1864 ; ministre plénipotentiaire aux États-Unis, 1912 ; membre de l'Académie d'Espagne ; romancier très estimé, il a publié un *Diario* qui contient beaucoup de faits intéressants sur Mexico). — Joaquín CASALDUERO. Ganivet en el camino (auteur de remarquables œuvres littéraires de 1893 à 1898). — F. BABILLOT. Le « Libro de Buen amar » de l'archiprêtre de Hita, par Jean Ruiz. — Manuel OREJUELA. Bibliographie des ouvrages relatifs à la linguistique de l'Écuador. — Ralph J. MICHELS. Article nécrologique sur S. L. Rosenberg, 1869-1934 (savant allemand, professeur à l'Université de Pensylvanie, tué dans un accident d'automobile). = **Comptes-rendus**. *Rafael Altamira*. Manual de historia de España (nouvelle édition où sont réintégrés les passages supprimés dans l'édition française ; mais il y manque une étude sur les sources). — C. Parra-Pérez. El régimen español en Venezuela (où l'auteur réfute « la pseudo-histoire des horreurs perpétrées en Amérique pendant la période de guerre et de colonisation »). — C. Wessels, S. J. Histoire de la mission d'Amboine, 1546-1605 ; traduit du néerlandais par J. Roebroek, S. J. (médiocre traduction d'un livre mal conçu, mais où sont

utilisés des documents inédits conservés dans les archives de la Compagnie de Jésus). — *Erasmio*. El Enquirdion a Manual del Caballero cristiano (important compte-rendu par Jean Baruzi). — Fuero de Madrid (très belle publication sur un important document sur le livre des coutumes de Madrid, manuscrit du XIII^e siècle, type du fuero local élaboré par le municipe avec l'assentiment royal). — *Miguel de Toro*. L'évolution de la langue espagnole en Argentine. — *Henry Lonchay* et *Joseph Cuvelier*. Correspondance de la cour d'Espagne sur les affaires des Pays-Bas au XVII^e siècle. T. IV : Précis de la correspondance de Philippe IV, 1647-1665.

Carnet de la Sabretache. 1934, mai-juin. — Albert DEPRÉAUX. Sur trois tableaux du Musée de Versailles. Gardes-françaises? ou Cent-Suisses de la garde ordinaire du roi? — L. DE COLBERT-TURGIS. Quatre colonels du régiment de Beaujolais, aujourd'hui 74^e régiment d'infanterie de ligne (notices sur quatre officiers de sa famille). — Mémoires du général-baron D'HASTREL, 1766-1846; suite. — Général ZÉDÉ. Souvenirs de ma vie (intéressants pour la vie en campagne en Algérie, puis au Mexique, en 1862 et 1863). = Juillet-août. Olivier DE PRAT. Dragon du 26^e régiment vers 1807 (d'après une aquarelle originale du colonel Jolly qui est reproduite). — Mémoires du général-baron D'HASTREL; suite (donne son opinion sur les généraux de l'armée de Kléber en frimaire an III). — Général ZÉDÉ. Souvenirs de ma vie; suite (la campagne du Mexique, 1864-1867). = Septembre-octobre. Pépin DE BONNERIVE. Le lieutenant général baron de La Salcette, 1759-1831 (officier de l'Ancien Régime qui démissionne en septembre 1792 sans émigrer; puis, réintégré en février 1793 sur sa demande, il prend part à la campagne d'Italie; l'Empire fit de lui un gouverneur du Hanovre, puis de Rome). — G. MICHEL. Le corps des volontaires royaux, 1745 (extraits du « Code militaire », c'est-à-dire du règlement de ce corps relatif à la tenue et à l'habillement). — A. DE TARRAGON. Le siège de Savannah. Journal de campagne de Jean Remy, chevalier de Tarragon, capitaine commandant les chasseurs du régiment d'Armagnac, 1779 (achevé au numéro suivant). — Baron D'HASTREL. Mémoires du général-baron d'Hastrel, 1766-1846 (envoyé à Anvers en août 1809 comme chef d'état-major de Bernadotte, puis de Bessières, donne des détails sur les mesures qui provoquèrent l'évacuation de Walcheren par les Anglais). — Général ZÉDÉ. 1837-1908. Souvenirs de ma vie (suite de la campagne du Mexique). = Novembre-décembre. A. DEPRÉAUX. Officier du régiment Royal-Étranger, 1768. — Baron D'HASTREL. Mémoires; suite (période de 1810 aux Cent-Jours, dont la « nouvelle » lui parvient à Épinal, où il venait d'arriver pour exercer le commandement du département des Vosges). — Général ZÉDÉ. Souvenirs de ma vie; suite (éloge de Bazaine au siège d'Oaxaca). — J. MARGERAND. Les fanions des officiers généraux (c'est en Afrique qu'ils ont pris naissance, mais n'ont reçu d'existence officielle qu'avec la décision du 8 juillet 1876).

La Grande Revue. 1934, novembre. — Charles CHASSÉ. Un mois en Allemagne (impressions plutôt sympathiques rapportées de l'Allemagne hitlérienne). — Pascale SAISSSET et Eugène ZNOSKO-BOROVSKY. Théâtre et éducation. II : En France. — Jeanne-P. CROUZET-BEN-ABEN. Impressions françaises au Canada. Vers Gaspé; suite et fin en janvier 1935 (l'auteur forme le souhait que le Canada devienne le trait d'union entre France, Amérique et Angleterre « pour la sauvegarde de la paix du monde »). — Grégoire ALEXINSKY. Essai d'explication des affaires balkaniques; suite. — Madeleine BARRÉ. Le chef de la Macédoine illégale : Ivan Michailoff. —

Jean DIETZ. Jules Ferry et l'enseignement supérieur. = 1935, janvier. FRANCUS. Vers une Église nationale-socialiste (il est probable que le gouvernement hitlérien, après un moment d'arrêt, reprendra sa politique de persécution contre les églises chrétiennes du Reich en appliquant la formule de l'évêque Müller : « Un État, un Peuple, une Église »). — Maurice BESSON. L'épopée coloniale de l'Aunis et de la Saintonge ; suite et fin. — Jules-L. PUECH. Le premier congrès français pour la défense de la paix (Paris, 15-16 décembre 1934). = **Compte-rendu.** *Lorenzine de Bradi*. Les misères de Napoléon (la plus grande fut Sainte-Hélène ; mais aussi le fait qu'il n'eut pas d'amis). = Février. Louis-G. BOURSIAC. Présentation des « Carriers » (histoire d'une famille Carriers dans le Périgord noir et qui, après quelques années de prospérité, tomba dans la misère. Un des membres de cette famille, Léon Claudel, a écrit un poème qui avait donné à Richépin l'idée des *Gueux*). — Roland ZIEGEL. Une tâche nationale : la dissémination de l'Industrie (conférence par un ingénieur du génie maritime. L'auteur expose un plan d'outillage national « le plus urgent et le plus efficace »). — Paul GSELL. Vers une nouvelle éthique sociale ; suite et fin (devoirs et droits des citoyens vis-à-vis de l'État : les fonctionnaires). — Grégoire ALEXINSKY. La question croate. — Maurice BESSON. De l'épopée coloniale à la Conférence « impériale » ; suite : L'épopée coloniale de la Bretagne. — Georges GUY-GRAND. Évanouissement de la vertu ?

Humanisme et Renaissance. Revue trimestrielle publiée par E. Droz (25, rue de Tournon, 6^e), sous la direction d'un Comité de patronage présidé par A. Lefranc. Abonnement annuel : 60 fr. 2^e année, 1935, fasc. I, janvier. — E.-A. VAN-MOË. Documents nouveaux sur les libraires parcheminiers et imprimeurs en relations avec l'Université de Paris à la fin du xv^e siècle (liste de ces commerçants dressée à l'aide des registres des procureurs de la nation d'Allemagne entre 1466 et 1492 ; montre l'importance de la phalange d'humanistes que l'Université de Paris attirait encore, montre aussi que Paris fut, par l'intermédiaire de sa nation germanique, un foyer d'attraction des imprimeurs). — Marie HOLBAN. François Du Moulin de Rochefort et la querelle de la Madeleine (il s'agit d'un personnage obscur, aumônier du roi, à qui la Régente demanda en 1516 de composer pour elle une histoire de sainte Madeleine. Devant la difficulté de l'entreprise, Du Moulin demanda des conseils à Lefebvre d'Étaples ; ainsi s'explique l'origine du conflit qui éclata entre Lefebvre et l'Université de Paris ; suite au fascicule suivant). — Jacques LAVAUD. Les noces de Joyeuse (publie deux documents : programme de divertissements et état des dépenses). — E. Droz. Une plaque de reliure française inconnue, 1517. — J. PORCHER. Deux tapisseries à rébus (de 1530 ; elles sont au Musée des Arts décoratifs). — G. THIBAUT. De la vogue de quelques livres français à Venise (vers 1536). = **Comptes-rendus.** A. Coville. Gontier et Pierre Col et l'humanisme en France au temps de Charles VI. — Raoul Morçay. La Renaissance. — Georges Doutrepont. Jean Lemaire de Belges et la Renaissance. — Pierre Champion. La galerie des rois. — József Huszti. Tendenze platonizzanti alla corte di Mattia Corvino. — Daniel Henderson. La reine Marie Tudor. — Margaret Mann. Érasme et les débuts de la Réforme française, 1517-1536. — Chansons au luth et airs de cours français du xvi^e siècle. — Bibliographie 1934 (sera complétée en juillet) des livres et articles de revues relatifs au xvi^e siècle (très importante et complète).

Journal des Savants. 1934, novembre-décembre. — Aimé PUECH. La formation

de la pensée grecque (à propos de l'ouvrage de P. M. Schul paru sous ce titre). — A. COVILLE. La monarchie féodale en France et en Angleterre (longue analyse de l'ouvrage publié par Ch. Petit-Dutaillis). — Michel CARROW. La Russie au Moyen Age (à propos du *Moyen Age russe* d'Alexandre Eck. Deuxième et dernier article : Formation de la Russie médiévale et Moscou). — Henri DEHÉRAIN. Un Institut d'histoire et d'études des régions polaires (inauguré le 16 novembre 1934 à l'Université de Cambridge sous le titre : *Scott polar research Institute*). = **Comptes-rendus.** Ettore Ciccotti. Il problema religioso del mondo antico (aucune note, aucune référence ; l'information est en général bonne et précise). — *Guido della Valle*. Tito Lucrezio Caro e l'epicureismo Campano (thèse extrêmement fragile fondée sur des recherches très érudites). — Edm. Groag et Art. Stein. Prosopographia Imperii romani saec. I-III (abondance de renseignements sûrs). — Claudien. Invectives contre Eutrope (texte latin avec un commentaire critique). — Charles Diehl. La peinture byzantine (modèle de science et de sens artistique). — Comte Alexandre de Laborde. La chanson de Roland (reproduction phototypique du manuscrit 23 de la Bodléienne).

Mercury de France. N° 879. — Jean-Édouard SPENLÉ. Les assises morales de l'Allemagne hitlérienne. — A. MABILLE DE PONCHEVILLE. La maison Conrart ou le Berceau de l'Académie. — Ulysse ROUCHON. Les derniers jours de Jules Vallès (l'auteur de l'*Insurgé*, le directeur du *Cri du peuple* mourut, après une cruelle maladie, à Paris le 14 février 1885. Ses funérailles furent exceptionnelles. Son œuvre écrite, bien plus que son activité révolutionnaire, le classe « parmi les meilleurs littérateurs de son époque »). — Marcel LONGUET. Deux lettres de Villiers de L'Isle-Adam à Aurélien Scholl, 1883. — A. VAN GENNEP. Le Musée préhistorique de Toulouse. = **Comptes-rendus.** Du Mesnil du Buisson. La technique des fouilles archéologiques : les principes généraux. — Steven Runciman. La civilisation byzantine. — Dr F. Brunet. Alexandre de Tralles et la médecine byzantine. — Manuel B. Cossio et José Pijoan. Summa artis (abrégé d'une histoire de l'art dont le tome I est très intéressant). — Léon Mirman. La route nationale (celle qui conduit à la monarchie et que l'auteur recommande). — Antonin de Mun. Dictature ou Parlement? (l'incohérence de notre système gouvernemental s'explique par l'absence de collaboration du gouvernement et du Parlement). — Dr Chapis. Journal d'un médecin de bataillon (fait connaître la vie des troupes suisses mobilisées en 1914-1918). = N° 880. **Comptes-rendus.** André Tardieu. La Réforme de l'État. — Barthélemy de Ligt. La paix créatrice. Histoire des principes et des tactiques de l'action directe contre la guerre. — Louis Lachat. La franc-maçonnerie opératrice (un honnête homme ne peut pas, de nos jours, faire partie d'une société secrète). — Funck-Brentano. Luther. — Auguste Cornu. La jeunesse de Karl Marx, 1817-1845 (travail approfondi, bien documenté). = N° 881. Raphaël COR. De la morale bergsonienne à l'immoralisme. — J. G. PRODHOMME. Haendel, Bach et leurs œuvres en France. — Pierre LAFUE. Sur Henri Massis (historien et critique, prophète de notre impuissance actuelle ; son ardente polémique contre la Sorbonne où il discerne « les subtils poisons » qui menacent la civilisation française). = **Comptes-rendus.** Montague Sommers. The geography of witchcraft. — A. van Gennep (l'auteur annonce lui-même les ouvrages qu'il a publiés ou qu'il se propose de publier sur le folklore de plusieurs provinces françaises). — Marcel Aubert. L'abbaye des Vaux-de-Cernay. — Henriette Pascal. Abbeville et ses environs. — Le « Moniteur universel » et les

Mémoires de Casanova. — *Longworth Chambrun*. Mon grand ami Shakespeare (véhément attaque contre Abel Lefranc : ce qu'il écrit sur Hamlet est « le comble de l'absurdité ». Il est « cuirassé contre l'évidence », etc.). = N° 882. Raoul ALLIER. Magie et religion. La confession publique des péchés chez les peuples non civilisés (faits recueillis tout récemment). — Charles OULMONT. Henri Duparc ; textes inédits (pour le deuxième anniversaire de ce musicien, « le plus grand peut-être des mélodistes français du XIX^e siècle », mort le 14 février 1933). — Jean RIENTAL. Zola et les Rougon-Macquart (histoire naturelle et sociale d'une famille sous le Second Empire). — Louise FAURE-FAVIER. Port-Royal d'aujourd'hui : le château des Chastes époux (château construit en 1649 par le duc et la duchesse de Luynes, qui voulurent calquer exactement leur vie sur celles de saint Paulin et de sainte Thérèse, qui étonnèrent Rome vers l'an 400). — Une protestation des pensionnaires de l'Académie de France à Rome (contre l'article de M. Jean Ajalbert dans le *Mercur* du 1^{er} décembre 1934. Le directeur de l'Académie déclare qu'il donne son approbation sans réserve à cette protestation). = *Comptes-rendus*. Eugène MATHON. La corporation, base de l'organisation économique. — Claude GEVEL. Deux carbonari : Napoléon III et Orsini. — Marc de MAZIÈRES. Promenades à Fès (livre de relations historiques et d'observations curieuses). — Dr A. MORLET. Découvertes d'objets « glozéliens » hors de Glozel. — William MARTIN. Il faut comprendre la Chine. — O. PLANITSKI. La dictature fasciste en Allemagne.

Polybiblion. 1934, novembre. — J. CARCOPINO. Points de vue sur l'impérialisme romain. — J. GAGÉ. Recherches sur les jeux séculaires. — F. VERCAUTEREN. Étude sur les Civitates de la Belgique seconde. — Maurice BUSSET. Gergovia, capitale des Gaules, et l'oppidum du plateau des côtes. — Victor CARRIÈRE. Guillaume Farel, propagandiste de la Réforme. — Abel DECHÈNE. Un enfant royal, Louis-Xavier, duc de Bourgogne, 1751-1761. — P. LÉON VEUTHEY. Un grand éducateur : le Père Girard. — Comte de PROKESCH-OSTEN. Mes relations avec le duc de Reichstadt. — Georges ROCAL. 1848 en Dordogne. — Une grande dame d'avant guerre : lettres de la princesse Radziwill au général de Robilant, 1889-1915. — J. KARTH. Littérature géorgienne chrétienne. = Décembre. H. PRUNIÈRES. Nouvelle histoire de la musique, t. I. — J. TIERSOT. J.-S. Bach. — L. BINENTAL. Chopin. — F. WERFEL. Verdi, roman de l'opéra. — A. DUPUY-ALBARÈDE. La musique plastique. — Joseph AYNARD. La bourgeoisie française. — Raffaele CIAMPINI. Un osservatore italiano della Rivoluzione francese. — Nicolas BRIAN-CHANINOV. Alexandre I^{er}. — Pierre RENOUVIN. La crise européenne et la Grande Guerre, 1904-1918. — Abbé V. LEROQUAIS. Les bréviaires manuscrits des bibliothèques publiques de France. = 1935, janvier. Paul JAMOT. La peinture en France. — G. HUISMAN. Memlinc. — Louis RÉAU. L'art primitif, l'art médiéval. — V. SABOURET. L'évolution de la voûte romane du milieu du XI^e siècle au début du XII^e. — Marcel AUBERT. Les plus anciennes croisées d'ogives, leur rôle dans la construction. — F. BENOÎT. L'architecture de l'Occident médiéval, romano-gothique et gothique. — L. GILLET. La peinture en Europe au XVII^e siècle. — H. CLOUZOT. Les arts du métal. — F. GAILLOT. La vie secrète de Corot. — P. de NOLHAC. Peintres français en Italie. — P. VIGNAUX. Justification et prédestination au XIV^e siècle. — H. BERR. En marge de l'histoire universelle. — Abbé A. BOULENGER. Histoire générale de l'Église, t. II. — Joseph CALMETTE. L'élaboration du monde moderne. — L. VAN DER ESSEN. Alexandre Farnèse, prince de Parme, gouverneur général des Pays-Bas, 1545-1592, t. III. — Mgr J.-M. VIDAL. Saint-Denis-aux-

Quatre-Fontaines à Rome. — *Henri Dehérain*. Histoire de la nation égyptienne, t. V. — *L. Lazard*. Vauban, 1633-1707. — *Louis Madelin*. Napoléon. — *Marcel Dupont*. Murat, cavalier, maréchal de France, prince et roi. — *R. Rumilly*. Papi-neau. — *Charles Chesnelong*. L'avènement de la République, 1873-1875. — *Germaine Maillet*. La peinture religieuse. = Février-mars. *G. Ricciotti*. Storia d'Israele. — *A. Loisy*. La religion d'Israël. — *Otto Eissfeldt*. Einleitung in das Alte Testament. — *L. Dennefeld*. Introduction à l'Ancien Testament. — *Charles F. Jean*. La Bible et les récits babyloniens. — *J. Bonsirven*. Les idées juives au temps de Notre Seigneur. — *L. Vaganay*. Initiation à la critique textuelle néo-testamentaire. — *A. Loisy*. La naissance du christianisme. — *Id.* Le mandéisme et les origines chrétiennes. — *Paul Cloché*. La politique étrangère d'Athènes, de 403 à 388 avant Jésus-Christ. — *M. S. Coryn*. Bertrand Du Guesclin, 1320-1380. — *Funck-Brentano*. Luther. — *Louis André*. Les sources de l'histoire de France, xvii^e siècle (1610-1715), t. VII. — *René Derville*. Napoléon II, 1811-1832. — *Jean-Édouard Spenk*. La pensée allemande de Luther à Nietzsche.

La Révolution de 1848. 1934, mars-avril-mai. — *Élie PEYRON*. Bazaine à Metz, fin. — *Jules-L. Puech*. Béranger et Debraux (étude de l'auteur de Fanfan-la-Tulipe, nombreuses citations de chansons aujourd'hui oubliées, mais autrefois célèbres). = Juin-juillet-août. *BRUN-LAVAINNE*. Une mutinerie à Lille en juillet 1830 (court récit des événements du 28 au 31 juillet par un témoin). — *Alexandre ZÉVAËS*. La propagande socialiste dans la campagne en 1848 (montre les procédés de propagande et les résultats remarquables obtenus dont témoignent les rapports des procureurs généraux). — *M.-M. KAHAN-RABECQ*. Les réponses havraises à l'Enquête sur le travail industriel et agricole, 1848 (elles sont incomplètes par suite de la mauvaise volonté du maire, mais présentent un grand intérêt). — *Georges ROUGERON*. Napoléon III à Vichy (anecdotes sur « quelques à-côtés du séjour impérial »). = **Compte-rendu.** *Georges Rocal*. 1848 en Dordogne (important ouvrage qui témoigne « d'un réel effort d'impartialité », malgré une confiance excessive dans les sources d'origine bonapartiste). = Septembre-octobre-novembre. *Paul RAPHAËL*. Nécrologie : M. Émile Bourgeois. — *Justin GODART*. Les journées d'avril 1834 à Lyon (l'insurrection n'avait aucun plan et compta à peine un millier de combattants, parmi lesquels se glissèrent de nombreux agents provocateurs). — *Paul PILANT*. Genèse des projets d'annexion de l'Alsace et de la Lorraine en 1870-1871 (étudie les manifestations populaires ou officielles qui expriment ces projets). — *A.-M. Gossez*. Documents sur la situation au lendemain de la proclamation de la République, septembre-novembre 1870 (deux lettres du proscrit Eugène Alavoine à un ami resté à Jersey et une de Alphonse Bianchi, sous-préfet de Nérac, à M^{me} Alavoine, sa sœur). = Décembre 1934-janvier-février 1935. *André HURIT*. Le prince au visage lacéré (souvenirs sur le séjour à Vincennes du duc de Montpensier, dont le portrait fut percé de plusieurs balles au cours de la Révolution de 1848). — *Henri STRENTZ*. La Révolution de 1848, contée par un témoin. — *Alexandre ZÉVAËS*. Flora Tristan et l'Union ouvrière (dont elle fut le premier apôtre). — *Justin GODART*. Les moyens de conjurer la crise (1848) proposés par un Vorace lyonnais (lettre curieuse adressée à un concitoyen riche pour l'inviter à aider le commerce par ses achats).

Revue de Paris, 1935, 1^{er} février. — *Paul CLAUDEL*. Introduction à la peinture

hollandaise ; fin le 15 février. — ***. L'avenir de l'accord franco-italien (il y a accord entre l'Italie autoritaire et la France libérale, entre l'Italie jeune et ambitieuse et la France expérimentée et sage ; elles représentent deux aspects du même génie latin, l'aspect juridique et l'esprit pratique, « qui répugnent tous deux également à la brume germanique »). — René GROSSET. *Drames des Croisades* : Baudouin IV, le roi lépreux (avec une carte représentant l'équilibre oriental vers 1175). — Vicomte DE MONTBAS. Le gazetier de Chanteloup ; suite (par l'abbé Barthélemy de Chanteloup ou pour Chanteloup, 1772), et des lettres et de la *Gazette* écrites par l'abbé Barthélemy en 1772-1778. Le recueil qui renferme les lettres s'arrête le 8 octobre 1778). — C. BOUGLÉ. Philosophie du droit et sociologie en France (il est nécessaire que la sociologie juridique soit enseignée dans nos Facultés). — L. HERSCH. La mer Morte. Vue d'ensemble de la mortalité causée par la Grande Guerre. L'auteur est professeur de statistique et de démographie à l'Université de Genève. — Wladimir D'ORMESSON. Après le plébiscite ; fin de la Sarre. — A. ALBERT-PETIT. L'histoire (parle du Machiavel de Charles Benoist ; des mémoires [très suspects] d'une aventurière, Adèle Hommaire de Hell, qui réussit à « ensorceler » les fils de Louis-Philippe ; de la vie du prince Sixte de Bourbon, par *Philippe Amiguet*). = 15 février. Comte DE GOBINEAU. Lettres à Marika Dragoumis (elle était sœur de Zoé, dont la *Revue* a déjà publié les lettres que lui écrivit Gobineau ; celles-ci vont du 1^{er} janvier 1869 au 27 janvier suivant. Gobineau y raconte son voyage dans l'intérieur du Brésil, la chaleureuse réception que lui fit l'empereur Pedro II, des traits de superstitions invraisemblables chez les indigènes, etc.). — Ed. GISCARD D'ESTAING. Crédit public et crédit privé (mesures prises par le gouvernement français en 1935 pour assurer ses échéances). — ***. A l'ombre du Vatican (très intéressante description de la Cité actuelle ; son organisation et les Congrégations. Politique du Saint-Siège, avec une carte de la Cité du Vatican). — Benjamin CONSTANT. Une préface d'*Adolphe* inconnue (celle de la seconde édition, qui a pour titre : Essai sur le caractère et le résultat moral de l'ouvrage. Constant veut nous persuader qu'il n'a pas eu l'idée de faire la moindre allusion, dans son livre, à des personnages contemporains ; non pas même à M^{me} de Staël). — DE LANZAC DE LABORIE. Une Française à la cour de Guillaume II, 1889-1915 (rapide analyse des quatre volumes où sont publiées les *Lettres de la princesse Radziwill au général de Robilant*. On sait que cette grande dame, Française d'origine et qui, par son mariage, passa une partie de sa vie dans l'intimité de la cour de Prusse, conserva toujours des sentiments francophiles. Dans l'affaire Dreyfus, elle prit violemment parti pour l'innocence du capitaine ; elle connut de bonne heure les intentions de l'empereur à l'égard de la France et c'est avec désespoir qu'elle vit éclater la guerre. Elle mourut le 10 juillet 1915, « victime de ses récentes émotions plus encore que de son âge »). — Adolphe JAVAL. L'État assureur : les calamités atmosphériques et agricoles. — Marcel THIÉBAUT. G. Lenôtre (article nécrologique). = **Comptes-rendus.** *Ernst Erich Noth*. La tragédie de la jeunesse allemande. — *Jules Legras*. L'âme russe (le jour où le peuple russe « sera mené autrement qu'à la baguette ou au revolver, on peut être sûr qu'il fera de grandes choses »). = 1^{er} mars. STENDHAL, Louis ROYER. Trois fragments inédits sur la « Chartreuse de Parme ». — Georges SUAREZ. Tour d'horizon politique : du colonel de La Rocque à M. Bergery (l'auteur estime qu'il est utile « de rendre publiques les intentions des groupements qui s'opposent, par la voix des chefs qui les commandent ». Origine et intentions des

« Croix de feu ». Réponse écrite de M. Bergery). — Général DUFFOUR. Les exigences et les disciplines actuelles du haut enseignement militaire ; suite et fin le 15 mars. — Jean PELLENC. Villes religieuses de l'Inde (Amritsar, la Rome des Sikhs ; Bénarès, la « sordide ville très pure » ; Jahlawar, Bohême princière). — Jules BERTAUT. Le faubourg Saint-Germain sous la Restauration. — Alja RACKMANOWA. Journal d'une étudiante (notes prises au jour le jour, du 19 septembre 1917 au 24 août 1918, par une étudiante qui, dans une grande ville de l'est de la Russie, raconte dans son journal, traduit du russe, les horribles scènes dont elle a été témoin et faillit être victime). — Albert FLAMENT. Tableaux de Paris. En compagnie de Lenôtre (très intéressant ; mais que penser de la conviction où était arrivé Lenôtre sur le cas du « Masque de fer », lequel est et ne peut être que Molière?). = 15 mars. Gabriel HANOIAUX. Les lettres de l'impératrice Eugénie (d'après sa correspondance que fera paraître prochainement le duc d'Albe. Choix de douze lettres adressées la plupart à la mère de l'impératrice de 1870 à 1872). — Joseph CHAPIRO. En visite chez M. de Valera (l'homme et l'œuvre ; très instructif). — Jean CASSOU. Les nocturnes de Cervantes (c'est-à-dire les passages où le poète décrit les « nuits transparentes » du *Quichotte*, où se manifeste le réalisme à peine dissimulé du poète). — René JOHANNET. Les récents progrès de la métapsychique. — Jules BERTAUT. Divertissements d'antan au faubourg Saint-Germain (au temps de la Restauration). — A. ALBERT-PETIT. L'histoire (au sujet du Monde féodal de *Joseph Calmette* ; le Monde égéen avant les Grecs de *André Waltz* ; l'Histoire de la Réforme française de *Jean Vienot* ; la Contre-Révolution sous la Révolution de *Madelin* ; la Troisième République de *Robert David* ; Histoire et psychologie de l'affaire Dreyfus de *Henri Mazel*).

Revue des Deux Mondes. 1935, 1^{er} février. — René CHAMBE. L'escadron de Gironde (Gaston de Gironde, lieutenant de cavalerie aux ordres du général de Cornulier-Lucinière, fut chargé d'arrêter à tout prix l'avance des Allemands sur la route de Villers-Cotterets. Il y trouva la mort après une lutte héroïque, 9 septembre 1914) ; fin le 15 février. — A. AUGUSTIN-THIERRY. Le prince impérial. II : En Angleterre (de 1871 à 1874, année où les partisans de l'Empire déchu croyaient à son prochain rétablissement). — J. DE BIVORT DE LA SAUDÉE. En U. R. S. S. Une nouvelle offensive des Sans-Dieu (au moment où l'U. R. S. S. était admis à l'assemblée de la Société des Nations). — Émile HENRIOT. Feuilles algériens (impressions de voyage récent à Touggourt, Timgad, Cherchel, etc.). — Charles DELVERT. Autour de l'école unique. — Albert BUISSON. Questions économiques : sur la route du libéralisme. — Louis GILLET. Une semaine historique à Rome (4-8 janvier 1936, quand fut conclu l'accord entre Mussolini et Laval). — Albert SCHINZ. Samuel Johnson, le Boileau anglais. — René PINON. Le plébiscite de la Sarre. = 15 février. Pierre BENOIT. Saint-Jean-d'Acre (impressions de voyage et entretiens avec Essad-Bey). — Louis MADELIN. Les lettres retrouvées de Napoléon à Marie-Louise, 1813-1814 (il sera impossible d'écrire l'histoire des années 1812-1814 sans puiser à cette nouvelle source). — Colonel A. GRASSET. La France devant l'Europe militarisée (des mesures à prendre pour parer à la supériorité numérique des forces allemandes, en cas d'invasion subite). — Pierre DE NOLHAC. Trente ans de Versailles, I (l'auteur raconte dans quel état il trouva la ville et surtout le château, où il devait passer une grande partie de sa carrière administrative. Il raconte le voyage de l'impératrice d'Allemagne et sa visite du château en février

1891). — René CHAMBE. L'escadron de Gironde (suite et fin de cet extraordinaire épisode de la Grande Guerre). — Albert DUCHÊNE. Les origines de l'accord franco-italien. — Jean LAIGRET. La vaccination préventive contre la fièvre jaune. = 1^{er} mars. Maréchal PÉTAÏN. La sécurité de la France au cours des années creuses (montre les caractères de la puissance militaire actuelle de l'Allemagne en regard de la nôtre ; indique les améliorations nécessaires. Le service de deux ans s'impose à partir de 1936 où sera incorporé le premier contingent déficitaire, correspondant aux naissances de 1915). — Bernard FAÏ. Deux ans d'expérience Roosevelt. — Gabriel HANOTAUX et duc DE LA FORCE. Richelieu et l'armée. — Berthe VULLIEMIN. La reine de Roumanie intime. — Pierre DE NOLHAC. Trente ans de Versailles. II : Le nouveau Musée (réorganisation qui donne au Musée toute sa valeur pour l'histoire de l'art). — Robert D'HARCOURT. Vienne, point névralgique d'Europe. — A. AUGUSTIN-THIERRY. Le prince impérial. III : Le prétendant (depuis sa sortie de l'École militaire de Woolwich en 1876 ; son activité politique ; décision qu'il prit, avec enquête auprès de ses plus dévoués conseillers, de partir pour aller combattre en Afrique, 1879 ; sa correspondance avec sa mère : « L'affection la plus sincère ne cessa d'unir l'impératrice Eugénie et le Prince impérial »). — André BUFFET. Questions économiques : Métropole et Empire colonial. — Marie-Louise PAILLERON. G. Lenôtre. — Albert DUFOURCQ. Le jubilé du Père Lagrange (à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire ; ses travaux sur l'histoire et la critique de l'Ancien Testament ; son rôle comme directeur de la *Revue biblique* et dans la fondation de l'*École biblique*, fondée en 1920 « pour constituer l'école française archéologique de Jérusalem »). = 15 mars. Jacques BARDOUX. La réforme de l'État. — G. LENÔTRE. René Bazin. — A. AUGUSTIN-THIERRY. Le prince impérial. IV : Le drame (c'est-à-dire le départ du prince et sa mort au Zouloulouland, 1^{er} juin 1879 ; le retour du cadavre en Angleterre et les obsèques à Chislehurst le 12 juillet. Revision du procès intenté au capitaine Carey pour sa négligence le jour où le prince succomba dans une embuscade). — Frederick C. ROE. Le déclin du puritanisme en Grande-Bretagne. — Gabriel HANOTAUX et duc DE LA FORCE. Richelieu et l'armée. II : Comment Richelieu choisit ses généraux. — Émile SERGENT. Réflexions sur le Canada (après le grand Congrès médical du centenaire de Jacques Cartier). — René PINON. *Le Livre blanc* anglais et l'ajournement du voyage à Berlin.

Revue des Sciences politiques. 1934, avril-juin. — Maurice LAIR. Le national-socialisme et l'opinion allemande (l'unité matérielle de l'Allemagne a été réalisée par la terreur ; l'unité spirituelle n'est pas encore faite). — Emm. DE CHALANDON. La politique extérieure de l'Angleterre vue par M. Wickham Steed (il recommande l'abandon de la neutralité en cas de guerre européenne). — Llewellyn FRANKUCHEN. La Constitution des États-Unis et le « National Recovery Act ». — H. MAYER. Les tentatives d'introduction du referendum en France sous la Troisième République (elles ont été très peu nombreuses et ont échoué). = Juillet-septembre. Jacques MAUPAS. La question de la Sarre. — Martial TRICAUD et Bernard PERRIN. Le chancelier Dollfuss et la Constitution autrichienne de 1934 (apologie de cette Constitution dont les auteurs reconnaissent le caractère monarchique). — Maurice HARBULOT. Études sur les finances de l'ancienne France ; le sort dans les finances publiques (les loteries et les emprunts à lots). — R. JULIENNE. Le budget anglais de 1930 à 1933. — Alfred SILBERT. Les problèmes du Pacifique et la paix européenne. — Robert SALOMON. Un aspect de la question d'Orient au XVIII^e siècle (la

négociation de Saint-Priest de juin 1782 à janvier 1783 pour amener le gouvernement turc à ne pas risquer une guerre pour conserver la Crimée). = Octobre-décembre. Charlotte DE BIEDERMANN et Michel DUPOUEY. La mystique nationale et l'économie hitlérienne. — Jean HUSZAR. Du parti à l'État. Étude sur le fascisme. — Maurice HARBULOT. Étude sur les finances de l'ancienne France. Le sort dans les finances publiques (étudie les emprunts viagers et les tontines, les emprunts remboursables à terme). — Jean-Louis DELOBEL. Un département français sous la monarchie de Juillet (d'après le livre de *L'Hommedé* qui porte ce titre, il s'agit du département de la Manche, dont le Conseil général compta Alexis de Tocqueville parmi ses membres).

Revue historique de Bordeaux. 1934, n° 4. — G. LOIRETTE. La Cour prévôtale de la Gironde et son fonctionnement, 1816-1818 (d'après un « Registre » récemment entré aux archives municipales et qui fait connaître par le menu détail son installation et les délibérations de la cour. C'était une des juridictions d'exceptions établies pour des intérêts politiques). — Blanche MAUREL. Denis Couzard, Bordelais, 1746-1816 (député au Conseil des Cinq-Cents et au Corps législatif, de l'an VIII à l'an XI ; né à Bordeaux le 7 novembre 1746, il est mort à une date inconnue). — Renée DUBOS. Une société populaire bordelaise : les Surveillants de la Constitution ; suite.

ALLEMAGNE

Historisches Jahrbuch. Bd. 54, H. 3, 1934. — Heinrich FINKE. Kardinal Franz Ehrle S. J. : in memoriam. — Bernhard STASIEWSKI. Deutschland und Polen im Mittelalter (résumé d'histoire politique, assez sec, mais utile). — Max MILLES. Die Errichtung der Oberrheinischen Kirchenprovinz im besonderen des Bistums Rotenburg und die Württembergische Regierung (sur la réorganisation de la hiérarchie ecclésiastique après l'époque napoléonienne). — Max BRAUBACH. Von Ende des alten Reichs bis zur Reichsgründung Bismarcks : ein Literaturbericht = H. 4. — Hubert JEDIN. Kirchenreform und Konzilsgedanke 1550-1559. — Hans NIEDERMEIER. Prinz Eugen im seinem Verhältnis zur Kultur seiner Zeit. — Eduard HEGEL. Belgiens Hollands und Luxemburgs Kirchenpolitische Beziehungen zu Papst Gregor XVI, 1831-1846. — Heinrich GÜNTHER. Der Patriziat Chlodwigs. — Leo SANTIFALLER. Ueber die Verleihung des Grafsschaft Trient an den Bischof von Trient.

BELGIQUE

Académie royale de Belgique. 1934, fasc. 9-12. — Léon DU BOIS. Centenaire de Peter Benoit (« une des plus nobles figures de l'art musical belge », qui naquit le 17 août 1834 à Harlebe en West-Flandre et mourut en mars 1901). — Paul BERGMANS. La Société parisienne des « Enfants de la Belgique » et Pierre Benoit (en appendice, des extraits tirés de l'histoire inédite de cette Société). = Bulletin de la Commission royale d'histoire, 1934. Édouard PONCELET. Lettres inédites et mémoires du baron de Ville touchant la machine de Marly (l'auteur prouve, pièces en main, que c'est Arnold de Ville, fils du baron Winand de Ville, qui fut l'âme et le directeur de ce gros travail. C'était un Belge, qui connaissait le procédé pratiqué avec succès par un de ses compatriotes, qui avait inventé et fait marcher un engin semblable à Modave. Il eut sous ses ordres plusieurs membres de la famille

Sualement, praticiens d'une expérience consommée, qui proposèrent et firent accepter des combinaisons pratiques d'une hardiesse inégalée jusqu'alors. En appendice sont publiées vingt-sept lettres d'Arnold à son père, 1678-1686, et surtout deux mémoires rédigés par lui « pour le maintien de la machine effectuée par lui », avec une description succincte de la machine). — F. FAVRESSE. La Keure bruxelloise de 1229 (c'est la première charte pénale de Bruxelles ; elle fournit des précisions sur l'organisation communale de cette ville. Texte en latin, avec une abondante annotation). — Henri LAURENT. Choix de documents inédits pour servir à l'histoire de l'expansion commerciale des Pays-Bas en France au Moyen Age (quarante-neuf documents datés de 1137 à 1443 ; article de 80 pages). — R. DEMOULIN. La correspondance des consuls anglais en Belgique pendant la Révolution de 1830. — Centenaire de la Commission royale d'histoire (séance solennelle du 28 novembre 1934. Henri Pirenne, secrétaire de la Commission, lit un rapport sur son activité depuis 1834. — M. Joseph Cuvelier présente ensuite une esquisse biographique sur Gachard, qui en fut le premier secrétaire. Ce discours est en langue flamande. — Les fêtes se terminent par la représentation du *Miracle de Théophile* de Rutebeuf et *Le jeu de Robin et de Marion*, présentés par M. G. Cohen, de la Sorbonne).

Revue belge de philologie et d'histoire. T. XIV, 1935. — A. VAN LOEY. Nog fragmenten van eene gesprekboeje (publie des fragments d'un nouveau manuel de conversation composé en français au XVI^e siècle). — A. VAN DE VYVER. Dieuil et Micon de Saint-Riquier (Dieuil est un computiste irlandais, qui écrivit moitié en vers et moitié en prose ; son comput, en cinq livres, fut dédié soit à Charlemagne, soit à Louis le Pieux, de 814 à 818. Micon était un écolâtre de Saint-Riquier, auteur du *Carmina Centulensia* (*Centulum* = Saint-Riquier) et d'un Florilège où il est traité de la prosodie, de l'orthographe, de l'étymologie. Leurs œuvres ont été confondues ; l'auteur s'efforce de déterminer la part exacte qui revient à l'un et à l'autre). — H. J. DE VLEESCHAUWER. L'année 1771 dans l'histoire de la pensée de Kant ; suite et fin. — Roger GOOSSENS. Pindare et Corinne. — H. OBREEN. L'introduction de la langue vulgaire dans les documents diplomatiques en Belgique et aux Pays-Bas. — Plac. LEFÈVRE, O. Praem. Une conjecture à propos de la date et de l'auteur du *Vita Gudile* (il est probable que « ce [sic] Gudule » a été composé vers l'extrême fin du XI^e siècle). — **Comptes-rendus.** P. Reis, H. Hasten et L. Fruechtel. M. Tullius Cicero, vol. VI (édition de la série Teubner). — Erich Burck. Die Erzählungskunst des T. Livius. — Corso Buscaroli. Virgilio : il libro di Didone (avec un ample commentaire et une copieuse bibliographie). — Gino Funaioli. Esegi Virgiliana antica (étude sur le commentaire de Philorgyre et de T. Gallus concernant les Bucoliques et les Géorgiques). — J. Vessereau et F. Préchac. Rutilius Namatianus : Sur son retour. — Rudolf Hehm. Rutilius Claudius Namatianus : De redivit suo. — Italo Siciliano. François Villon et les thèmes poétiques du Moyen Age (synthèse en partie faussée par toute espèce d'idées préconçues ; mais beaucoup de détails intéressants). — François Tavera. L'idée d'humanité dans Montaigne. — Marcel Paquot. Les étrangers dans les divertissements de la cour, de Beaujoyeux à Molière, 1581-1673 (copieuse bibliographie). — Edgard Renard. Toponymie de Vottem et de Rocour-lez-Liège (avec deux grandes cartes). — Joseph Hazzidakis. Les villas minoennes de Tyllissos (trad. du grec par F. Chapouthier et R. Joly). — David M. Robinson. Excavations at Olynthus (longue analyse par P. Graindor). — Meyer Reinhold. Marcus Agrippa. A bio-

graphy (bonne biographie où l'on regrette de ne pas trouver une critique des sources surtout littéraires). — *J. C. Tarver*. Tibère (les futurs biographes de Tibère devront tenir compte du livre, ne serait-ce que pour réfuter les allégations de l'auteur). — *Camille Wampach*. Geschichte der Grundherrschaft Echternach im Frühmittelalter (étude sur les sources). — *O. Oppermann*. Fontes Egmondenses (édition critique des sources concernant l'abbaye d'Egmond au comté de Hollandos). — *Pierre Marot*. Neufchâteau en Lorraine au Moyen Age (très important). — *T. S. Jansma*. Raad en Rekenkamer in Holland en Zeeland tijdens Hertog Philips van Burgondië (thèse très contestable de doctorat sur la Chambre du Conseil et des Comptes de Holland et Zeeland sous Philippe le Bon). — *A. Thureau-Dangin*. Esquisse d'une histoire du système sexagésimal. — *Jacques Pirenne*. Histoire des institutions et du droit privé de l'Ancienne Égypte. T. II : La Ve dynastie (utilise de la plus heureuse façon les nombreux documents publiés sur cette époque). — *Dom M. Cappuyns*. Jean Scot Érigène ; sa vie, son œuvre, sa pensée (érudition de première main et critique du meilleur aloi). — *Robert von Keller*. Freiheitsgarantien für Person und Eigentum im Mittelalter (d'utiles indications, mais le livre est loin d'épuiser le sujet). — *Manuel Heleno*. Os escravos em Portugal, t. I (l'auteur, directeur du Musée ethnologique de Lisbonne, étudie, dans ce premier volume, l'esclavage au Portugal des origines de l'institution jusqu'en 1416 ; c'est la première tentative d'un travail d'ensemble qui n'est pas toujours très sûr). — *Franz De Ruys*. Charun, démon étrusque de la mort (très bien informé). — *Gordon J. Laing*. Survivals of roman Religion (étude de grande envergure). — *J. G. Van Dillen*. History of the principal public banks in eleven european countries (onze monographies fortement documentées ; travail indispensable à tous ceux qui étudient les institutions bancaires et monétaires des temps modernes). — *Hayford Peine* et *Royall Tyler*. L'art byzantin, vol. I et II (précieux répertoire). — *Gilbert Chinard*. Voyages d'un Français exilé pour la religion, avec une description de la Virginie et du Maryland dans l'Amérique, 1687. — Catalogue général des manuscrits des bibliothèques de Belgique. T. I : Manuscrits conservés à Namur. = Bibliographie. François-L. GANSHOF. Notes critiques sur la patrie des Nibelungen (à propos de la « retentissante théorie » de Henri Grégoire sur la patrie des Nibelungen). = **Périodiques** (en 60 pages). = **Chronique** (en 87 pages. Notons : la Société pour le progrès des études philologiques et historiques ; le Centenaire de la Commission royale d'histoire ; le 4^e Congrès international de papyrologie et celui de géographie de Varsovie ; le Bicentenaire du prince de Ligne ; les Albums poétiques de Marguerite d'Autriche ; les Papyri Iandanae (de Giessen) ; la Vlaamsche Toponymie ; la Bibliographie alsacienne ; les Hansische Geschichtsblätter ; les Pays-Bas autrichiens et la guerre de Sept ans ; la Question des humanités ; la Paléographie musicale ; le Recueil de documents et travaux pour l'étude du bouddhisme ; l'Iconographie des saints ; les Écoles calligraphiques suisses ; la Bibliographie de la sigillographie.

ÉTATS-UNIS

The national geographic Magazine. 1935, février. — *John D. Whiting*. Petra, ancient caravan stronghold (impressions de voyage dans un pays mystérieux fréquenté seulement par des caravanes : temples et tombeaux ; sculptures gravées sur des pierres rongées par le temps. C'est tout ce qui reste d'une cité que David se pro-

posait d'enlever d'assaut. Temple d'un dieu inconnu, le plus beau des monuments qui subsistent à Petra. Admirables photographies). — V. C. Scott O'CONNOR. Old France in modern Canada (notons une photographie qui représente une jeune femme canadienne et les cinq enfants dont elle vient d'accoucher : Cécile, Yvonne, Marie, Émilie et Annette. Scènes de la vie quotidienne des Canadiens français). — Frederick SIMPICH. What is the Saar? (la Sarre depuis l'époque romaine jusqu'à nos jours ; sa rivière et ses industries ; avec deux cartes). — La Société chargée d'éditer le présent « Magazine » annonce une expédition prochaine dans la stratosphère. — Mars. Glanville SMITH. Minnesota, mother of lakes and rivers (avec une carte montrant les innombrables lacs, les champs, les cultures et les énormes dépôts de minerais). — Clifton ADAMS et Edwin L. WITHERD. The State of Sky-blue water and verdure. — Penelope CHETWODE. Nepal, the sequestered Kingdom (pays de montagne et de mystère ; le Maharaja et sa résidence royale). — Hans HILDENBRAND. Bright bits on Poland's Mountain South. — Bradford WASHBURN. The conquest of Mount Crillon (dans une péninsule de l'Alaska ; avec une carte du massif tout entier).

Speculum. 1935, janvier. — Jacob HAMMER. A commentary of the « Prophetia Merlini » (livre VII de l'*Historia regum* par Geoffroi de Monmouth, d'après deux manuscrits conservés à la Bibliothèque nationale, lat. 6233 et 4126. Texte avec toutes les variantes. L'un des deux manuscrits a inscrit son nom, qui est Robert de Populton ou Popilton. Quant au commentateur, il était sans doute Gallois d'origine, de sentiments sympathiques aux Normands et hostile aux Anglais ; c'est en quelque sorte un « document humain ». L'auteur montre les rapports entre le texte d'une part, Alain de Lille et Mathieu de Paris d'autre part). — Arthur BURKHARD. Veit Stoss, german sculptor (on sait que cet artiste, assez mal connu d'ailleurs, quitta Nuremberg en 1477 pour aller s'établir à Cracovie et rentra dans sa patrie en 1496. Il s'appelait en latin : « Magister Vilfus Almanus de Norinberga » ; 4 planches en photographie). — Dorothy K. COVENEY. Notes on an unpublished uncial fragment of the seventh century (fragment conservé à Londres, University college. Il appartient à l'évangile selon saint Marc, chap. i-iv et ix-xii. Une planche). — Louis H. GRAY. The origin of the name of Glastonbury. — Dorothy SUTCLIFFE. The financial condition of the see of Canterbury, 1279-1292 (important pour la biographie de l'archevêque Pecham). — F. J. E. RABY. The « Manerius » poem and the legend of the Swan Children (note de grandes ressemblances entre le poème intitulé *Manerius* et le *Dolopathos*, autrement dit *De rege et septem sapientibus*). — Rozelle P. JOHNSON. Notes on some mss. of the *Mappae Clavicula* (intéressant pour ce qui concerne la technologie de l'art au Moyen Age ; d'après un grand nombre de manuscrits). — Joan HUSSEY. Michael Psellos, the Byzantine historian (abondante bibliographie). — Stephen J. HERBEN. The Vercelli book ; a new hypothesis (il est vraisemblable que ce livre est arrivé à Vercell par Ulf, évêque de Dorchester, vers le milieu du XI^e siècle, lors du synode assemblé par le pape Léon IX dans sa lutte contre Bérenger de Tours). — **Comptes-rendus.** Stephen Graham. Boris Godunof (c'est plus du roman que de l'histoire). — Anouar Hatem. Les poèmes épiques des Croisades. Essai sur l'activité littéraire dans les colonies franques de Syrie au Moyen Age (important et neuf). — Hessen's : Irish lexicon (petit dictionnaire de l'ancien irlandais dédié à Rudolf Thurneysen). — J. E. A. JOLLiffe. Pre-feudal England : the Jutes. — Helen Elizabeth Muhlfield. A survey of the

manor of Wye. — *Bertha Haven Putnam*. Kent keepers of the peace, 1316-1317 (étude fondée sur les rôles judiciaires et sur un rôle de mises en liberté). — *William Huse Dunham*. Radulphi de Hengham Summae. — *E. A. Lowe*. Codices latini antiquiores (guide paléographique des manuscrits latins antérieurs au x^e siècle. T. I : Manuscrits de la Cité du Vatican. Très important). — *G. Paré, A. Brunet, P. Tremblay*. La renaissance du xii^e siècle : les écoles et l'enseignement (nouvelle édition, très remaniée, du traité de G. Robert sur *Les écoles et l'enseignement de la théologie pendant la première moitié du XII^e siècle*, 1909. Elle fait partie des publications de l'Institut d'études médiévales d'Ottawa). — *Édouard Perroy*. L'Angleterre et le Grand Schisme d'Occident (étude remarquable sur la politique religieuse de l'Angleterre en 1378-1399 ; l'auteur n'a pas d'ailleurs puisé à toutes les sources ; il paraît avoir ignoré les importants *Regesta Avinionensia*, qui complètent les *Regesta Vaticana*). — *John Webster Spargo*. Virgil the necromancer (critique très serrée du livre par Alexandre Haggerty Krappe, qui signale de nombreuses erreurs et omissions). — *Arthur W. Wade-Evans*. Welsh Christian origins (conscientieux, mais insuffisant).

GRANDE-BRETAGNE

Bulletin of the Institute of historical Research. Janvier 1935. — *G. H. BOLSOVER*. The meaning and history of the term « internuncio » (ce terme fut tout d'abord employé pour désigner un agent diplomatique de seconde classe ; en particulier dans les rapports entre l'empereur d'Allemagne et le sultan. C'est alors un envoyé extraordinaire chargé d'une mission spéciale. A partir de 1740, il perd son caractère temporaire. En 1867, l'Autriche et la Russie tombèrent d'accord pour remplacer leur ministre à Constantinople par un agent diplomatique ayant rang d'ambassadeur et l'internonce disparut). — *H. MONTGOMERY-HYDE*. The Lieven archives (histoire assez tourmentée des archives de la famille Lieven, qui contiennent la correspondance, officielle ou privée, du prince Christophe Lieven, ambassadeur de Russie en Angleterre, mort en 1857, et de sa femme Dorothée, morte en 1886. Leur fils, Alexandre, mort en 1886, stipula dans son testament que ces papiers ne pourraient être publiés qu'après cinquante ans ; mais cette clause n'empêcha pas des publications partielles. En appendice, on en donne une liste très sommaire, mais qui suffit à en montrer l'importance. Actuellement, elles sont déposées à Bruxelles). — *Graham POLLARD*. General lists of books printed in England. — *David B. QUINN*. Henry Fitzroy, duke of Richmond, and his connexion with Ireland, 1529-1530 (publie plusieurs documents concernant l'administration anglo-irlandaise qui ont été défigurés dans leur recueil des *Letters and papers* de Henri VIII). — *T. W. MOODY*. The revised articles of the Ulster plantations, 1610. — Un petit recueil de livres concernant l'histoire postale en Grande-Bretagne (intéressante pour la période 1660-1860). = **Comptes-rendus.** *L. F. Stock*. United States ministers to the Papal States : instruction and despatches, 1848-1868. — *Winifred Gregory*. List of the serial publications of foreign governments, 1815-1931, (très important pour l'histoire moderne). = Sommaire des thèses. *A. F. O'D. Alexander*. La guerre avec la France en 1377. — *H. Mildon*. Les Puritains dans le Hampshire et l'île de Whigt, depuis le règne d'Élisabeth jusqu'à la Restauration. — *B. S. Batiga*. Influence de l'administration sur les revenus fonciers et de la magistrature dans la

Présidence de Fort William, 1807-1822. — *W. E. Philpott*. Le système du protectorat ; son origine et son développement dans les colonies anglaises, 1800-1848. = Le Dictionnaire de biographie nationale : Corrections et Additions. — Histoire et migrations des manuscrits relatifs à l'histoire.

Bulletin of the John Rylands library, Manchester. 1935, janvier. — *H. B. Charlton*. Falstaff (étude sur les sources utilisées par Shakespeare pour fixer la physiologie du personnage). — *T. Fish*. Aspects of Sumerian civilization during the third dynasty of Ur (d'après les tablettes cunéiformes conservées à la librairie John Ryland. 3^e partie : Les rivières et les canaux). — *Ross D. Waller*. Letters addressed to Mrs. Gaskell by celebrated contemporaries (lettres très intéressantes pour l'histoire littéraire des années 1847-1868). — *Marion Lofthouse*. « Le pèlerinage de vie humaine » by Guillaume de Deguilleville (minutieuse description d'un manuscrit conservé à la bibliothèque de J. Ryland. On sait que Guillaume de Guilleville était un moine cistercien de Chaalis ; né en 1295, il était encore vivant en 1358). — *Lascelles Abercrombie*. Herford and international literature (biographie de Charles Harold Herford, auteur d'ouvrages fort estimés sur les rapports littéraires entre l'Allemagne et l'Angleterre au xvi^e siècle, sur Shakespeare et Descartes, Dante et Milton, etc.). — *Moses Tyson*. Additions à la liste des manuscrits anglais conservés à la bibliothèque Ryland (au chiffre de 700).

The Times. Literary Supplement. N^o 1723. — Art. de tête : Marie-Antoinette et sa correspondance (d'après les publications récentes d'*Alma Söderhjelm*, de *O. G. de Heidenstam* et de *Georges Girard*). = **Comptes-rendus.** Countess Alexandra Tolstoy. I worked for the Soviet. Traduit en anglais par l'auteur, en collaboration avec *Roberta Yerkes* (la comtesse Alexandra, fille de Tolstoï, raconte ce que devinrent, après la mort de son père, sa demeure de Yasnaya Polyana, les institutions charitables qu'il y fonda, son musée et sa bibliothèque. Le tout fut d'ailleurs respecté par le Soviet de l'endroit). — *L. G. Wickham Legg*. British diplomatic instructions, 1689-1789. T. VII : France. 4^e partie : 1745-1789. — *D. C. Somerwell*. The reign of king George V. An english chronicle (étude sincère et impartiale, mais qui reste forcément provisoire). — *Ranald M. Finlay*. Britain under protection. An examination of the Government's protectionist policy (dénonce la futilité de cette politique). — *J. C. Beaglehole*. The exploration of the Pacific : the pioneer histories. — *A. H. Lloyd*. The early history of Christ's college (collège fondé en 1436 par William Bynham pour former des professeurs d'enseignement secondaire dans les Universités). — *Arthur C. Headlam*. Christian theology. — *Emma Calderini*. Il costume popolare in Italia (étude approfondie et remarquablement illustrée). — *Faith Compton*. Mackenzie. The Cardinal's niece : the story of Marie Mancini. — *P. K. Acharia*. Architecture of Mānasāra (trois volumes fort intéressants). — *John Webster Sparg*s. Virgil the Necromancer. — *J. D. Griffith Davies*. Henry V (honnête résumé). — *P. Lindsay*. Henry V (conscientieux, mais médiocre). — *A. S. Yahuda*. The accuracy of the Bible (les histoires de Joseph, de l'Exode et de la Genèse sont confirmées par les monuments et la langue de l'Égypte). — *William Linn Westermann* et *Elizabeth Sayve Hasenähr*. Business papers of the Third century B. C. dealing with Palestine and Egypt, vol. I. — Colonel *E. J. King*. The knights of St. John in the British Empire (histoire officielle de l'Ordre de Saint-Jean en Angleterre). — *Edgar Eugène Robinson*. The presidential vote, 1896-1932. —

Edward K. Strong. The second-generation Japanese problem. — *Georg Schneider*. Theory and history of bibliography ; trad. par *Robert Shaw*. — *Sigmund Münz*. Kind Edward VII at Marienbad. = N° 1724. Art. de tête : The Redskin tragedy (intéressante analyse d'une dizaine d'ouvrages récents sur l'histoire des Peaux-Rouges). = **Comptes-rendus**. *Alexander Warth*. France in ferment (expose l'opinion du correspondant à Paris du *Manchester gardian* sur la crise provoquée par la rupture du cartel des gauches). — *William M. Clyde*. The struggle for the freedom of the Press from Caxtan to Cromwell (fournit beaucoup d'utiles renseignements tirés des documents officiels de 1640 à 1658). — Sir *J. G. Frazer*. Creation and evolution in primitiv cosmogonies and other pieces (mélanges d'histoire et de biographie personnelle). — *J. Middleton Murry*, *John Macmurray*, *N. A. Holdaway* et *G. D. H. Cole*. Marxism. — *Edward S. Corwin*. The twilight of the Supreme Court (histoire de la Cour suprême aux États-Unis). — *L. S. B. Leakey*. The stone age races of Kenya (très important pour l'histoire primitive de la race humaine). — *F. A. Kirkpatrick*. The Spanish conquistadores (remarquable étude d'après les auteurs contemporains. L'auteur estime que les « Conquistadors » ont été les Vandales de leur temps). — Colonel *Ramsay Weston Phipps*. The armies of the first French Republic, and the rise of the marshalls of Napoleon I (le tome I, seul paru actuellement, se rapporte aux années 1796-1797). — *Laurence Currie*. The baton in the knapsack (intéressante étude sur les généraux de Napoléon qui avaient dans leur giberne le bâton de maréchal). — *M. D. Lobel*. The borough of Bury St Edmunds (étude fondée en grande partie sur des documents inédits). — *P. S. Allen*. Erasmus. Lectures and wayfaring sketches (beaucoup de nouveau dans cette œuvre posthume). — *Stephan Zweig*. Erasmus (trad. par *Eden* et *Cedar Paul*). — *P. P. Howe*. The complete works of William Hazlitt (édition du centenaire en vingt et un volumes, dont voici les deux derniers). = N° 1725. *Pierre Maes*. Victor Jacquemont (l'auteur a tiré un bon parti des œuvres du célèbre voyageur). — *Alfred Martineau*. Victor Jacquemont. Extraits de son journal de voyage (aux Indes en 1830). — Miss *C. V. Wedgwood*. Strafford, 1593-1641 (remarquable biographie). — *George Seldes*. The Vatican. Yesterday, to-day and to-morrow (pénétrante étude par un journaliste américain). — *Humphrey Johnson*. Vatican diplomacy in the world war (bonne étude par un religieux bien informé). — *Alfred Neumann*. The life of Christina of Sweden (traduction trop souvent fautive d'un ouvrage d'ailleurs intéressant). — *Pierre Melèse*. Le théâtre et le public à Paris sous Louis XIV. = N° 1726. *Erinnerungen und Denkwürdigkeit von Hugo, Graf Lerchenfeld-Koëffering, 1843-1925* (très intéressants mémoires d'un courtisan qui a fort bien connu Bismarck et l'empereur Guillaume II ; mais ils ont été écrits en 1919-1924). — *H. A. L. Fisher*. A history of Europe. Vol. I : Ancient and medieval (œuvre remarquable d'un homme qui est à la fois un érudit de haute culture et qui pense en Européen). — *V. Wheeler-Holohan*. The history of the King's messengers (l'office de « Messenger du roi » est connu depuis la fin du xv^e siècle ; l'auteur qui fut revêtu de cette charge en parle avec une intéressante précision ; ce n'était pas une sinécure). — *William Henry Chamberlin*. Russia's iron age (l'auteur connaît bien la Russie où il a longuement séjourné ; il parle de la vie qu'on y mène depuis 1920 et la mise en œuvre du Plan quinquennal, qui a engagé le régime des Soviets dans une impasse). — *A. C. V. Melbourne*. Early constitutional development in Australia : New south Wales, 1788-1956. — *Richard Hayes*. Irish Swordsmen of France (biographies de

six Irlandais au service de la France : Theobald et Arthur Dillon, O'Moran and Charles Kilman, Richard Warren et, enfin, Thomas Lally. Ce dernier n'était pas Irlandais, étant né à Romans de Rone ; mais il fit partie de la « Brigade irlandaise » au service de la France. L'auteur a utilisé des documents d'archives françaises). — Miss *Margaret H. Glyn*. Theory of musical evolution. = N° 1727. Art. de tête : The planning of modern London. = **Comptes-rendus**. *Lenka von Koerber*. Soviet Russia fights crime. — *Frankwood Williams*. Soviet Russia fights neurosis. — *Morris Ginsberg*. Sociology (remarquable résumé). — *R. W. Seton-Watson*. Disraeli, Gladstone and the eastern question (étude à la fois d'histoire diplomatique et de rivalité personnelle). — *M. Seaton Wagner*. Germany in my time (l'auteur est une femme qui épousa un Allemand avant la guerre et qui est restée en constant rapport avec l'Allemagne en qualité de journaliste ; intéressant pour l'origine du nazisme). — *Lee M. Friedman*. Early american Jews. — *H. F. B. Mackay*. Some studies in the Old Testament (vingt-quatre dissertations sur les livres historiques et prophétiques de l'Ancien Testament). — Sir *Walter Layton* et *Geoffrey Crowther*. An introduction to the study of prices (entre 1920 et 1933). — Earl of *Birkenhead*. Frederick Edwin, earl of Birkenhead (fin d'un très intéressant ouvrage sur un agent du Bureau de la Presse qui s'appelait alors F. M. Smith ; après la guerre, il devint chancelier du royaume et reçut le titre de comte de Birkenhead. Son rôle dans les rapports du gouvernement anglais avec l'Irlande et M. de Valera). — *W. H. Bruford*. Germany in the XVIIIth century (montre l'influence de la Société sur la renaissance littéraire de l'Allemagne). — *George Eyre-Todd*. History of Glasgow (vol. III, depuis la Révolution jusqu'à la réforme de 1832-1833). — *Paul Fris-hauer*. Garibaldi ; the man and the nation. — *Paul Cohen-Portheim*. The spirit of London. — *D. J. Davies*. The economic history of South Wales prior to 1800. — *Lee M. Friedman*. Robert Grosseteste and the Jews (d'après un manuscrit : « De cessatione legalum »). — *Cecil Roth*. The ritual murder libel and the Jew (publie le rapport rédigé sur cette question du meurtre rituel par le cardinal Ganganelli, qui fut le pape Clément XIV). — *Philip P. Argenti*. The expedition of the Florentines to Chios, 1599 (d'après les documents diplomatiques et militaires). — *Jules A. Baisnée*. France and the establishment of the american catholic hierarchy, 1783-1784 (importante publication de l'Institut français de Washington). — *William Menzies Whitelaw*. The maritimes and Canada before Confederation (explique pourquoi vers la fin du XVIII^e siècle les habitants des régions maritimes des États-Unis tournèrent leurs regards vers Londres et Liverpool plutôt que vers Montréal). — *Glorney Bolton*. The tragedy of Gandhi (médiocre). — The marquis of *Zetland*. Steps towards Indian home rule (l'auteur est parfaitement au courant de ce qui se passa dans les conférences du Comité de la Table ronde sur le cas Gandhi). — *G. E. Alison Weeks*. The confessional in the Church of England. — *Michael Roberts* et *E. R. Thomas*. Newton and the origin of colours (étude un des plus anciens exemples de la méthode scientifique). = N° 1728. Art. de tête : The french Academy (l'Académie française a été fondée pour des raisons politiques ; elle n'aurait pas survécu à tous les périls qui l'ont menacée si son existence ne répondait pas à la nécessité vitale de l'intelligence française). = **Comptes-rendus**. *Mussolini*. Scritti e discorsi (tomes III-VI d'une édition dite définitive). — *Mary Dorothy George*. Catalogue of political and personal satires preserved in the department of prints and drawings in the British Museum. T. V : 1771-1783. — Marie,

Queen of Roumania. The story of my life, t. III. — Miss A. M. Cameron. Civilization and Unemployed (du chômage à Lincoln et des remèdes mis en œuvre pour le combattre). — Agostino Gemelli, O. F. M. The franciscan message to the world; trad. par H. L. Hughes (l'auteur, qui a fondé l'Université catholique de Milan et qui s'occupe en particulier des maladies nerveuses, traite avec une orthodoxie un peu naïve les problèmes soulevés par saint François et ses disciples). — G. C. Cheshire. Private international law. — Sir Arthur Eddington. New pathways in science. — Commandant James Plumptre. Treasure cruise : the voyage of the Vigilant to Cocos island (c'est l'histoire d'un pirate appelé Benito qui, dit-on, avait caché le fruit de ses rapines dans les îles des Cocos ou Cocotiers découvertes en 1609 par l'Anglais Keeling. Plumptre la visita en 1932, mais abandonna la partie avant d'avoir rien trouvé). — Michael E. Sudler. Arts of West Africa. — Osbert Sitwell et Miss Margaret Barton. Brighton. — L. Krzywicki. Primitive society and its vital Statistics. — Charles Read Baskerville. Pierre Gringore's pageants for the entry of Mary Tudor into Paris. — Katharine Garvin. The great Tudors. — H. J. C. Grierson. The letters of Sir Walter Scott, 1823-1825. — Mary R. Beard. America through women's eyes. — W. Stewart Wallace. Documents relating to the Northwest Company (c'est le t. XXII des publications entreprises par la Société Champlain au Canada). — Speeches and addresses of his highness Saraji Rao III, maharaja of Baroda. Vol. III : 1927-1934. — E. O. James. The Old Testament on the light of anthropology (conférences faites à l'Université de Leeds).

ITALIE

Archivio storico italiano. 1934, 3^e fasc. — Armando SAVORI. Storia interna della Compagnia mercantile dei Peruzzi (son histoire interne depuis le XIII^e siècle ; sa faillite en 1348 ; son organisation administrative. En appendice, arbre généalogique de la famille ; liste des succursales de la Compagnie et de ses facteurs avec leur « curriculum vitae »). — Bernardino BARBADORO. Gli atti consiliari del Comune di Firenze fino alla metà del Trecento (sous le titre des Actes du Conseil, on entend tous les documents provenant de la chancellerie des « Riformagioni » ; le fonds le plus considérable est celui dit des « Registri delle provvisioni ». Le tableau numérique des actes des podestà se rapporte aux années 1285 à 1303 ; ceux des Conseils des Cent, du capitaine et du podestà vont de 1312 à 1344, etc.). — Guglielmo VOLPI. Lorenzo il Magnifico a Vallombrosa, 1462-1469. = **Comptes-rendus. R. I.** Best et Rudolf Thurneysen. Fragments of the Senchas Már (fac-similé du manuscrit conservé à la bibliothèque de Trinity College, Dublin). — L. C. Bollea. Cartario dell'abazia di Breme (abbaye de Saint-Pierre de Brême, qui fut fondée en 929 par Adelbert, père du roi Bérenger II, pour y recueillir les moines de l'abbaye de Novalles, détruite par les Sarrasins). — Bianca Mazzoneli. Pergamene di monasteri soppressi, conservate nel archivio del capitolo metropolitano di Salerno (inventaire ; les actes vont de 1245 à 1681). — Giuseppe Praga. Un diploma inedito del duca Andrea Arpad, e la storia di Spalato nel primo duecento. — E. Somner Mervinweather. Bibliomania in the Middle Age (nouvelle édition par H. B. Copinger et W. A. Copinger). — Angelo Mercati. Favori di Paolo III a musici, etc. (quatre monographies relatives à l'histoire de la musique). — Aldo Cerlini. La biblioteca Maldottiana di Guastalla (bibliothèque formée par l'abbé Marco Antonio Maldotti

et fortement augmentée après lui). — *Catalogus mapparum geographicarum ad historiam pertinentium Varsovie*. — *Giorgio Falco*. La polemica sul Medioevo (intéressant, mais est loin d'épuiser le sujet). — *F. Charles-Roux*. France et Afrique du Nord avant 1830. Les précurseurs de la conquête (très intéressant, mais surtout au point de vue français. Il serait bon qu'on fit maintenant connaître la politique des États italiens à l'égard de l'Afrique septentrionale). — *James F. Kenney*. St. Patrick and the Patrick legend (ajoute beaucoup à la biographie de J. B. Bury, grâce aux travaux d'Eoin MacNeill). — *Ezio Franceschini*. Roberto Grossatesta, vescovo di Lincoln, e le sue traduzioni latine (ajoute beaucoup à l'étude d'Aug. Pelzer sur les *Versions latines des ouvrages de morale conservés sous le nom d'Aristotele*). — *Alfredo Basisio*. Origini del comune di Milano. — *Heinz Kauffmann*. Die italienische Politik Kaiser Friedrichs I, 1183-1189 (fait bien ressortir l'importance du traité de Constance). — *Raffaele Di Tucci*. Studi sull'economia Genovese del sec. XII : la nave e il contratti marittimi, la banca privata (d'après les documents conservés aux archives de l'État à Gênes). — *Gina Fasoli*. Un comune veneto nel Duecento : Bassano. — *Alfred Jeanroy*. La poésie lyrique des Troubadours (très remarquable). — *Gennaro Maria Monti*. Les Angevins de Naples (t. I, relatif aux études publiées pendant le dernier demi-siècle). — *Francesco Valli*. La mentalità agiografica del beato Raimondo da Capua (sur la vie de sainte Catherine de Sienne, écrite par Raimond de Capoue). — *Mario Salmi*. Masaccio (avec 202 reproductions hors texte et traduction de Jean Chuzzeville ; très bel ouvrage). — *Bernard De Meester*. Le Saint-Siège et les troubles des Pays-Bas, 1566-1579. — *Philip P. Argenti*. The expedition of the Florentines to Chios, 1599. — *Victor-L. Tapié*. La politique étrangère de la France, 1616-1621. — *Justin Godart*. Le jansénisme à Lyon : Benoît Fourgon, 1687-1773. — *Rocha Martins*. O ultimo vice-rei de Brasil (biographie très mouvementée de don Marcos de Noronha et de Brito, comte d'Arcos-de-Vez, soldat et homme d'État portugais, 1770-1828 ; avec portraits et fac-similés de documents). — *Alberto Gianola*. Deportati lombardoveneti in Ungheria, 1831-1848 (d'après les actes d'un « Istituto di deportazione » qui fonctionna en Hongrie de 1831 à 1848). — *James Edgar Swain*. The struggle for the control of the Mediterranean prior to 1848 (à l'expansion française, l'Angleterre répondit par la doctrine de l'intégrité de la Turquie). — *Fritz Hellwig*. Der Kampf um die Saar, 1860-1870 (récit ayant pour but de prouver le caractère germanique de la Sarre en vue du plébiscite ; étude sur le caractère de la politique étrangère de la France dans la question des limites territoriales).

Archivio veneto. 1934, V^e série, nos 29-30. — *Gina Fasoli*. Un comune Veneto nel duecento : Bassano (histoire de Bassano, commune et château, et de leurs seigneurs, les Ezzelini. La constitution de la commune et la révolte de 1229. La commune et ses statuts en 1259, comparés à ceux de Padoue et de Vicence. Les statuts de 1295 et les biens communaux. L'agriculture et le commerce du vin dans cette région. En appendice, le texte latin des statuts de 1259 et de 1295). — *Roberto Lopez*. Il principio della guerra veneto-turca nel 1463 (étude très documentée avec un riche appendice de documents et deux fragments de chroniques inédites). — *Carlo Volpati*. Paolo Giovio e Venezia (dans le premier quart du XVI^e siècle. Attitude pleine de sympathie de Paul Jove pour la République de Venise). — *Eugenio Bacchion*. Le vicende Trivigione dell'interdetto di Paolo V^e (comment tourna l'affaire de l'interdit prononcé par le pape Paul V en 1606 et de l'attitude prise par

le podestat de Trévise, Francesco Tiepolo. Le pape combattait pour un principe, celui de la liberté de l'Église). — Beniamino PAGNIN. Della scrittura Padovana nel periodo umanistico (sur la cursive gothique employée dans les manuscrits de Padoue au xv^e siècle). — R. CESSI. Le fonti della « legenda prima » Antoniana. — S. ALPAGO-NOVELLO. La vita e le opere di Luigi Lollino, vescovo di Belluno, 1596-1625 (bibliographie de quinze de ses œuvres qui ont été imprimées; ses travaux manuscrits). — Giovanni SORANZO. Accenni a navigazione di Veneziani e Provenzali nel Mar Nero durante l'Impero latino d'Oriente (des mesures prises par les Vénitiens et les Provençaux pour la sécurité des navires dans la mer Noire; documents du xii^e siècle). — Manlio DAZZI. Documenti su Leonardo Giustinian (son testament en latin et en italien, 1388; autres documents concernant des personnes de sa famille au xv^e siècle). = **Comptes-rendus. Ad. Hofmeister.** Instituta regalia et ministeria Camerae regum Longobardorum et Honorantiae civitatis Papiæ (importants documents sur l'histoire des douanes, du commerce et, en général, des recettes fiscales en Italie). — F. Chapin Lane. Venetian ships and Shipbuilders of the Renaissance (utilise de nombreux documents inédits conservés à l'Archivio dei Frari. Précieux tableaux de statistique). — Piero Pieri. La crisi militare italiana nel Rinascimento, nelle sue relazioni con la crisi politica ed economica (important, surtout pour l'histoire de Venise). — N. Conigliani. Giovanni Sagredo (intéressant pour l'histoire littéraire au xvii^e siècle). — G. M. Monti. La difesa di Venezia nel 1848-1849, e Guglielmo Pepe (utilise des documents inédits).

Atti della Reale Accademia dei Lincei. 6^e série. *Notizie degli scavi di antichità.* Vol. IX (1933), fasc. 10-12. — DEGRASSI. Découvertes en Istrie (Valdarsa, dédicace à la Mater Magna; Umago; Coseano, tombes; Baone). — CALLEGARI. Objets d'ambre, au musée d'Este; dépôt de bronzes, de Merlara, au même musée. — RELLINI. Grotte préhistorique, avec céramique, à Sasso di Furbara près de Civitavecchia. — BASTIANELLI. Fouilles dans les ruines dites « Thermes de Trajan », à Civitavecchia. — STEFANI. Découverte de tombes à Véies (poteries, fibules, bijoux). — PARIBENI. Rome, inscriptions des forums impériaux (303 numéros, recueillis au cours des fouilles récentes). = Vol. X (1934), fasc. 1-3. DEGRASSI. Découvertes en Istrie (Fianona, précisions sur l'emplacement de la ville antique; Monfalcone, restes d'un pont). — AURIGEMMA. Antiquités d'Ozzano en Émilie (mosaïques, statuettes de bronze). — MINTO. Pavements de mosaïque, à Lucques. — MINGAZZINI. Découvertes en Toscane (Riparbella, tombes « a camera »; Montecatini in Val di Cecina, nécropole villanovienne et tombes étrusques; Bibbona, vases du iii^e siècle av. J.-C.). — BECATTI. Tombes néolithiques, à Pienza. — MARRI. Tombe étrusque, à San Gimignano. — MINTO. Restes de constructions romaines et statuettes de bronze, à Arezzo; tombe étrusque « a camera », à Castiglione del Lago. — CAPPELLI. Tombes d'époque lombarde, à Roccastrada (Toscane). — MINTO. Fouilles au temple étrusque de Belvedere, à Orvieto (terres cuites, vases, statuettes de bronze); découvertes en divers points près d'Orvieto (notamment tête d'une statue féminine de terre cuite). — BRANZANI. Murs antiques sous l'église de San-Michele (Orvieto). — PALLOTTINO. Tête de statue égyptienne, découverte à Rome, via del Seminario. — IACOPI. Deux portraits d'inconnus, marbres découverts à Palestrina; tête de Domitien, marbre découvert à Littoria. — NARDINI. Découvertes à Velletri (tombe préromaine avec poteries; fragment de mosaïque).

Atti e Memorie della R. Deputazione di storia patria per la provincia di Romagna. 1934, juillet-décembre. — Giovanni SORANZO. Une piccola ignorata signora di Romagna : Vannetta Toschi (elle fut l'âme de la résistance opposée aux ennemis qui menaçaient son fils à Rimini, 1469 ; elle mourut le 30 juin 1475). — Adamo PASINI. Nuovi documenti su Cristoforo Scanello detto « il cieco di Forlì » (poète et chroniqueur de la fin du XVI^e siècle, il vivait encore à la fin de 1593). — Emilio VEGGETTI. Michel Angiol Colonna, celebre frescante del secolo XVII (peintre très fécond, mort le 12 mars 1687 ; longue liste de ses principales œuvres). — Lino SIGHINOLFI. Lodovico Vittorio Savioli e la genealogia della famiglia di Alberto di Orso Caccianemici (généalogie de la famille d'Alberto d'Orso, d'où naquit le pape Lucio II en 1144). — Albano SORBELLI. Pio Carlo Falletti di Villafalletto (notice nécrologique très détaillée. Falletti, né en 1848, à Turin, d'une famille noble, professeur d'histoire à Palerme, puis à Bologne, dont il a travaillé à refaire l'histoire. On reproduit ici le « Palatium vetus » de la place. Mort en 1934).

PAYS-BAS

Tijdschrift voor Geschiedenis. Année 1934, 3^e livraison. — Verslag van het tweede congres van Nederlandsche historici (important compte-rendu du douzième congrès des historiens hollandais, qui s'est tenu à La Haye le 19 mai 1934). — Johan SCHREINER. Die Niederländer und die Norwegische Holzausfuhr im 17. Jahrhundert (étude documentée sur l'exportation du bois de Norvège). — Leonie VAN NIEROP. De bruidegoms van Amsterdam van 1578 tot 1601, hun stand en loop ; fin. — M. G. DE BOER. Een drukkersproces in de Groninger Ommelanden, 1833 ; fin. — R. FRUIN. Aanteekeningen omtrent de geschiedenis van Rome voor de inwijding der aedes Capitolina. III : Het etrusche Koningschap van Rome ; fin (la royauté étrusque de Rome). — Henri SÉE. Les origines intellectuelles de la Révolution française (d'après l'ouvrage de Daniel Mornet, *Les origines intellectuelles de la Révolution*). — **Comptes rendus.** W. van Ravesteijn. Het socialisme aan den vooravond van den wereldoorlog, Amsterdam, 1933 (important ouvrage sur le socialisme à la veille de la guerre mondiale). — W. F. Stutterheim. I : De Hindu's. II : Het Hinduïsme in den Archipel, 1932. — T. S. Jansma. Raad en Rekenkamer in Holland en Zeeland tijdens hertog Philips van Burgondië, Utrecht, 1932 (Conseil et Chambre des comptes en Hollande et Zélande, à l'époque du duc Philippe de Bourgogne ; publ. de l'Institut d'histoire du Moyen Age à l'Université d'Utrecht). — J. H. Sebus. De Erfgooiers in hun Gemeenschappelijk Bezit, Amsterdam, 1933. — N. Japikse. Prins Willem III. De stathouder-koning, 2^e partie, Amsterdam, 1933. — H. J. Elias. Kerk en Staat in de Zuidelijke Nederlanden onder de regeering der aartshertogen Albrecht en Isabella, 1598-1621, Anvers, 1932 (l'Église et l'État dans les Pays-Bas du Sud sous le gouvernement des archiducs Albert et Isabelle). — André Robert. L'idée nationale autrichienne et les guerres de Napoléon, Paris, 1933 (important compte-rendu de H. Brugmans). — G. Brugmans. George Sand, 1932. = 4^e livraison. J. G. Avis. Het auteurschap van de 16^{de} eeuwse kaarten van het Friesche bilt (note sur l'auteur des cartes de la Frise du XVI^e siècle, qui sont conservées aux Archives générales du royaume). — J. W. BERKELBACH VAN DER SPRAKEL. De kanselarij van bisschop Gui van Avesnes (étude sur la chancellerie de l'évêque Gui d'Avesnes, au XIV^e siècle). — A. C. BONMAN. Het lied van Geraert

van Velsen (le chant de Gérard van Velsen). — D. Th. ENKLAAR. Over den term *ministerialis* in Wstinc's rechtsboek van den dom (le terme *ministerialis* dans le *rechtsboek* de Wstinc, qui appartient à la cathédrale d'Utrecht). — T. S. JANSMA. De voorgeschiedenis van de Instructie voor het Hof van Holland, 1462. — F. KETNER et N. B. TANHAEFF. Bijdrage tot de kennis van de Utrechtsche rekenmunten in de 15^e eeuw (contribution à la connaissance des monnaies de compte d'Utrecht au xv^e siècle). — Werden er in de Nederlandsche middeleeuwen reeds oorkonden-vervalschers ontmaskerd? (les faussaires ont-ils déjà été démasqués dans les Pays-Bas du Moyen Age?). — Z. W. SNELLER. Het wisselaarsbedrijf in Nederland voor de oprichting der stedelijke wisselbanken (le métier de changeur dans les Pays-Bas du Nord avant l'établissement de banques municipales de change). = **Comptes-rendus**. *Jan Mosmans*. De St. Janskerk te s'Hertogenbosch, 1931 (la cathédrale de La Haye). — S. J. Fockema Andreae. Het Hoogheemraadschap van Rijnland; zijn recht en zijn bestuur van den vroegsten tijd tot 1857, Leyde, 1934 (l'administration des digues du Rhin). — Annie N. Zadoks, *Josephus Jitta*. Ancestral portraiture in Rome and the art of the last century of the Republic, 1932 (publ. de l'Université d'Amsterdam). — Miss E. M. Carus-Wilson. The origins and early development of the merchant adventurers' organization in London (extrait de *The economic history review*, avril 1933; important compte-rendu par T. S. Jansma). — A. C. J. de Vrankrijker. De motiveering van onzen opstand; de theorieën van het verzet der Nederlandsche opstandelingen tegen Spanje in de jaren 1565-1581, thèse, 1933 (les théories de la révolte contre l'Espagne, de 1565 à 1581). — G. Kalsbeek. De betrekkingen tusschen Frankrijk en Gelre tijdens Karel van Egmond, thèse, 1932 (les relations entre la France et la Gueldre au temps de Charles d'Egmond). — J. Huizinga. Holländische Kultur des siebzehnten Jarhunderts; ihre sozialen Grundlagen und nationale Eigenart, Iena, 1933. — *T'ien-Tsé Chang*. Sino-Portuguese trade from 1514 to 1644, thèse, Leyde, 1933. — De reis van Joris van Spilbergen naar Ceylon, Atjeh en Bantam, 1601-1604, La Haye, 1933 (voyage de Joris van Spilbergen à Ceylan, etc.; publ. par le *Linschoten-vereeniging*). — J. J. L. Duyvendak. China tegen de Westerkim, 2^e éd., Harlem, 1933 (important ouvrage sur la Chine contre l'Occident). — A. N. J. den Hollander. De landelijke armen blanken in het Zuiden der Vereenigde Staten, Groningue, 1933 (les pauvres blancs dans le sud des États-Unis).

PAYS SCANDINAVES

Historisk Tidsskrift (Köbenhavn). 10^e série, t. II, 4^e et 5^e fasc, 1934. — Johannes STEENSTRUP. Flertal og Mindretal (majorité et minorité, recherche sur le vote et l'élection dans l'ancien Danemark). — Vilh. LA COUR. Adam of Bremens Meddelelser om Sven Estridssøn (renseignements donnés par Adam de Brême sur le roi Svend II Estridssøn; critique des interprétations présentées par le professeur Arup dans *Scandia*, IV). — Knud FABRICIUS. Corn. Hamsfort og den danske Bonde (condition des paysans danois exposée vers 1600 par C. Hamsfort). — Arthur G. HASSÖ. Den danske Regering og Koffardifarten... (le gouvernement danois et la navigation commerciale au nord de la Norvège au xvi^e siècle. Entreprise à l'exemple des Anglais, elle donna lieu, après de nombreuses difficultés, à un traité avec eux en 1583). — Lis JACOBSEN. Om det nye danske Diplomatarium (le recueil projeté des

chartes danoises du Moyen Age; principes d'après lesquels en sera entreprise la publication). — Harald JØRGENSEN. Historieundervisningsreform (la réforme de l'enseignement de l'histoire; efforts de la coopération internationale dans ce domaine).

Historisk Tidsskrift (Oslo). T. XXX (5^e série, t. IX), 2^e fasc. — Halvdan KOHT. Noreg eit len av St. Olav (La Norvège, fief de St. Olav. Cette inféodation par Magnus en 1163 n'était en réalité qu'une répudiation de la suzeraineté danoise). — Absalon TARANGER. Om kongevalg i Norge i Sagatiden (L'élection du roi en Norvège à l'époque des sagas). — S. HASUND. Misvisande skyldnemningar (Dénominations trompeuses dans des reconnaissances de dette). — Alfr. GLAHN. Envoyé Nils Griis's Testamente (Le testament de Nils Griis, envoyé de Danemark à La Haye, 1742). = 3^e fasc. (1934). Johan SCHREINER. Norges-artiklen i Christian III's håndfestning (L'article relatif à la Norvège dans la charte de Christian III du 30 octobre 1536; il stipulait que la Norvège ne serait plus traitée comme un royaume séparé; par suite, le choix du roi en Danemark entraînait désormais sa nomination en Norvège; l'auteur, réfutant Halvdan Koht, y voit une répercussion de la déclaration du Conseil d'État norvégien en 1531 et 1532, par laquelle celui-ci avait expulsé Christian II et affirmé qu'il n'était pas obligé à élire le même roi que le Danemark). — Halvdan KOHT. Tillegs-Merknader om sjølvstende-tape for Noreg i 1536 (Remarques supplémentaires sur la perte de son indépendance par la Norvège en 1536 [réfutation de l'article de Schreiner : « L'intention réelle et formelle de la clause était d'abolir le Conseil séparé de Norvège, le seul obstacle à la domination et à l'exploitation du pays par la noblesse danoise »]). — S. SKAPPEL. Det norske jordleievesens geografiske utbredelse i eldre tid og overgangen fra leie til selveie (Les limites géographiques du mode norvégien de location de la terre dans les anciens temps et le passage de la location à la propriété [il se produisit après 1660 pendant deux siècles et fut favorisé par les ventes des immenses domaines de la Couronne]). — Sem. AUSTRUMDAL. Um termen « settingh » i M. Thorbiørns Ertoglag (Le mot « settingh » dans la règle des poids de M. Thorbiörn [il signifiait un sixième de livre et prouve que ce document est du XIV^e siècle]). = **Compte-rendu.** Oscar J. Falnes. National Romanticism in Norway (peut être utilisé, mais avec précaution). = REIDAR OMANG. Norges historie : bibliografi for 1932.

ROUMANIE

Revue de Transylvanie (Cluj; directeur : Silviu Dragomir, professeur à l'Université; trimestrielle). [Rédigée en excellent français, cette nouvelle revue, fondée en mai 1934, d'allure plus spécialement historique, paraît avant tout destinée à répondre aux campagnes révisionnistes et à justifier le traité grâce auquel la grande province d'outre-Carpathes a fait retour à la Roumanie. Dans l'*Avant-propos* du premier fascicule, les directeurs annoncent, en effet, leur intention de traiter avant tout de questions ethniques et de défendre les décisions territoriales de Trianon. Cette préoccupation de polémique ne paraît pourtant pas nuire à la valeur des études présentées au public. — Chaque fascicule est suivi de *Notes* et de *comptes-rendus bibliographiques*.] — Vol. I, n° 1, 1934, mai. S. DRAGOMIR. Les deux attitudes du comte Bethlen (la condition inférieure imposée pendant des siècles par les « Nations privilégiées » de l'Ardeal à l'élément roumain ne peut prévaloir contre

l'importance numérique de ce dernier). — I. LUPAS. La chute de la monarchie austro-hongroise (résultat d'un processus séculaire). — S. MANUILA. Les problèmes démographiques en Transylvanie. — O. GHIBU. Un livre secret du gouvernement hongrois (mesures propres à la magyarisation de la Transylvanie; reconnaît implicitement l'importance de l'élément roumain). — C. PETRANU. L'histoire de l'art au service du revisionnisme hongrois (combat par des exemples l'idée de la prétendue infériorité artistique des Roumains). — N. DRĂGANU. Quelques remarques historiques (répartition des Vlaques en Transylvanie au Moyen Age). = N° 2, 1934, août. S. PUSCARIU. Le parler de Transylvanie (la carte linguistique des expressions et des prononciations trace des limites indifférentes aux frontières de la Transylvanie). — A. CALIANI. L'enseignement minoritaire en Transylvanie (plus libéral qu'au temps des Hongrois, avec preuves à l'appui). — G. SOFRONIE. La lettre Millerand (6 mai 1920) et la valeur juridique des clauses territoriales du traité de Trianon (la procédure de revision prévue dans cette célèbre lettre ne visait que des modifications de détail et n'a jamais mis en question l'attribution de la Transylvanie à la Roumanie). — Z. PÂCLISANU. Statistique des Roumains de Transylvanie au XVIII^e siècle.

Revista Istorică Română (Bucarest; trimestrielle). [Rédigée en roumain avec résumés français (et des articles parfois entièrement en français), cette revue, fondée en 1931, est dirigée par un petit groupe très actif de jeunes professeurs réunis autour de M. Georges Brătianu. Les fascicules parus jusqu'ici sont d'une haute tenue historique et font honneur à leurs auteurs, qui ont pour la plupart fait leurs études supérieures en France. — Chaque fascicule est accompagné de comptes-rendus et d'une bibliographie abondante.] — Vol. I, 1931, janvier-mars. — Avant-propos. — D. RUSSO. Une lettre d'Eugène Vulgaris traduite en roumain. — G. D. TRIANTAPHYLLOPOULOS (en français). Sur les sources du code Callimaque (éléments byzantins et autrichiens du Code). — G. I. BRĂȚIANU. Les origines des blasons de la Moldavie et de la Valachie (le bison moldave et l'aigle valaque paraissent avoir été primitivement de simples cimiers surmontant l'écusson avant de devenir des armoiries nationales). — S. LAMBRINO (en français). Empereur pré-byzantin figuré sur une coupe en terre cuite (image populaire représentant sans doute Constantin). = N° 2, avril-juin. P. P. PANAITESCU. La chronique moldo-polonaise (origine et traduction). — C. C. GIURESCU. Un abécédaire bessarabien de 1815 (imprimé par l'administration russe). — A. VERESS. Le juriste Flechtenmacher et sa famille en Roumanie (un des rédacteurs du code Callimachi). = **Mélanges**. A. VERESS. Commentaires sur la lettre de Mihai Chyaki de 1551. — ID. Commentaires sur la lettre de Constantin Cantemir de 1685. = N° 3, juillet-septembre. A. VERESS. L'origine des armoiries des pays roumains (les armes hongroises des monnaies valaques sont certainement un signe de vassalité; elles se retrouvent sur toutes les monnaies des Basarab et disparaissent avec la suzeraineté magyare. Quant à l'oiseau du cimier, qui, selon toutes probabilités, est l'emblème des Basarab, ce n'est, sous la forme la plus ancienne, ni un aigle ni un corbeau, mais un faucon, souvenir des rapports originaires de cette dynastie avec les Coumans et les Tatars). — G. BRĂȚIANU. A propos de l'origine des blasons des principautés (discussion de l'article précédent, notamment sur les dates de la suzeraineté hongroise, à placer sans doute de 1340 à 1375). — I. C. FILITTI. Despina, princesse de Valachie, fille présumée de Jean Brankovitch [en français] (Milizza Despina,

femme du prince Neagoe, n'est pas fille de Lazare III, comme on le dit généralement, mais bien de Jean Branković, et la princesse Hélène Rares est sa sœur). — I. ȘTEFĂNESCU. Légendes concernant Constantin dans la littérature roumaine (sources grecques, slavones et russes). = N° 4, octobre-décembre. C. C. GIURESCU. Une nouvelle synthèse de notre passé : N. Iorga, *Histoire des Romains et de leur civilisation* (analyse critique, et souvent acerbe, du livre de M. Iorga. Article très utile pourtant par ses nombreuses mises au point, achevé aux deux numéros suivants). — VI. DUMITRESCU (en français). A propos de la peinture de quelques vases de Gumelnita (art préhistorique de Valachie). = Vol. II, n° 1, 1932, janvier-mars. — P. P. PANAITESCU. Le diplôme de Bârlad de 1134 et la charte de Iurg Koryatowicz de 1374 (probablement faux). — V. PAPACOSTEA. Théodore Anastase Cavallioti, trois manuscrits inédits. = Nos 2-3, avril septembre. G. I. BRĂȚIANU. La politique extérieure du prince Cuza et les progrès de l'idée nationale (étude magistrale de la politique roumaine et européenne en face des problèmes d'Orient entre 1859 et 1866). — I. FILITTI. L'attache du cultivateur à la glèbe sous Michel le Brave. — ȘT. LUKASIK. Les relations entre Mihail Czajkowski (Sadyk Pasa) et les Roumains. — S. LAMBRINO (en français). Observations sur la « cohors milliaria Hemesenorum ». — V. CHRISTESCU. Considérations sur une stèle funéraire de Casei. — **Mélanges.** P. P. PANAITESCU. L'influence littéraire slave chez les Roumains. — A. VERESS. A propos de la biographie du Dr Ioan Moldar. = N° 4, octobre-décembre. I. C. FILITTI. La formule « qu'il n'y ait point de *predalica* » (il s'agit sans doute du droit princier de retrait). — J. MAČUREK (en allemand). Michel le Brave et les États de Bohême et de Silésie à la fin du XVI^e siècle. — AL. ROSETTI. Remarques sur l'orthographe de l'Académie roumaine. — AL. A. VASILESCU. La chronologie tabellaire, sa date, son auteur (premier manuel scolaire d'histoire roumaine, XVIII^e siècle, œuvre probable de l'Académie grecque de Bucarest). = **Mélanges.** A. VERESS. Les lettres apocryphes de Michel le Brave. — P. P. PANAITESCU. Une lettre en roumain de Gabriel Movilă à Gaspar Gratiani, 1620. = Vol. III, n° 1, 1933, janvier-mars. G. M. CANTACUZINO (en français). Considérations générales sur la genèse de l'art moldave. — R. P. VAS. RADU. Le couvent de Saint-Spiridon et le patriarche Silvestre d'Antioche. — GR. FLORESCU. Le camp romain de Drobeta (Turnu-Severin) ; recherches et fouilles de 1931 (le pont de Trajan était fortifié sur la rive gauche par un camp, construit vers 103, qui a subsisté jusqu'à Justinien, mais a subi trois retouches, dont la dernière l'a beaucoup modifié). — AL. A. VASILESCU. La chronologie tabellaire (voir ci-dessus). = **Mélanges.** Gh. I. BRĂȚIANU (en français). La place de l'Europe orientale dans l'histoire générale du Moyen Age (reconnue par M. Ferdinand Lot dans son compte-rendu de l'*Essor de l'Europe* de M. Halphen). — D. BODIN. Renseignements nouveaux sur la famille Sihleanu. = Nos 2-3, avril-juin. D. RUSSO. La chronique de Moldavie de N. Chiparissa, 1716-1717. — G. I. BRĂȚIANU (en français). Notes sur les Génois en Moldavie au XV^e siècle (projets d'utilisation de la voie du Danube ; la conquête turque rejeta le commerce moldave sur son ancienne voie Baltique-mer Noire). — N. CARTOJAN. Le « Livre d'Heures des Princes » de N. Costin et l'original espagnol de Guevera. — P. P. PANAITESCU (en français). La route commerciale de Pologne à la mer Noire au Moyen Age (relations de la Moldavie avec Lwów et Cracovie ; commerce local et de transit, traités de commerce et privilèges, entrepôts ; compétitions internationales). — I. FILITTI. Le chroniqueur Dumitrache. — B. SLATINEANU. Contribution à l'étude

des portraits de Michel le Brave, avec un nouveau portrait. — D. V. ROSETTI. Les fouilles archéologiques de Snagov. — D. SIMIONESCU. Un recueil de chants religieux de Bojidar Vuković et ses rapports avec l'imprimerie roumaine. — D. G. IONESCU. Le traité entre Gheorghe Stefan et les Russes en 1656 (document inédit en grec vulgaire, paraissant constituer le premier signe matériel des visées protectrices de la Russie sur les chrétiens des Balkans). — G. DUZINCHEVICI. Contributions à l'histoire des Roumains au temps de la guerre de Crimée (situation des principautés pendant les opérations, d'après un manuscrit de Sadyk Pasa à la bibliothèque de Lwów). — A. IORDANESCU. Remarques critiques sur la chronique de Miron Costin. = **Mélanges**. C. C. GIURESCU. Une source du poème « Speranta » d'Eminescu (*Hoffnung* de Schiller). — C. GIURESCU. Le skite de Trocaia. — D. P. BOGDAN. L'origine de la clause « qu'il n'y ait point de *preadalica* » (le mot est bulgare). — Id. Sur l'authenticité de l'inscription funéraire de N. Alexandre Basarab. = N° 4, octobre-décembre. St. GLIXELLI. Règles de conduite à table en langue roumaine (dans les « Enseignements de Neagoe Vodă »; traduites du slavon). — N. CARTOJAN. Le « Livre d'Heures des Princes »; suite. — I. ȘTEFĂNESCU. La Vie de sainte Parascève. Nouvelle, par Mathieu de Myrrha. = **Mélanges**. D. P. BOGDAN. Les termes de « prihod » et « donod » dans les documents moldaves. — Al. IORDAN. Une grammaire de Vasile Alecsandri. — A. VERESS. Notes sur les détails hongrois de la chronique moldave de Grégoire Ureche et de Simion Dascăl. — Gh. DUZINCHEVICI. Une rectification (date d'un document). — D. ROSETTI. Quelques précisions sur une soi-disant inscription préhistorique en Roumanie (il n'en existe pas).

HISTOIRE GÉNÉRALE

L'Esprit international. The international Mind. 1935, janvier. — Nicolas POLITIS. Le problème des minorités. — Wladimir d'ORMESSON. La politique extérieure de la France (cette politique doit être sérieuse et raisonnable; mais avant tout la France doit « rester une nation calme, bien ordonnée, puissante, inspirant confiance et respect »). — R. W. SETON-WATSON. L'état actuel du problème autrichien. — Walter H. MALLORY. Les relations entre les États-Unis et le Japon; le problème naval. — Hermann RÖCHLING. La question de la Sarre; un point de vue sarrois. = Documents. Le problème de la paix. Discours radiodiffusés, le 11 novembre 1934, sur l'initiative de la Dotation Carnegie. — La question de la Sarre. Accord de Rome, 3 décembre 1934. — Les responsabilités de l'attentat de Marseille (notes du gouvernement yougoslave, 22 novembre 1934; du gouvernement hongrois, 24 novembre. Résolution adoptée par le Conseil de la Société des Nations). = **Comptes-rendus**. Hamilton Fish Armstrong. Europe between wars? — Wheeler-Bennett. Documents on international affairs, 1933. — Maurice Percheron. U. R. S. S. Puissance d'Asie (résumé d'impressions recueillies pendant un long séjour en Russie soviétique). — Boris Mirkine-Guetzévitch. Le droit constitutionnel et l'organisation de la paix.

CHRONIQUE

CONGRÈS

Suivant le vœu émis, en janvier 1934, par la Société historique algérienne, sur la proposition du recteur d'Alger, M. Hardy, un congrès des diverses sociétés qui, en Algérie, au Maroc et en Tunisie, se consacrent à l'étude de l'Afrique du Nord et de ses habitants, se tiendra à l'Université d'Alger, les 10 et 11 juin prochains. Ce congrès a pour but de créer entre les corps savants du Maghreb des relations permanentes et de provoquer des prises de contact, des échanges de vue entre les chercheurs, dont l'activité se manifestera ainsi de façon moins isolée et dont les travaux pourront atteindre un public plus étendu. L'Afrique du Nord sera à l'ordre du jour du congrès de 1935 et des congrès suivants qui se tiendront chaque année, à la Pentecôte, dans le domaine géographique, archéologique, historique, sociologique, linguistique et littéraire. On y entendra des communications faites en sections séparées et des communications, suivies de discussions, en séances plénières relatives à l'organisation du travail intellectuel, à l'établissement de programmes, de plans de recherches et d'enquêtes, de bibliographies et de publications. Les sujets ne devront pas être étudiés d'après l'intérêt spécial qu'ils peuvent présenter pour l'Algérie, la Tunisie ou le Maroc, mais en fonction de l'Afrique du Nord en son ensemble. Ce travail indispensable d'unification des recherches historiques au Maghreb s'est heurté, trop souvent, aux susceptibilités des trois compartiments administratifs. Nul n'est mieux placé pour les vaincre que M. G. Hardy, qui fut directeur de l'enseignement au Maroc avant d'être recteur d'Alger.

Ch.-A. J.

France. — L'Académie des inscriptions et belles-lettres vient d'être sévèrement éprouvée par la perte simultanée de deux de ses membres : M. Maurice CROISSET, doyen d'âge de l'Académie, est mort le 15 février dernier, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. La veille était décédé subitement M. Henri HAUVETTE, à l'âge de soixante et onze ans. La bibliographie de ses œuvres a été insérée en tête des *Mélanges de philologie, d'histoire et de littérature*, qui lui ont été offerts en 1934.

— Notre collaborateur M. Joannès TRAMOND vient de mourir, enlevé par la grippe, à l'âge de cinquante-quatre ans. Professeur à l'École de guerre navale, chef de service à la section historique du ministère de la Marine à Paris, il a publié des travaux estimés sur l'histoire de la colonisation et de la marine, pris une part prépondérante à la réalisation de la *Bibliographie d'histoire coloniale* (Leroux, 1932) et écrit dans l'*Histoire de la marine*, qui est en cours de publication, les chapitres concernant le XVIII^e siècle et les guerres de la Révolution et de l'Empire. Sa mort risque d'interrompre des travaux importants dont il était l'animateur.

— Le 17 février 1935 est mort, à l'âge de trente-trois ans, Albert LEVET, profes-

seur de droit romain à l'Université de Grenoble. Le jeune savant, qui avait été reçu d'emblée premier au concours d'agrégation pour la section d'histoire du droit en 1928, était l'auteur d'une thèse remarquable sur *Le bénéfice de compétence* et d'un *Recueil de textes et documents pour servir à l'enseignement du droit romain* publié avec le concours de MM. Fliniaux et Perrot. Ses qualités d'esprit et de caractère venaient de le faire désigner par les ministères de l'Éducation nationale et des Affaires étrangères pour une importante mission de rapprochement scientifique au Japon. C'était une intelligence lucide, précise et droite, un cœur généreux et loyal. Sa mort prématurée laisse un vide douloureux et irréparable parmi ses amis, ses collègues et ses étudiants.

Robert LATOUCHE.

— M. Louis-Léon-Théodore LENOTRE est mort subitement à Paris le 6 février. Il était né à Richemont (Moselle), le 7 octobre 1857. Il s'appelait en réalité GOSSELIN, mais il appartenait à la famille de Le Nôtre, le célèbre dessinateur des jardins du Grand Roi ; et c'est de son arrière-grand-père qu'il prit le nom, dont il signa tous ses livres. Journaliste (rédacteur fort apprécié du *Temps*) et historien, il lisait beaucoup et se tenait à l'affût des documents intéressants pour la « petite histoire » du temps de la Révolution et de l'Empire. Ses nombreux ouvrages furent bien accueillis par le grand public et, de succès en succès, ils lui ouvrirent les portes de l'Institut. Il fut élu membre de l'Académie française en 1932. Comme l'a fait justement remarquer un de ses confrères, « sa consciencieuse habileté à écrire l'histoire anecdotique a fait à ses œuvres une place honorable dans la grande histoire ».

— Le 30 décembre 1934 est mort, à l'âge de soixante et onze ans, M. Jean CHAUSSADE, qui, dans la *Revue historique* (t. CLVI, p. 294), avait publié une très intéressante étude intitulée *Ambroise Paré et Charles IX*. Il a fait paraître aussi (*Revue de synthèse historique*, année 1927) un autre travail, très suggestif, sur la méthode scientifique du même Ambroise Paré. Ces articles, avec quelques autres, publiés dans des revues provinciales, constituent les fragments d'un volume que M. Chausade a consacré au grand chirurgien du XVI^e siècle et qui n'a pu encore trouver d'éditeur, malgré le grand intérêt qu'il présente. Souhaitons que le travail de toute une vie ne soit pas définitivement perdu.

H. S.

— M. Pierre-Benjamin BOISSONNADE, doyen honoraire de la Faculté des lettres de Poitiers, vient de mourir à l'âge de soixante-treize ans. Pour le doctorat, il avait présenté une *Histoire de la réunion de la Navarre à la Castille, 1479-1521*, et *Quomodo comites Engolismenses erga reges Angliae et Franciae se generint 1152-1328*. Il publia, en outre, de nombreux travaux sur l'histoire économique : *Le travail dans l'Europe chrétienne du Moyen Âge* ; *Études relatives à l'histoire économique de l'Espagne* ; *Les relations entre l'Aquitaine, le Poitou et l'Irlande du V^e au IX^e siècle* et *La Renaissance et l'essor du commerce maritime en Poitou, Aunis et Saintonge du X^e au XVI^e siècle* ; une *Histoire du Poitou* et une autre sur *Les premières relations économiques entre la France et l'État prussien sous Louis XIV* ; un *Essai sur l'organisation du travail en Poitou*. Il avait aussi abordé l'histoire de l'époque révolutionnaire avec un volume sur *Les volontaires de la Charente pendant la Révolution*. Une de ses dernières publications, qui attira l'attention même du grand public et qui souleva de vives controverses, a pour titre : *Du nouveau sur la Chanson de Roland*. Il était membre correspondant de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

— M. le docteur Antoine ARMINGUAUD, le fondateur de la *Société des amis de*

Montaigne, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-treize ans. Il était né à Bordeaux en 1842.

— Henri DOM QUENTIN est mort à Rome. Ses obsèques ont été célébrées en l'abbaye bénédictine de Saint-Jérôme, dont il était abbé. (*Le Temps*, 8 février.)

— *L'agrégation et l'enseignement de l'histoire*. — Le problème de l'agrégation a récemment occupé les délibérations des groupements professionnels. Comme les deux concours, masculin et féminin, doivent être fusionnés en 1938, le moment ne peut pas être éloigné où devront être prises des décisions de principe. Elles engageront gravement l'avenir de tout l'enseignement secondaire, et spécialement, bien entendu, de la culture historique. Aussi convient-il de bien poser la question.

L'agrégation masculine comporte actuellement quatre épreuves écrites : antiquité, Moyen-Age, moderne et contemporaine, géographie. A l'agrégation féminine, il n'y en a que trois, l'antiquité et le Moyen Age étant bloqués sur une seule composition. Certaines indications et certains indices donnent à penser qu'il existe une tendance à faire la fusion sur la base du programme le plus restreint, c'est-à-dire, en fait, par la suppression au concours commun de l'épreuve d'histoire ancienne.

Celle-ci serait transportée au programme de l'agrégation de grammaire. Satisfaction serait donnée, de la sorte, aux revendications des « humanistes » — et en même temps, et surtout, aux désirs de symétrie et d'économie de l'administration. Les professeurs de grammaire, en effet, ont des services qu'il n'est pas facile de faire cadrer exactement avec leur maximum d'heures obligatoires ; ils restent, le plus souvent, au-dessous de celui-ci, ou, quand on cherche à compléter le service, passent au-dessus. S'ils pouvaient normalement être chargés de l'enseignement de l'histoire ancienne, la régularité administrative serait bien mieux assurée.

N'y a-t-il pas d'autres moyens de parer aux inconvénients actuels ? Ce n'est pas ici le lieu de le rechercher. Mais ce l'est de demander ce qui, dans l'enseignement, doit prévaloir : l'intérêt et la valeur des études, ou la symétrie du tableau de service. Car, enfin, imagine-t-on des historiens dont la connaissance de l'antiquité puisse se borner à ce qu'en ont dû acquérir — et vite oublier — les candidats à la licence ? Et tient-on, d'autre part, l'histoire pour un enseignement si « omnibus » qu'il puisse être donné utilement par un grammairien ? Sans esprit historique, l'enseignement de l'histoire est vain : est-ce en expliquant Quintilien, en palissant sur l'accentuation et la métrique, qu'on acquiert l'esprit historique ? Aussi bien l'agrégation de grammaire comportait-elle naguère une épreuve d'histoire ancienne ; peut-être ne serait-il pas mauvais de rechercher quelle en était la valeur et l'utilité.

Ce ne sont pas ici des querelles d'orfèvres, et il ne s'agit pas de défendre la « matérielle », comme on dit maintenant, des historiens. Il s'agit du côté éducatif, de la valeur, de la dignité de la discipline historique elle-même. Si l'histoire peut être mise ainsi à toutes les sauces, mieux vaut la supprimer franchement. Et, d'ailleurs, ce serait la conclusion logique du système préconisé : s'il suffit de savoir lire et traduire Tite-Live pour enseigner l'histoire romaine, il suffira de savoir lire et expliquer la *Chanson de Roland* et Joinville pour enseigner le Moyen Age, Montluc, Retz, Saint-Simon pour les temps modernes, et sans doute Chateaubriand et M. Paul Valéry pour l'époque contemporaine, c'est-à-dire d'être agrégé de grammaire ou des lettres pour faire un professeur d'histoire parfaitement qualifié aux yeux de nos novateurs rétrogrades.

Serait-il paradoxal de soutenir qu'au contraire un bon agrégé d'histoire aurait

plus de titres à être appelé à enseigner les disciplines littéraires? Car, enfin, tout au long de ses études supérieures, il a lu, expliqué, commenté des auteurs français et latins, il a dû écrire en français; on a tenu compte, et souvent grand compte, de ses aptitudes littéraires. Mais quelle formation historique a donc reçue le candidat à l'agrégation de grammaire ou des lettres, qu'a-t-il appris d'histoire depuis son baccalauréat — et qu'en savait-il, surtout qu'en comprenait-il, quand il l'a passé?

En faveur de l'amputation proposée de l'agrégation et de l'histoire, on invoque souvent la nécessité de ne pas imposer aux jeunes filles l'écrasante besogne de préparation qu'exige le concours masculin dans sa forme actuelle. Peut-être eût-il convenu de réfléchir à cet aspect du problème avant de décréter la fusion. Mais il y a sans doute d'autres moyens d'alléger le concours que d'en tronquer le programme. Est-ce encore un paradoxe de prétendre que l'établissement d'un programme à questions délimitées est une cause de terrible surcharge de travail et de grande surexcitation nerveuse? que l'ancien système de compositions aux sujets librement choisis dans tout le domaine historique imposait aux candidats moins de fatigue et d'angoisses et permettait mieux de se révéler aux dons de réflexion, de composition, de style, au talent? Le bourrage de faits, le psittacisme, qui sont la caractéristique de notre « nouveau » système d'examens et de concours, ont-ils vraiment contribué à relever le niveau de l'agrégation et de la licence?

Il y a eu, depuis quelques années, beaucoup de discussions sur l'enseignement international de l'histoire. Ne conviendrait-il pas d'examiner sous tous ses aspects la question nationale de cet enseignement: son objet, ses méthodes, sa place dans les programmes, sa coordination avec les autres disciplines? On a bien l'impression qu'il y aurait là beaucoup de besogne utile à faire et qu'une collaboration des trois ordres d'enseignement, sans aucune arrière-pensée de nature individuelle ou corporative, pourrait aboutir à d'heureux résultats. Mais elle aurait besoin d'une certaine atmosphère. Celle-ci existe-t-elle aujourd'hui? A en juger par les conditions dans lesquelles ont été faits récemment certains choix pour des emplois élevés et par les projets de « réformes » tels que ceux qui viennent d'être signalés, il est à craindre que non.

— Le 4^e fascicule de la *Carte archéologique de la Gaule romaine*, dressée sous la direction de M. Adrien BLANCHET, est en vente à la librairie Ernest Leroux. Il contient la partie occidentale du département du Var et la partie orientale des Bouches-du-Rhône, dressée d'après les recherches de MM. Paul Couissin, Henry de Gérin-Ricard et Fernand Benoît. On sait que cette publication internationale fait partie de la *Forma orbis romani* entreprise sous les auspices de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

— Il y a quelque intérêt, au point de vue bibliographique, de mentionner le Catalogue de l'exposition organisée à l'occasion du 4^e centenaire de l'*Institution chrétienne*, sous le titre *Calvin et la Réforme française* (Paris, Bibliothèque nationale, mars 1935). Ce catalogue, rédigé par M. Jean CORDEY, est divisé en trois parties: 1^o les précurseurs et les protecteurs de la Réforme française; 2^o la vie, les portraits et les œuvres de Calvin; 3^o la Réforme française; les rois, les familles princières et nobles protestantes, les traités d'éducation, l'expansion française outre-mer. Cette exposition a été organisée par la Société de l'histoire du protestantisme français.

— Nous devons à M. Marcel GOURON, archiviste du Gard, deux *Répertoires numériques* de ses archives antérieures à 1790 : l'un est consacré aux *Registres d'état civil conservés aux archives communales* (Nîmes, impr. Chastanier, 1930, in-4°, xi-20 p.) ; l'autre aux *Biens nationaux : domaines, enregistrement et timbre*, mais qui se rapportent aussi aux années postérieures à 1790 (Ibid., 1934, viii-86 p.). — Ajoutons qu'entre ces deux répertoires M. Gouron a trouvé le temps de composer un gros ouvrage d'érudition intitulé : *Histoire de la ville de Pont-Saint-Esprit* (Ibid., 1934, xiv-397 p. et 32 ill.)¹.

— Dans quelles circonstances ont été conçues et exécutées deux célèbres fondations de l'Institut : celle de la *Casa Velasquez* à Madrid et celle de la *Maison de France* à Londres ? On en trouvera le récit dans une *Notice* de M. Ch.-M. WIDOR, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts, lue le 1^{er} décembre 1934 (tirage à part chez Firmin-Didot, 18 pages).

Belgique. — Un Comité pour la commémoration du bicentenaire de la naissance du prince de Ligne vient de se former, à Bruxelles, sous la présidence de M. Henri PIRENNE. Il a décidé d'organiser pour les 27, 28, 29 et 30 juillet prochain un Congrès international pour l'étude du XVIII^e siècle belge, les communications à présenter au Congrès devant se rapporter soit au prince de Ligne (1735-1814), soit, dans le sens le plus large, au XVIII^e siècle dans les anciennes provinces belgiques. Toutes les langues européennes seront admises ; les auteurs devront remettre au secrétariat, avant le 1^{er} juin, le manuscrit définitif de leurs communications et un résumé en vingt lignes. Les adhésions doivent être envoyées à M. F. Leuridan, secrétaire général de la Société des Amis du prince de Ligne, 92, avenue de Visé, Bruxelles (Watermael).

Grande-Bretagne. — On vient de découvrir, à la bibliothèque des Fellows à Westminster College, un manuscrit du célèbre roman *Le morte d'Arthur*, par Sir Thomas MALORY (mort en prison le 14 mars 1471). Ce manuscrit paraît être une copie de celui qui fut imprimé par Caxton en 1485 ; une comparaison minutieuse de ces deux textes décidera la question de savoir si l'édition publiée en 1929 par M. Eugène Vinaver peut être considérée, ainsi qu'on le croyait, comme définitive.

Italie. — *Atti della R. Accademia nazionale dei Lincei*, 1934. *Rendiconti*, vol. IV, fasc. 6. — Rapport sur le concours de philologie et de linguistique (le premier prix a été attribué à Luigi Foscolo BENEDETTO pour un ouvrage sur Marco Polo, fondé sur un très grand nombre de manuscrits). — Rapport sur le concours des sciences historiques (le prix a été décerné à M. Piero PIERI pour six travaux, dont plusieurs manuscrits ; celui sur *La crisi militare italiana nel Rinascimento* a été particulièrement remarqué). — Rapport sur le concours des sciences philologiques (le prix a été attribué à M. Ugo Enrico PAOLI pour son étude intitulée « La « datio in solutum » nel diritto antico », et plusieurs articles parus dans l'*Enciclopedia italiana*).

Turquie. — Nous empruntons au journal *Le Temps* (24 février) la note suivante sur la transformation de Sainte-Sophie en musée :

« Sainte-Sophie a définitivement cessé d'être un lieu de culte musulman et est

1. Cf. *supra*, p. 423.

ouverte au public, comme musée, moyennant un droit d'entrée de 11 piastres. L'ameublement a été enlevé et les cadres contenant des versets coraniques ont été dépendus des murs. Les tapis ont été envoyés dans d'autres mosquées, notamment à Andrinople. Cela a découvert une partie de l'ancien pavage près de l'emplacement de l'iconostase primitif.

« Si l'on a amené les drapeaux verts du minbar, on a laissé celui-ci, ainsi que le mihrab, la chaire de marbre des muezzins, les grandes lampes, les *top kandyl*, avec leurs chaînes de l'époque byzantine, la tribune sultanique d'Achmed III et les deux grands disques, calligraphiés par Teknedji Zadé Ibrahim en 1642.

« Les antiquités romaines et byzantines ne seront en place que dans quelques mois.

« Les touristes ne retrouveront pas une des petites curiosités pittoresques du lieu : le régiment de pantoufles autrefois rangé en bon ordre à la porte du narthex et qui constituait la principale ressource en pourboires des gardiens. »

Le gérant : R. LISBONNE.

LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE

Les volumes dont le format n'est pas indiqué sont in-8°; le nom de Paris n'est pas ajouté pour ceux qui ont paru chez des libraires de cette ville.

- Archivo del General Miranda. Revolucion francesa, t. XIV, 1933. Caracas (Venezuela), Leon Hermanos, xxxiii-502 p.
- Argenti (Philip P.)*. The expedition of the Florentines to Chios, 1599. Londres, John Lane, 1934, ix-228 p.; prix : 12 s. 6 d.
- Aubry (Octave)*. Sainte-Hélène. Flammarion, 1935, 2 vol., xvi-316 et 335 p.; prix : 25 fr.
- Bac (Ferdinand)*. Intimités de la III^e République : de M. Thiers au président Carnot. Souvenirs de jeunesse. Hachette, 1935, 518 p.
- Barraclough (Geoffrey)*. Papal provisions. Aspects of Church history in the later middle ages. Oxford, Blackwell, 1935, xi-187 p.; prix : 10 s. 6 d.
- Bartel (Paul)*. Le maréchal Pilsudski. Plon, 1935, viii-256 p.
- Berthoud (Dorette)*. Vie du peintre Léopold Robert. Neuchâtel, éditions de la Baconnière, 1935, 329 p.
- Bindorff (S. T.), Smith (E. F. Malcolm) et Webster (C. H.)*. British diplomatic representatives 1789-1832. Londres, aux bureaux de la Camden Society, 1934, xv-216 p.
- Blum (André)*. Les origines du papier, de l'imprimerie et de la gravure. Éditions de la Tournelle, 1935, 252 p.
- Bonsircen, S. J. (J.)*. Le judaïsme palestinien au temps de Jésus-Christ. Beauchesne, 1935, xxxviii-555 et 511 p.; prix : 70 fr. chaque.
- Boulanger (abbé Fernand)*. Saint Basile. Aux jeunes gens sur la manière de tirer profit des lettres helléniques. Les Belles-Lettres, 1935, 75 p. doubles.
- Bourgin (Georges)*. L'État corporatif en Italie. Fernand Aubier, 1935, 252 p.; prix : 12 fr.
- Bouthoul (Gaston)*. La population dans le monde. Payot, 1935, 254 p.; prix : 18 fr.
- Budești (Ghika)*. Evolutia arhitecturii in Muntenia si Oltenia. Bucarest, Commission des manuscrits historiques, 1933, in-fol., 108 p., 333 gravures.
- Cahier de doléances des bailliages des généralités de Metz et de Nancy pour les États Généraux de 1789. Première série. Département de Meurthe-et-Moselle. T. IV : Cahiers du bailliage de Nancy, publiés par *Jean Godfrin*. E. Leroux, 1934, xlv-514 p.
- Calendar of Treasury books 1 September 1698 to 31 July 1699 preserved in the P. Record Office. Vol. XIV. Préparé par *William A. Shaw*. Londres, H. M's Stationery Office, 1934, 602 p.; prix : 1 £ 10 s.
- Calvin (Jean)*. Trois traités : l'épître à Sadolet; le traité de la Sainte-Cène; le traité des scandales. Textes annotés par *Jacques Pannier*. Éditions « Je sers », 313 p.
- Carcopino (Jérôme)*. L'ostracisme athénien. Nouvelle édition. Félix Alcan, 1935, xii-262 p.; prix : 30 fr.
- Carton de Wiart (comte)*. Marguerite d'Autriche. Une princesse belge de la Renaissance. Bernard Grasset, 264 p., 4 illustrations; prix : 25 fr.
- Ciampini (Raffaele)*. La caduta della Monarchia, 1792. Bologne, L. Cappelli, 1934, 292 p.; prix : 12 l.
- Cornilleau (Robert)*. L'abbé Naudet. Bloud et Gay, 1935, 158 p.; prix : 12 fr.
- Cuvellier (J.)*. La formation de la ville de Louvain des origines à la fin du xiv^e siècle. Bruxelles, Hayez, 1935, 200 p.
- Dawson (Christopher)*. Progrès et religion. Une enquête historique; traduit par *Pierre Belperron*. Plon, 1935, xvi-247 p.; prix : 13 fr. 50.
- Deloche (Maximin)*. Un frère de Richelieu inconnu. Desclée de Brouwer, 1935, 553 p.
- Déniau (Jean)*. La commune de Lyon et la guerre bourguignonne, 1417-1435. Lyon, Masson, 1934, xix-650 p.
- Despois (Jean)*. La colonisation italienne en Libye. Problèmes et méthodes. Larose, 1935, xi-146 p.; prix : 20 fr.
- Le djebel Nefousa (Tripolitaine). Étude géographique. Larose, 1935, 349 p., 17 planches photographiques et 29 figures et croquis; prix : 50 fr.
- Diplomatic correspondence of the United

- States. Inter-American Affairs, 1831-1861. Textes choisis par *William R. Manning*. Vol. V : Chili et Colombie. Washington, Carnegie Endowment for international peace, 1935, xl-1015 p. ; prix : 5 dollars.
- E5 (*Dommanget (Maurice)*. Pages choisies de Babeuf. A. Colin, 1935, xi-330 p. ; prix : 35 fr.
- Duvernoy (Émile)*. Correspondance du duc de Lorraine Charles III avec la ville de Metz. Metz, Paul Even, 1935, 180 p.
- Fanfani (Amintore)*. Un Mercante del Trecento. Milan, Giuffrè, 1935, 125 p. ; prix : 10 l.
- Ferrabino (Aldo)*. L'Italia romana. Milan, Mondadori, 572 p. ; prix : 38 l.
- Foreign Policy of the Powers (The). New-York, Harper et frères, 1935, 161 p. ; prix : 1 d. 50.
- Frazier (James George)*. Balder le Magnifique. Étude comparée d'histoire des religions. Traduit par *Pierre Sayn*. Geuthner, 1931, 2 vol., xii-368 et 431 p.
- Géraud (Edmond)*. Journal d'un étudiant pendant la Révolution, 1789-1793 ; publié par *G. Maugras*. Plon, 1934, 317 p. ; prix : 15 fr.
- Gonnard (René)*. Histoire des doctrines monétaires dans ses rapports avec l'histoire des monnaies. T. I : De l'Antiquité au xvii^e siècle. Librairie du Recueil Sirey, 1935, 291 p.
- Gouron (Marcel)*. Catalogue des chartes de franchises de la France. II : Les chartes de franchises de Guienne et Gascogne. Librairie du Recueil Sirey, 1935, LIX-794 p., 1 carte.
- Grenard (Fernand)*. Gengis-Khan. A. Colin, 1935, 206 p. ; prix : 18 fr.
- Guichard (Georges)*. *Neubourg* (comte de), *Perroy* (Édouard) et *Dufour* (J. E.). Chartes du Forez antérieures au xiv^e siècle, Mâcon, Protat frères, 1935, p. 451-602 Avec une table des noms des pièces et des matières.
- Gundolf (Frédéric)*. Paracelse ; trad. de l'allemand par *S. Stelling-Michaud*. Éditions « Je sers », in-16, 253 p.
- Havelaar (Paulina)*. Der deutsche Libertätsgedanke und die Politik Wilhelm III von Oranien. Berlin et Bonn, Dümmler, 1935, 174 p.
- Hérissay (Jacques)*. Les massacres de Meaux. Perrin, 1935, 185 p.
- Honnorat (Michel)*. La langue gauloise resuscitée. Dictionnaires cambrien, gaélique et basque prouvant l'identité des trois dialectes celtiques avec le gaulois moderne. Leroux, 1935, xii-187 p. ; prix : 40 fr.
- Hayes (Richard)*. Irish Swordsmen of France. Dublin, Gill, 1934, xix-307 p. ; prix : 15 s.
- La Gorce (Pierre de)*. Au temps du Second Empire. Plon, 1935, iv-249 p. ; prix : 15 fr.
- Lamps (L.)*. Histoire de la caisse d'épargne et de la prévoyance d'Arras. Édité par la Caisse d'épargne d'Arras à l'occasion de son centenaire. Préface par *Alfred Qui-gnon*. 1934, in-4°, xi-131 p.
- Lesourd (E.)*. Lectures historiques, 1789-1848. Lanore, 1935, x-361 p.
- Lettres familières de l'impératrice Eugénie ; publiées par les soins du duc d'Albe. Le Divan, 1935, 2 vol., xxvi-277 et 245 p.
- Lods (Adolphe)*. Les prophètes d'Israël et les débuts du judaïsme. La Renaissance du Livre, 1935, xu-434 p. ; prix : 40 fr.
- Loukouski (G.-K.)*. Les théâtres anciens et modernes. Firmin-Didot, 1934, 40 p. et LXXXVIII pl.
- Loyen (A.)*. Les débuts du royaume wisigoth de Toulouse. Extrait de la « Revue des Études latines », 1934, 10 p.
- Mabille de Poncheville (A.)*. Histoire d'Artois. Boivin, 1935, 277 p. ; prix : 20 fr.
- Maes (Pierre)*. Un ami de Stendhal. Victor Jacquemont. Desclée de Brouwer, 1935, 643 p. ; prix : 30 fr.
- Mallory (Walter H.)*. Political Handbook of the world, 1935. New-York, Harper, 1935, 201 p. ; prix : 2 dollars 50.
- Martet (Jean)*. Le procureur de la lanterne : Camille Desmoulins. Albin Michel, 1935, in-16, 315 p. ; prix : 15 fr.
- Martineau (Alfred) et May (L.-Ph.)*. Tableau de l'expansion européenne à travers le monde de la fin du xii^e siècle au début du xix^e siècle. Leroux, 1935, 369 p.
- Masé (Henri)*. Firdousi et l'épopée nationale. Perrin, 1935, 305 p.
- Maurel (Blanche)*. Cahiers de doléances de la colonie de Saint-Domingue pour les États Généraux de 1789. Leroux, 1933, 400 p.
- Mc Laughlin (Terence P.)*. Le très ancien droit monastique de l'Occident. Étude sur le développement général du monachisme et ses rapports avec l'Église séculière et le monde laïque, de saint Benoît de Nursie à saint Benoît d'Aniane. Abbaye de Saint-Martin, Ligugé (Vienne), et Auguste Picard, 1935, xxii-273 p. ; prix : 40 fr.
- Meersseman, O. P. (G.)*. Geschichte des Albertismus. T. II : Die ersten Kölner kontroversen. Rome, Istituto storico domenicano, 1935, 130 p.
- Meyer (Gustav)*. Friedrich Engels, eine Biographie. La Haye, Nijhoff, 1934, 2 vol., ix-393 et viii-585 p. ; prix : 10 florins.

- Meyer (Lucienne)*. Les légendes des matières de Rome, de France et de Bretagne dans le « Panthéon » de Godefroi de Viterbe. E. de Boccard, 1933, xix-247 p.
- Mignon (Maurice)*. Littérature italienne chrétienne. Bloud et Gay, 1935, 188 p.; prix : 12 fr.
- Möllenberg (Walter)*. Eike von Repgow und seine Zeit. Recht, Geist und Kultur des deutschen Mittelalters. Burg, August Hopper, 131 p.; prix : Rm. 3,80.
- Morgan (William Thomas)*. A bibliography of British history, 1700-1715. With special reference to the reign of Queen Ann. Indiana, Bloomington, 1934, xvii-524 p.
- Maj (Werner)*. Staat und Staatsgedanke. Bern, Lang, 1935, 320 p.; prix : 11 francs suisses.
- Naudin (abbé Edmond)*. Saint-Véran de Cavailon. Avignon, Aubanel, 1935, 65 p.
- Neumann (Alfred)*. The life of Christina of Sweden. Londres, Hutchinson, 1934, 287 p.; prix : 18 s.
- Nielsen (Niels)*. Géomètres français du XVIII^e siècle; publié par N. E. Nörlund. Gauthier-Villars, 1935.
- Oliver (F. S.)*. The endless adventure. T. III. Londres, Macmillan, 1935, vii-251 p.; prix : 10 s.
- O'Rourke (Vernon A.)*. The juristic Status of Egypt and the Sudan. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1935, 184 p.
- Panaïtescu (Emil)*. Momenti della civiltà romana nella Mesia. Bologne, Cappelli, 1935, p. 225-252.
- Pfeilschifter (George)*. Korrespondenz des Fürstbistes Martin II Gerbert von St Blasien. T. II : 1774-1781. Karlsruhe in Baden, Müller, 1934.
- Piquet (Émile)*. Les dénombrements généraux de réfugiés huguenots au pays de Vaud et à Berne à la fin du XVIII^e siècle. Lausanne, éditions de la Concorde, 1934, 116 p.
- Plion (Raymond)*. Fêtes et cérémonies siamoises. Firmin-Didot, 1935, 125 p.; prix : 18 fr.
- Romeyer (B.)*. La philosophie chrétienne jusqu'à Descartes. I : Des origines aux Alexandrins. Bloud et Gay, 1935, 188 p.; prix : 12 fr.
- Roover (R. de)*. Le livre de comptes de Guillaume Ruyelle, changeur à Bruges, 1369. Bruges, Vercruyxs-Vanhove, 1934, 95 p.
- Sainte-Beuve*. Correspondance générale; recueillie par Jean Bonnerot. T. I. Stock, 1935, 604 p.
- Salloch (Marianne)*. Die lateinische Fortsetzung von Tyrus. Leipzig, Hermann Eichblatt, 1932, 152 p.; prix : 7 Rm. 20.
- Salverte (comte François de)*. Les ébénistes du XVIII^e siècle. Leurs œuvres et leurs marques; 3^e édition augmentée. Éditions d'art et d'histoire, 1934, ix-336 p.
- Savaron (C.)*. Mes souvenirs. A Madagascar avant et après la conquête, 1885-1898. Tananarive, G. Pitot, 1932, 331 p.
- Saxonis Gesta Danorum*. Tomus II. Indicem Verborum, confecit Franz Blatt. Fasc. I : A-Dissideo. Copenhague, Levin et Munksgaard, 1934, viii-251 p.
- Schnürer (Gustave)*. L'Église et la civilisation au Moyen Age; traduction de G. Castella. T. II. Payot, 810 p.; prix : 50 fr.
- Scullard (Howard H.)*. A history of the roman world from 753 to 146 B. C. Londres, Methuen, 1935, xv-504 p.; prix : 15 s.
- Sergeant (Philip W.)*. George, prince and regent. Londres, Hutchinson, 1935, 304 p.; prix : 18 s.
- Seton-Watson (R. W.)*. Disraeli, Gladstone and the Eastern Question. Study in diplomacy and party politics. Londres, Macmillan.
- Siegfried (André)*. La crise de l'Europe. Calmann-Lévy, 1935, 125 p.; prix : 8 fr.
- Sion (Jules) et Chataigneau (Y.)*. Méditerranée. Péninsules méditerranéennes. T. II : Italie, Pays balkaniques. A. Colin, 1934, p. 235-597; prix : 100 fr.
- Spiridovitch (général Alexandre)*. Raspoutine, 1863-1916. Payot, 1935, 431 p.; prix : 24 fr.
- Stace*. Silves; traduction par Henri Clouard. Garnier, 1935, 312 p.; prix : 15 fr.
- Temperley (Harold)*. Studies in anglo-french history, XVII^e-XVIII^e siècles. Cambridge University Press, 1925, xv-180 p.; prix : 8 s. 6 d.
- Thorndike (Lynn)*. A history of magic and experimental science. T. III et IV. New-York, Columbia University Press; Londres, H. Milford, 1934, xxvi-827 et xviii-767 p.; prix : 50 s. les 2 volumes.
- Toutain (J.)*. Nouvelles études de mythologie et d'histoire des religions antiques. Jouve, 1935, 295 p.
- Turmel (Joseph)*. Histoire des dogmes. T. IV. Rieder, 1935, 492 p.; prix : 60 fr.
- Vioux (Marcelle)*. Le Vert-Galant. Vie héroïque et amoureuse de Henri IV. Fasquelle, 320 p., portraits et tableaux historiques; prix : 15 fr.
- Volz (Prof. Gustav Berthold)*. Politische Correspondenz Friedrich's des Grossen. T. XLIV : 1^{er} janvier-31 octobre 1780. Berlin, Oldenburg, 1935, 600 p.

IV LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA « REVUE »

Wade-Evans (Arthur W.). Welsh Christian origins. Oxford, The Selden Press, 1934, 318 p.; prix : 5 s.

Whitelaw (William Menzies). The maritimes and Canada before Confederation. Toronto, Oxford University Press; Londres, H. Milford, 1934, xi-328 p.

Wrong (George M.). Canada and the American revolution. The disruption of the first

british Empire. New-York, The Macmillan Cy, 1935, xii-497 p.

Zavala (Silvio A.). Los instituciones juridicas en la Conquista de America. Madrid, Junta para ampliacion de Estudios, 1935, vii-349 p.

Zweig (Stephan). Érasme, grandeur et décadence d'une idée; traduit par *Alzin Hella*. Grasset, 1934, 244 p.

illan

ridi-
rid,
935,

léca-
ella.